Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16584 – 7,50 F - 1,13 EURO — SAMEDI 23 MAI 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ L'Indonésie à la dérive

Le nouveau président, M. Habibie, s'engage à poursuivre les réformes, mais ne confirme pas la tenue d'élections anticipées. Le dauphin de Suharto prend les commandes d'une Indonésie à l'économie moribonde. p. 2



DEREK HUDSON

■ Cannes 98

Réalisateur et acteur génial du *Prédicateur*, Robert Duvall décrit une Amérique tiraillée entre vraies et fausses croyances. Plus décevants, le *Illuminata* de John Turturro ou *Khroustaliov, ma voiture !* d'Alexeï Guerman. p. 24 et 25

■ Chirurgie robotisée

Première mondiale : l'équipe du professeur Alain Carpentier a réalisé six interventions à coeur ouvert avec l'assistance d'un robot manipulé par ordinateur. p. 29

■ Ecologie : retour sur une catastrophe

Notre correspondante en Espagne a visité le Parc naturel de Donana, en Andalousie, un mois après la contamination par des eaux acides. p. 5



CLAUDE DITYVON

■ Mai 68, le roman

Dix-septième épisode du roman-feuilleton de Patrick Rambaud. 22 mai 1968 : à l'Assemblée, le premier ministre Georges Pompidou évite la censure de 11 voix ; *« Nous sommes tous des juifs allemands »*, crient les étudiants après l'interdiction faite à Cohn-Bendit de revenir en France. p. 10 et 11

■ Fenêtre sur le ciel

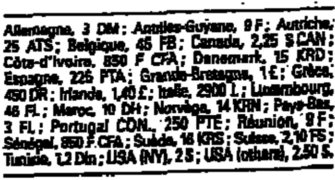
Les Européens inaugurent au Chili le premier des quatre télescopes géants prévus d'ici à 2003, qui fera de ce Very Large Telescope (VLT) le plus grand observatoire du monde. p. 20

■ Canal Plus et sa chaîne info

Philippe Amaury, le PDG du groupe, se retire du projet de chaîne info de Canal Plus, concurrente de LCI, jugée *« trop chère »*. p. 16

■ Rugby : la retraite de Philippe Sella

Le joueur le plus « capé » (111 sélections) se retire, à 36 ans, samedi 23 mai, lors du match opposant Newcastle à un « XV mondial ». p. 22



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 523 - 7,50 F



Le choix historique des Irlandais

● L'Ulster est appelée à entériner la paix après des décennies de guerre civile ● Les accords de Stormont sont soumis, vendredi, au vote des électeurs de la province du Nord et de la République d'Irlande ● Dublin renoncerait à l'unification, tandis que Belfast jouirait d'une large autonomie

JOURNÉE décisive que ce vendredi 22 mai pour les Irlandais du Nord qui sont appelés à se prononcer, par référendum, pour ou contre les accords de Stormont, conclus le 10 avril à Belfast pour mettre fin aux violences en Ulster. Une victoire du « oui », que tous les sondages prédisent, doterait la province d'une semi-autonomie en instaurant une assemblée autonome où protestants unionistes et catholiques nationalistes se partageront le pouvoir, ainsi qu'un organe exécutif associant le gouvernement de la République d'Irlande aux affaires du Nord.

Face à la campagne massive et souvent haineuse des partisans du « non », dirigés par le Révérend presbytérien Ian Paisley, les partisans de l'accord se sont fortement mobilisés, en particulier les dirigeants des deux grandes formations politiques catholique et protestante. Les mouvements proches des milices paramilitaires nationalistes et unionistes se sont joints à cette campagne. Leur engagement a reçu de nombreux renforts : le président américain Bill Clinton a appelé de ses voeux une victoire du « oui » ; tout comme le premier ministre travailliste britannique, Tony Blair, qui s'est rendu trois fois en Irlande du Nord au cours des dernières semaines. Les syndicats et le patronat ont également appelé à approuver ces accords historiques. Cette mobilisation semble avoir convaincu une bonne partie des électeurs indécis. Le résultat du scrutin ne devrait pas être connu avant samedi après-midi.

Le même jour, les 2,75 millions d'électeurs de la République d'Irlande participent à deux référendums. Le premier prévoit de modifier leur Constitution afin de reconnaître que la province du Nord ne fait pas partie de la République. Soutenu par l'ensemble de la classe politique, il devrait être approuvé à une écrasante majorité. La seconde consultation concerne la ratification du traité d'Amsterdam.



Lire page 4

Les régions bloquées

■ Les connexions entre la droite et le Front national paralysent les conseils

■ Le gouvernement propose de renforcer les moyens des présidents

■ Finances locales : le premier ministre choisit de ménager les élus

Lire pages 6 et 7

Lionel Jospin n'a pas envie que ses alliés lui fassent sa fête

L'IDÉE avait été évoquée furtivement, le 30 mars, par les alliés du PS. Lionel Jospin réunissait ce jour-là, pour la deuxième fois, les responsables des groupes de la majorité « plurielle » de l'Assemblée nationale. Dans une atmosphère cordiale, le premier ministre avait parlé de rassembler les députés de la majorité. Pourquoi pas le 1er juin, pour fêter le premier anniversaire de la victoire ?, avait demandé Michel Crépeau, président du groupe Radical, Citoyen et Vert, approuvé par Alain Bocquet, président du groupe communiste. La rencontre se fera, avait promis le premier ministre, mais pas le 1er juin. M. Jospin, en effet, n'aime pas les anniversaires.

« Ce n'est pas le genre de la maison de faire des cérémonies », explique Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Depuis un an, la communication de Matignon ne varie pas : minimale, « profil bas », en un mot : modeste. Puisqu'on travaille, puisqu'on est sérieux, on n'a pas le temps de faire la fête. Le secrétariat du PS reconnaît aussi, de son côté, qu'il a tiré la leçon du congrès de Brest, en novembre 1997. Tout en jurant qu'on n'avait pas *« pris la grosse tête »*, on s'y était quand même beaucoup *« autocongratulé »*. Or, quel événement avait immédiatement suivi cette grand-messe ? Le mouvement des chômeurs ! Les festivités socialistes se limiteront donc à un entretien-bilan – et quelque peu confidentiel –, dans *L'Hebdo des socialistes*, avec François Hollande...

Matignon sait, enfin, que fêter un peu bruyamment un anniversaire, c'est prendre le risque de donner à ses partenaires des idées dangereuses. Par exemple, dresser quelques bilans trop sévères ; ou « réactualiser », oralement, plate-forme et accords programmatiques de 1997. Or, les communistes et les Verts, en cette fin mai, témoignent d'un agacement certain devant le projet de réforme du mode de scrutin pour les élections européennes.

Le 20 mai, dans une lettre adressée à l'ensemble des députés de gauche, Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts, enjoint ainsi à ses partenaires socialistes de *« ne pas gâcher l'anniversaire de la victoire de la majorité plurielle »*. Si Dominique Voynet a finalement choisi de batailler dans l'ombre pour accroître de 20 % à 30 %, en 1999, le budget du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Robert Hue souhaite, lui, hausser le ton devant le comité national de son parti, les 3 et 4 juin, un an après la formation du gouvernement. *« Nous ne fêterons pas l'événement, nous le marquerons »*, prévient le secrétaire national du PCF, qui a prévu, pour le 26 mai, une descente de la Seine en péniche *« avec trois cents jeunes »*, pour *« démontrer, avant le 1er juin, l'actualité et l'urgence d'un changement plus significatif »*.

Hélas, le premier ministre a annulé un entretien prévu par *L'Humanité* dans ses deux numéros anniversaires, les 3 et 4 juin. Du coup, le quotidien communiste renonce à une interview parallèle du secrétaire national du parti. Preuve qu'aux yeux du PCF l'heure n'est pas encore venue de conjuguer la gauche au singulier...

Ariane Chemin

Autisme : « Mon fils a été attaché... »

*« **LE PLUS TERRIBLE** pour nous, ça a été de voir qu'il était attaché alors qu'il n'a jamais été méchant... » « Je sais que mon fils a été attaché. Et on l'a remis sous médicaments. Depuis, il n'arrête pas de faire des crises... »* Les témoignages recueillis par notre correspondant régional sont irréfutables : dans le Nord-Pas de Calais, des adultes autistes sont attachés à longueur de journée dans un centre hospitalier spécialisé (CHS), dont le psychiatre justifie ce *« choix cruel »*. La persistance de ces pratiques barbares de contention illustre les graves carences du dispositif de prise en charge des autistes adultes.

Lire page 8
et notre éditorial page 13

L'Exposition de Lisbonne submergée par le virtuel

LES EXPOSITIONS universelles sont nées de la volonté de présenter au grand public *« les produits de l'industrie »*, gage d'une foi dans un avenir meilleur. Pendant tout le XIXe siècle et une bonne moitié du nôtre, les nations, invitantes ou invitées, ont donc montré leurs plus belles machines. Ces outils du progrès étaient des objets palpables. Même la « Fée Electricité », qui, en 1900, faisait se mouvoir un trottoir roulant et se déplacer le premier métro parisien.

L'architecture des pavillons était à la hauteur des aspirations de leurs commanditaires : le clou de la première Exposition universelle, à Londres, en 1851, était le Crystal Palace de Paxton, un chef-d'oeuvre de fer et de verre ; 1889 laissera la tour Eiffel et 1893, la Ville blanche de Chicago. Vitrines des nations, ces manifestations tournaient souvent à l'affrontement plus ou moins feutré. On n'a pas oublié la confrontation entre les pavillons nazi et soviétique, en 1937, sur les bords de la Seine. A Bruxelles, en 1958, les Etats-Unis et l'URSS exposaient leurs rivalités par le biais de la conquête de l'espace, en alignant leurs premiers satellites artificiels.

Aujourd'hui, les progrès techniques qui accompagnent une fin de siècle inquiète ne font plus guère illusion : l'avenir ne s'annonce pas radieux pour tout le monde, et personne ne croit que le bonheur de l'humanité passe, de façon simpliste, par un *« nouveau bond en avant »* dans le domaine des sciences appliquées. Ces dernières se font d'ailleurs de moins en moins spectaculaires. La révolution informatique tient dans quelques puces microscopiques.

En revanche, le spectacle, avec ou sans prétexte scientifique, envahit un horizon qui se limite souvent à la taille d'un écran. Les images sont omniprésentes. Comme si leur diffusion tous azimuts pouvait atténuer nos angoisses liées, entre autres, au sort incertain de la planète. Un des édifices thématiques de l'Exposition de Lisbonne, ouverte au public à partir du vendredi 22 mai, ne porte-t-il pas le nom de pavillon de la Réalité virtuelle, titre presque aussi beau que celui de l'encyclopédie chinoise chère à l'écrivain Jorge Luis Borges, *Le Marché céleste des connaissances bénévoles ?*

Frédéric Edelmann
et Emmanuel de Roux

Lire la suite page 13

Seagram crée la surprise



EDGAR BRONFMAN JR

LES CRITIQUES contre le flou de la stratégie menée par Edgar Bronfman Jr, l'héritier qui a repris en 1994 le groupe de spiritueux Seagram créé par son grand-père et son père, se sont tues. Seagram va racheter PolyGram à Philips pour 10,6 milliards de dollars (60 milliards de francs) et devenir le numéro un mondial d'éditions musicales. La division qui produit des films sera revendue.

Lire page 14

ASIE Le nouveau président indonésien B. J. Habibie a présenté, vendredi 22 mai, une équipe gouvernementale composée principalement de technocrates, sans aucune figure de l'opposition. Il s'était pourtant engagé, dans son premier discours suivant sa prise de fonctions, à répondre à la requête de *« réforme totale »* voulue par le mouvement populaire qui a chassé Suharto. B. J. Habibie n'a pas confirmé la tenue de nouvelles élections. ● L'ÉCONOMIE laissée par Suharto est moribonde. Le déficit provoqué *par dix mois de crise économique* inquiète les bailleurs de fonds internationaux. *On redoute un défaut de* paiement d'une dette extérieure globale se chiffrant à plus de 134 milliards de dollars. ● L'OPPOSITION, satisfaite d'avoir obtenu le départ du général-président, dénonce la survie de son système politique. Elle reste *désorganisée et se cherche un chef.*

Le nouveau président indonésien prend les commandes d'un pays à la dérive

Le successeur de Suharto a promis d'engager une « réforme totale » du système politique, mais son gouvernement ne comporte aucune personnalité incarnant cette volonté. Les contestataires voient en lui un « pape de transition »

DJAKARTA
de nos envoyés spéciaux

Les paris sont ouverts. Même si la contestation perd de sa virulence sur les campus universitaires, B. J. Habibie, soixante et un ans, intime de Suharto et personnage controversé, peut-il être autre chose qu'un « pape de transition » ? Sur une scène politique peu transparente, peut-il recueillir les appuis qui lui permettraient d'ancrer sa propre présidence et de ne pas paraître uniquement comme le défenseur des intérêts de la caste à laquelle il appartient ?

L'ancien ingénieur, qui se retrouve au départ président par défaut, a inauguré son mandat en donnant des assurances à tout le monde. Jeudi 21 mai en début de soirée, au cours de sa première allocution télévisée, il a qualifié le mouvement des étudiants de *« souffle d'air frais »* et s'est engagé à répondre à leur requête de *« réforme totale »*, mot-clé de l'opposition. Il a lancé un appel à *« la fin des divisions »* et à l'union *« afin d'utiliser au mieux le temps limité dont nous disposons pour résoudre la crise »*. Reprenant un autre slogan étudiant, il a promis de lutter contre les trois maux dénoncés (*« népotisme, collusion, corruption »*), de démanteler les monopoles et de former un gouvernement intègre qui remplira toutes les obligations internationales de l'Indonésie. Autrement dit, Habibie a confirmé son ralliement au plan d'austérité du FMI, dont il n'avait pas été un chaud partisan, au moins au départ.



Le nouveau cabinet, annoncé vendredi matin, est dominé par des ingénieurs, des économistes et des professionnels. Ginandjar Kartasasmita conserve la haute main sur l'économie, ce qui satisfera le FMI et Washington. En outre, le gouverneur de la banque centrale ne figure plus parmi les membres du cabinet ; cette mesure est destinée à marquer son indépendance à l'égard du pouvoir politique, une exigence du FMI. Le général Wiranto, commandant en chef des forces armées et l'un des artisans du compromis qui a abouti à la démission de Suharto, demeure ministre de la défense. Ali Alatas reste responsable de la diplomatie.

Comme prévu, la fille aînée de Suharto et le collaborateur le plus proche de l'ancien président, Mohammed « Bob » Hasan, ne font plus partie du gouvernement. Mais Habibie n'a pas réussi à convaincre des personnalités en vue de l'opposition de rejoindre le cabinet. Emil Salim, opposant modéré et respecté, aurait rejeté les offres du nouveau président.

Il reste à savoir si ce gouvernement sera bien accueilli par la finance internationale, très réservée à l'égard de Habibie, lequel a géré, par le passé, d'ambitieux projets qui ont été autant de gouffres financiers. Le nouveau président indonésien a également été le symbole d'un nationalisme économique peu apprécié par les tenants de l'orthodoxie financière.

CLIMAT D'INDÉCISION

En outre, Habibie ne s'est pas encore prononcé sur la tenue d'élections. La classe politique est donc prise entre le souci de ne pas secouer davantage le navire et celui de jeter les premières fondations d'un régime démocratique. Emil Salim juge que l'administration Habibie devrait être chargée d'organiser des élections dans un délai de six mois et suivant de nouvelles lois. Frans Seda, également ancien ministre de Suharto passé dans l'opposition, estime que les étudiants devraient *« se calmer un peu »* et considérer *« la phase actuelle comme transitoire »*.

Dans son éditorial de vendredi, le *Jakarta Post* exprime davantage de scepticisme. *« Le problème,* écrit le quotidien, *est de savoir si le nouvel homme en charge est capable d'appliquer la demande populaire d'une réforme totale pour panser les maux du pays. La réponse semble négative »*. De son côté, Muchtar Pakpahan, syndicaliste emprisonné, a demandé, depuis son lit d'hôpital, aux gens de maintenir la pression en faveur d'une session de l'Assemblée consultative du peuple pour élire, le 30 juin au plus tard, *« un nouveau président chargé de constituer un cabinet de réforme »*. La procédure adoptée jeudi dans l'organisation de la succession de Suharto semble avoir comporté un élément important : se passer, apparemment, d'une épreuve électorale jugée particulièrement risquée avec la montée en flèche du chômage et la tension politique. En effet, l'article 9 de la Constitution ne précise pas que le mandat du président doit être confirmé par l'Assemblée consultative du peuple et si la vice-présidence peut demeurer ou non vacante. Habibie et les groupes qui l'appuient donnent l'impression de vouloir reporter, le plus longtemps possible, tout scrutin populaire.

Vendredi matin, au siège du Parlement, où des étudiants campent depuis quelques jours, un développement nouveau s'est produit avec l'arrivée de centaines d'élèves d'écoles musulmanes et de femmes, couvertes du tchador, favorables à la fois à Habibie et aux réformes. Les étudiants leur ont barré l'accès du bâtiment de l'Assemblée, et ces groupes se sont repliés sur la mosquée du complexe. Cet exemple, parmi d'autres, souligne à quel point les circonstances de la sortie de Suharto ont créé un climat d'indécision et d'incertitude qui n'est pas près de se résorber.

Jean-Baptiste Naudet et Jean-Claude Pomonti

Les principaux ministres de l'équipe dirigeante

● **Affaires étrangères :** Ali Alatas, le vétéran de la diplomatie indonésienne, est reconduit dans ses fonctions.
● **Défense :** le général Wiranto garde ses postes de ministre et de commandant en chef de l'armée.
● **Economie :** Ginandjar Kartasasmita occupait les mêmes fonctions dans l'ancien gouvernement.
● **Finances :** Bambang Subianto, ancien haut fonctionnaire, est un technocrate réformiste.
● **Intérieur :** Syarwan Hamid, ancien député et porte-parole de l'armée.

Trois décennies d'autoritarisme laissent l'opposition désarmée devant l'ampleur de la tâche

DJAKARTA
de nos envoyés spéciaux

Etourdie par son succès, par la course folle des événements, l'opposition indonésienne, à peine émergente, sans expérience, sans culture politique et sans chef, goûte sa première victoire, reprend son souffle et maintient sa pression sur le « régime Suharto sans Suharto ». *« Notre leader ? C'est notre professeur, notre recteur »*, affirment les étudiants, fer de lance de la contestation, qui continuent d'occuper le Parlement de Djakarta. Méfiants, ils exigent toujours, sans beaucoup plus de précision, *« la démocratie et la justice »*. En retrait sur les campus, les professeurs jouent les modestes. *« Nous ne dirigeons rien. Le plan d'action ? Demandez aux étudiants ce qu'ils veulent. Nous les soutenons »*, assurent-ils.

La plus connue des « politiques », Megawati Sukarnoputri, fille d'un héros populaire, le premier président indonésien Sukarno, garde un étonnant silence. *« Pour tirer les marrons du feu au bon moment »*, disent certains opposants. *« Parce qu'elle ne sait ni que dire ni que faire »*, assurent d'autres. Amien Raïs, chef de la seconde association musulmane du pays et figure la plus en vue de la lutte contre Suharto, semble hésiter. Il aurait été favorable à la nomination du nouveau président, B. J. Habibie, et il a, en outre, déclaré sa *« neutralité »* face au nouveau gouvernement, tout en ajoutant que ce dernier ne tiendrait pas *« jusqu'à 2003 »*, date de la fin du mandat de Habibie.

Amien Raïs entend donc juger le nouveau président à l'expérience et ne renonce pas à appuyer les revendications des étudiants, qui ont contribué à faire sa fortune politique. Même s'ils apprécient son soutien, les étudiants se méfient des ambitions de cet homme combatif, comme de toute récupération d'un mouvement qu'ils veulent avant tout « moral ».

PAS DE VRAIS PROGRAMMES

Toutefois, après cinq jours d'occupation des locaux du Parlement et au lendemain de la démission de Suharto, les étudiants semblent partagés. Certains sont tentés de donner sa chance au nouveau président, à condition qu'il s'emploie à mettre en place des institutions démocratiques. D'autres estiment que cette « marionnette » de Suharto doit à son tour démissionner « immédiatement ». Une tendance, dans leurs rangs, semble prévaloir : que l'Assemblée consultative du peuple se réunisse, le plus tôt possible, pour élire un nouveau chef de l'Etat « propre ». Personne, en tout cas, ne paraît prêt à accepter que B. J. Habibie soit davantage qu'une figure de transition, que ce soit pour quelques jours ou pour quelques mois.

Assis à l'ombre sur un banc à l'Université d'Indonésie, au centre de Djakarta, des professeurs, « présents 24 heures sur 24 », font mine de ne pas tirer les ficelles du mouvement étudiant. Attendant de voir la réaction du pouvoir à la poursuite de la contestation, ils disent « travailler sur différents scénarios ». *« Notre objectif principal est de nous débarrasser du NKK »*, dit un professeur. *« NKK,* explique-t-elle, *signifie Nepotism, Kolusi, Korupsi »* (népotisme, collusion, corruption). *« Peut-être,* poursuit ce professeur, *Habibie va-t-il mener de véritables réformes ? Nous en doutons. Nous attendons. »*

Entre des étudiants « radicaux » et ceux, « politiques », portés au compromis, les professeurs, représentés au sein du « Forum » et du « Conseil du peuple », formés récemment par l'opposition, font discrètement le lien. Mais ce jeu à trois bandes reste fatalement trouble. D'autant que les opposants n'avancent pas de véritables programmes. *« Les étudiants veulent des réformes mais ils ne savent pas quoi faire. Nous, les professeurs, nous ne le savons pas trop non plus. Et les politiques de l'opposition ne disent pas grand-chose. C'est le résultat de trente-deux ans d'autoritarisme, d'un système d'éducation où l'on regarde toujours vers le haut »*, estime Noeke Mangoendipoero, sociologue, professeur à l'Université d'Indonésie.

« L'opposition est prise dans une contradiction », résume Anda Dioehana, cadre supérieur d'une entreprise, qui s'est engagé dans la lutte contre Suharto. *« L'objectif,* dit-il, *c'est une autre Indonésie, une autre vie politique. Mais nous sommes pris au dépourvu. Nous ne connaissons rien au droit. Nous sommes dépolitisés. D'un côté, nous voudrions que l'acte de naissance de ce nouveau régime soit légal, constitutionnel, démocratique. Et, de l'autre, nous devons, même si nous ne savons pas comment y parvenir, répondre à l'air du temps, qui exige des changements rapides »*.

J.-B. N. et J.-C. P.

B.J. Habibie hérite d'un champ de ruines après dix mois de dérapage économique et financier

DJAKARTA
de nos envoyés spéciaux

L'Indonésie est en congé, et, selon l'un des rares banquiers étrangers demeurés sur place, *« son économie est moribonde »*. Depuis février, les étudiants des universités et des collèges ou écoles d'enseignement supérieur technique ne font pratiquement que manifester. Depuis début mai, l'administration est à moitié paralysée par des désordres de rue, des paniques ou des destructions. Il n'y a plus d'importations, et les exportations ont chuté. La crise de régime n'a fait qu'approfondir, selon le même banquier, le « trou » dessiné par dix mois de dérapage économique et financier.

L'aide des organismes internationaux de crédit est suspendue, et la négociation de 80 milliards de dollars de dette privée extérieure, qui devait reprendre le 26 mai à Francfort, est reportée *sine die*. Un défaut de la dette extérieure globale, dont le montant est supérieur à 134 milliards de dollars, n'est pas exclu. A Djakarta, les bureaux des organismes donateurs sont vides et les ambassades, après avoir évacué leurs ressortissants, ont réduit leurs effectifs au strict minimum. Les usines ont fermé leurs portes, et des milliards de dollars ont été placés, au fil des mois, à l'étranger.

PIRATERIE

Si pratiquement tout le monde se félicite que Suharto ait démissionné, personne ne se fait d'illusion sur l'état des lieux qu'il laisse. L'ex-dictateur s'est entêté, pendant des mois, à gérer la crise en biaisant et, surtout, avec l'ambition de conserver son trône et de préserver les intérêts de sa famille, dont la fortune était estimée, au début de la crise, à 16 milliards de dollars. Alors que des pays comme la Thaïlande commencent à faire le ménage, l'Indonésie se retrouve aujourd'hui au bord du chaos économique.

Les nombreux étrangers qui ont tablé, parfois parce qu'ils ne pouvaient procéder autrement, sur d'étroites alliances avec les firmes de l'ancienne famille présidentielle, vont trouver la note salée. Les actions de groupes comme Bimantara, présidé par l'un des fils de Suharto, Bambang Trihatmodjo, ont entraîné la Bourse de Djakarta dans leur chute. Cotée en roupies, Bimantara a perdu 90 % de sa valeur depuis le flottement de la monnaie indonésienne en août. L'empire Citra, de Siti Hardijanti Rikmana, dit Tutut, fille aînée de Suharto, est également en piteux état. Celui du fils cadet de Suharto, Hutomo Mandala Putra, alias Tommy, président du groupe Humpuss, se porte encore plus mal puisqu'il s'appuyait sur des monopoles, voiture « nationale » et marché du clou de girofle, qui sont démantelés.

Le départ de Chinois, dont les biens ont été les cibles d'émeutiers en province en janvier-février et à Djakarta le 14 mai, n'a pas que pour effet de désorganiser durablement les circuits de distribution. A l'exception d'une très riche minorité, qui contrôle 80 % des avoirs des trois cents principaux groupes indonésiens et qui a placé une partie de sa fortune à l'étranger, les Chinois ne sont pas que les épiciers de bourgs : ils sont également entrepreneurs, cadres de sociétés, petits industriels, planteurs. Atterrés, ceux qui sont partis ne sont pas près de revenir. Les banques chinoises sont en faillite ou fermées. Ceux qui, faute de choix, sont restés – les plus nombreux – ont vu leurs stocks dévalisés et, dans une ambiance toujours volatile, hésitent à relever les rideaux de fer de leurs magasins ou à rouvrir les grilles de leurs entreprises.

Les émeutes du 14 mai ont détruit, pour quelques années, la confiance d'étrangers qui ont investi des dizaines de milliards de dollars en Indonésie. Elles ont également sérieusement handicapé le ravitaillement d'une capitale de dix à douze millions d'habitants. Quelque 60 % des supermarchés de la chaîne Hero ont été pillés ou brûlés. Les commerces de gros sont, dans leur majorité, demeurés fermés depuis, leurs propriétaires ayant fui la capitale.

L'éventualité de désordres sur les routes de l'archipel et de piraterie dans ses eaux territoriales n'est pas exclue. L'armée a déjà dû intervenir, la semaine dernière, sur l'autoroute qui relie le centre de Djakarta à son aéroport international pour en chasser des individus qui y rançonnaient les automobilistes.

« L'économie est en sommeil depuis une bonne semaine », résume un économiste européen, et la crise a pris la dimension d'une *« catastrophe nationale »*. Les mouvements de la roupie, qui a perdu 80 % de sa valeur par rapport au dollar depuis juillet 1997, sont désormais jugés sans signification. Qu'elle tombe ou reprenne un peu de valeur ne change rien. Le taux d'inflation, officiellement de 36 % depuis le début de l'année, *« va [illegible] dépasser les 50% »*, calcule le même expert, en n'excluant pas un taux de 80 %, en dépit du maintien de subventions à des produits comme le riz ou l'essence.

LARGES POCHES DE PAUVRETÉ

C'est donc sur cette sinistre toile de fond, avec ses millions de chômeurs ou de gens sans ressources, que l'Indonésie élabore un changement de régime politique sans trop savoir exactement, après trente-deux ans de dépolitisation, quelle ligne suivre.

L'économie de cet archipel de 202 millions d'habitants était déjà en pleine récession quand l'implosion politique s'est produite au cours des dernières semaines. Même si la situation se stabilise, ce qui n'est pas encore le cas, il faudra des années pour que l'économie s'en remette.

Il faudra également qu'elle soit gérée autrement. *« A bas le népotisme, la collusion et la corruption »*, dénoncent les étudiants, ce qui demeure plus facile à dire qu'à faire. Seule la mise en place d'institutions démocratiques pourrait modifier, à la longue, les mauvaises habitudes qui se sont ancrées sous Suharto, l'entourage présidentiel et l'administration ayant été les premiers à donner l'« exemple ». Les inégalités criantes de revenus et la renaissance, avec la crise, de larges poches de pauvreté sont les conséquences dont devra s'accommoder, à l'avenir, tout gouvernement indonésien, si intègre soit-il.

J.-B. N. et J.-C. P.

Au Tchad, les rebelles du Sud rendent les armes

Le gouvernement d'Idriss Deby devrait pouvoir exploiter les gisements pétroliers de la région méridionale. Les habitants reprochent à l'armée française d'avoir poursuivi sa coopération avec les soldats tchadiens durant les troubles

Les rebelles des Forces armées pour la République fédérale (FARF), un groupe politico-militaire du sud du Tchad, ont déposé les armes. Leur chef, Laokein Bardé, serait parti en exil. Les combattants ont négocié leur reddition et une amnistie avec le gouvernement du président Idriss Deby. La cessation des hostilités met un terme à six mois de violences qui ont secoué le sud du Tchad. Selon des témoignages d'habitants et d'organisations de défense des droits de l'homme, l'armée de N'Djamena a commis des exactions contre la population. La reddition des rebelles intervient alors que les autorités veulent exploiter des gisements pétroliers dans le Sud. Les villageois reprochent aux militaires français d'avoir continué à entrainer les soldats tchadiens alors que le respect des droits de l'homme n'était pas assuré.

DONIA
(sud du Tchad)
de notre envoyé spécial

Dans la concession du chef de canton, l'état-major rebelle prend place sous un auvent de paille. Ce sont les dirigeants des Forces armées pour la république fédérale (FARF), un groupe politico-militaire qui vient de se rendre aux autorités tchadiennes contre la promesse d'une amnistie, mettant ainsi un terme, provisoire au moins, à plus de six mois de violences, qui ont fait, dans le sud du Tchad, des centaines de victimes, civiles pour la plupart. Il s'agit du dernier épisode de l'affrontement Nord-Sud, qui détermine l'histoire tchadienne depuis l'indépendance. Les rebelles réclament un Etat fédéral, qui permettrait aux sudistes, chrétiens ou animistes, d'échapper à l'hégémonie des dirigeants musulmans originaires du Nord, au pouvoir depuis la victoire d'Hissène Habré en 1981.

REPORTAGE
« Nous voulons épargner les souffrances à la population »

Le 8 mai, les FARF ont signé un accord, prévoyant la démobilisation de quelques centaines de combattants et l'amnistie pour les auteurs de délits, avec les représentants du président tchadien, Idriss Deby. Le commandant Garbaroum, chef d'état-major des rebelles, explique : *« Nous voulons épargner les souffrances à la population. »* Pour venir à bout de la guérilla, qui opère dans une région où doit bientôt commencer l'exploitation d'importants gisements pétroliers, l'armée tchadienne a – selon de nombreux témoignages – mis en œuvre une stratégie de terreur contre la population.

Les notables de Donia racontent que dans ce gros bourg *« l'armée est arrivée avec trente véhicules. Avec la complicité des commerçants musulmans, ils s'en sont pris à des paysans, qu'ils ont tués dans leurs champs »*. Suit une liste, hameau par hameau : quatorze tués au total. De leur côté, les rebelles affirment : *« L'armée ne nous a jamais attaqués, elle s'en est prise aux villageois. »* Pour mettre fin à cette répression, le chef des FARF, Laokein Bardé, se serait rendu, en mars, dans son clan familial pour annoncer son intention d'abandonner la lutte. *« Il a réuni ses parents maternels,* raconte le commandant Garbaroum, *et leur a dit que, si c'est à cause de lui qu'on les massacre, il va les libérer pour la paix. »* Selon ses collaborateurs, Laokein Bardé serait parti en exil, les laissant négocier avec le gouvernement. L'armée s'est alors repliée.

REPRÉSAILLES CONTRE LES CIVILS

Hassaballah Soubiane, le préfet de Moundou, la grande ville du Sud-Ouest tchadien, propose une autre version des faits : *« Je ne dispose que de comptes-rendus d'accrochages. Je n'ai pas d'informations me permettant de me prononcer sur des exécutions sommaires. »* Alors que les associations de défense des droits de l'homme ont fait état de l'assassinat de seize chefs de canton et de village dans la région de Goré, M. Soubiane ne fait état que de la mort d'un chef de canton *« surpris en réunion avec des éléments rebelles »*.

Ce cycle de violence a commencé le 30 octobre 1997, lorsque les forces gouvernementales ont entrepris de déloger les FARF de Moundou. Les rebelles, forts d'un premier accord signé quelques mois plus tôt, étaient stationnés dans la capitale régionale et y circulaient en armes. Une situation insupportable pour l'armée tchadienne, dont la hiérarchie et les éléments d'élite sont quasi exclusivement originaires du Nord.

L'opération de neutralisation des rebelles s'est accompagnée de représailles à l'encontre de la population. Comme l'explique le préfet de Moundou, *« il y a d'un côté des enfants de la région organisés en opposition politico-militaire et ils ont des relais organisés en opposition politico-démocratique. Les actions militaires sont couvertes par les partis politiques et les associations de défense des droits de l'homme »*. Selon ces dernières, l'attaque contre les FARF a fait plus de deux cents morts, essentiellement civils.

Après les affrontements de Moundou, les rebelles ont regagné la brousse et ont évité les affrontements pendant quelques mois. En février, ils ont attaqué des commerçants musulmans. Le bilan a été lourd, sans doute une trentaine de morts, certains assassinés dans des conditions atroces. N'Djamena a envoyé des renforts, dont certains revenaient d'une opération de nettoyage dans la région de Sarh, où un groupe rebelle avait pris six coopérants français en otages. Ces troupes se sont alors déployées dans les villages.

Le pays veut acquérir des armements français

Le Tchad vient de présenter à la France un recensement de ses besoins les plus urgents en matière d'équipements militaires. Il s'agit notamment de l'acquisition de véhicules blindés (pour l'essentiel, des automitrailleuses légères), d'hélicoptères et de missiles antichars Milan. Ces matériels de « seconde main » seraient prélevés sur des stocks de surplus de l'armée de terre française, qui doit s'en libérer après les accords de réduction des armements en Europe.

Au total, les besoins du Tchad sont évalués à quelque 30 millions de francs. N'Djamena aurait reçu la promesse de financement par un pays arabe, dont l'identité n'a pas été révélée à la mission française chargée des contacts commerciaux.

Ce dernier épisode a conforté les populations du Sud dans leur défiance à l'égard du gouvernement de N'Djamena. Le Sud produit une bonne part de la richesse nationale. Le coton, le mil, le manioc, viennent de villages enclavés, faute de routes, privés d'eau potable et d'infrastructures scolaires ou sanitaires. A ce sentiment d'abandon s'ajoute la peur : *« Comment peut-on faire confiance quand les gens vivent dans la crainte d'actions de violence qui se répètent ? »*, demande un prêtre catholique.

Lors de son élection au suffrage universel, en juin 1996, Idriss Deby avait pourtant obtenu le ralliement des deux principaux dirigeants du Sud, Saleh Kebzaboh, implanté dans le Mayo-Kebbi, et le général Kamougué, qui avait acquis sa réputation de défenseur des Saras (le groupe ethnique dominant dans les deux Logone et le Moyen-Chari) lors de la guerre civile. M. Kebzaboh avait été nommé ministre et M. Kamougué élu président d'une Assemblée nationale où le parti du président Deby était majoritaire. Parce que la réalité du pouvoir est restée entre les mains du président et de ses collaborateurs, cette alliance est à l'agonie. M. Kebzaboh a quitté le gouvernement et M. Kamougué envisage de regagner l'opposition.

INEFFICACITÉ

Outre l'ennemi nordiste, les populations désignent un autre responsable de leurs malheurs : la France. La garde nomade, qui a été l'élément moteur de la répression dans la région, a été formée par des instructeurs français entre 1994 et 1996. A l'époque, ces derniers insistaient sur le respect des droits de l'homme. Malgré l'inefficacité de ces précautions, Paris maintient toujours au Tchad le plus important de ses dispositifs de coopération militaire en Afrique, qui vient s'ajouter aux troupes et aux avions du dispositif « Epervier ».

A Moundou, un petit détachement, dont la mission est d'aider à la restructuration de l'armée tchadienne, est resté stationné pendant les événements.

Thomas Sotinel

N'Djamena a opéré un spectaculaire rapprochement avec la Libye

N'DJAMENA
de notre envoyé spécial

Deux semaines après la grande prière du 1er mai, les murs de la capitale tchadienne étaient encore couverts de portraits de Muammar Kadhafi, dont la légende acclame, en français et en arabe, le *« château imprenable de l'Islam »*. Arrivé par voie de terre à N'Djamena, à la tête d'une délégation de milliers de personnes, le dirigeant libyen a dirigé la prière à la grande mosquée de N'Djamena. Au cours des festivités qui ont duré près d'une semaine, les chefs d'Etat du Nigeria, du Niger, du Soudan, de Gambie ou de Centrafrique se sont succédé dans la capitale tchadienne. S'adressant à la foule, le colonel Kadhafi s'en est pris au *« complot américain contre l'Afrique »*, appelant les pays du continent à faire *« front commun contre l'impérialisme »*.

Son hôte Idriss Deby, le président tchadien, a répondu en dénonçant *« l'exploitation scandaleuse »* de l'Afrique, dont *« l'exemple le plus visible est la démocratie clé en main qui a été imposée aux Etats africains »* et dont le bilan est *« loin d'être positif »*. Cette spectaculaire réconciliation vise à effacer les dernières traces du contentieux entre la Libye et le Tchad, qui s'est traduit par des affrontements armés dans les années 80, et a entraîné deux interventions françaises visant à contrer les prétentions territoriales de Tripoli sur la bande d'Aozou, au nord du Tchad.

CONTORSIONS DIPLOMATIQUES

Ce litige a été réglé en faveur de N'Djamena par la Cour internationale de justice, et les relations entre les deux pays se sont normalisées. Mais, si le renforcement des liens entre le Tchad et le monde arabo-musulman *« répond à une logique historique et géographique »*, comme l'admet un diplomate occidental, le Tchad est contraint à quelques contorsions pour faire accréditer ses positions anti-impérialistes auprès de son grand voisin du Nord. C'est ainsi que, pendant la durée de la visite du colonel Kadhafi, les Mirage français stationnés sur l'aéroport de N'Djamena, dans le cadre du dispositif « Epervier », ont été priés de s'envoler pour d'autres cieux.

D'autre part, l'Etat tchadien est engagé dans de difficiles négociations avec la Banque mondiale afin de boucler le financement du pipeline qui amènera le pétrole exploité dans le sud du pays jusqu'au port camerounais de Kribi. Face aux exigences de la Banque, certains partisans du président Deby ont évoqué la possibilité de recourir à une autre source de financement, la Libye. Mais Esso, opérateur du consortium pétrolier présent au Tchad, ne peut, en vertu de la législation américaine, opérer en partenariat avec le pays du colonel Kadhafi.

La mauvaise humeur du président tchadien s'est particulièrement manifestée à l'égard de Paris. Lors de l'enlèvement de six coopérants français dans la région de Sarh, au mois de décembre 1997, les autorités tchadiennes ont accusé l'attaché militaire français d'avoir trempé dans cette opération. Après avoir frisé l'expulsion, le diplomate a pu terminer son séjour à N'Djamena dans les délais prévus et a regagné la France.

D'autre part, le gouvernement tchadien voudrait soumettre le séjour des militaires français de l'opération « Epervier » à de nouvelles contraintes fiscales, et ce quelques mois après que la France eût choisi le Tchad plutôt que la République centrafricaine pour maintenir ses capacités de projection dans la région.

INQUIÉTUDE SUR LA « LAÏCITÉ »

Pour le président Deby, les bénéfices à court terme du rapprochement avec Tripoli ne se sont pas fait attendre : la Libye a fait parvenir à N'Djamena plusieurs convois de camions-citernes qui ont un peu soulagé la pénurie de carburant qui règne dans tout le pays depuis le début de l'année, et le colonel Kadhafi a annoncé l'organisation d'une campagne de vaccination contre la poliomyélite.

Mais cette aide a un prix politico-religieux. Les dirigeants des communautés catholique et protestante – surtout implantées dans le Sud – se sont publiquement inquiétés de l'organisation d'une rencontre de chefs d'Etat à l'occasion d'une cérémonie religieuse musulmane et ont demandé à ce que la *« laïcité de* [leur] *République soit garantie »*.

T. S.

Le ton monte entre Israël et l'Union européenne à propos des colonies juives

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Menace », *« chantage »*, *« diktat »* : c'est en ces termes que Benyamin Nétanyahou et plusieurs hauts fonctionnaires israéliens ont qualifié, ces derniers jours, le projet de l'Union européenne de supprimer pour les exportateurs des colonies juives situées en terres arabes les privilèges douaniers accordés par les Quinze aux produits israéliens. Les ministres des affaires étrangères européens doivent se prononcer, lundi 25 mai, sur la *« communication »* présentée la semaine dernière dans ce sens par la Commission (*Le Monde* du 14 mai) et qui reflète l'irritation grandissante des Quinze à l'endroit du gouvernement israélien.

M. Nétanyahou a fait savoir que *« la décision européenne conduirait Israël à suspendre sa politique d'emploi des Palestiniens »*. Environ soixante mille travailleurs palestiniens, contre le double il y a cinq ans, sont présentement employés légalement en Israël. Le directeur général du ministère de l'agriculture avait, de son côté, menacé, à la fin de la semaine dernière, de ne plus *« laisser un légume palestinien entrer en Israël »*.

L'économie palestinienne souffre déjà de la politique de *« bouclages »* sporadiques des territoires occupés et d'une stratégie bureaucratique et *« sécuritaire »* qui entrave très sérieusement leurs exportations. Le revenu par tête des Palestiniens a baissé de 40 % depuis les accords de 1993.

MARCHÉ CAPTIF

Israël interdit, depuis des mois, l'ouverture de l'aéroport flambant neuf de Gaza – financé par l'Union – qui désenclaverait l'économie des zones autonomes palestiniennes. Les rares exportations autorisées par Israël vers l'Egypte sont marginales, la valeur de celles à destination de la Jordanie voisine a baissé des deux tiers depuis les années 80 jusqu'à atteindre moins d'un cinquième (2,1 milliards de francs) des produits – essentiellement agricoles – vendus en Israël. En revanche, les exportations israéliennes vers son marché captif palestinien n'ont pas cessé d'augmenter jusqu'à atteindre 15 milliards de francs en 1997.

« Ce sont les Palestiniens qui vont souffrir », avertissent depuis une semaine les autorités de Tel-Aviv. Mardi, M. Nétanyahou a aussi évoqué les conséquences politiques d'une décision européenne qui suivrait les recommandations de Bruxelles : *« Cela montrera que l'Union a pris parti* (en faveur des Palestiniens), *ce qui mettra fin à ses tentatives de jouer un quelconque rôle de "faciliteur" dans le processus de paix. »*

Patrice Claude

Les Irlandais se prononcent sur les accords de paix de Stormont

Les électeurs disent oui ou non, vendredi 22 mai, au plan prévoyant d'instaurer une assemblée autonome où protestants unionistes et catholiques nationalistes se partageront le pouvoir, ainsi qu'un organe exécutif associant le gouvernement de Dublin aux affaires du Nord

En Irlande du Nord, 1,2 million d'électeurs sont appelés, vendredi 22 mai, à accepter ou à rejeter l'accord de paix conclu le 10 avril à Belfast. Jamais sans doute un scrutin – dont les *résultats ne seront pas* connus avant samedi après-midi – aura autant mobilisé les cœurs et les esprits en Ulster. Les catholiques devraient voter « oui » à une majorité écrasante, tandis *que les protestants sont apparus plus divi*sés. La pression de la campagne des partisans de l'accord de paix s'est exercée jusqu'au dernier moment sur les indécis qui, si l'on en croit l'évolution des sondages, ont *progressivement basculé vers le « oui »* dans le courant des deux dernières semaines. Le même jour, 2,7 millions d'électeurs du Sud (République d'Irlande) prendront part à deux référendums : le premier, *pour modifier leur Constitution et re*connaître que la province du Nord ne fait pas partie de la République, *devrait obte*nir une écrasante majorité. Le seconde consultation concerne la ratification du *traité d'Amsterdam.*

BELFAST
de notre envoyé spécial

Depuis l'accord du 10 avril, le monde entier semble s'être mobilisé pour encourager les partisans du « oui », à commencer par les dirigeants des deux grands partis modérés, le catholique John Hume, chef du Parti social-démocrate travailliste (SDLP), et le protestant David Trimble, chef du Parti unioniste d'Ulster (UUP). Et soutenir également les *formations liées aux para*militaires (Sinn Fein, branche politique de l'IRA, PUP et UDP, qui représentent les ex-terroristes *pro*testants loyalistes). On loue leur audace et leur courage, et c'est indispensable face à la campagne massive et haineuse des partisans du « non », dirigée par le Révérend Ian Paisley, chef du Parti démocratique (DUP).

Mercredi 20 mai, Tony Blair a effectué sa troisième visite en Ulster en trois semaines. Avant son départ, son intervention aux Communes en faveur du « oui » avait été approuvée par le leader de l'opposition, William Hague, qui s'est également rendu dans la province. Paddy Ashdown, qui dirige le Parti libéral-démocrate, a mis en garde les partisans du « non » contre le risque d'un retour à la guerre civile. La reine a fait connaître son accord au processus de paix. Le populaire milliardaire Richard Branson est venu en renfort. On a vu Tony Blair et son prédécesseur John Major côte à côte à Belfast, une députée travailliste et un lord conservateur voler au secours de l'UUP. Le patronat, les *syndicats et la presse ont pris posi*tion, le grand hôtel de Belfast – L'Europa – a déployé une bannière pour le « oui » sur sa façade.

Mercredi également, le président américain Bill Clinton a écrit un article dans le quotidien populaire *Mirror* en faveur du « oui ». Quelques jours plus tôt, il avait, avec les membres du G 8, soutenu l'initiative de paix et rappelé aux hésitants que l'on ne faisait pas la paix avec ses amis, mais avec ses ennemis.

MANQUE DE CHARISME

La campagne pour le « oui » avait bien commencé, près des trois quarts des électeurs étant favorables au compromis péniblement élaboré. Elle a depuis lors souffert du manque de charisme de M. Trimble, contraint à adopter une position défensive face aux attaques du pasteur Paisley. *« Trimble n'est pas De Klerk, l'ex-dirigeant sud-africain,* explique Victor Gordon, du *Portadown Times. Il est trop intellectuel, ne sait pas parler à l'homme de la rue, auquel il donne l'impression de savoir mieux que lui. Ici, il faut savoir parler aux gens d'égal à égal. »*

Les partisans du « non » ont eux été partout, faisant du porte-à-porte, saturant l'opinion de messages apocalyptiques et d'anathèmes. Alors que l'immense majorité des nationalistes est déterminée à donner sa chance à la paix, nombre d'unionistes hésitent toujours à franchir le pas et sont sensibles à la verve caustique du vieux pasteur presbytérien. Ils s'in*quiètent* en particulier de la remise en liberté des terroristes emprisonnés ; même si, selon M. Blair, le jeu des libérations anticipées permettra de toute façon leur élargissement dans les deux ans à venir. Les ovations faites à des tueurs de l'IRA libérés sur parole, lors de la récente conférence du Sinn Fein, et d'un assassin loyaliste par ses camarades de l'UDP, plus récemment encore, ont choqué l'opinion, surtout protestante. Le spectre de voir Gerry Adams et ses amis entrer au gouvernement de la province sans avoir rendu la moindre arme a été agité comme un chiffon rouge devant les unionistes. David Trimble s'est défendu en exigeant de plus en plus de garanties du premier ministre.

En lui donnant satisfaction, M. Blair a peut-être donné aux protestants l'impression erronée que de nouvelles concessions aux dépens des nationalistes étaient possibles. Il n'a guère expliqué aux électeurs la nature des risques causés par un rejet du projet, se contentant de dire qu'il n'avait pas de *« plan alternatif »* et que le gouvernement *« devrait alors ramasser les morceaux »*.

En début de semaine, l'inquiétude était perceptible dans le camp des « oui ». Si une majorité de 50 % est assurée, l'accord de paix a besoin du soutien de plus de la moitié des unionistes pour être applicable. En effet, après l'installation de l'assemblée issue des élections du mois prochain, chaque décision importante devra être votée à la majorité des représentants des deux communautés. Les opposants paraissaient sur le point de savourer leur victoire, les partisans de M. Trimble sont paralysés par la peur de perdre.

Ces dernières heures semblent avoir manifesté un tournant, stoppé la marche des « durs » de l'unionisme. Trois sondages ont en effet montré que le « oui » conservait ses chances. En particulier celui de l'*Irish Times*, selon lequel 60 % des électeurs voteraient « oui » et 25 % « non » ; ce qui, avec redistribution des 15 % de votes d'hésitants, donnerait 71 % contre 29 % en faveur de l'accord. Leader du petit parti PUP, David Ervine estime que *« ceux qui n'ont pas encore été convaincus par le matraquage à la Nuremberg de Paisley ne le seront jamais »*. Qui plus est, l'image du vieux pasteur est très négative dans une opinion qui l'a vu s'efforcer de saboter depuis trente ans toutes les tentatives pour résoudre le drame irlandais. Comme l'a dit M. Trimble, les tenants du « non » *« ne présentent aucune alternative, aucune vision, aucun espoir, aucun résultat »*. Ils n'hésitent pas devant les coups bas ; le chef de l'UUP est accusé sur des affiches de brader l'Union ou d'être un agent du MI5 (services secrets britanniques). Cet unioniste, membre de l'ordre d'Orange, symbole du protestantisme militant, ne saurait pourtant être accusé de faiblesse envers le Sinn Fein. Bien au contraire, son intransigeance aura fait douter jusqu'à la fin de la possibilité d'un accord et il se refuse toujours à gouverner avec le Sinn Fein tant que l'IRA n'aura pas rendu ses armes.

LA QUESTION DU DÉSARMEMENT

Au moins autant que la libération des prisonniers, la question du désarmement demeure au cœur du débat politique en Ulster. Les paramilitaires des deux bords s'y refusent également, suivant en cela une vieille tradition irlandaise. Gusty Spence, ancien tueur loyaliste devenu le mentor du PUP, explique qu'*« on ne guérit pas une maladie de peau avec de la pommade, mais en soignant l'état général. Quand celui de l'Ulster ira mieux, les armes disparaîtront d'elles-mêmes »*. *« Laissons la rouille s'en charger et préoccupons-nous de réinsérer socialement les anciens militants et d'éviter qu'ils ne se reconvertissent dans le banditisme »*, insiste Paul Shevlin, du Flax Trust, qui œuvre à la réconciliation entre communautés par le biais de programmes économiques et sociaux pour les quartiers défavorisés, qui ont également été les plus chauds pendant les troubles.

En attendant, les affiches fleurissent partout. Depuis *« Il est juste de dire non »* des opposants à l'accord aux panneaux des partisans du « oui » qui disent tout, en deux images tirées du code de la route : un sens unique pour le « oui », un « sans issue » pour le « non » !

P. de B.

La question-clé : l'ampleur du « non »

La victoire du « oui » au référendum ne fait guère de doute, si l'on en croit tous les sondages. La seule *question sera l'ampleur du « non »* en Irlande du Nord, où les protestants unionistes, majoritaires, sont divisés et indécis. Si moins de la moitié d'entre eux entérinent l'accord, son application sera compromise, tant les opposants auront la faculté de le saborder au sein même des nouvelles institutions.

Le compromis conclu le 10 avril dernier par les partis politiques prévoit d'instaurer une assemblée autonome, un exécutif local, et un organe ministériel de coopération avec la République d'Irlande. Il est assorti de dispositions telles que réforme de la police, libération anticipée des prisonniers des milices respectant le cessez-le-feu, désarmement des paramilitaires et révision du système pénal.

Quelque 1,2 million d'habitants de l'Ulster sont appelés à répondre à la question : *« Soutenez-vous l'accord obtenu aux pourparlers multipartites sur l'Irlande du Nord ? »*

Chronologie

- **1916 :** Pâques sanglantes à Dublin.
- **1921 :** partition de l'Irlande.
- **1922 :** création de *« l'Etat libre d'Irlande »*, qui deviendra République d'Eire en 1937.
- **1968-69 :** naissance du Mouvement des droits civiques.
- **1970-71 :** l'IRA reprend les armes.
- **1972 :** 474 morts dans l'année. La province passe sous administration directe de Londres.
- **1973-74 :** première tentative de partage du pouvoir.
- **1981 :** décès en prison de dix grévistes de la faim républicains.
- **1985 :** Dublin obtient un droit de regard sur les affaires intérieures d'Ulster.
- **1993 :** déclaration anglo-irlandaise offrant au Sinn Fein d'intégrer des pourparlers en échange d'un cessez-le-feu de l'IRA.
- **1994 :** l'IRA puis les milices loyalistes protestantes cessent les hostilités.
- **1995 :** « Document cadre » proposant un Parlement local et un organe *Nord-Sud doté de pouvoirs « exécutifs »*.
- **1996 :** l'IRA rompt son cessez-le-feu.
- **1997 :** le Sinn Fein recueille 16,05 % des voix aux élections législatives.
- **1998 (10 avril) :** signature de l'accord de paix.

Le Sud abandonne l'idéal d'une Irlande unifiée

DUBLIN
de nos envoyés spéciaux

Les électeurs du Sud – la République d'Irlande – devaient se rendre également aux urnes, vendredi 22 mai. Près de trois millions d'électeurs se prononcent sur une modification de la Constitution de 1937 en vertu de laquelle Dublin va renoncer à ses revendications territoriales sur l'Ulster. Tout le monde, y compris les quelques rares opposants, s'attend à une écrasante majorité de « oui ». Tous les partis politiques ont appelé à voter en ce sens et la popularité du *taoiseach* (premier ministre), Bertie Ahern, est au plus haut (82 % d'opinions favorables).

Le rôle joué par M. Ahern aux côtés de Tony Blair pour parvenir à l'accord du Vendredi Saint – en convainquant le Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, de faire d'ultimes concessions – lui a valu un regain de popularité dont il a su profiter. Les affiches de la campagne comportaient sa photo, comme si les électeurs étaient appelés à un plébiscite sur sa personne. Malgré son étroite majorité de 88 sièges sur 166, il a réussi à marginaliser une opposition qui n'avait d'autre choix que de le soutenir.

Jeune mais influent député du Fianna Fail, le parti au pouvoir, Brian Lenihan explique que ses compatriotes veulent donner une chance à la paix. Après de longues hésitations, des réserves sentimentales devant l'abandon officiel de l'idéal d'une Irlande unifiée, ils considèrent que l'accord est la meilleure voie. *« Personne dans la famille nationaliste ne s'est opposé aux changements. Les gens sont plus confiants car ils sont plus optimistes sur la situation économique. Il est plus facile d'accepter des changements quand on est prospère que quand on est pauvre. »* Or la République est le pays d'Europe qui connaît la croissance économique la plus forte aujourd'hui.

Mais Brian Lenihan voit plus loin. L'accord devrait permettre une cohabitation entre les deux communautés. *« Les électeurs savent que la population nationaliste du nord croît plus rapidement que celle des unionistes. Leur choix a été facilité parce qu'ils savent que, d'ici vingt ans, ces derniers seront devenus une minorité. »* Il ne faut toutefois pas se leurrer. L'Irlandais moyen, même s'il se souvient des drames qui ont ponctué les relations entre catholiques et protestants, ne pousse pas le nationalisme jusqu'à réclamer l'union avec l'Ulster. Il est davantage préoccupé par ses propres problèmes que par le sort de ses compatriotes du Nord.

« CONCESSIONS FALLACIEUSES »

En dehors des irréductibles républicains, rares sont ceux qui ont appelé à voter « non ». L'hebdomadaire économique *Sunday Business Post* en fait partie. Il a publié un éditorial disant que *« l'année 1998, qui est le 200e anniversaire de la rébellion de 1798, est aussi, ironiquement, l'année qui voit la plus grande érosion de la souveraineté irlandaise depuis l'Acte d'Union* (avec l'Angleterre) *en 1800 »*. Son rédacteur en chef, Damian Kiberd, dénonce *« un accord déséquilibré »*, des *« concessions »* britanniques fallacieuses et *« les incroyables pressions qui ont été exercées, surtout sur le Sinn Fein »*. *« Les gens votent pour une chance de résoudre le problème,* concède-t-il, *et il est possible que ça marche. »*

Les Irlandais du Sud sont également appelés à ratifier le Traité d'Amsterdam. Là aussi, l'opposition a été réduite à des groupes marginaux, ce qui rend l'issue du scrutin prévisible. A peine le tiers des électeurs avaient entendu parler du traité... Ils ont toutefois été troublés par le débat qui s'est ouvert à propos des conséquences de la politique de défense commune sur la neutralité irlandaise, pierre angulaire de la diplomatie de Dublin depuis l'indépendance.

Patrice de Beer et John Horgan

TROIS QUESTIONS À *JOHN HUME*

1 **« En tant que chef du Parti social-démocrate et travailliste (SDLP), quelle est à vos yeux la portée de l'accord ?**

– La violence a cessé longtemps avant que les négociations ne commencent et la paix règne aujourd'hui dans nos rues. Mais, comme nous sommes une société divisée, aucune solution ne peut constituer une victoire pour l'un ou l'autre camp. Cet accord est fondé sur le respect de l'identité de chacun. Au cœur de nos divisions, on retrouve les préjugés et les haines qui ont alimenté les troubles. On ne peut y mettre fin en quinze jours. Nous avons besoin d'un processus de guérison et que l'accord mette en place le cadre qui nous permette de vivre ensemble. C'est comme quand vous vous cassez la jambe, vous avez besoin d'un plâtre pour maintenir ensemble les deux parties et faciliter la guérison.

2 **– Que répondez-vous aux unionistes qui rejettent cet accord ?**

– Nous devons laisser notre passé derrière nous. C'est une habitude ici de se jeter le passé à la figure, mais cela ne sert qu'à prolonger les problèmes. Nous devons travailler ensemble sur les vraies questions, comme la situation économique. Avec de l'espoir et un peu de rêve, divisions et haines d'antan disparaîtront. Cet accord ne comporte aucune clause secrète, il est fondé sur le consentement. L'attitude des partisans du « non » semble étrange dans le monde d'aujourd'hui.

3 **– En tant que député européen, quelle place donnez-vous à l'Europe dans la solution du drame irlandais ?**

– Après s'être entre-tués pendant des siècles, les Européens ont réussi à s'unir. Les Français sont restés des Français, les Allemands des Allemands. Pour moi, l'Union européenne est la plus formidable expérience au monde de solution d'un conflit par l'acceptation et le respect des différences garanties par des institutions et un Parlement. Elle a brisé des barrières séculaires sans victoire pour un pays ou un autre. C'est ce que nous faisons ici. »

Propos recueillis par Patrice de Beer



Espagne : les conséquences de la catastrophe écologique sur le parc de Donana restent incertaines

Les touristes commencent à revenir dans le parc national

Un mois après la catastrophe écologique survenue en Andalousie, quand des eaux acides et des boues toxiques se sont déversées massivement dans un affluent du Guadalquivir, les conséquences sur le parc national de Donana sont encore incertaines. La ministre de l'environnement, Isabel Tocino, s'est engagée à terminer le nettoyage *« avant les pluies de l'automne »* qui répandraient la pollution davantage.

PARC DE DONANA (Huelva)
de notre envoyée spéciale

Sur la piste détrempée par deux jours de pluies torrentielles, les petites cigognes attendent presque d'être sous les roues du « 4 x 4 » pour s'envoler. A l'instar des aigrettes et des flamants roses qui plus loin, pêchent en toute indifférence, elles savent bien qu'ici, dans le Parc naturel de Donana, ces 50 720 hectares de marais et de pinèdes, bordés par les dunes de l'Atlantique, près de Huelva en Andalousie, les oiseaux sont chez eux. L'intrus c'est l'homme. L'homme qui, le 25 avril, par sa négligence a failli faire périr en un jour ce miracle fragile qu'il a lui même classé « patrimoine de l'humanité », et dans lequel les derniers spécimens du lynx ibérique côtoient sangliers, cerfs et aigles impériaux.

REPORTAGE

Depuis le 25 avril, chaque jour sort une étude alarmante, suivie d'un démenti officiel

Le 25 avril en effet, le réservoir de décantation de la mine de pyrite d'Aznalcollar, à 28 kilomètres au nord a cédé, déversant 5 millions de mètres cubes d'eaux acides et boues toxiques dans le rio Guadiamar, affluent du Guadalquivir, dont les eaux irriguent la région. Les boues ont ravagé la campagne sur 30 kilomètres, et les eaux ont pénétré jusque dans le Parc naturel de Donana, épargnant de justesse, ce « coeur » protégé qu'est le parc national.

« Vous voyez ce mur de terre, et celui-là ? Ils ont été élevés pour éviter que l'effet de la marée se fasse sentir dans le rio et que l'eau passe dans le parc », explique Manuel Delgado, le vice-directeur du parc national. Au nord, dans la zone appelée « Entramuros », où le Guadiamar s'étale sur plusieurs kilomètres de large entre deux digues, les pelleteuses s'activent : deux murs épais ont été construits en travers pour contenir l'eau contaminée. Il y en a deux autres 3 kilomètres plus bas. *« Cette eau acide sera ensuite traitée et purifiée, avec de l'hydroxyde de calcium qui fait précipiter les métaux »* assure Manuel Delgado. En attendant, grossie par la pluie, l'eau semble bien menaçante. Les rares curieux parvenus au bout de cette piste de fange, regardent, impuissants, un héron tenter de pêcher, dans ce cloaque d'où ont été retirées, les premiers jours, 22 tonnes de poissons morts.

Comment savoir si un lent poison ronge ce « coeur » du parc qui semble toujours être un havre de paix ? Après un temps d'arrêt, qui a effrayé les hôteliers, les touristes sont revenus (500 000 par an) et sur le toit du centre d'accueil, une cigogne en pleine santé nourrissant sa nichée est la meilleure des publicités. A l'évidence, le mot d'ordre reste : *« Tout est sous contrôle »*. Pourtant que dire des études de la station biologique montrant que certains puits comme le numéro 13 ont été contaminés et avec eux peut-être la nappe phréatique ? *« C'est vrai qu'un peu d'eau acide est entrée, mais c'est comme si une goutte de poison s'était diluée dans une piscine : le réseau souterrain est immense. »* répond Manuel Delgado.

Depuis le 25 avril, chaque jour sort une étude alarmante sur les conséquences de la catastrophe. Elle est démentie aussitôt par un service officiel.

« MERCI AUX CANARDS »

« Dire que tout va bien serait de la frivolité, mais arrêtez de crier au Tchernobyl andalou, c'est irresponsable ! » affirme, harcelé par les télévisions, Alberto Ruiz de Larramendi, le directeur du parc : *« La pêche va bien sur la côte, les fraises de Huelva aussi. Ce n'est pas toute l'Andalousie qui est touchée, une zone seulement et on s'en occupe. Quant au parc, l'eau contaminée a couru pendant trois jours sur ses bords, mais on l'a bloquée. On peut se passer du Guadiamar, il y a au moins cinq autres possibilités d'approvisionnement en eau. »*

En revanche, dans la dizaine de villages touchés, en dehors du parc, on patauge dans les certitudes : une boue noire et puante a envahi 4000 hectares. Il a fallu parquer le bétail, cesser de pêcher l'anguille qui fait vivre des centaines de familles. *« Nous pouvons dire merci aux canards du parc, sans eux, on ne nous aurait pas prêté autant d'attention ! »* ironise José Pedro, de l'Association des jeunes agriculteurs de Pilas, un de ces villages blancs andalous bordés de citronniers. *« A Pilas, 11 500 habitants, 60 % de la population vit de l'agriculture*, explique-t-il, *la coopérative qui fabrique de l'huile d'olive utilise l'eau du Guadiamar. Depuis la catastrophe elle s'est arrêtée : cent personnes sont au chômage technique. Sans compter 400 autres qui ne peuvent plus aller travailler sur les "fincas" du territoire d'Aznalcazar, la zone la plus sinistrée. »* Et Domingo Leon, l'adjoint au maire d'Aznalcazar de confirmer : *« Chez nous, 200 propriétés sont affectées. 1500 hectares de tournesol et d'arbres fruitiers en tout. J'ai fait le calcul, cela fait 1500 millions de pesetas de pertes cette année, mais après ? Tout ce qui est produit ici est alimentaire, comment savoir si à l'avenir on pourra encore cultiver ? »*

Les gens sont d'autant plus furieux qu'il y avait des études avant la catastrophe, montrant que les installations minières étaient très détériorées. Furieux, José Alvarez de Luna l'est à coup sûr. Cet ingénieur agronome de Sanlucar la Mayor a la malchance de vivre sur sa propriété : *« plus de la moitié de la Finca est envahie par 40 cm de boue toxique qui s'arrête à quelques mètres de la maison. Nous sommes sans eau, mais le plus insupportable, dit-il, c'est le manque d'information sur les riques encourus. J'ai trois petits enfants, j'ai écrit au ministre de la santé : pas de réponse. »*

Le manque d'information, c'est aussi la principale critique des écologistes. *« J'ai vu des ouvriers travailler sans masque et des paysans faire paître leurs troupeaux près des déchets toxiques. A force de dire que tout va bien, les gens ne font pas attention »*, explique Eva Hernandez de Greenpeace-Espagne.

La junte d'Andalousie et le gouvernement central ont cependant réuni leurs efforts : l'entreprise suédoise, Bollinden Apirsa, responsable de la mine, va payer en juin au moment de la récolte et pour aider à dégager les terrains, les agriculteurs qui se plaignent que les machines lourdes utilisées arrachent la terre en même temps que les déchets, vont participer eux-mêmes aux travaux, qui leur seront payés. Drôle de récolte : cerises, pêches et poires seront ramassées pour être brûlées. Quant au nettoyage de l'ensemble, la ministre de l'environnement, Isabel Tocino, s'est engagée à le terminer *« avant les pluies de l'automne »* qui répandraient la pollution davantage. Pari que certains trouvent irréaliste, en calculant qu'il faudrait 5000 camions et 50 000 personnes, alors qu'il n'y a pour l'instant qu'une vingtaine d'engins et une centaine de travailleurs.

Marie-Claude Decamps

Nouvelle tuerie dans un lycée américain

UN ADOLESCENT de 15 ans, renvoyé, le 20 mai, de son lycée pour possession d'une arme volée, y est revenu le lendemain et a ouvert le feu dans la cafétéria de l'établissement, tuant un élève et en blessant grièvement huit autres. Une vingtaine d'autres élèves ont été plus légèrement atteints. Environ une heure et demie après la fusillade, les corps d'un homme et d'une femme – vraisemblablement ses parents – ont été retrouvés au domicile du jeune garçon.

Ce dernier, Kip Kinkel, avait été interpellé la veille, accusé d'être en possession d'une arme volée et renvoyé du lycée Thurston. Jeudi matin, peu avant 8 heures, a expliqué le responsable de la police locale, Jerry Smith, Kip Kinkel est entré dans la cafétéria du lycée où quelque 300 élèves étaient rassemblés avant le début des cours. Il était muni de trois armes, un fusil de calibre 22, un pistolet de même calibre, et un Glock, pistolet de fabrication autrichienne.

L'adolescent, qui paraît avoir tiré au hasard, a finalement été maîtrisé. Il était *« très calme »* lorsqu'il a été arrêté, a expliqué Jerry Smith au cours d'une conférence de presse. Il avait *« un passé d'actes violents »*, ayant notamment jeté des pierres sur les voitures depuis le pont d'une autoroute. Le procureur local, Doug Harper, a précisé que, selon la loi de l'Oregon, l'adolescent serait jugé comme un adulte mais qu'il n'encourait pas la peine de mort.

La fusillade de Springfield est la dernière en date d'une série d'incidents sanglants survenus dans des établissements scolaires américains. Depuis octobre dernier, compte non tenu de celui de Springfield, ils ont fait onze morts, dont neuf élèves et deux enseignants. Ce même jeudi, à Seattle, dans l'Etat de Washington voisin de l'Oregon, un jeune Américain de 15 ans, armé d'un pistolet 9 mm, a tenté de se suicider après avoir enlevé sa petite amie de 14 ans du car scolaire qui la transportait à son lycée. Le jeune a été transporté dans un état grave à l'hôpital avec une blessure par balle à la tête. La jeune fille est saine et sauve. – *(AFP, AP.)*

Serbes et Albanais commencent des négociations sur le Kosovo

PRISTINA. Serbes et Albanais du Kosovo doivent amorcer des négociations, vendredi 22 mai à Pristina, en vue de trouver une solution au problème de la province du Kosovo peuplée en majorité d'Albanais et rattachée à la Serbie. Cette réunion fait suite à la rencontre, le 15 mai à Belgrade, entre le président yougoslave Slobodan Milosevic et le chef des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. Les deux dirigeants, qui se voyaient grâce à une médiation de l'émissaire américain Richard Holbrooke, étaient convenus d'entamer un dialogue alors que les violences ont provoqué la mort d'environ cent soixante-dix personnes depuis le mois de février.

Des échanges de tirs se poursuivent toutefois entre les forces de police serbes et l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Il y a une semaine, Belgrade avait décrété un embargo alimentaire sur le Kosovo. – *(Corresp.)*

Manifestation antichinoise dans une prison au Tibet

LHASSA. Des troubles ont eu lieu, les 1er et 4 mai, dans une prison de la capitale tibétaine, Lhassa, à la veille de la visite d'une délégation de l'Union européenne au Tibet, annonce l'agence Tibetan Information News (TIN), basée à Londres. Cette manifestation aurait eu lieu lors de la levée des couleurs du drapeau chinois à l'occasion des cérémonies du 1er mai. Plusieurs prisonniers ont alors scandé des slogans antichinois et hurlé *« longue vie au dalaï-lama ! »*.

S'appuyant sur des sources de l'émigration tibétaine en Inde, TIN affirme que plusieurs prisonniers ont été violemment battus, l'un d'entre eux ayant même succombé à ses blessures. Une autre agence d'information sur le Tibet, basée au Canada, World Tibet Network News, ajoute que les gardiens de cette maison d'arrêt, la prison Drapchi, auraient tiré à coups de fusils contre une foule de cent cinquante prisonniers, sans que *« l'on puisse savoir combien ont pu être blessés ou tués »*.

Le Parlement thaïlandais bloque les réformes financières

BANGKOK. L'opposition a bloqué, dans la nuit de jeudi 21 à vendredi 22 mai, la la ratification de décrets financiers autorisant le gouvernement à émettre 5 milliards de dollars (près de 30 milliards de francs) en obligations sur les trente prochains mois afin de renflouer le secteur financier et bancaire, à court de liquidités, et favoriser la baisse des taux d'intérêt, actuellement proches de 18 %.

Au terme de deux jours de débats marathon, alors que la majorité du premier ministre Chuan Leekpai semblait assurée de la victoire, l'opposition a réclamé avis de la Cour constitutionnelle sur les décrets, provoquant la suspension des débats parlementaires. Le ministre des finances, Tarrin Nimmanahaeminda, estime que la restructuration du secteur financier, réclamée par le Fonds monétaire international (FMI), est une priorité économique dont le moindre retard mettrait le pays en danger. L'opposition accuse le gouvernement de privilégier les riches au détriment des classes défavorisées et de *« s'agenouiller »* devant le FMI. – *(AFP.)*

Lutte antidrogue : Mexico proteste contre les ingérences américaines

MEXICO. Le Mexique a officiellement protesté, jeudi 21 mai, contre la présence sur son territoire de policiers nord-américains engagés dans des opérations clandestines. En début de semaine, vingt-deux banquiers mexicains avaient été attirés aux Etats-Unis par le FBI et les douanes américaines où ils avaient été arrêtés et inculpés pour blanchiment de narco-dollars *(Le Monde du 21 mai)*. Quatre autres devaient être arrêtés, le lendemain, par la police mexicaine.

Cette vaste opération policière de part et d'autre de la frontière, préparée sans que les autorités mexicaines en soient informées, ni que les mécanismes de coopération américano-mexicains soient mis en oeuvre, s'était accompagnée d'infiltrations de policiers américains au Mexique. Jusqu'alors les autorités mexicaines, conscientes des faiblesses de leur administration frappée par la corruption, avaient toujours éviter de critiquer ouvertement les initiatives américaines en matière de lutte contre la drogue.

RÉGIONS L'indécision de la droite face au Front national a pour effet de bloquer le fonctionnement de nombreux conseils régionaux, notamment ceux dont le président de gauche ne dispose que d'une majorité relative pour appuyer ses décisions. Le Nord-Pas-de-Calais et la Franche-Comté offrent, au contraire, l'exemple d'un comportement républicain, droite et gauche étant d'accord pour marginaliser l'extrême droite *(lire page 7)*. ● LE GOUVERNEMENT a préparé une réforme du « 49-3 régional », afin de donner aux présidents des conseils régionaux le moyen de contrer l'obstruction de leurs oppositions sur leurs choix budgétaires. ● LIONEL JOSPIN a décidé de se donner le temps d'engager une concertation avec les élus sur la « sortie » du pacte de stabilité financière imposé aux collectivités par Alain Juppé en 1996 et qui vient à expiration à la fin de l'année.

Les connexions droite-extrême droite bloquent les conseils régionaux

Les élus RPR, UDF et divers droite hésitent sur la conduite à adopter face au Front national. Du coup, le fonctionnement des assemblées est à la merci de votes contradictoires, qui empêchent les présidents de mettre en place les organes exécutifs ou consultatifs, et de travailler

DEPUIS *l'élection de leurs présidents*, les conseils régionaux vivent sous la pression constante du Front national. Quelle que soit la couleur de l'exécutif, les élus d'extrême droite pèsent de tout leur poids pour bloquer des décisions ou imposer leurs choix. Dans les quatre conseils (Rhône-Alpes, Bourgogne, Picardie et Languedoc-Roussillon) où la droite bénéficie de son soutien, le FN se pose en maître du jeu.

Ainsi, en Rhône-Alpes, lors de la première réunion de la commission permanente, le 20 mai, dix-huit dossiers – dont l'octroi de bourses de formation pour les étudiants d'un montant de 58,7 millions de francs – ont été rejetés, les élus FN ayant voté contre, ainsi que ceux de la gauche « plurielle », qui ont voulu ainsi montrer que le président, Charles Millon (ex-UDF), ne peut pas gérer la région sans l'extrême droite.

Sur les vingt et une régions métropolitaines, *dix-neuf sont* dirigées par des majorités relatives. Deux mois après les élections, la *plupart de ces collectivités* territoriales sont bien en peine d'engager concrètement des actions. Les régions gérées par la gauche paraissent les plus fragiles, leurs exécutifs étant menacés par les votes communs, de plus en plus fréquents, de la droite et du Front national. Ainsi, en Haute-Normandie, région présidée par Alain Le Vern (PS), quatre des six commissions thématiques ont été attribuées à des élus de droite qui ont bénéficié des voix des conseillers FN. Et la commission permanente, structure de gestion au quotidien de la collectivité, ne s'est pas encore réunie, non plus, d'ailleurs, que celle de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En Aquitaine, la gauche est minoritaire d'une voix dans la commission permanente. Pour s'attirer la bienveillance des huit Chasseurs, dont la moitié penche plutôt à gauche, Alain Rousset, le président socialiste, a fait voter *une motion sur la défense des* chasses traditionnelles. Quand ces groupes « charnières » n'existent pas, *il faut chercher des compro*mis ou tenter de profiter des divisions du bloc d'opposition.

Martin Malvy (PS), président du conseil régional Midi-Pyrénées, peut désormais compter sur un groupe de dix élus, issus pour la plupart de Force démocrate, constitué sous la houlette d'André Trigano, maire (divers droite) de Pamiers, dans l'Ariège, qui se réclame de *« la grande famille radicale »* et se déclare adversaire farouche de tout rapprochement avec le Front national. M. Malvy a accordé cinq présidences de commission à des élus de ce groupe. Et il a créé, au nom d'une *« démocratisation du fonctionnement de l'assemblée »*, un poste de « rapporteur pour avis » du budget – fonction qui, officiellement, n'existe pas –, qu'il a confié à Michel Aujoulat (RPR), rapporteur du budget sous l'ancienne majorité.

Dans deux régions, droite et gauche *ont décidé* de se dégager de l'étreinte du Front national, afin de faire fonctionner la collectivité : la Franche-Comté, *présidée* par Jean-François Humbert (UDF-PPDF), et Nord-Pas-de-Calais, présidé par Michel Delebarre (PS), ont pu ainsi se mettre en ordre de marche *(lire page 7)*. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, il a fallu de rudes et âpres négociations, selon l'entourage du président, Michel Vauzelle (PS), pour obtenir l'abstention *de la droite lors de la mise* en place des treize commissions thématiques, toutes présidées par des élus de la gauche « plurielle ». Il reste que droite et Front national souhaitent la création d'une commission « sécurité », dont la composition a été repoussée à la prochaine séance, le 29 juin.

DES LEPÉNISTES DANS LES LYCÉES

Une des pierres d'achoppement des nouveaux conseils a été la désignation des élus d'extrême droite dans les conseils d'administration des lycées, que beaucoup d'élus ont considérée comme un symbole. Les réponses *ont été* variées. En Franche-Comté, l'accord droite-gauche prévoyait d'exclure *les élus* frontistes des lycées. En Aquitaine, gauche, droite et Chasseurs se sont entendus pour exclure les élus d'extrême droite des lycées. En Ile-de-France, l'opposition *RPR-UDF a renoncé* au scrutin proportionnel, comme l'avaient fait le PCF et le PS pendant la précédente mandature, et n'a pas présenté de candidats : *seuls des élus de gauche ont été* désignés. *Idem* en Haute-Normandie, où la droite n'a pas sollicité de délégations.

En Alsace, le président (UDF-FD), Adrien Zeller, *alerté* par de nombreux proviseurs, a refusé d'octroyer aux lepénistes toute représentation, sauf dans le groupe de travail « oiseaux sauvages et habitants naturels » du comité de pilotage franco-allemand de protection des écosystèmes rhénans, mais il n'a pas réservé le même traitement au groupe « Alsace d'abord », animé par Robert Spieler, ancien membre du Front national, qui a obtenu deux délégations.

Dans d'autres régions de droite, l'exécutif ne s'est pas posé la question. En Bretagne, Josselin de Rohan, le président (RPR), élu avec les voix FN, *dont il n'avait pas be*soin pour l'emporter, a accepté *que* les élus lepénistes siègent dans les lycées, refusant l'accord que la gauche lui avait proposé. En Auvergne, présidée par Valéry Giscard d'Estaing (UDF), la droite a *voté pour des candidats d'extrême* droite. En Bourgogne, c'est ce type d'attitude qui a bloqué la dernière session *(lire page 7)*.

Nord-Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, la Lorraine ou la Picardie ont repoussé l'examen du problème à plus tard. Dans beaucoup de régions, la tactique du Front national est d'imposer un vote nominal pour chaque établissement : en Midi-Pyrénées, il faudrait trois jours de scrutins pour désigner les représentants du conseil dans les lycées...

Bruno Caussé
avec nos correspondants

Le gouvernement veut renforcer les moyens des présidents face à leurs oppositions

LA PRÉCÉDENTE mandature régionale l'avait clairement démontré : dans les régions sans majorité absolue, *l'exécutif* est contraint de se livrer à de véritables marchandages avec les uns ou les autres de ses opposants pour obtenir le vote des décisions les plus importantes et, tout particulièrement, du budget. Dans un tel « régime d'assemblée », les petits groupes sont à leur aise ; le Front national avait su en user et, même, en abuser.

Pour tenter de mettre fin à cette situation, une proposition de loi avait été adoptée en février, qui adaptait, en l'atténuant considérablement, *l'idée de l'article 49, alinéa 3* de la Constitution, grâce auquel un gouvernement peut obtenir l'approbation d'un texte dès lors qu'une majorité ne se forme pas pour le renverser. L'expérience récente des *nouveaux conseils régionaux a démontré* que ce recours est insuffisant et que la rédaction du texte manque, pour le moins, de clarté et de rigueur. Lionel Jospin est donc décidé à remettre très rapidement l'ouvrage sur le métier et, cette fois, à copier la procédure de l'article 44 alinéa 3, c'est-à-dire le vote bloqué.

Deux régions dirigées par des socialistes – l'Ile-de-France et le Centre – ont été contraintes d'avoir recours à la procédure actuelle. Elle permet à un président, qui ne parvient pas à faire voter son budget, d'en présenter dix jours plus tard un nouveau, lequel est considéré comme adopté si une motion de défiance, accompagnée d'un budget alternatif, n'est pas présentée et adoptée par une majorité absolue des membres du conseil régional. L'idée est, bien entendu, d'empêcher une alliance passagère d'*oppositions divergentes* en les obligeant, si elles veulent atteindre leur but, à s'associer clairement.

Cependant, avant le vote sur l'ensemble du budget, chaque chapitre est mis aux voix. *Dans les deux régions concernées, la droite* et l'extrême droite ont largement profité de cette possibilité pour transformer sensiblement, au fil des scrutins, le projet qui leur était soumis. Jean-Paul Huchon, à Paris, et *Michel Sapin, à Orléans, couraient ainsi* le risque de devoir exécuter un budget qui ne correspondait en rien à leurs choix politiques. Ils ont donc joué la montre. En suspendant la séance, ils ont empêché le vote *global avant la date-butoir* imposée par la loi aux régions pour l'adoption de leur budget annuel. L'un et l'autre ont considéré qu'alors, ils pourraient utiliser le « 49-3 ».

Leurs oppositions ne l'entendent pas ainsi. *Elles estiment qu'il y a détournement de* procédure et ont décidé de saisir les tribunaux administratifs. Le flou du texte en vigueur est tel que la décision de la justice est impossible à prévoir.

En Rhône-Alpes, Charles Millon a fait voter son budget grâce au secours du Front national. Dans les autres régions, les conseillers élus en mars ont hérité du budget approuvé par leurs prédécesseurs. Le *problème, toutefois, pourrait se poser dans* bien d'autres conseils lors de l'examen des budgets de 1999 et même, probablement, assez vite, les assemblées locales devant fréquemment voter en cours d'année des *« décisions modificatives »*.

ÉVITER LA DÉNATURATION D'UN BUDGET

L'urgence est donc à l'ordre du jour. Le gouvernement a décidé d'adjoindre à son *projet sur la modification du mode de scru*tin régional – actuellement en cours d'examen au Conseil d'Etat et qui doit être soumis au conseil des ministres du 10 juin – une réforme de ce « 49-3 ». Elle est actuellement en cours de finition. Il est *déjà acquis* que cette procédure pourrait s'appliquer aux budgets rectificatifs. En revanche, le point de savoir si elle sera aussi valable pour les contrats de plan entre les régions et l'Etat n'est pas définitivement tranché, *certains* souhaitant laisser une marge de liberté et de négociation aux conseillers régionaux.

Si cette réforme est votée, un président ne sera plus exposé à une dénaturation de son budget. Il pourra soumettre à un seul vote l'ensemble de son projet, modifié seulement par les amendements qu'il aura acceptés. C'est un mécanisme de « vote bloqué », comme celui que la Vᵉ République a introduit au Parlement. Certains *dirigeants* socialistes envisagent aussi d'ajouter un élément qui avait disparu lors des débats sur la législation actuelle : la motion de défiance serait accompagnée du nom de celui qui, au cas où *elle serait votée, remplacerait automatique*ment le président du conseil régional désavoué par une majorité. C'est le mécanisme de la « défiance constructive », telle qu'il existe en Allemagne et en Corse.

En associant les réformes du mode de scrutin et des votes budgétaires, le gouvernement veut tirer toutes les leçons des résultats des élections de mars, mais il se complique la tâche. Le Sénat, en effet, s'était opposé par *tous les moyens possibles à la* création du « 49-3 ». Or, cette fois, il s'agit de renforcer encore les moyens de gouverner des présidents des conseils régionaux.

Thierry Bréhier

Languedoc-Roussillon : le FN fléchit M. Blanc

Le FN a obtenu du président du conseil régional du Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc (ex-UDF), la représentation des groupes à la proportionnelle pour l'attribution des vice-présidences de commissions. Celle-ci devrait avoir lieu le 29 juin. Les conseillers *régionaux d'extrême droite* sont parvenus, lundi 18 mai, à imposer à M. Blanc, élu le 20 mars avec leurs voix, une représentation dans la commission d'appel *d'offres*, ainsi que le principe de leur présence dans les conseils d'administration des lycées. En revanche, les treize élus FN – qui *« ne souhaitent pas participer à l'exécutif »*, souligne Henri Escortell, conseiller régional et secrétaire départemental du parti pour l'Aude – n'ont pas présenté de candidats aux présidences de commissions et ne souhaitent que *« des vice-présidences sans affectation »* pour la commission exécutive. Les élus de gauche ont demandé un vote nominatif sur les représentations dans les lycées.

Lionel Jospin va engager une concertation avec les élus sur l'évolution des finances locales

LE GOUVERNEMENT va se donner le temps d'engager une concertation avec les élus locaux sur la « sortie » du pacte de stabili*té financière, qui lie l'Etat et ces* derniers et expire en 1998. Cette décision est le principal résultat de la réunion qui a eu lieu à Matignon, jeudi 21 mai, autour des *questions relatives à l'aménage*ment du territoire et aux collectivités territoriales.

Une première réunion avait eu lieu le 13 mai ; l'arbitrage avait été repoussé, compte tenu de la complexité et du caractère sensible du sujet. A Matignon, on se *félicitait, vendredi*, des résultats de cette séance de travail, dont le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, semble reparti satisfait et qui devrait détendre *les relations avec les élus de tous* bords, au moment où ont lieu des discussions délicates sur le cumul des mandats.

C'est Alain Juppé qui avait imposé aux associations d'élus, après *des négociations infructueuses*, à partir de 1996 et pour trois ans, un dispositif restrictif de régulation de leurs relations financières avec l'Etat. Improprement intitulé *« pacte »* de stabilité financière, ce dispositif, qui aligne l'évolution de la majorité des concours de l'Etat sur la progression de l'indice des prix (hors tabac), est arrivé à expiration. Bercy plaidait pour sa reconduction pure et simple. Les élus, soutenus par M. Chevènement et par *Emile Zuccarelli*, demandaient à bénéficier du retour de la croissance. Le ministre de l'intérieur proposait d'indexer l'évolution de ces concours à la fois sur l'inflation et sur la moitié du taux de croissance du PIB.

Au début de la réunion de jeudi, Lionel Jospin avait donc le choix : satisfaire Bercy ou déclencher le vif mécontentement d'un front d'élus *de toutes tendances, allant de Jean*-Pierre-Fourcade (UDF) président du comité des finances locales à Michel Delebarre (PS) président de l'Association des maires des grandes villes de France, en passant par deux de ses ministres. Les élus auraient été ulcérés, non seulement que le premier ministre donne raison à Bercy, mais aussi que cette décision soit prise sans négociation préalable.

M. Jospin a donc choisi une voie médiane, en définissant le cadre dans lequel devrait s'inscrire une concertation avec les élus. Ce qui revient à écarter l'option défendue par Dominique Strauss-Kahn – pourtant donné gagnant dans les milieux gouvernementaux avant la réunion – et à signaler aux élus qu'il y aura « du grain à moudre ».

CONJONCTURE FAVORABLE

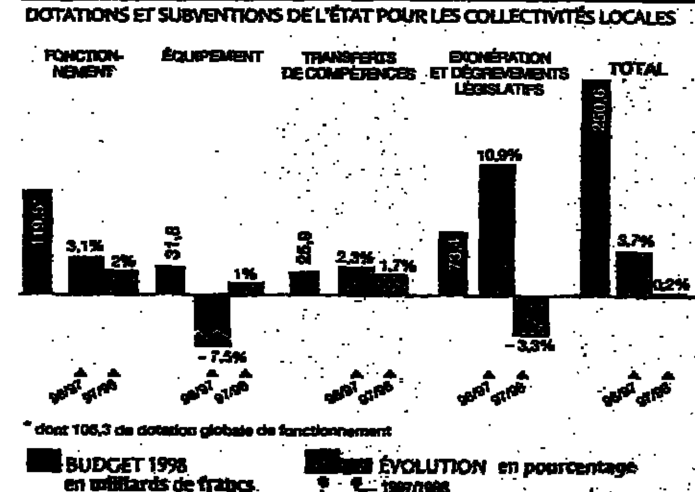
Face à ces élus, qui affirment *qu'il n'y aurait que « justice »* à partager les fruits de la croissance, le ministère des finances faisait valoir que la reprise de la croissance augmentera mécaniquement les rentrées fiscales des collectivités. La conjoncture économique se réper*cute avec deux ans de retard* dans ces rentrées. Or la croissance s'est améliorée dès 1997. Autrement dit, pour Bercy, la conjoncture fiscale des collectivités devrait être plus favorable dès 1999. L'argument est contesté par M. Delebarre, qui affirmait, dans un « point de vue » publié par *Les Echos*, le 13 mai, que *« le redémarrage escompté de la croissance ne suffira pas à apporter des ressources suffisantes aux collectivités locales pour faire face aux défis qu'elles doivent relever »*.

De son côté, le ministre de l'intérieur a fait valoir qu'il ne pourra pas mener à bien sa réforme de l'intercommunalité (les derniers arbitrages sur ce projet de loi ont également été rendus jeudi) sans incitations financières. Certes, un redéploiement des subventions existantes est possible, mais une telle opération est toujours plus douloureuse dans un contexte de stagnation.

M. Jospin n'est pas un spécialiste des questions relatives aux collectivités locales, mais il lui était facile de comprendre le risque politique encouru s'il avait semblé chausser les bottes de M. Juppé en reconduisant d'office le dispositif hérité de son prédécesseur. D'autant plus que M. Jospin a réussi à pacifier les relations entre l'Etat et les élus, qu'ils soient de droite ou de gauche, échaudés par leurs expériences récentes avec ses prédécesseurs. Edouard Balladur, via son ministre du budget Nicolas Sarkozy, leur avait imposé à la hussarde une hausse des cotisations des collectivités à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités territoriales (CNRACL). M. Jospin a évité, pour le moment, de rouvrir ce dossier ultrasensible. S'il avait tenté de passer en force sur la re*conduction du pacte de stabilité*, il aurait sans doute réduit à néant tous ces efforts, au plus mauvais moment.

Gilles Carrez, député (RPR) du Val-de-Marne, chargé de ces questions au sein de l'Association des maires de France (AMF), nous avait déclaré qu'il *« n'imaginait pas »* que le gouvernement pût rendre un ar*bitrage définitif sans* avoir entendu les élus. M. Fourcade nous déclarait également, mercredi, que si la solution de Bercy était retenue, il était décidé à faire *« beaucoup de bruit »*. Vendredi matin, le sénateur des Hauts-de-Seine admettait que les choses se présentent *« sous de meilleurs auspices »*. Si les élus obtenaient de bénéficier, par exemple, d'un tiers des prévisions de croissance du PIP en volume pour 1999 (2,8 %), le gain serait, pour les collectivités, de plus de 2 milliards de francs.

Jean-Louis Andreani

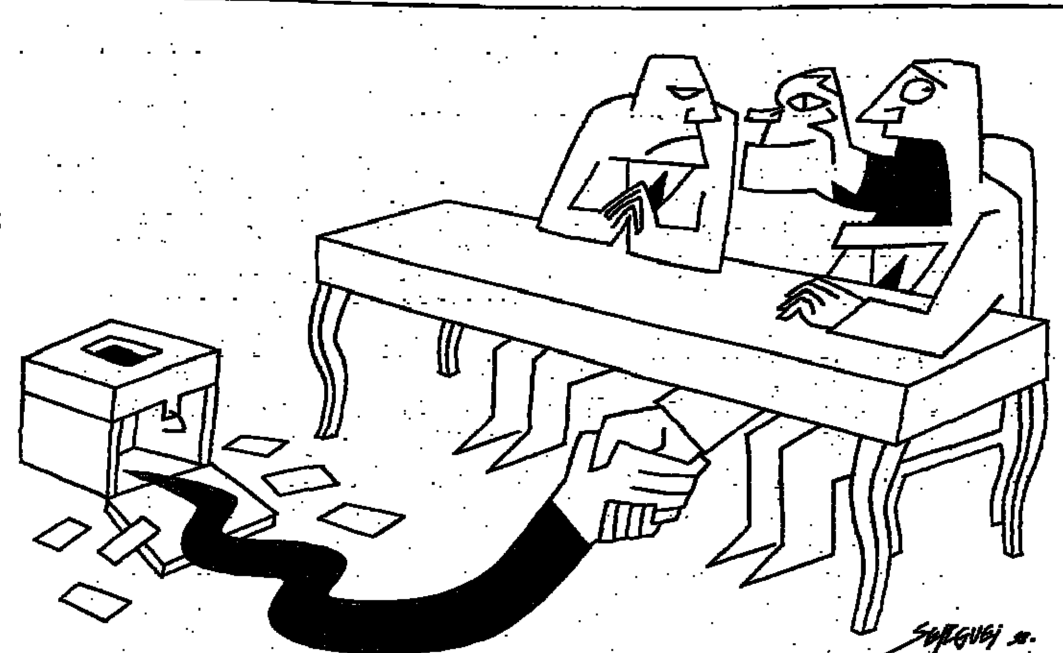


L'aide de l'Etat aux collectivités territoriales

● **Le pacte de stabilité** a été *institué par la loi de finances pour* 1996. Il indexe jusqu'en 1998 l'évolution de la majorité des dotations de l'Etat aux collectivités locales sur l'indice des prix hors tabac.

● **L'ensemble des concours** de l'Etat aux collectivités (hors fiscalité transférée) représentait, dans le budget de 1998, 250,6 milliards de francs, dont près de 158 milliards dans le pacte de *stabilité. A l'intérieur de cette* enveloppe, la dotation générale de fonctionnement représente à elle seule 106,3 milliards de francs.

● **En 1998**, ces aides représentaient *le deuxième* poste du budget de l'Etat, après l'éducation nationale et la recherche (374 *milliards*) et avant la défense (238,3 milliards) et la charge nette de la dette (234 milliards).



Bourgogne : la droite blanchit le Front national

REPORTAGE

Elu à la présidence grâce aux voix du FN, Jean-Pierre Soisson dément en être l'otage

JEAN-PIERRE SOISSON l'avoue à mi-voix : il ne sait pas s'il a eu raison d'accepter les voix des élus du Front national pour accéder à la présidence du conseil régional de Bourgogne. Puis l'ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand, ancien maire d'Auxerre, mais toujours député (app. UDF) de l'Yonne, se reprend : *« L'assemblée est en ordre de marche, et je ne suis pas leur otage. »*

Depuis la réélection de M. Soisson, le 7 avril, après une première démission, le conseil a certes installé la commission permanente et les commissions thématiques ; mais sa première session, le 30 avril, s'est éternisée jusqu'au matin du 1er mai, pour être suspendue jusqu'au 4 mai, sans qu'aucune décision majeure n'ait été prise, et droite et Front national font ouvertement cause commune. Ainsi, lors de la désignation des représentants de l'assemblée dans les conseils d'administration des lycées : les élus RPR et UDF ont attribué le siège du lycée Clos-Maire de Beaune à Pierre Jaboulet-Vercherre, chef de file du Front national. *« C'est une affaire mal maîtrisée, que je n'ai pas vu venir »*, admet M. Soisson.

Le président minimise la portée de ce vote, qui signe pourtant un peu plus l'alliance entre la droite et l'extrême droite. Pour la contrer, l'opposition de gauche avait proposé une charte, que chaque conseiller devait s'engager à respecter. Parmi ses six points, le texte condamnait *« toutes thèses ayant trait à la préférence nationale »* ainsi que *« toutes thèses révisionnistes et négationnistes »*. M. Soisson a rédigé un texte alternatif, qui a été adopté par la droite et le FN, dans lequel les élus déclarent seulement leur *« attachement à la République »* et *« condamnent toute thèse fasciste, raciste et xénophobe »*. *« Avec cette charte, j'ai mis le Front national au pied du mur »*, se félicite M. Soisson. *« J'ai toujours dénoncé le racisme et la xénophobie »*, répond, sans rire, M. Jaboulet-Vercherre.

Les deux hommes s'estiment, dînent souvent ensemble, au vu de tous, dans les bons restaurants de Dijon. *« C'est la convivialité bourguignonne »*, assure M. Jaboulet-Vercherre, directeur commercial de la maison de vins qui porte le nom de sa famille. Membre du bureau politique du FN, il a été, au début des années 80, adhérent du RPR et s'y est fait quelques amis : *« Moi, je suis de droite et je le reste »*, affirme-t-il pour expliquer les connivences entre droite et extrême droite.

Les passerelles fonctionnent dans les deux sens. *« Le Front national fait partie du paysage politique »*, constate Michel Delprat, un conseiller régional du CNI. M. Delprat, ancien député de l'Yonne, avait pris comme suppléant, aux élections législatives de 1988, Claude Moreau, un polytechnicien en qui le RPR fondait beaucoup d'espoirs. Espoirs déçus puisque, depuis, M. Moreau a rejoint le FN. Une campagne ensemble, même soldée par une défaite, crée des liens, forcément.

« Ces élus FN sont des notables, explique M. Soisson, *pas des idéologues comme Bruno Gollnisch ou Pierre Vial dans la région Rhône-Alpes. Je n'aurai pas de problèmes avec eux. »* M. Jaboulet-Vercherre confirme cette entente : *« Nous aurons une attitude très participative. Je tiens à ce que la présidence Soisson soit une présidence réussie.* Néanmoins, ajoute-t-il, *nous serons très attentifs à la préparation du prochain contrat de plan. »* Pour Jean-François Bazin, ancien président (RPR) du conseil régional écarté par M. Soisson, *« le FN a choisi une stratégie douce d'enveloppement »* qui, bientôt, *« ne laissera plus de marge de manœuvre »* à son successeur.

La gauche « plurielle », avec 24 élus contre 22 à M. Soisson (auquel se sont ralliés, depuis son élection, les deux Chasseurs), a choisi de ne pas participer à la commission permanente, laissant ainsi le champ libre à l'exécutif. Elle a accepté la présidence de trois commissions – structures consultatives –, mais envisage de s'en retirer avant la prochaine session, prévue fin juin. En attendant le résultat de ses recours devant le Conseil d'Etat sur les conditions de l'élection du président et des vice-présidents, elle va *« poursuivre le blocage de l'assemblée »*, indique son chef de file, François Rebsamen (PS), qui s'interroge : *« En Bourgogne, nous avons échoué : non seulement, la droite a fait alliance avec le FN mais, en plus, ses élus votent pour leurs candidats. »*

Bruno Caussé

Nord-Pas-de-Calais et Franche-Comté : le pacte de bonne conduite

LILLE et BESANÇON
de nos correspondants

Nord-Pas-de-Calais est géré par la gauche, la Franche-Comté par la droite, mais ces deux régions semblent, pour le moment, portées par le même souci de leur majorité et de leur opposition : faire fonctionner l'institution.

Le 20 mars, les élus du Nord-Pas-de-Calais avaient, pour la plupart, poussé un soupir de soulagement lors de l'élection du socialiste Michel Delebarre à la présidence : d'abord, ils échappaient au scénario de 1992, celui de la « longue nuit » qui avait débouché sur l'arrivée de Marie-Christine Blandin (Verts) à la présidence ; ensuite, le choix de M. Delebarre était plus conforme à leurs traditions républicaines au moment où d'autres régions, comme la Picardie voisine, s'engluaient dans la crise.

La violente querelle pour le contrôle de l'opposition entre Jean-Louis Borloo et Philippe Vasseur a été mise de côté au nom de l'intérêt général, qui a pesé sur l'élection du président et sur l'installation de l'exécutif. De part et d'autre, lors de la première séance plénière, le 27 avril, il fut fait assaut de politesse. Non seulement les groupes Borloo et Vasseur ont vu leurs amendements au règlement intérieur pris en compte, mais c'est tout juste si on ne leur demandait pas d'en rajouter. Cette situation ne pouvait pas manquer d'être stigmatisée par le Front national. Carl Lang, président du groupe des élus d'extrême droite, a dénoncé la *« soumission »* de l'opposition, qui n'avait pas présenté de candidat à la présidence, et sa *« compromission »* pour la mise en place de l'exécutif.

Nouvelle élue, avec ses six colistiers de Lutte ouvrière, Nathalie Hubert parle, de son côté, de *« gens qui se posent vraiment en gestionnaires »*. *« Ils arrivent à discuter des lycées sans parler des enfants qui vont à la cantine ! »*, s'étonne-t-elle. Gauche et droite, qu'avait déroutées le concept de « développement durable » mis en avant pendant la présidence de Mme Blandin, reviennent, en effet, à des conceptions plus traditionnelles de la gestion d'une collectivité. Malgré cette sérénité, la composition du cabinet et la mise en place de l'appareil ont été longues, comme si M. Delebarre avait voulu mettre en évidence qu'il prenait des précautions.

LES MÉCONTENTS EN EMBUSCADE

En Franche-Comté, Pierre Moscovici, élu PS du Doubs, ministre délégué aux affaires européennes, avait évoqué *« un modèle pour la France »* en commentant, au lendemain de l'élection de Jean-François Humbert (UDF-PPDF) à la présidence, l'accord entre la gauche « plurielle » (moins le MDC) et l'UDF-RPR pour faire barrage au Front national. En renonçant à soutenir, au troisième tour de scrutin, la candidature de Christian Proust (MDC), l'intergroupe PS-PC-Verts-CAP n'avait pas seulement voulu laisser la voie libre *« au seul homme de droite qui s'était bien comporté »* le 20 mars, donnant sa démission après avoir été élu une première fois avec neuf voix FN ; il s'agissait aussi de *« passer un contrat de fonctionnement valable pour les six années de la mandature »*.

La mise en place des organes de l'institution a confirmé, depuis, cet *« état d'esprit positif »*. Si l'UDF et le RPR ont pris le contrôle sans partage de l'exécutif, gauche et droite se sont réparties à égalité les présidences des douze commissions. Les moyens de l'opposition, qui bénéficie du même nombre de conseillers que la droite (dix-sept), ont été accrus afin de lui permettre de mieux faire valoir ses propositions. Enfin, une « commission mixte » de seize élus a été installée. Sans apparaître à l'organigramme, ni dans le règlement intérieur de l'assemblée, elle fait office de *« lieu de concertation »* pour débattre des principaux dossiers avant les sessions, hors la présence du FN et du MDC.

Le pacte, que ses deux signataires se refusent à qualifier de *« républicain »*, prévoit que majorité et opposition joueront leurs rôles respectifs et banniront de leur action *« toute confusion des genres et des idées »*. Il reste, désormais, à l'inscrire dans la durée. MM. Humbert et Moscovici, âgés tous deux d'une quarantaine d'années, ont investi une part non négligeable de leur crédit dans son succès. Ils savent que le FN et le MDC, mécontents de leur mise à l'écart, demeurent en embuscade.

Pierre Cherruau et Jean-Pierre Tenoux

MÉDICO-SOCIAL L'association Sésame-Autisme de la région Nord-Pas-de-Calais a été saisie de plusieurs témoignages de parents dénonçant des pratiques de contention sur leurs enfants accueillis à l'hôpital psychiatrique (CHS) de Bailleul. ● LES FAMILLES, qui n'ont souvent pas d'autre choix que le CHS, ont toutes constaté une *« régression »* de leur enfant autiste parvenu à l'âge adulte. Le psychiatre responsable du service mis en cause justifie ce *« choix cruel »* qui est *« bien souvent le seul moyen de protéger les gens contre eux-mêmes »*. ● À ANTONY (Hauts-de-Seine), vingt-cinq adolescents et jeunes adultes, autistes ou psychotiques, se voient proposer de multiples activités. ● TROIS ANS après la mise en place des plans régionaux contre l'autisme, les associations du secteur s'inquiètent de voir leur pérennité menacée *(lire notre éditorial page 13)*.

Le dispositif de prise en charge des autistes adultes connaît de graves carences

Depuis plusieurs années, dans un centre hospitalier spécialisé (CHS) du Nord, les autistes sont l'objet de pratiques de contention. En France, deux mille huit cents enfants et quatorze mille huit cents adultes ne sont pris en charge que par leur famille, au prix de nombreuses difficultés

LILLE
de notre correspondant régional

Une triste affaire oppose, depuis plusieurs années, dans le département du Nord, des parents d'autistes et leurs associations à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), à l'administration départementale et au centre hospitalier spécialisé (CHS) de Bailleul, où les autistes adultes sont encore l'objet de pratiques de contention.

La pose de la première pierre d'un établissement d'accueil pour adultes autistes à Liévin, dans le Pas-de-Calais, le 13 avril, a été l'occasion pour Philippe Boilot, président de l'association Sésame-Autisme de la région Nord-Pas-de-Calais, de remettre le dossier sur la place publique. M. Boilot, dont l'association est affiliée à la fédération française Sésame-Autisme – une trentaine d'établissements spécialisés en France, qui accueillent au total environ six cents personnes autistes –, a dénoncé *« les pratiques, au nord du Pas-de-Calais, d'une équipe d'un établissement qui attache à longueur de journée des adultes autistes »*.

Certains parents désemparés avaient fait part de ces pratiques à l'association dès 1991. Tous disent avoir constaté une *« régression »* chez leur enfant. Michèle, mère de Tony, vingt-quatre ans, a été parmi les premières à oser en parler. *« Avant, il faisait beaucoup de progrès*, raconte-t-elle. *Il pouvait aller tout seul à la piscine ou à la salle de jeu. Cela été un grand regret quand il a dû quitter son centre de Loos. Mais quand on voit l'état où il est maintenant, c'est dur à accepter. » « Le plus terrible, pour nous,* poursuit-elle, *ça a été de voir qu'il était attaché alors qu'il n'a jamais été méchant. Lors des visites, on a vu sur les radiateurs les lanières en cuir, avec des pansements pour qu'on ne voie pas les marques. Ils nous ont dit qu'il voulait souvent se déshabiller – il le fait chez nous à chaque fois qu'il veut qu'on s'occupe de lui. Même s'il n'y a plus de traces visibles, on voit bien que c'est un enfant constamment assis. »*

L'affaire est ressentie d'autant plus douloureusement par les familles qu'elles n'ont bien souvent pas d'autre choix que le CHS. *« Si notre fils avait le sida ou s'il était drogué, on serait mieux aidés »*, affirme une mère de la région de Dunkerque dont le fils de vingt et un ans doit quitter régulièrement son centre spécialisé pour le pavillon qui accueille les autistes à Bailleul. *« Dès ses premiers séjours, il nous a parlé de gens attachés et de prison. On nous a imposé un séjour d'une semaine par mois. Pour qu'il ait ses repères, soi-disant. Je sais que mon fils a été attaché. Le docteur me l'a confirmé. Et on l'a remis sous médicament. Depuis, il n'arrête pas de faire des crises. »*

Saisie de plusieurs témoignages concordants, l'association avait engagé, dès 1992, des démarches auprès de la DDASS, du ministère de la santé, de l'Inspection générale des affaires sociales, qui a chargé... la DDASS d'une enquête. Seul résultat concret : il existe désormais un sas de sécurité à l'entrée du pavillon de Bailleul. La fenêtre qui donne sur la salle où se tiennent habituellement les malades est occultée. Les parents ne peuvent plus voir leurs enfants ou les autres malades, sauf un court instant quand la porte s'entrouvre pour laisser passer l'infirmière ou le malade qu'ils attendent. *« C'est vrai qu'il y a eu un léger mieux*, concède Michèle. *On ne voit plus d'ecchymoses aux poignets. Mais, quand on compare le gosse souriant qu'il était avant avec l'état où il est maintenant, c'est difficile à accepter. Et on nous a expliqué que nous avions tort de nous plaindre, que les autres parents étaient plutôt contents. »* Président de Sésame-Autisme Nord-Pas-de-Calais quand ces pratiques ont été dénoncées pour la première fois, Roger Marcel déplore que rien n'ait changé malgré des quantités de promesses. *« Le scandale, c'est le manque totale de transparence. Que ces parents ne puissent pas savoir réellement comment est traité leur enfant. »*

« DEUX PROCÉDÉS MAGIQUES »

Autre critique sévère : les centres gérés par les associations – maisons d'accueil spécialisées (MAS) ou foyers occupationnels – coûtent entre 900 et 1 050 francs par jour, contre un minimum de 2 000 francs pour le CHS. *« Le moins que l'on puisse dire est que le rapport qualité/prix ne joue pas en faveur de Bailleul »*, conclut-il.

Son successeur à la tête de l'association, Philippe Boilot, est tout aussi sévère : selon lui, il y aurait dans la région environ un millier d'autistes adultes sans solution de prise en charge décente, mais aussi mille lits d'hospitalisation en trop, et une tendance se dessinerait à transformer ces lits en MAS. *« Nous nous opposons à ce principe. Nous nous battons pour sortir les autistes des hôpitaux, pas pour faire des foyers hospitalo-sociaux dans les hôpitaux*, explique-t-il. *Quand on voit Bailleul, on a du mal à croire qu'il soit possible d'y baser de vrais projets pédagogiques. Chez nous, nous appliquons toujours la norme admise pour les autistes, une personne pour un malade. Pourquoi ne serait-elle pas valable pour l'hôpital ? »*

M. Boilot s'insurge : *« Ils ont trouvé deux procédés magiques, la camisole chimique et la camisole physique. Je ne veux pas en faire une question de personnes. Je dis seulement que quand on n'a pas les moyens de faire son travail, on le fait savoir. »* Coïncidence, le dernier colloque organisé par la fédération Sésame-Autisme, le 16 mai, à Lognes (Seine-et-Marne), portait sur *« la prise en charge des cas lourds »*, soit environ 10 % des personnes diagnostiquées autistes qui *« se mettent en danger et qui peuvent mettre leur entourage en danger »*.

Pour le docteur Pierre Paresys, psychiatre responsable du service concerné au CHS de Bailleul, il n'est pas question de nier des pratiques qui pouvaient avoir cours bien avant son arrivée. *« C'est un choix cruel, mais bien souvent le seul moyen de protéger les gens contre eux-mêmes*, justifie-t-il. *Ces patients s'automutilent de manière chronique. On est bien obligé de les attacher, même si on le fait beaucoup moins souvent qu'avant. On oublie aussi que les individus changent, les autistes aussi. Les pulsions de l'âge adulte ne sont pas les mêmes qu'à l'adolescence. »* Le médecin déplore un cruel manque de moyens : *« Cela fait dix ans que je réclame un poste de psychomotricien et je n'ai toujours rien obtenu. Pourtant, c'est la seule approche possible. En matière de santé, le Nord souffre d'un sous-équipement global, mais pour la psychiatrie, c'est pire que tout. »*

Ce manque de moyens et de personnel est confirmé par Brigitte Fauré, déléguée CGT. *« Nous nous battons, mais la situation se dégrade. Nous avons en face de nous des technocrates et des gestionnaires. Ce n'est pas ainsi que l'on pourra régler le problème. »* Actuellement, selon les responsables de Sésame-Autisme, six cents personnes autistes seraient soignées en Belgique, mais dans des conditions de plus en plus difficiles puisque le département refuse de les prendre en charge. Dans le seul département du Nord, un millier de personnes, entre famille et hôpital, seraient ainsi à la recherche d'une solution.

Pierre Cherruau

Les dangers de l'hospitalisation chronique

Une enquête commandée à la direction de l'action sanitaire et sociale (DASS) par Simone Veil lorsqu'elle était ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, dressait, en avril 1995, un constat alarmant du devenir des enfants et adolescents autistes. Dénonçant *« une balkanisation des prises en charge »*, la DASS insistait sur les dangers de l'hospitalisation chronique des adultes. *« Ce moment du passage vers l'âge adulte (...) correspond, selon les professionnels et les familles, à un vide dans l'ensemble du dispositif sanitaire et médico-social »*, écrivaient alors les enquêteurs. *« Les adultes autistes et psychotiques infantiles n'ont pas leur place en hospitalisation psychiatrique chonique »*, ajoutaient-ils. En 1993, précisait le rapport, *« environ 1 600 personnes autistes ou psychotiques déficitaires étaient hospitalisées à temps complet »*.

A Antony (Hauts-de-Seine), yoga, judo, théâtre ou photo créent des « passerelles » sur l'extérieur

REPORTAGE

La moitié des jeunes devront quitter l'hôpital. Par dizaines, d'autres attendent leur place

LA PORTE est ouverte. Les mains, spontanément, se tendent. *« Qui t'es, toi ? »* Un attroupement se crée autour du visiteur. *« Ceux dont personne ne veut »*, comme dit sans ambages le directeur du lieu, le psychiatre Gilles Roland-Manuel, ont le sens de l'accueil. Une grande maison blanche avec un jardin qu'ombragent des pins, plus proche en apparence du pavillon de banlieue que de la structure hospitalière. Des tables et des bancs de bois sont disposés sous les arbres. Certains, à peine arrivés, s'installent et ne bougent plus. D'autres vont et viennent, plus ou moins bruyamment. D'autres encore prennent un chocolat, perchés sur les hauts tabourets du « bar » derrière lequel Pierre, un petit nouveau qui ne parle pas, nettoie déjà les tasses de tout le monde. Vingt-cinq adolescents et jeunes adultes, autistes ou psychotiques, sont accueillis à l'hôpital de jour d'Antony (Hauts-de-Seine), une structure privée conventionnée par la Sécurité sociale, créée en 1968 par l'association de parents Sésame-Autisme.

Malgré les réactions de rejet auxquelles ils font souvent face lorsqu'ils sortent, l'*« étranger n'est pas ici vécu comme perturbateur »*, souligne le docteur Roland-Manuel. Les visiteurs sont légion, donc, et les sorties habituelles, à la piscine, à la médiathèque, au gymnase ou au cinéma, voire même en camp de vacances. Les nombreuses activités pratiquées (yoga, judo, bricolage, peinture, photo, théâtre, discussions sur l'actualité, ateliers contes, chant, musique...), doivent constituer autant de *« passerelles »* avec l'extérieur.

Des associations ont été créées pour faciliter la poursuite de ces activités après l'hôpital ; pour fournir, également, à ces jeunes un statut différent de celui de malade. L'on peut être soigné à Antony et membre de la Fédération française de judo, comédien préparant une représentation à Avignon, ou rédacteur au *Papotin*, journal *« à parution aléatoire »* et à *« interviews atypiques »* – les personnalités interrogées le sont moins sur leurs activités que sur leur voiture, les ongles qu'ils se rongent ou leur méthode de rasage. *« La culture, ce n'est pas la cerise sur le gâteau*, explique le directeur. *Nous pensons qu'avant d'être des malades, ces jeunes sont des humains et des citoyens. Aussi bizarres soient-ils, ils ont la même pluralité de besoins que l'ensemble des adolescents. »*

ÉCOUTE RÉGULIÈRE

Deux psychiatres, trois psychologues, sept éducateurs, une infirmière et une assistante sociale assurent un suivi thérapeutique et pédagogique, *« le travail thérapeutique étant au service du travail pédagogique, et non l'inverse »*. Fourni, l'encadrement permet l'écoute. Des parents d'abord, avec lesquels est instauré un *« partenariat, afin de tenter de les soulager de l'insupportable poids de la culpabilité »*. Des jeunes, ensuite, qui ont chacun un éducateur, un psychiatre et un psychologue de référence.

Quelques moments d'écoute réguliers facilitent la prise de parole, ou l'expression gestuelle, comme la réunion hebdomadaire des *« sortants »*. Frédéric, un jeune homme costaud au rire explosif, est incité une nouvelle fois à parler de ce *« stage long »* de trois mois qu'il va bientôt effectuer en foyer occupationnel. Il se recoiffe de la main, rigole, plie sa veste, la pose sur ses genoux, rigole encore, froisse sa veste, se recoiffe, finit par trouver quelques mots. *« Ça va pas faire beaucoup de long ? »* Jacqueline Faytre, l'assistante sociale, lui rappelle patiemment qu'elle l'accompagnera avec sa maman, qu'elle a visité ce foyer avec lui, rencontré l'équipe, qu'elle prendra de ses nouvelles, qu'il pourra revenir si ça ne va pas.

Par bribes, Frédéric dévoile son angoisse : *« Je vais vous manquer. » « J'espère que là-bas il va faire beau. »* Enfin, *« je fais le théâtre, je fais* Le Papotin. *Je veux pas vous quitter »*. Xavier est entré, puis sorti de la salle, est revenu après un long moment, s'est allongé sous la table, puis est reparti. Maigre, le regard fixe, dérangeant, il ne dira mot. Aline non plus d'ailleurs qui, elle, est restée assise. Tout juste un non de la tête pour signifier son refus de parler. Toute l'équipe la sent nerveuse à l'idée de partir. *« A force de répétitions, certaines choses finissent par être intégrées. Ce n'est pas parce qu'ils ne parlent pas qu'ils ne sont pas partie prenante de leur projet d'avenir »*, assure Toula Hamaleinen, psychologue.

Cette année, la moitié des jeunes devront quitter l'hôpital d'Antony. Par dizaines, d'autres patients attendent leur place. Chaque place décrochée dans une structure pour adultes l'est à l'issue d'un combat titanesque, dit-on, mais l'hôpital psychiatrique est presque toujours évité.

Toutes les semaines, l'ensemble des jeunes et du personnel s'assied en rond. Paul, en retrait par rapport au cercle, les jambes croisées comme un yogi, se mord le poing et pousse des cris rauques en agitant d'un bras une écharpe de supporteur de football. Le docteur Roland-Manuel explique qu'avoir un objet à la main le rassure, que d'autres partagent cette manie.

PETITES VICTOIRES

Silence est fait pour laisser Paul s'exprimer. Il ne saisit pas l'occasion. Jamais, d'ailleurs, il ne l'a saisie. Un autre adolescent ramasse les poussières à quatre pattes. Hélène, prostrée, se cache les deux oreilles. Pierre ne veut pas entrer, effectue des mouvements de balancier avec son buste, devant la porte.

Ni ce silence, que rien ne semble pouvoir rompre, ni les brutales éruptions de violence, ne gâchent le plaisir des petites victoires. *« Dans les livres, on parle d'incommunicabilité, d'impénétrabilité des autistes. Heureusement, les livres mentent ! »*, jure le directeur. Tout est fait, en tout cas, pour les faire mentir. *« On part du principe que si aucune communication ne s'établit, c'est qu'on ne sait pas faire avec eux. »* Petit à petit, des liens se créent, assurent les éducateurs. *« Ils trouvent le moyen de nous faire savoir qu'ils sont contents, ou que quelque chose les tracasse. Il y a les colères, les gestes, ils nous prennent la main, se tiennent en retrait... »* Hélène s'est levée de la table du déjeuner pour déposer un petit pot de confiture près de l'assiette du directeur, avant de repartir très vite se cacher. *« C'est formidable !*, dit-il. *D'habitude, elle ne me parle pas. »*

Pascale Krémer

Vingt-sept mille personnes touchées

● **Théories.** Depuis la description du syndrome autistique par le psychiatre américain Leo Kanner en 1943, trois grands courants se sont formés : les partisans de l'origine organique (génétique ou biochimique) de l'autisme ; les tenants de l'hypothèse psychanalytique, qui, schématiquement, attribuaient les troubles autistiques à une dysharmonie dans les relations précoces mère-enfant ; les défenseurs de la vision éducative dite cognitiviste, née aux Etats-Unis. En 1995, la hache de guerre « idéologique » a été enterrée au profit de la reconnaissance de la spécificité de l'autisme et de la nécessité d'une prise en charge globale et plurielle, à composantes éducative, pédagogique, thérapeutique et sociale.

● **Définition.** L'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale, devenue depuis l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé, avait retenu, en décembre 1994, la formule suivante : *« Le syndrome d'autisme infantile est un trouble global et précoce du développement apparaissant avant l'âge de trois ans, caractérisé par un fonctionnement déviant et/ou retardé dans chacun des trois domaines suivants : interactions sociales, communication verbale et non verbale, comportement »*.

● **Prévalence.** S'il est difficile de chiffrer exactement le nombre de personnes touchées, le taux de prévalence de l'autisme est estimé en France entre 4 et 5,6 pour 10 000. Selon la direction de l'action sociale, l'autisme concerne aujourd'hui environ 7 000 enfants et 20 000 adultes. Le ratio serait de trois garçons pour une fille. 4 200 enfants et 5 200 adultes sont actuellement accueillis dans des institutions spécialisées ; 2 800 enfants et 14 800 adultes restent sans solution et sont pris en charge, tant bien que mal, par leur famille.

Le « plan Veil » restera-t-il en sommeil ?

LE 11 DÉCEMBRE 1996, une loi visant à *« assurer une prise en charge adaptée de l'autisme »* était promulguée. Ce texte parachevait l'édifice construit par Simone Veil lorsqu'elle était ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville : des plans régionaux spécifiques à l'autisme avaient été lancés par une circulaire du 27 avril 1995, pour une durée de cinq ans, sous l'autorité des préfets. Ce dispositif faisait suite à deux rapports accablants de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de la direction de l'action sociale (DAS), qui dénonçaient les incohérences et les carences des prises en charge. Trois ans plus tard, les principales associations ne cachent pas leur inquiétude.

Pierre Toureille, président de Pro-Aid Autisme, dénonce *« une indifférence absolue du gouvernement »* tandis que Marcel Hérault, président de la fédération Sésame-Autisme, parle de *« non-assistance à personnes en danger »*. Ce dernier a estimé, lors d'un colloque organisé le 16 mai à Lognes (Seine-et-Marne), que *« le plan de Mme Veil (...) se vide progressivement de sa substance »*. *« Nous ne pouvons abandonner les familles dans le désarroi le plus total*, avait alors ajouté M. Hérault. *Nous ne pouvons non plus accepter de rejeter les jeunes dans les quartiers de contention des hôpitaux psychiatriques (unités pour malades difficiles), gardant derrière les barreaux et sous camisole chimique ceux qui n'intéressent plus personne. »*

Plusieurs courriers ont été adressés à Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, dans lesquels les représentants associatifs disent leur crainte de *« voir ce plan mourir de sa triste mort »*. M. Hérault a aussi interpellé Mme Aubry, le 17 avril, lors de la séance plénière du Comité national consultatif des personnes handicapées. La ministre *« a cherché à nous rassurer*, relate M. Hérault, *indiquant qu'elle n'abandonnait pas le plan quiquennal en cours, mais sans indiquer le montant de l'enveloppe qu'elle pourrait dégager (...) dans la préparation du budget 1999 »*.

MONTÉE EN CHARGE

Une somme de 100 millions de francs avait été débloquée en 1995 pour assurer la montée en charge des nouveaux comités techniques régionaux sur l'autisme (CTRA). En 1996, comme il avait été convenu, les 100 millions de francs sont allés à la prise en charge des traumatisés crâniens mais des redéploiements de crédits ont permis le financement de quelques places supplémentaires pour les autistes. En 1997, 50 millions de francs ont été provisionnés pour l'autisme.

Au total, entre décembre 1995 et mai 1997, 1 171 places ont donc été créées au bénéfice des enfants et des adultes autistes. Une circulaire du ministère de l'emploi et de la solidarité a par ailleurs été adressée aux préfets le 10 avril, portant sur la formation des personnels intervenant auprès des enfants et adultes présentant un syndrome autistique. Les associations s'en félicitent, mais les besoins restent immenses.

La fédération Sésame-Autisme, Autisme-France et Pro-Aid-Autisme ont été reçues le 20 avril à la DAS. Il leur a été précisé que le bilan et l'analyse de l'action des CTRA avaient été « décentralisés » à la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de la région Rhône-Alpes, qui produira une synthèse *« à l'automne »*. La DAS évalue à environ 300 millions de francs la totalité des demandes et des projets de création de structures remontés aux préfets dans le cadre des plans régionaux. *« Non seulement le plan Veil, qui était déjà un plan de rattrapage et de réparation des carences, doit être poursuivi mais il doit aussi être amplifié*, estime Pierre Toureille. *Ou alors on considère que l'engagement de l'Etat est remis en cause à chaque alternance ! »*

Laurence Folléa

La Société française du tunnel sous le Fréjus menacée de faillite

Dérapage des coûts de construction de « l'autoroute de la Maurienne », stagnation du trafic dans l'arc alpin : pour éviter le dépôt de bilan, les dirigeants de la STRF doivent réunir 3 milliards de francs. Ils souhaiteraient que l'Etat prolonge de douze ans leur concession sur l'A 43

LYON
de notre correspondant régional

La Société française du tunnel sous le Fréjus (STRF), qui a construit et exploite, depuis 1980, l'ouvrage alpin de 12,5 kilomètres reliant la France à l'Italie, recherche, de toute urgence, 3 milliards de francs pour éviter la faillite. Cette société d'économie mixte, contrôlée par les collectivités territoriales de Rhône-Alpes (les départements de la Savoie, de l'Isère, du Rhône, les villes de Chambéry, Grenoble, Lyon et toutes les chambres de commerce et d'industrie de la région), est également concessionnaire de « l'autoroute de la Maurienne », l'A 43, depuis 1993. Cinquante des soixante-trois kilomètres de cette voie sont en service depuis un an et la plupart des 750 000 camions qui traversent chaque année le tunnel du Fréjus utilisent cette autoroute.

L'ouvrage transalpin est concédé jusqu'en 2050. La totalité des emprunts est remboursée depuis l'année dernière et il dégage d'importants profits. La STRF bénéficie maintenant de cette longue durée de concession. Elle était donc toute désignée pour mener à bien la construction et l'exploitation de la nouvelle voie qui remonte l'étroite vallée de la Maurienne jusqu'à Modane. D'énormes travaux ont été réalisés depuis 1993 pour inscrire l'A 43 entre le cours tumultueux de l'Arc, la voie ferrée Chambéry-Turin, la route nationale et les lignes à haute tension qui s'étirent vers l'Italie. Ils s'achèveront en 2000. Le dernier tronçon d'autoroute sera très coûteux, environ 250 millions de francs au kilomètre, soit un prix équivalent à l'A 14 La Défense-Orgeval, en Ile-de-France, qui se développe en zone urbaine.

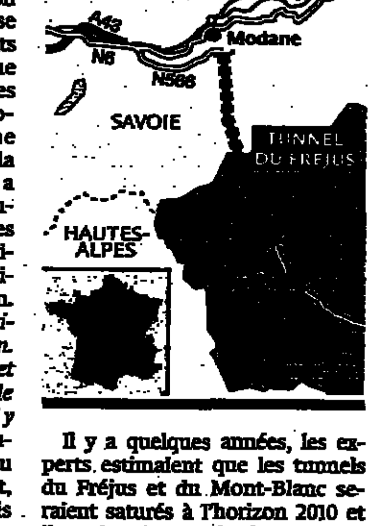
Par souci d'économie, les responsables du projet de l'A 43 ont songé à ne pas construire les trois derniers kilomètres, essentiellement des tunnels et des viaducs. Le gain aurait approché le milliard. Le ministère des finances encourageait cette solution. Mais celle-ci a été abandonnée sous la pression des ingénieurs de l'équipement, notamment après la dernière crue de l'Arc, en 1994, qui a interrompu, pendant trois semaines, le trafic des poids lourds en direction du tunnel du Fréjus. D'autre part, un énorme glissement de terrain menace la RN 6, unique infrastructure routière aujourd'hui entre France et Italie à travers la vallée de la Maurienne. Seule la construction de l'autoroute va permettre de sécuriser cet axe.

La facture de l'A 43 a augmenté de près de 30 %, passant en quatre ans de 6,5 à 8,5 milliards en raison des aléas techniques, de la hausse de la TVA, des réaménagements beaucoup plus importants que prévu du cours de l'Arc, dont les flots capricieux longent l'autoroute. Mais ces surcoûts ne peuvent expliquer, à eux seuls, la déconfiture de la STRF : celle-ci a également pour origine la mauvaise appréciation au début des années 90, par les services du ministère de l'équipement, des prévisions de trafic à travers l'arc alpin. *« L'avenir est beaucoup moins optimiste pour le transport transalpin. Le trafic entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud passera par plus de points que nous l'avions imaginé il y a cinq ans »*, explique Pierre Dumas, président de la société du Fréjus depuis sa création. En effet, les Autrichiens ont levé, depuis leur entrée dans l'Union européenne, les restrictions imposées aux poids lourds qui désirent emprunter le col du Brenner. Par ailleurs, la Suisse a approuvé par référendum, le 27 septembre 1992, le principe de nouvelles liaisons ferroviaires alpines.

LOURDES PERTES

Depuis 1972, la Confédération helvétique interdisait l'accès à son territoire aux camions de plus de 28 tonnes (le transport international utilise des véhicules de 40 tonnes en charge). Elle est désormais prête à les accepter, à condition qu'ils franchissent les Alpes embarqués sur des wagons de chemin de fer. Les ingénieurs chargés de reconnaître le futur itinéraire du Saint-Gothard, qui exige le creusement d'un tunnel d'une cinquantaine de kilomètres, semblent avoir surmonté les importants obstacles géologiques de cette traversée.

Seul le coût de cet ouvrage est susceptible de freiner les ardeurs helvétiques. Une nouvelle « votation » sera organisée prochainement sur les enjeux financiers du projet et sur la capacité de la Suisse à le mener seule à bien. Berne envisage également d'élargir le tunnel ferroviaire du Lötsberg ou de construire un nouvel ouvrage de 35 kilomètres sur l'axe Berne-Milan. Le coût des deux ouvrages serait de 14 milliards de francs suisses (environ 60 milliards de francs français).



Il y a quelques années, les experts estimaient que les tunnels du Fréjus et du Mont-Blanc seraient saturés à l'horizon 2010 et ils préconisaient le doublement des « tubes » français. Les présidents des deux sociétés ne prévoient plus aujourd'hui d'accroissement rapide de leurs trafics respectifs. Les deux ouvrages subissent déjà la forte concurrence de l'autoroute du Brenner, qui draine désormais les deux tiers du trafic des poids lourds entre l'Allemagne et le Benelux d'une part, l'Italie d'autre part, le tiers restant empruntant le Fréjus et le Mont-Blanc. La mise en service des ouvrages suisses – selon les experts, la durée de leur construction ne devrait pas excéder une douzaine d'années – fera chuter encore la fréquentation des deux tunnels français.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les difficultés de la STRF. Les bénéfices du tunnel (191 millions de francs en 1997) ne sont pas suffisants pour faire face aux pertes enregistrées la même année par l'autoroute (– 237 millions). Le déficit de la société, de 46 millions en 1997, devrait largement dépasser 100 millions par an à partir de 2001, lorsque la construction de l'autoroute sera achevée. *« Quand on réalise une autoroute chère, qu'on sait qu'elle ne drainera pas un trafic urbain important, et qu'avec ces handicaps, on accorde une concession jusqu'en 2018 seulement, à la demande expresse du ministère des finances, il ne faut pas s'étonner qu'on ait quelques problèmes le jour où l'on redescend sur terre »*, observe l'un des concepteurs de l'A 43. Interrogé par *Le Monde*, le ministère des transports s'est refusé à toute déclaration, tant qu'un accord n'aura pas été passé entre lui, le ministère des finances et la STRF pour « sauver » cette dernière.

OUVERTURE DU CAPITAL

La société a été contrainte d'ouvrir son capital à Autoroute de France (société contrôlée à 100 % par l'Etat) en 1993, afin de trouver des financements complémentaires pour la construction de l'A 43. *« Son dépôt de bilan nous paraît inimaginable »*, indique Claude Faure, directeur général des services du département de la Savoie. Mais les collectivités locales actionnaires ne semblent pas pouvoir mobiliser plus de 300 millions de capital nouveau.

Tout, désormais, repose entre les mains de l'Etat, qui peut prolonger la concession de l'autoroute A 43 jusqu'en 2030, comme l'avait envisagé le gouvernement d'Alain Juppé. Pierre Dumas réfute les arguments de ceux qui estiment que les autorités européennes peuvent s'opposer à cette solution. Il suggère par ailleurs au gouvernement la reprise par la Société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA) de la première section de l'autoroute de la Maurienne, dont la cession pour une somme de 2,8 milliards de francs, permettrait de *« boucher le trou »* de la société qu'il préside.

En échange, la STRF s'engagerait à apporter, pendant vingt ou vingt-cinq ans, à la société qui exploiterait ce tronçon d'autoroute un *« fonds de concours »*. Mais M. Dumas, qui vient d'achever une longue carrière politique sous l'étiquette du RPR, craint que cette solution ne puisse pas aboutir car, explique-t-il, *« l'administration centrale a toujours voulu mettre la main sur cette société* [la STRF], *qui, à ses yeux, est un scandale : une société qui réalise de grands ouvrages, dans laquelle l'Etat n'est pas majoritaire et qui n'est donc pas dirigée par des ingénieurs généraux ou des inspecteurs généraux des finances »*.

Claude Francillon

DÉPÊCHES

■ **PAYS DE LA LOIRE : la participation financière de l'Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents (Epala)** au plan gouvernemental « Loire grandeur nature », destiné à restaurer le milieu naturel et à lutter contre les inondations, pourrait être suspendue si l'Etat ne respecte pas ses engagements sur la construction du barrage de Chambonchard : le président de l'Epala, Eric Doligé, député RPR du Loiret, a brandi cette menace, mardi 19 mai, après des propos de Dominique Voynet. Lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement avait affirmé que *« l'utilité du barrage apparaît moins évidente, compte tenu de l'évolution de la politique agricole »* et évoqué la possibilité de rédiger *« un avenant »* au plan.

■ **CONSEIL D'ETAT : une collectivité locale doit désormais respecter** les règles relatives à la concurrence introduites par une directive européenne de 1992 lorsqu'elle veut confier un marché de services à une autre personne de droit public, plutôt qu'à une entreprise privée. Ainsi en a jugé le Conseil d'Etat, mercredi 20 mai, après avoir examiné un contentieux qui opposait deux organismes de coopération intercommunale à la Lyonnaise des eaux (*Le Monde* du 12 mai).

■ **PAYS DE LA LOIRE : le conseil régional**, que préside François Fillon (RPR), a indiqué, mercredi 20 mai, dans un communiqué, que l'interdiction totale des filets maillants dérivants pour la pêche au thon, si elle était décidée par les ministres européens de la pêche le 8 juin, ne reposerait sur *« aucun fondement scientifique »*. (*Le Monde* du 20 mai). En outre, cette mesure, qui affecterait surtout les flottilles de l'île d'Yeu (Vendée), serait dangereuse pour la préservation de la ressource puisque *« les pêcheurs restants seraient incités à capturer des espèces* [plus près des côtes] *dont les stocks sont fragiles »*.

■ **LIMOUSIN : un réseau de surveillance de la qualité de l'air vient d'être mis en place** dans les trois départements de la région (Corrèze, Creuse et Haute-Vienne) par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. C'est le premier réseau mis en place à l'échelle d'une région, en application de la loi sur l'air.

■ **LORRAINE : une réserve naturelle des rochers et tourbières du** pays de Bitche (Moselle) a été créée par un décret ministériel du 15 mai. Six communes, représentant une superficie de 355 hectares, sont concernées.

■ **HYDROLOGIE : les pluies abondantes d'avril ont rétabli** la situation des nappes souterraines, selon le bulletin de situation hydrologique du 14 mai publié par le ministère de l'environnement. Grâce à des précipitations *« deux à trois fois supérieures à la normale »*, les réserves en eau des sols restent *« maximales »* et la plupart des nappes phréatiques ont retrouvé un niveau normal, précise le document.

17 LES AVENTURES DE MAI

MERCREDI 22 MAI 1968

Notre territoire, c'est le Quartier latin

par Patrick Rambaud

ON sonne ?

– Ben oui, puisqu'on est arrivés *jusque-là, et je vais en profiter pour* me savonner un brin, dit Rodrigue qui passait la main dans ses cheveux gras.

– Ca ne serait pas du luxe, dit Portallier en *sonnant* chez la grand-mère de Théodora. Pousse-toi de côté, si la vieille te voit elle va avoir une attaque...

– Parce que Monsieur se trouve bon genre ?

– *Tais-toi*, et empêche *Fraulein* Pot-de-colle de fredonner !

Il désignait Gretta et son pied bandé, assise sur la dernière marche. L'Autrichienne avait boitillé derrière eux depuis l'Odéon ; ils s'étaient juré de répondre à *qui les regarderait de travers : « La fille en costume* de carnaval ? Non non, elle n'est pas avec nous. » Elle s'était tout de même imposée. Ils attendaient. Personne.

– Roland, tu ne m'as pas dit que la mémé est sourde ?

– Si.

– Et que Théo laissait une clef sous le géranium du palier ?

– Oui, comme partout. Et alors ?

– *Avec la clef*, pas d'effraction, on devient des familiers, ce *qu'on est*, toi *surtout*.

Rodrigue souleva le pot de fleurs et montra comme un trophée une grosse clef pas compliquée. A l'époque, les cambrioleurs ne s'intéressaient qu'aux bijouteries et aux banques ; c'étaient des professionnels, *ils se moquaient des bricoles à dérober chez* les particuliers. Les compères ouvrirent donc la porte qui grinça comme un violon mal joué.

– Chut ! fit Portallier en avançant le premier dans l'entrée. Attention au guéridon, à droite, avec le napperon *et le vase affreux*...

Ils se glissèrent dans le couloir. Au fond de l'appartement, on entendait hurler une radio. Rodrigue tenait Gretta qui sautillait avec une légèreté de danseuse. Théo dormait encore ; elle tressaillit quand *Rodrigue ouvrit les volets et les rideaux sur un ciel gris.*

– *C'est vous ? Il est quelle heure ? Et mammy ?* Elle vous a laissé entrer ?

– Il est neuf heures du matin, répondit Portallier, ta grand-mère est collée à son transistor, on a pris la clef sous le géranium et debout ! On t'emmène. Tout continue !

– Tout ? soupirait Théo en faisant la moue, les draps jusqu'au menton.

– Les architectes, les avocats, les profs des lycées, les taxis, les blanchisseuses des palaces, tous en grève !

– *Pareil aux abattoirs, à Vaugirard, à La Villette,* reprenait Rodrigue.

– Même les footballeurs, dis-donc, ils occupent leur fédération, avenue d'Iéna, avec un drapeau rouge et un panonceau : « *Le football aux footballeurs !* »

– Aucun bateau au Havre, navires bloqués à Dunkerque.

– Hier on croyait que ça foirait, mais non, tout recommence ! dit Portallier en s'asseyant au bord du lit.

Il *raconta la nouvelle rumeur qui courait* au Quartier latin, et devait relancer le mouvement étudiant engourdi : Cohn-Bendit serait indésirable en France ; le ministre de l'intérieur en aurait décidé ainsi. Qu'il essaie de rentrer d'Amsterdam, on lui fermera la *frontière*.

– Vous en êtes sûrs ?

– Oui, Théo. Tu connais Rougon ? Si, tu le connais, le petit à grande gueule, celui du SNE-sup, eh bien il le certifie. Tu vois ce que ça signifie ? Le grand soir, ma *vieille, c'est pour ce soir !*

Théodora se leva, roulée *dans* son *drap* ; elle renifla :

– Qu'est-ce que ça sent ?

– Un choint, dit Gretta enfoncée dans les coussins du divan.

– *Un quoi ?*

– Un joint, dit Rodrigue, un truc à fumer qu'elle a ramené d'Ibiza. Ça la met dans les vaps et tant mieux.

– Fous en foulez ? proposa Gretta en tendant son mégot renflé.

– *Ah non ! dit Théo. Les stupéfiants, c'est contre*-révolutionnaire et petit-bourgeois !

> *Ils étaient près de six mille à marcher sur le Palais-Bourbon en criant, par solidarité avec le réprouvé : « Nous sommes tous des juifs allemands ! »*

– J'en sais trop rien, dit Portallier. Elle prétend que ça fait rire et qu'on voit la vie en rose.

– *Mais elle n'est pas rose, la vie, s'indignait Théo, elle* est noire !

– Elle est rouge et noire, rectifia Rodrigue.

AU restaurant de l'Assemblée nationale, la moitié des douze cuisiniers manquait, *faute de transports, mais* le service était assuré et presque normal. Les repas à dix francs, peut-être, semblaient plus chiches.

Un député communiste s'en avisa, *qui déjeunait chaque jour* à la même heure et à la même table près des fenêtres, grèves ou non. Il avait appelé Marius, le maître d'hôtel, et tonnait en montrant son assiette :

– Où sont les frites ?

– Les frites ? Vous en avez *commandé ? (Il jeta un coup d'œil sur la fiche)*. Non, je ne vois pas...

– C'était sur le menu !

– Vous avez pris une limande frite...

– Justement ! Et je ne les vois pas, vos frites !

L'histoire se répandit de table en table et fit sou*rire les élus de tous les bords*, jusqu'aux députés Jurieu et Thévenon, dans la grande salle du fond où se groupaient les gaullistes par coutume. Ils glosaient sur la presse du matin. *Le Figaro* était sec et moraliste : « *Quelle rude leçon pour le pouvoir installé jusqu'ici dans l'autosatisfaction* », et le *Washington Post* soulignait que le mythe du gaullisme était fracassé. Pour le *New York Times*, le plus important restait la spontanéité des grèves, ce qui exaspéra Thévenon : « Mouvement spontané, génération spontanée, et puis quoi ? Ces *Américains n'y comprennent* rien à nos affaires ! » A Budapest on croyait à l'avènement d'un gouvernement de gauche, comme à Belgrade, et le *Daily Telegraph* de Londres s'en inquiétait. Rien n'était joué, pensaient les deux hommes en attaquant maintenant *leurs entrecôtes. Le premier ministre allait parler* ; il trouverait les mots pour qu'une majorité repousse la censure et que le gouvernement poursuive sa tâche.

Au début de l'après-midi, Georges Pompidou monta comme prévu à la tribune sous *les applaudissements redoublés de ses partisans*. Il *adopta un style* à la fois humble et solide pour évoquer, avec nostalgie, une situation économique qui s'améliorait avant ces fâcheux événements provoqués par un groupe infime d'étudiants de Nanterre. Pourtant le chômage régressait et *la reprise s'affirmait, l'emploi des jeunes* demeurait le principal souci du gouvernement, oh, bien sûr, il y avait des ombres, et les agriculteurs saisissaient mal les décisions du Marché commun ; les paysans bretons s'angoissaient, comme les ouvriers lorrains, mais il n'était pas question de choisir entre *l'aventure et le désordre, il fallait écarter l'un et arrêter* l'autre, apaiser, éviter l'affrontement, discuter entre gens de bonne volonté. Puis le premier ministre détailla les mesures urgentes pour le nettoiement des rues, le ravitaillement des commerces et des banques. *Dans la population, il notait des signes encourageants*.

– Ça et là, des citoyens s'opposent à la dictature. Dans une importante usine de la banlieue parisienne, la grève a été repoussée hier à une grande majorité.

– Laquelle ? crièrent des fédérés et des communistes.

– Vous devez le savoir, et si vous n'avez pas de renseignements, je ne vous les donnerai pas *(bruit dans l'hémicycle)*. Telle autre usine, où une majorité considérable s'est prononcée contre la grève, va redémarrer *(nouveaux bruits, plus forts et prolongés)*. A Mulhouse, hier, des votes ont eu lieu dans plusieurs usines ; par-



IMPRESSION DE MAI
Claude Dityvon

tout où le vote a été secret la grève a été repoussée. Des ouvriers qui voulaient travailler dans le Nord...

– Tout va bien ! ironisa un fédéré.

– Tout ira mieux que vous le pensez, répliqua le premier ministre, et surtout, tout ira mieux que vous le souhaitez !

Après un afflux de discours contraires et un vote nominal, le président de l'Assemblée, monsieur Chaban-Delmas, annonça le soir de sa voix en crécelle que la majorité requise pour voter la censure n'était pas atteinte, qu'il s'en fallait de onze voix et que, dans ce cas, le gouvernement continuerait à gouverner.

LA censure, en réalité, se chantait à cette heure dans les rues du Quartier latin. Le ministre de l'intérieur, peu habile, avait provoqué les étudiants en refusant à Cohn-Bendit de revenir sur le territoire français, car la rumeur du matin se confirmait : d'Amsterdam, que cet agitateur aille à Francfort, chez lui, mais non à Paris. La mesure était ressentie comme une provocation ; si Cohn-Bendit était rentré à Paris, que se serait-il passé ? Pas grand-chose, tant son crédit était entamé par ses appétits de vedettariat, mais là, fouettés par l'autorité, les syndicats étudiants avaient à la hâte mobilisé la jeunesse, par des affiches et des tracts. Ils étaient près de six mille à marcher sur le Palais-Bourbon en criant, par solidarité avec le réprouvé : « Nous sommes tous des juifs allemands ! » ou « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! »

Rodrigue, Théodora et Portallier avançaient dans les premiers rangs en se tenant le bras ; ils avaient abandonné Gretta chez la grand-mère, en espérant qu'elle ne fasse pas de sottises ni trop de boucan. Et puis qu'importe ! Ils renaissaient, ils retrouvaient leur entrain du début de mai, découvraient à nouveau des rangées de policiers qui obstruaient le boulevard Saint-Germain. Le leader de l'UNEF s'était déjà esquivé, et Geismar, du SNE-sup, s'il désirait un rapport de forces à son avantage, ne menait pas une armée ; bien peu avaient des casques, chez les manifestants, et Rodrigue se joignit à la délégation qui partit palabrer avec les officiers de la gendarmerie :

– Nous voulons tenir un meeting, ici, aux portes de l'Assemblée.

– Je ne vous le conseille pas, dit l'officier.

– Laissez-nous discuter avec les députés !

Quelques députés de la fédération des gauches étaient venus aux renseignements, après avoir voté, eux, la censure, et des étudiants les apostrophèrent.

– Venez parler avec nous ! dit Rodrigue.

Les rangs serrés des gendarmes s'ouvrirent pour que passent quelques députés hostiles au régime, mais ils n'avaient rien à dire, et moins encore à promettre. La discussion rêvée tourna court et Geismar, dans son mégaphone, tourné vers ses troupes qui piétinaient, annonça :

– Retournons au Quartier latin ! Notre terrain, c'est la rue, les facs et les usines !

– Et merde à l'Assemblée ! conclut Rodrigue.

Il ne faut jamais trop frustrer une foule, et celle-ci, qui remontait comme une houle le boulevard Saint-Germain déjà parcouru dans l'autre sens, ne put contenir les plus déçus de ses éléments. A la croisée de la rue de Solférino, un étudiant en pharmacie pointa du doigt l'un des immeubles bas :

– Hé ! C'est la tanière des matraqueurs !

Une partie du cortège s'arrêta pour entourer l'accusateur qui expliquait :

– Au numéro 5, pendant la nuit des barricades, des fachos y tabassaient nos camarades dans les caves.

– Tu y étais ?

– On m'a raconté, j'ai des témoins. Les salopards étaient déguisés en infirmiers pour nous enlever ; ils enchaînaient leurs victimes là-dedans, les cognaient, les livraient aux flics !

Une centaine de manifestants, deux cents peut-être, se laissèrent dériver vers l'immeuble des Comités de défense de la République où, au deuxième étage, on distinguait des lumières derrière les rideaux tirés. Une sorte de géant en chemise à carreaux parvint à desceller un panneau de stationnement et, en le brandissant à l'horizontale comme un chevalier sa lance, se rua pour heurter les volets du rez-de-chaussée. D'autres s'attaquaient aux grillages des soupiraux. D'autres renversaient des poubelles, fouillaient les détritus à pleines mains, froissaient des sacs, des journaux, des chiffons qu'ils enflammaient au briquet, puis ils tentèrent d'introduire ces brûlots à l'intérieur. Ils y réussirent à peu près ; un rideau prit feu et les pièces du bas s'éclairèrent d'une lueur rouge. Des étages tombaient des bouteilles vides qui cabossèrent quelques crânes, puis des seaux d'eau pour calmer l'ardeur des assaillants mais ce fut une escouade du service d'ordre de l'UNEF, très insultée, qui ramena les égarés dans le gros du cortège. La police arrivée en renfort demeurait à distance, mais on entendit les premières sirènes des pompiers. Des petits groupes s'éparpillèrent dans les rues du Quartier latin, après la dissolution, pour asticoter les forces de l'ordre et incendier des poubelles.

(à suivre)

Place Saint-Michel
23 mai

[illegible]

DES JOURS AUX NUITS

MERCREDI 22 MAI

■ Dès la fin de la nuit, les agriculteurs se mêlent au mouvement général, devançant de trois jours les consignes de l'organisation syndicale nationale, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). A Saint-Brieuc, ils fraternisent avec les ouvriers de la SNCF. Dans l'Allier, ils mettent en place des barrages sur la nationale 145 par solidarité, disent-ils, avec les étudiants et les ouvriers.

■ En attendant l'annonce de négociations, les représentants de la CGT et de la CFDT se rencontrent le matin au siège de la CGT. Ils publieront le soir un communiqué présentant leur plate-forme revendicative commune. La CFDT rencontre de son côté FO l'après-midi.

■ Le mouvement de grève s'étend dans le secteur privé. Il touche désormais près de neuf millions de salariés, à Paris et en province. Dans le secteur public, les comités de grève assurent l'essentiel des services, notamment la distribution de l'électricité et du gaz.

■ A l'Assemblée nationale, le débat sur la censure reprend le matin. M. Mitterrand déclare au premier ministre : « *Vous avez tout perdu, il faut que vous partiez.* » M. Pisani annonce qu'il votera la censure et se démettra ensuite de son mandat de député. La motion de censure ne recueille que 233 voix – onze de moins que la majorité absolue. Elle est donc rejetée.

■ Après un court répit pour les députés, s'ouvre dans la soirée la discussion sur la loi d'amnistie pour « les infractions commises à l'occasion des manifestations liées aux questions de l'enseignement ». Adoptée selon la procédure du vote bloqué, la loi s'applique aux étudiants condamnés et s'étend aux membres des forces de l'ordre.

■ Les musées nationaux ne rouvrent pas après la fermeture hebdomadaire du mardi, les personnels de gardiennage ne pouvant se rendre à leurs lieux de travail en raison de la grève des transports. On déclare qu'ils resteront fermés pour une durée indéterminée.

■ [illegible]

■ [illegible]

■ [illegible]

Réalisation : documentation du *Monde*

PASSÉ-PRÉSENT

Jean Carpentier
Le militant médecin

Michel Braudeau

DANS la rue de Charenton, derrière la Bastille, au premier étage d'un immeuble modeste, Jean Carpentier tient, avec deux collègues, un cabinet médical. L'appartement est étroit, propre, mais sans décoration luxueuse, des reproductions de tableaux, des cartes postales aux murs, on n'est pas chez un médecin du grand monde qui saigne ses clients pour les soigner.

Le docteur Carpentier ne porte pas de costume de flanelle, mais un petit gilet de velours côtelé marron qui sent furieusement le style baba, des lunettes dorées sous sa frange blond-blanc, et fume des cigarettes anglaises à la chaîne, ce qui n'est sûrement pas un exemple pour ses patients.

Il est possible d'ailleurs qu'il s'en fiche, d'être un exemple. Il se souvient avec tendresse de sa grand-mère, mémé Solomon, disparue dans les camps, de son enfance et de sa jeunesse heureuses à Biot, en Provence, racontées dans un joli livre de souvenirs, *La Villa des roses*, de son père Henri, médecin à Paris, à la fois très dur et très humain, un bagarreur avec lequel l'entente n'a pas toujours été facile. Un communiste pur et dur, avant tout. Jean, lui, est entré au parti à dix-huit ans, a été au bureau national des étudiants communistes, et en est sorti en 1966, parce qu'il était de tendance réformatrice, « italien », en même temps que gauchiste dans les premiers comités de soutien au Vietnam. Mais il considère qu'il est resté très communiste hors du PC.

En mai 68, il a trente-trois ans. Il n'a pas attendu cela pour découvrir la politique. Et pourtant, tout vacciné qu'il s'imagine être, le mois de mai agira sur lui aussi. « *Mai, ça a été ma psychanalyse, ça m'a remis sur mes pieds. Pour moi, c'était un grand théâtre, mai 68 m'a conforté dans mes idées.* » Il a alors terminé son externat, longuement prolongé dans l'irrésolution à s'installer quelque part. Avec des amis, il a fondé le Centre national des jeunes médecins, et découvert la psychiatrie, lui qui vient d'une tradition strictement organiciste.

En avril, il y avait un congrès du CNJM sur le thème de l'équipe sanitaire. « *On s'est aperçu que c'était un projet complètement foireux qui allait fabriquer un super-médecin, instrument de maîtrise extraordinaire. Ce n'était pas la solution de la médecine ni celle du socialisme. On démissionne collectivement. Les gens de la FGDS se proposent de nous remplacer. On discute, on s'empaille. Nous gagnons les élections. On était mûrs pour mai. D'où les comités d'action santé, les slogans, comme "Ne prenez pas de médicaments, prenez le pouvoir". On manifestait, on a occupé l'ordre des médecins ; le temps d'une nuit.* »

Il rédige avec d'autres un tract resté fameux, *Médecine et répression* », qui sera diffusé à quelque 30 000 exemplaires, où l'on peut lire : « *Police et université ont la même fonction : maintenir et reproduire l'ordre bourgeois. La structure sanitaire partage avec les deux précédentes et quelques autres (structure judiciaire, par exemple) un rôle de cimentage et de colmatage des fissures qui pourraient apparaître dans notre édifice social.* »

En septembre 68, alors que d'autres partent faire du fromage de brebis dans les Cévennes, Jean Carpentier s'installe, avec femme et enfants, à Corbeil, dans l'Essonne, et s'y fait une clientèle. Il n'est plus au parti mais n'est pas allé ailleurs non plus. « *J'ai fait dans l'artisanat politique, je me suis installé à mon compte. On a créé un réseau d'amitiés entre généralistes du coin et on a attendu que les problèmes se présentent pour les résoudre.* »

En 1971, deux gosses sont surpris en train de s'embrasser au lycée mixte de Corbeil. La direction écrit aux parents des jeunes, qui ont dix-sept et dix-huit ans. Les parents s'adressent au médecin de la famille. Ses amis voulaient protester. « *Je leur ai dit non, au lieu de protester, il faut en rajouter, faisons un cours d'éducation sexuelle. En*

Bourges 1972. « J'ai été suspendu pendant un an pour outrage aux bonnes mœurs (...). J'ai des potes qui m'ont trouvé un boulot (...). J'ai fait un bouquin de poèmes avec Wolinski et j'ai parcouru la France pour faire des conférences, c'est comme ça que je m'en suis tiré. »

riant, au tableau. Et puis je l'ai transformé en tract, intitulé Apprenons à faire l'amour. » Avec d'autres, il le distribue au lycée et, grâce aux comités d'action lycéens, le tract se répand partout en France et en Navarre. L'atmosphère en 1971-1972 est encore festive et joyeuse, mais des plaintes contre X... sont déposées dans beaucoup de lycées. Un confrère d'Evry dénonce Jean Carpentier : « *J'ai été suspendu pendant un an par le conseil de l'ordre, pour outrage aux bonnes mœurs, ce qui ne m'a pas arrangé. J'ai des potes qui m'ont trouvé un boulot à Vincennes. J'ai enseigné des mathématiques et de la psychologie, sur la relation médecin-malade. J'ai fait un bouquin de poèmes avec Wolinski et j'ai parcouru la France pour faire des conférences, c'est comme ça que je m'en suis tiré.* »

Quand il dit de mai 68 que cela fut en quelques jours l'équivalent d'une psychanalyse pour lui, Jean Carpentier définit une expérience complexe : « *J'avais toujours été travaillé par l'idée d'être un médecin communiste. Je militais contre un tas de choses, la guerre d'Algérie, celle du Vietnam, les essais nucléaires, etc. Mais j'avais un problème de lien entre tout ça. Je voulais trouver un lien entre ma volonté de changer le monde et la réalité de ma pratique professionnelle. En 1968, j'ai compris que la maladie était une parole, due à des facteurs psycho-socio-machin-chose, et que la médecine était un métier politique. Mon militantisme, c'était la médecine. Je ne voulais pas être un mandarin ni un ministre de la santé. Mai, c'est bien tombé dans ma trajectoire de vie. j'étais structuré par le parti, je n'ai pas pris cela pour la révolution, mais pour un grand jeu. J'ai trouvé mon unité, selon le mot d'ordre "A la base et dans l'action".* »

Sa plus récente bataille, il l'a gagnée sur le front de la toxicomanie et de la substitution. En 1992, il écrit, dans *Le Monde*, « Le Repaire du toxicomane ». Maintenant, il fait partie de la commission des stupéfiants, recrute des médecins pour prendre en charge les toxicomanes. Il a si bien changé les choses que l'ordre des médecins est venu le défendre dans une affaire récente. Et lui-même juge légitime la présence de l'ordre : dans un espace de liberté, il faut une loi. Certains jeunes lui reprochent ce revirement. « *Mais non, il faut apprendre à grandir, c'est tout.* » Et il ne capitalise pas ses victoires. Il se contente de gagner les bagarres : « *Après, je rends le pouvoir aux civils. Au fond, je suis un résistant.* »



PAROLES

« Le gouvernement français ferait bien de mobiliser la totalité de l'armée française pour m'empêcher d'entrer en France, car la frontière est bien longue. Je considère de mon devoir de retourner afin de continuer la lutte. »

Daniel Cohn-Bendit à Amsterdam

« Vous avez choisi de concéder sur l'accessoire plutôt que de remettre en cause une société qui est justement mise en cause. (...) Le jour où la morale est trop loin de la politique, la politique ne vaut plus rien (...) Je voterai la censure. »

Edgard Pisani à Georges Pompidou à l'Assemblée nationale

« Nous soutiendrons tous les efforts qui seront faits pour définir une voie nouvelle entre la contrainte et l'anarchie. Elle s'appellera "humanisme dialogué" dans la vie économique, "démocratie partagée" dans la vie politique (...) En tout état de cause, nous resterons prêts à proposer cette politique neuve, qui répondra enfin à la poussée profonde de notre temps. »

Valéry Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale

Les hommes sans droits *par Didier Fassin*

GRÈVES de la faim, manifestations de soutien et appel au parrainage ont marqué le retour des sans-papiers sur la scène publique au cours de ces dernières semaines. Tout cela apparaît déjà comme un baroud d'honneur, moins destiné à faire fléchir un gouvernement qui a maintes fois rappelé que, sur ce dossier, il jouerait jusqu'au bout la carte de la fermeté, qu'à exprimer une conscience lucide et citoyenne sur une affaire que l'on a voulu trop vite classer, sans en mesurer tout le prix à payer.

Après la victoire de la gauche aux dernières élections législatives, le premier ministre avait donné le ton en proclamant son intention de construire un large *« consensus »* autour de l'immigration. Intention certes louable, mais peu réaliste. Beaucoup, pourtant, ont voulu la croire réalisable. Succédant à l'effervescence de 1996 autour des sans-papiers de Saint-Bernard, le silence de *l'été 1997*, au moment de la circulaire de régularisation partielle, de la publication du rapport Weil et de la préparation de la loi Chevènement, tout comme les indignations actuelles de ceux qui jurent, mais un peu tard, qu'on ne les y prendra plus, montrent à l'envi l'effet anesthésiant, plutôt que consensuel, produit par cette politique.

Le réveil est aujourd'hui difficile : si les cas les plus inacceptables humainement ont trouvé une issue plutôt favorable – ce dont il faut assurément se réjouir –, les problèmes ont en fait été déplacés et non résolus. Pas seulement parce qu'on a simplement repoussé les frontières juridiques en libéralisant quelque peu les conditions de séjour des étrangers, mais aussi – c'est là l'essentiel – parce qu'on les a paradoxalement durcies en constituant une nouvelle ligne de partage de la société.

Fabriquer du consensus autour d'un sujet sur lequel les polémiques étaient aussi vives supposait en effet des renoncements et des sacrifices. Pour que l'intégration des étrangers se fasse dans de bonnes conditions, nous avait-on *répété depuis plus de deux décennies*, il faut distinguer les réguliers des irréguliers, renvoyer chez eux les seconds pour faire leur place aux premiers. Cette subtile dialectique est toutefois devenue de plus en plus difficile à justifier à mesure que l'on a découvert que les lois elles-mêmes et leurs modalités *d'application, en devenant plus restrictives*, faisaient passer de plus en plus d'étrangers du mauvais côté du droit. Le mouvement des sans-papiers a ainsi publiquement révélé que beaucoup de situations irrégulières étaient moralement et politiquement inadmissibles au regard des principes fondateurs de l'ordre social aussi bien que des *conventions internationales*, européennes entre autres.

La très large adhésion de cœur en faveur de cette mobilisation et des revendications humanitaires dont elle était porteuse a ainsi ouvert la voie à la recherche d'un nouvel accord sur la base d'une séparation non plus entre les bons et les mauvais étrangers, mais entre les bons et les mauvais irréguliers. Puisque beaucoup, parmi les sans-papiers, étaient considérés par une fraction importante de la société comme légitimement sur le territoire français, soit parce que leur conjoint, leurs parents ou leurs enfants s'y trouvaient légalement, soit encore parce qu'ils y résidaient depuis de nombreuses années, soit enfin parce que les risques médicaux ou politiques d'un retour étaient trop grands, la recherche du consensus passait par la *régularisation de ces situations*, fût-ce sur le mode précaire de cartes de séjour de courte durée.

Une nouvelle catégorie s'est ainsi constituée par défaut : les non-régularisés d'aujourd'hui ne se définissent plus par leur illégalité, mais par leur illégitimité. Plus encore que des indésirables, *qu'étaient les irréguliers dans le* précédent régime de droit, les nouveaux irréguliers sont des indéfendables. Beaucoup a déjà été fait, nous explique-t-on maintenant, pour plus d'humanité. Il n'est pas possible d'aller au-delà sans briser l'accord qui s'est dessiné dans la société française. Ces sacrifiés du *consensus ne sont plus seulement* des sans-papiers, ils sont devenus des sans-droits, expression qu'il faut prendre, au-delà de sa signification strictement juridique, sur un plan moral.

Les nouveaux irréguliers sont, beaucoup plus radicalement qu'auparavant, des illégitimes qui ne sont même plus moralement autorisés à faire valoir le simple droit à demander leur régularisation, puisque la situation est censée avoir été réglée selon des principes de justice.

> Une nouvelle catégorie s'est constituée par défaut : les non-régularisés d'aujourd'hui ne se définissent plus par leur illégalité, mais par leur illégitimité

Les deux principales catégories d'étrangers déclarés radicalement illégitimes sont ceux que l'on a présentés comme des *« clandestins »* ou des *« délinquants »*. *Les premiers sont définis en creux* par la circulaire de régularisation comme des travailleurs célibataires illégalement présents depuis moins de sept ans sur le territoire français. Or, pour nombre de ceux qui vivaient en France dans ces conditions depuis une décennie et même plus, leur situation les empêchait, par définition, d'obtenir les titres de résidence ou de travail qui pourraient aujourd'hui leur servir *de justificatifs, ce qui conduit* souvent à considérer l'ensemble des travailleurs célibataires comme des indéfendables de fait.

Les *« délinquants »* correspondent à ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation et, dans le cadre de ce que l'on a appelé la double peine, se sont vu infliger, en *plus de la prison, une interdiction* de territoire. Bien entendu, ils sont dans le dernier cercle de l'illégitimité, au point que, à part quelques associations et avocats, personne ne songe même plus à les défendre. Or on trouve, parmi ces indésirables, des étrangers qui ont simplement refusé d'embarquer lors *d'une reconduite* à la frontière, d'autres qui ont commis un délit il y a dix ans comme des jeunes Français de leur âge et de leur milieu social, et qui ont refait leur vie depuis, beaucoup surtout qui, quoi qu'on leur reproche, ont passé l'essentiel de leur existence en France et y ont parfois fondé une famille. *L'occultation de ces réalités* permet de les décrire simplement comme *délinquants* et de les rejeter, à bon compte et sans appel, du mauvais côté.

Beaucoup a déjà été dit sur le danger couru par ces dizaines de milliers d'étrangers non régularisés et désormais connus des services préfectoraux. Sans sous-estimer ce risque, l'essentiel est pourtant ailleurs. Même sous les gouvernements les plus durs, les reconduites à la frontière ont toujours concerné *des effectifs réduits* par rapport à l'ensemble des irréguliers, et l'on voit mal comment il pourrait en être autrement. Le ministre de l'intérieur, après avoir fait des déclarations péremptoires, a tenu des propos plus réalistes en indiquant que seuls seraient renvoyés dans leur *pays ceux qui seraient contrôlés sur la voie publique* – affirmation encore probablement très excessive, beaucoup d'arrestations n'étant pas suivies de reconduites à la frontière, et ce quelle que soit la majorité au pouvoir.

L'enjeu qui se dessine aujourd'hui est l'acceptation de l'existence, sur notre territoire, de *dizaines de milliers* de personnes – *outre* les non-régularisés, il y a ceux qui ne se sont pas présentés pour une procédure qui leur semblait sans espoir et ceux qui, certes de moins en moins nombreux, continuent de venir en dehors des conditions extrêmement restrictives d'entrée – qui sont, pour nos sociétés contemporaines, ce *qu'Hannah Arendt* appelait, il y a un *demi-siècle* déjà, des *« sans-droits »*. Elle désignait alors les réfugiés et les apatrides, dont elle faisait les signes les plus sûrs de l'ébranlement des fondations du monde moderne : les droits de l'homme. Aujourd'hui, comme l'a bien observé Giorgio Agamben, ce sont les irréguliers qui *« se trouvent, tout comme les réfugiés, dans la condition d'apatrides de fait »*.

Sans droits ? Pas tout à fait. Deux leur sont en effet reconnus, qui constituent une sorte de socle moral de la République : droit à l'éducation, droit aux soins. Le premier concerne toutefois des enfants qui, par définition, ne peuvent être déclarés irréguliers. Le second reconnaît le *droit de toute personne* à être soignée et *même*, lorsqu'il s'agit d'une affection grave dont le traitement ne peut être assuré dans le pays d'origine, le droit à une autorisation provisoire de séjour. Cette possibilité a cependant un effet pervers notable : l'orientation faite de plus en plus souvent, *dans* les *préfectures et parfois* dans les associations ou les collectifs, vers cette modalité d'accès à un titre de séjour, y compris pour des étrangers qui, en d'autres temps, auraient pu faire valoir le droit à l'asile politique ou à d'autres critères de régularisation. Glissement de la légitimité politique vers la légitimité humanitaire *dont il serait facile de montrer que*, bien au-delà du seul problème des étrangers, il touche de nombreux aspects du monde contemporain.

Accepterons-nous de laisser dans une zone de non-droit ces étrangers que l'on n'expulsera pas ? Le sacrifice des droits de l'homme fait à une logique consensuelle n'est-il pas un prix inconsidéré à payer au moment où l'on *prétend construire des réalités* politiques internationales nouvelles ? L'éthique de la responsabilité, si souvent invoquée pour justifier des positions intransigeantes, impose, au-delà des calculs immédiats, des perspectives à long terme dont l'enjeu est rien de moins que le contrat sur lequel nous voulons fonder nos sociétés.

Didier Fassin *est professeur de sociologie à l'université Paris-Nord.*

A propos du rapport Attali *par Bernard Saint-Girons*

APRÈS le rapport Laurent, après le rapport Fauroux, voici le rapport Attali. Un rapport d'experts extérieurs peut-il réussir à mobiliser les acteurs universitaires et les convaincre de changer le système ? Ce qui a permis aux universités d'évoluer ces dernières années et de maintenir, comme le relève Jacques Attali, la qualité de leurs formations et de leur recherche malgré le choc démographique, c'est l'autonomie *qui leur a été reconnue* au travers du projet d'établissement et du contrat passé avec l'Etat, la cohésion qu'elles ont su constituer au sein de la communauté universitaire autour des principes du service public d'enseignement supérieur et de recherche, les moyens qui leur ont été donnés. Ce ne *sont pas les mesures préconisées* dans les rapports.

Ce constat incite à être particulièrement attentif aux propositions qui auraient pour effet, même indirectement, d'affaiblir la notion d'établissement d'enseignement supérieur ou de diluer son identité. Les études médicales, hâtivement classées dans les grandes écoles – qui ne les revendiquaient pas ! – ont toute leur place au sein des universités. Les pôles universitaires provinciaux et les campus, qui semblent devoir mettre en œuvre des synergies souhaitables entre les établissements, ne peuvent être que le fruit de leur volonté librement consentie de se regrouper autour d'objectifs partagés.

La même vigilance doit s'exercer à propos du mode de gouvernement des universités. Le fonctionnement démocratique des universités est, dans chaque établissement, un exercice exigeant et nécessaire – pas toujours et pas partout atteint – pour faire partager un projet à tous les acteurs de l'Université. C'est un des principes auxquels la communauté universitaire, toutes sensibilités confondues, est profondément attachée. D'autres voies que la réforme envisagée du mode d'élection des présidents d'université mériteraient d'être explorées pour mieux répondre aux objectifs d'efficacité du gouvernement des universités et de leur ouverture à d'autres acteurs de leur environnement. Dans cette perspective, la conférence des présidents avait proposé que des aménagements soient apportés à la loi Savary, tant sur le nombre et l'articulation des conseils que sur les modalités d'association des personnalités extérieures.

Le rapport souligne à juste titre, au regard des comparaisons internationales, l'importance de l'effort financier que la nation doit consacrer à l'enseignement supérieur si l'on veut qu'il conserve une place de premier rang. Même si c'est important, il ne suffit pas que, ces trois dernières années, les budgets de l'enseignement supérieur *apparaissent bien dotés* ; il faut aussi une vision en perspective.

Depuis plusieurs années, la communauté universitaire réclame une programmation pour l'enseignement supérieur qui soit le résultat d'une négociation globale sur un plan général de financement pluriannuel des universités, *associant notamment, autour* de l'Etat (qui doit conserver la responsabilité centrale), universités, collectivités territoriales, entreprises, partenaires sociaux, organisations étudiantes.

Cette fonction de programmation concertée des moyens, avec chaque établissement, pourra prendre en compte, dans un cadre contractuel, de façon moins sommaire que ce n'est envisagé dans le rapport, les conséquences de l'évaluation nécessaire des établissements et de leurs activités.

Ce ne sont sans doute pas là les propositions essentielles du rapport. Mais il faut y insister parce qu'elles représentent les conditions qui rendent les autres propositions possibles. *On ne peut que* partager le souci du rapport de voir le système d'enseignement supérieur s'ouvrir davantage à l'ensemble des catégories sociales, en particulier les plus défavorisées, et on ne peut qu'approuver le principe de mesures de discrimination positive, même si on peut discuter des modalités proposées.

La révision proposée de l'architecture des cursus universitaires *autour de ce qu'il est désormais* convenu d'appeler le *« 3, 5 ou 8 »* représente un des thèmes majeurs du rapport et mérite examen et discussions approfondis. Plus que jamais, l'espace universitaire est désormais l'espace universitaire européen. Une telle réforme n'a de sens que *dans* une perspective concertée avec les autres universités européennes pour renforcer la lisibilité des formations et favoriser la mobilité des étudiants. La semestrialisation, la capitalisation des modules ou des crédits d'études rendent caduc le découpage des cursus en années. Bien au-delà du découpage et de niveaux de sortie qui se résumeraient en un slogan commode, un cadre ainsi rénové devrait *permettre la diversification* et la multiplication des modes d'apprentissage, la construction d'alternances, avec la validation des acquis professionnels pour reprise d'études.

En tout état de cause, une telle proposition doit être soumise à *une large concertation*, non seulement parmi les acteurs internes à l'université, mais en dialogue avec tous ses partenaires, notamment les représentants des entreprises, et aussi avec les universités européennes.

Le rapprochement entre les grandes écoles et les universités, qui constituait le thème initial du rapport, fait l'objet de propositions séduisantes, mais qui sont *renvoyées à la mise en œuvre de nouveaux cursus nécessairement* progressive, à une réforme radicale des modes de recrutement de la haute fonction publique encore hypothétique ou à la mise en place des campus sinon improbable, du moins pas immédiate.

Sur ce point, le rapport Attali vaut moins par ses propositions que par l'incitation qu'il représente, pour les universités et les grandes écoles et pour *nos conférences*, à accélérer et à amplifier le dialogue déjà engagé, les actions communes en cours, éparses, diffuses. Insuffisantes, forcément insuffisantes, elles rendent toutefois ce rapprochement non seulement possible, mais souhaité par les *différents acteurs*, selon des modalités qui seront diverses et, parfois, inattendues.

Il y faut toutefois une condition : que l'Etat joue pleinement le rôle de régulateur qui doit être le sien, dans le respect d'établissements publics autonomes, mais qui ont besoin de son intervention *cohérente*. Si l'on veut que les universités et les grandes écoles se rapprochent, l'action incitative de l'Etat doit être continue, ne pas céder à des complaisances boutiquières, liées à des rivalités ou des cloisonnements entre ministères de tutelle, ou au souci de préserver des corporatismes.

Il y a là un formidable enjeu de modernisation de l'action de l'Etat : *comment concourir à un* projet qui ne peut se concevoir qu'à l'échelle européenne ? Comment assurer une régulation dans le jeu complexe et sensible des acteurs de l'enseignement supérieur ? Si le rapport Attali sert déjà à interpeller les acteurs et à lancer ce défi stimulant à l'action publique, c'est qu'il n'est pas menacé de finir sur une étagère.

Bernard Saint-Girons *est premier vice-président de la conférence des présidents d'université.*

L'ENS et l'Europe *par Etienne Guyon*

LE système des grandes écoles est souvent mal compris à l'étranger malgré leurs efforts récents *pour s'y faire reconnaître*. La difficulté tient aux particularités du mode d'accès à ces écoles, ainsi qu'au faible pourcentage d'élèves déjà sélectionnés par l'entrée en classe préparatoire. De plus, leurs cursus éloignent généralement *leurs élèves des enseignements universitaires qui, eux*, sont reconnus à l'étranger, et ne les encouragent pas à jouer des équivalences possibles. Elles sont ainsi mal armées pour accueillir des excellents étudiants étrangers qui pourraient, dans le cadre d'un cursus universitaire européen, tirer un réel profit des enseignements *qu'elles offrent*.

L'Ecole normale supérieure, avec ses trois écoles sœurs (Fontenay-Saint-Cloud, Cachan, Lyon) apparaît singulière dans ce paysage et dans son fonctionnement même. A travers les évolutions que nous envisageons, elle peut contribuer à résoudre l'hiatus entre ces deux types de formation. Les élèves qui sont tous inscrits à l'Université y suivent un enseignement en commun avec des étudiants d'université et leurs seuls diplômes sont ceux que délivre l'Université. Ces étudiants, qui visent en majorité des carrières dans l'enseignement ou la recherche, poursuivent, pour la plupart, leurs études hors de l'Ecole normale supérieure dans des établissements de recherche universitaire. Nous nous abstenons même de délivrer le grade de doctorat pour les élèves qui préparent leur thèse dans nos laboratoires de recherche. *Tout cela, qui* différencie les ENS des autres grandes écoles, les rapproche en fait de certains collèges universitaires étrangers.

Par contre, nous partageons avec l'ensemble des écoles le principe du recrutement par concours. Une grande *majorité* (95 %) de nos élèves sont recrutés à partir des classes préparatoires par des concours considérés, par les étudiants candidats, comme les plus redoutables, même si nous nous efforçons d'y privilégier les qualités d'analyse et de réflexion avant la rapidité ou la mémoire bien organisée. Des *concours de recrutement à partir de l'Université* existent, mais leur impact est faible, car le nombre de places offertes est réduit, ce qui a un effet fortement dissuasif pour les candidats.

Globalement, d'ailleurs, le recrutement dans l'ensemble des concours des écoles normales supérieures n'a pas suivi le taux d'accroissement des étudiants du supérieur. Avec 100 scientifiques et 100 littéraires par an, *« la Rue d'Ulm »* est acculée à l'écrémage d'une élite infime, ce qui réduit considérablement sa capacité à jouer le rôle d'intégration et de promotion sociale *qu'elle* a eu par le passé. Si elle recrute toujours sur la base rigoureuse de la méritocratie, l'accumulation de nombreux filtres avant de franchir les portes de l'Ecole (orientation en seconde, bac scientifique, classes préparatoires) *donne* un avantage aux jeunes les mieux préparés à ce système : ceux issus des milieux favorisés, et particulièrement les garçons dans le domaine des sciences.

C'est pourquoi l'ENS propose d'ouvrir plus largement ses portes aux meilleurs étudiants français et étrangers *et souhaite* jouer de façon *accrue et* au *niveau européen* le rôle d'intégration qui a justifié son existence. En utilisant le rayonnement international actuel de l'Ecole, nous nous proposons d'attirer des étudiants européens particulièrement brillants et de contribuer ainsi à la formation d'une *jeune élite culturelle* et *scientifique européenne, comme* cela se fait aujourd'hui dans d'autres collèges européens. Les spécificités de la scolarité à l'ENS – vie en commun des élèves, proximité de laboratoires et bibliothèques, présence de disciplines très diverses – sont un atout considérable pour accroître l'efficacité de la collaboration entre très bons étudiants issus de formations nationales très diverses.

Ce projet nécessite, en plus d'une augmentation significative des effectifs, la mise en place de concours spécifiques qui recourent à des examens sur dossier plutôt qu'aux écrits sur programme des concours *classiques* ; *nos concours* parallèles, *limités*, permettent un recrutement de qualité comparable, mais plus diversifié que ceux des classes préparatoires. Tous ces élèves devraient faire une scolarité suffisamment longue à l'ENS (3 *ans au moins*) *pour permettre* un brassage culturel *suffisant, et* pour que ceux des élèves qui parlent mal ou pas notre langue puissent en acquérir les rudiments suffisants à l'occasion de leur première année d'école. Enfin, ce mouvement international devrait conduire *les élèves* français à amplifier leur *temps de scolarité* à l'étranger.

Par cette initiative, l'ENS entend, sans renoncer à un recrutement fondé sur la méritocratie, devenir un élément moteur de l'intégration de l'élite européenne. Il ne s'agit pas de « confisquer » au profit de la France les *meilleurs étudiants* européens. En effet, le retour des étudiants étrangers dans leur pays d'origine – en particulier pour la thèse – après leur cursus à l'ENS sera un objectif majeur dès le démarrage du projet. A plus long terme, l'élargissement du recrutement par un même concours ouvrant l'accès non seulement à l'ENS, mais aussi à plusieurs autres institutions européennes d'excellence, sera le gage de la réussite de notre initiative, menée au bénéfice de l'ensemble de l'Université européenne.

Etienne Guyon *est directeur de l'Ecole normale supérieure.*

L'amertume des « années de braise » japonaises

LES « ANNÉES DE BRAISE » au Japon, de 1967 à 1969, qui ont été marquées par de spectaculaires affrontements entre les policiers anti-émeutes à l'allure de guerriers teutoniques et des contestataires casqués et armés de lances en bambou n'ont pas donné lieu à de grandes fresques rétrospectives. Quelques livres, un recueil de témoignages de ceux qui participèrent aux comités de lutte qui allaient soustraire l'initiative aux organisations étudiantes léninistes, quelques émissions de télévision sur ce que sont devenues des figures de l'époque et la publication dans *Dialogue intérieur*, recueil d'écrits posthumes de Masao Maruyama – l'un des plus grands penseurs de l'après-guerre qui fut conspué à l'époque par les étudiants –, de notes amères sur ce qu'il qualifie de *« pseudo-révolution religieuse »* non exempte de l'esprit totalitaire de l'avant-guerre, sont les seules commémorations sporadiques de l'événement.



MAI 68

L'agitation étudiante fut le résultat de l'embrasement de plusieurs foyers de contestation. Si l'on ne peut, comme ailleurs, réduire l'effervescence de l'époque aux problèmes de l'université, c'est néanmoins d'abord en son sein que s'accumulèrent les mécontentements en raison de la surcharge des établissements et de l'augmentation des droits d'inscription dans les universités privées. Partie en 1965 de l'université Waseda à Tokyo, l'agitation fut électrisée par l'entrée en lutte en décembre 1967 de la faculté de médecine de l'université de Tokyo, creuset de l'élite. A la répression, les étudiants répondirent par l'occupation du symbole du campus : l'amphithéâtre Yasuda et son donjon.

Pendant près d'un an, l'université allait devenir un camp retranché. Il fallut 8 000 policiers anti-émeutes et des hélicoptères déversant des gaz lacrymogènes pour dégager cette forteresse de la contestation, reconquise salle par salle, les 18 et 19 janvier 1969. Un second foyer de lutte fut l'université Nihon (Nichidai), établissement privé de niveau moyen, où éclata un scandale de « ventes » de diplômes.

LE POIDS DU VIETNAM

L'agitation universitaire qui faisait tache d'huile n'était cependant qu'un foyer d'une contestation plus générale qui avait pour toile de fond les grandes utopies révolutionnaires du moment : révolution culturelle chinoise et guerre au Vietnam perçue comme une lutte de libération, voire comme les prémices d'une révolution mondiale.

Par sa proximité géographique et en raison de l'engagement de fait du Japon dans la guerre menée par les Etats-Unis à partir de ses bases militaires, le conflit au Vietnam avait mobilisé l'opinion : les *« comités de citoyens pour la paix au Vietnam »* réunissaient dans de grandes fêtes contestataires (fleurs à la main, guitare sous le bras et *folk songs*) des manifestants d'horizons divers et aidaient les GI qui désertaient.

La lutte contre la guerre au Vietnam se nourrissait d'une autre contestation, celle du traité de sécurité nippo-américain, qui avait donné lieu, lors de son renouvellement en 1960, aux plus grandes manifestations de masse de l'après-guerre. Les Etats-Unis démontraient au Vietnam des ambitions de puissance démesurées. L'escalade plaça le mouvement étudiant nippon à l'avant-garde d'une contestation. Mais il se complétait d'un front ouvrier : les comités de la jeunesse contre la guerre rassemblant de jeunes travailleurs luttant à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats.

Les étudiants japonais n'avaient pas attendu que Paris se hérisse de barricades pour porter la contestation dans la rue. En octobre 1967, ils avaient incendié des véhicules de police lors du départ du premier ministre Eisaku Sato pour le Vietnam du Sud afin d'y réaffirmer *« les responsabilités communes nippo-américaines »* dans la région. En janvier 1968, des manifestations éclatèrent à Sasebo contre l'escale du porte-avions américain *Enterprise* ; le 21 octobre, journée mondiale contre la guerre, plusieurs milliers d'étudiants et de jeunes ouvriers mirent à feu et à sang le quartier de Shinjuku à Tokyo.

Jusqu'alors, les luttes avaient été menées par les groupes d'obédience trotskiste et léniniste. Par la suite, l'initiative passa aux radicaux sans étiquette des comités de lutte des universités, qui se fédérèrent en 1969 en union nationale (Zenkyoto) et ravirent l'initiative à la célèbre Fédération des organisations étudiantes (Zengakuren) créée en 1948 par les communistes, qui avait été le fer de lance des luttes des années 50.

RADICALISATION VIOLENTE

L'appellation Zengakuren était si fameuse que plusieurs groupes l'accaparèrent. Le mouvement étudiant était divisé en une trentaine de groupes ou groupuscules, dont la fraction marxiste révolutionnaire (Kakumaru) et la fraction Noyau central (Chukaku) issues, comme un groupuscule maoïste, du courant trotskiste et la Ligue communiste (Bundo). Celle-ci formait le courant majeur de la Zengakuren. Mais il y avait aussi une Zengakuren-Kakumaru, une Zengakuren-Minsei (PC) et une Zengakuren-Sampa...

Alors que jusqu'en 1967-1968 avait existé une coupure entre une minorité militante et la masse des étudiants (non politisés), l'organisation flexible des comités de lutte permit de mobiliser ceux que rebutaient le maquis des sectes et leur dogmatisme. Le Zenkyoto devint le foyer de luttes spontanées, désordonnées mais animées de la ferveur d'une génération qui était en quête d'un sens à donner à l'expansion de la période de haute croissance. Elle avait l'impression de *« courir dans le brouillard »* et refusait d'être broyée par le productivisme ambiant. Les gardes rouges et la guerre du Vietnam faisaient croire que la révolution était à portée de la main.

Ces « années de braise » devaient se révéler sans issue : la « révolution » étudiante ne fut guère relayée par des mouvements sociaux. A partir de 1970, les contestataires se retrouvèrent isolés. Cette impasse allait les conduire à une quête désespérée d'affirmation dans la violence. Certains luttèrent aux côtés des paysans chassés de leurs terres par la construction de l'aéroport de Tokyo à Narita qui allaient mener un combat opiniâtre de près de vingt ans ; d'autres sombrèrent dans un stalinisme à la japonaise. Une minorité se lança dans le terrorisme. Les enfants perdus de la révolte étudiante formèrent la Fraction armée rouge qui, *« au service de la cause palestinienne »*, massacrèrent des pèlerins à l'aéroport de Tel-Aviv en 1972.

La plupart des soixante-huitards nippons prirent le chemin de l'entreprise ou de l'université ; certains restèrent en marge. Trente ans après, beaucoup conservent de ces « années de braise » l'expérience d'une forme de liberté et d'esprit critique mêlée d'amertume plus que de nostalgie pour le sectarisme qui les marqua. La flambée d'anti-autoritarisme qui les anima est effacée, gommée : une nouvelle génération, plus flegmatique ou indifférente, semble réconciliée avec l'autorité. Du moins ne l'affronte-t-elle pas de face, cherchant plutôt à s'y dérober.

Philippe Pons

Propriétaire *par Hervé Coffinières*



L'Exposition de Lisbonne submergée par le virtuel

Suite de la première page

Et l'une des attractions les plus attendues se déroulera, chaque jour, sur les bords du Tage, au Vidéostade, déjà surnommé *« place Sony »*.

En dépit de l'intelligence de son thème – « Les océans, un patrimoine pour le futur » –, l'exposition de Lisbonne reflète parfaitement la tendance de plus en plus marquée de ce type de manifestation : unanimisme de façade, déflation du réel, inflation de sa représentation. Le village planétaire se présente ici comme une grande famille, unie en dépit de ses différences.

Le thème, qui permet au Portugal de rappeler son glorieux passé, comme d'évoquer le futur, est parfaitement consensuel. Il met l'accent sur l'indispensable combat écologique que l'ensemble des nations doit mener pour *« sauver les océans »*, son patrimoine. Dans ce domaine, il n'y a pas, bien sûr, de petites ou de grandes puissances, mais un effort à mener de concert, selon ses moyens. Aussi, les pays sont-ils tous logés à la même enseigne : l'enveloppe (architecturale) est identique pour tous ; seules les surfaces accordées changent, de 320 m² pour les pauvres à 1 620 m² pour les plus riches. C'est dans ces espaces interchangeables que sont présentées, d'une manière ou d'une autre, et plus ou moins en concordance avec la réalité des efforts nationaux, cette lutte et cette solidarité nécessaires.

Ou, plutôt, ils mettent au service de cette cause un même outil, l'image, de préférence en trois dimensions. Sur les inévitables moniteurs ou sur des écrans de plus en plus larges qui, *nec plus ultra* d'une technique vieille comme le siècle, permettent aux spectateurs, affublés de lunettes, de voir *« en relief »* et d'assister à un défilé de clichés, tandis qu'est martelé le *« bon combat »* à mener.

Comme le temps des visiteurs est compté, le message est bref. Les images de synthèse permettent des raccourcis hardis et pour le moins simplificateurs. Le souci d'efficacité – il faut toucher le plus grand nombre de personnes possible (supposées décérébrées ?) sans explications complexes, idéalement sans avoir à recourir au langage – conduit les réalisateurs à infantiliser leur propos. Cette tendance était déjà à l'oeuvre lors de l'Exposition universelle de Séville, en 1992, mais la nécessité d'ajuster une architecture, même provisoire, même inégalitaire, au propos de chaque nation, permettait de donner du poids à leurs discours : les pavillons avaient toujours une histoire à livrer.

Ce n'est pas un hasard si l'étonnante nef de bois imaginée par Tadao Ando pour le Japon avait été une réussite à Séville. Sa forme et son contenu étaient porteurs d'un faisceau d'idées qu'est bien incapable de rendre, aujourd'hui, le pavillon du Japon à Lisbonne, sommet de la banalité et de la conformité à l'imagerie d'Epinal, en dépit de l'ingéniosité de ses petits hologrammes.

Il n'est pas le seul. L'américanisation aidant, la plupart des pavillons hésitent entre Disneyland et les impeccables diapositives du *National Geographic Magazine*. Au sein de cet unanimisme virtuel, quelques rares « vrais » objets acquièrent bizarrement une force inaccoutumée. Mais leur présence est, ici, aussi insolite qu'une création de Marcel Duchamp.

Ainsi, dans le pavillon français, le scaphandre des frères Carmagnoles, opaque, solide, dont on ne sait s'il s'agit de la carapace d'un insecte monstrueux ou d'une armure abandonnée par un chevalier teutonique ; il apparaît en tout cas comme le témoignage concret d'un monde lointain, presque inconnu. Aussi incongru que le morceau de banquise, inusable depuis son apparition à Séville, qui trône dans le pavillon finlandais. La pesanteur a parfois quelques vertus.

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

RECTIFICATIF

ALAIN JUPPÉ

Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du jeudi 21 mai, Alain Juppé n'était pas présent à l'Assemblée nationale mercredi 20 lorsque fut préparée et posée la question de Patrick Devedjian à Lionel Jospin. L'ancien premier ministre a passé la journée à Bordeaux, la ville dont il est le maire.

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Scandaleuse solitude

EN février 1996 comparut devant la cour d'assises de l'Hérault une mère de famille qui avait tué sa fille autiste âgée de 23 ans. Devant des jurés au comble de l'émotion, cette institutrice, mère de cinq filles, avait expliqué son *« geste d'amour »* et décrit les conditions scandaleuses dans lesquelles vivait sa fille, placée dans un centre hospitalier spécialisé (CHS) : *« Une fois, j'ai voulu voir sa chambre. Par terre, il y avait un matelas et un plastique par dessus. C'est là que vivait ma fille... J'ai trouvé Sophie accrochée aux barreaux de sa chambre. Vous ne pouvez pas imaginer... Pour moi, c'était la prison. C'est pour cela que je n'ai pas voulu qu'elle y retourne. C'est pour cela que j'ai voulu prendre sa place. »* Et d'ajouter : *« Tant qu'elle a été enfant, elle a été traitée humainement. Il y avait des éducateurs, un travail, un projet. jusqu'à ses dix-huit ans. Mais après dix-huit ans, un autiste, en France, n'a d'autre choix que d'aller en hôpital psychiatrique. Et, là, il est enfermé, il peut crier, hurler. Il reste seul. »* Tout était dit. Jeanne-Marie Préfaut fut condamnée à une peine « de principe » (cinq ans d'emprisonnement avec sursis).

En juin 1994, l'inspection générale des affaires sociales avait, dans un rapport remis à Simone Veil, alors ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, dénoncé les conditions de prise en charge des autistes atteignant l'âge adulte. Trois mois plus tard, la direction de l'action sociale établissait le même constat, critiquant la *« balkanisation de la prise en charge »* des autistes et mettant en garde contre les dangers de l'hospitalisation systématique des malades adultes. Le 22 février 1996, le jour même où Jeanne-Marie Préfaut était jugée, le Parlement adopta, à l'unanimité, une proposition de loi *« tendant à assurer une prise en charge adaptée de l'autisme »*.

Depuis, quelques progrès ont été réalisés. Entre décembre 1995 et mai 1997, 1 170 places ont été créées au bénéfice des enfants et des adultes autistes. Effort cependant insuffisant : 2 800 enfants et 14 800 adultes ne bénéficient actuellement d'aucune prise en charge spécifique.

Les mécanismes de financement et de tutelle sont, pour une large part, à l'origine de ces carences qui concernent l'ensemble des personnes souffrant d'un handicap mental grave. Dénonçant *« la stratification progressive »* d'une réglementation *« anarchique et contraignante »*, la Cour des comptes avait fort bien souligné, il y a quelques années, les conséquences de l'absence d'articulation entre le « sanitaire » et le « social » ; entre le « national », dont relèvent les adultes et les enfants en secteur sanitaire, et le « départemental », dont dépendent les adultes placés dans certains foyers.

Combien d'années faudra-t-il encore attendre pour que les pouvoirs publics se décident à remédier à pareille situation ? Combien de situations aussi graves que celle décrite dans ce numéro (*lire page 8*) faudra-t-il mettre au jour pour que l'on prenne enfin conscience de l'extrême solitude imposée aux autistes et à leurs familles ?

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Radio-peau de chagrin

LE GÉNIE créateur de notre pays n'est pas près de s'éteindre. Pour peu que les choses continuent du même train, l'année 1948 verra naître chez nous une forme d'expression artistique entièrement nouvelle : la radiodiffusion muette. Muette, mais toujours payante. Et de plus en plus payante. La taxe radiophonique a rapporté 1 546 700 000 francs en 1946, 2 521 000 000 en 1947. Les prévisions de recettes pour 1948 s'élèvent à 3 750 000 000 (chiffre inscrit au budget), et même à 3 816 000 000 (dernières estimations administratives).

En regard de ces augmentations massives de recettes, qu'inscrire ? Des diminutions massives de programmes ! La durée hebdomadaire des horaires ramenée de 107 h 30 à 98 h 15 sur la chaîne nationale, de 98 h 15 à 64 heures sur la chaîne parisienne. Les émissions originales remplacées, à longueur de journée, par des enregistrements ou des disques.

Cette situation de la radiodiffusion française, transformée en radio-peau de chagrin, est tragique. On aimerait à penser que les pouvoirs publics s'en rendent compte, mais ils restent sourds aux représentations que n'a cessé de leur faire le directeur général de la Radiodiffusion française, M. Wladimir Porché, sourds aux appels angoissés que leur lancent les auteurs, les compositeurs, les artistes, bref tous les créateurs et travailleurs intellectuels, qui déclarent avec une amertume justifiée que le budget dit d'exploitation de la radio s'appellerait plus exactement budget d'exploitation de ceux qui font la radio.

Robert Coulom
(23-24 mai 1948.)

DIVERSIFICATION Seagram a conclu, jeudi 21 mai, avec Philips un accord pour lui racheter PolyGram, premier éditeur mondial de musique, pour 10,6 milliards de dollars (60 milliards de francs). ● LE GROUPE CANADIEN, qui possède déjà les studios de cinéma Universal, rachetés en 1995, va ainsi devenir le numéro deux mondial de l'industrie du spectacle, derrière l'américain Walt Disney. ● TROPICANA, première marque mondiale de jus de fruits, va être mis en vente par Seagram pour financer l'acquisition. ● LES VINS ET SPIRITUEUX, métier historique du groupe canadien, créé en 1928 par le grand-père de l'actuel PDG Edgar Bronfman Jr, ne représenteront plus que 30 % du chiffre d'affaires de Seagram. ● CANAL PLUS, associé à l'actuel PDG de PolyGram, Alain Lévy, pourrait racheter la division films de PolyGram. ● PHILIPS entend aujourd'hui se consacrer à la « *révolution numérique* ».

Seagram devient le numéro deux mondial de l'industrie du spectacle

Le groupe canadien rachète PolyGram à Philips et vient concurrencer Disney dans le divertissement. Les vins et spiritueux, son métier historique, ne représenteront plus que 30 % de son chiffre d'affaires. Les jus de fruits Tropicana seront mis en vente pour financer l'acquisition

SEAGRAM change de nature. Présent depuis 1928 dans le monde des boissons, alcoolisées et non alcoolisées, dont il était devenu l'un des leaders mondiaux, avec les jus de fruits Tropicana, le whisky Chivas ou le cognac Martell, le groupe canadien a pris, jeudi 21 mai, un virage définitif vers le monde du spectacle, amorcé en 1995 avec le rachat de MCA-Universal. Son PDG et principal actionnaire Edgar Bronfman Jr a signé à New York avec Cornelius Boonstra, le patron du groupe néerlandais Philips, un protocole d'accord en vue de l'acquisition de PolyGram, numéro un mondial de l'édition musicale (5,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, avec des labels comme Decca, Motown, Polydor, Deutsche Grammophon...).

Seagram reprend les 75 % de PolyGram détenus par Philips et lance simultanément une offre publique d'achat sur les 25 % du capital en Bourse, pour 59 dollars par titre. Il va ainsi dépenser au total 10,6 milliards de dollars, dont 8,6 milliards en liquide et 2 milliards par échange d'actions. Au passage, Philips deviendra l'un des gros actionnaires de Seagram, avec près de 12 % du capital, et M. Boonstra rejoindra le conseil d'administration du groupe canadien.

Seagram financera cette acquisition pour partie par la cession d'un nouveau paquet d'actions Time Warner, voire de la totalité des 11,8 millions d'actions encore détenues par le groupe de spiritueux (il en avait cédé 18 millions en février pour 966 millions de dollars), et surtout par la mise sur le marché boursier de sa très rentable filiale Tropicana, première marque mondiale de jus de fruits (40 % du marché). La valeur de celle-ci, achetée en 1988 pour 1 milliard de dollars, est évaluée aujourd'hui par Seagram « *entre 3,5 et 4 milliards de dollars* », ce qui ferait de l'opération l'une des grosses introductions boursières de l'année à Wall Street. Tropicana a rapporté à Seagram sur l'exercice 1996-1997, clos en juin, 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires sur un total consolidé de 13,7 milliards pour le groupe.

A l'issue de l'ensemble de ces opérations, Seagram réalisera 70 % de son chiffre d'affaires dans l'*entertainment* (activités de spectacle et de loisirs), l'ensemble Universal-PolyGram représentant, sur la base des chiffres des derniers exercices comptables, quelque 12 milliards de dollars. Le groupe canadien devancera ainsi d'une courte tête Time-Warner (11 milliards de dollars) pour la deuxième place mondiale, derrière l'intouchable Walt Disney (18,9 milliards de dollars). Il pourra revendiquer la première place mondiale dans la musique (23 % à 25 % de part de marché), la deuxième dans les parcs d'attraction et une position de pointe dans la production cinématographique, avec les studios Universal. On ne sait pas encore si la filiale cinéma de PolyGram, PolyGram Filmed Entertainment (PFE), demeurera dans le giron de Seagram ou sera rétrocédée au tour de table que s'efforce de monter l'actuel président de PolyGram, Alain Lévy, avec des investisseurs européens dont Canal Plus (*voir ci-dessous*).

La division vins et spiritueux de Seagram ne pèsera plus qu'à hauteur de 5 milliards de dollars dans son chiffre d'affaires global, mais Edgar Bronfman Jr a insisté jeudi sur l'aspect stratégique de ces activités « *qui définissent la vocation de cette compagnie et alimentent sa croissance depuis plus de trois générations* ». Une déclaration qui laisse sceptiques nombre d'analystes. Pour rester dans la course en tête de ce secteur, qui a connu l'an dernier l'une des plus grosses fusions de l'histoire, avec le rapprochement de Guinness et GrandMet pour former le groupe Diageo, Seagram devrait y réaliser à son tour des acquisitions. M. Bronfman s'était mis sur les rangs au début de l'année pour racheter le whisky Dewar's, que la Commission de Bruxelles contraignait Diageo de vendre. Seagram avait pour cela vendu des actions Time Warner, mais c'est finalement le groupe des Caraïbes Bacardi-Martini qui l'a emporté, en proposant 11,5 milliards de francs, un prix largement supérieur aux estimations faites pour cette marque de scotch whisky, la plus vendue aux Etats-Unis, mais en perte de vitesse.

Depuis la constitution de Diageo, numéro un mondial largement détaché en tête du marché (avec plus de 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires), la rumeur la plus insistante, ces derniers mois, mariait les numéros deux et trois mondiaux, Seagram et le groupe britannique Allied-Domecq, propriétaire de marques comme le whisky Ballantine's, le gin Beefeater ou le cognac Courvoisier. Nul doute que le virage stratégique confirmé par Edgar Bronfman Jr va relancer les spéculations.

Pascal Galinier

Canal Plus confirme son intérêt pour la branche cinéma

« *CINQ À SIX MILLIARDS de francs pour acheter la branche cinéma de PolyGram, c'est trop cher* », nous a déclaré, vendredi 22 mai, Pierre Lescure, PDG de Canal Plus. Il a confirmé que « *si l'opportunité se présente d'une rétrocession de PolyGram Film Entertainment (PFE), Canal Plus pourrait être intéressé* ». Pour le vice-président du groupe, Marc-André Feffer, « *Canal Plus et PFE entretiennent depuis longtemps des relations de travail. C'est effectivement un dossier que l'on regarde. Le nouvel interlocuteur, c'est désormais Seagram. Il faut voir s'il est possible de s'entendre sur le périmètre de la cession, sur le prix. On est loin de pouvoir faire une annonce* », a-t-il tempéré.

Si l'intérêt de Canal Plus dans ce dossier est bien tangible, une éventuelle reprise – solution souhaitée par Alain Lévy, PDG de Polygram – ne se fera manifestement pas à n'importe quel prix. Selon le quotidien *Les Echos*, la banque américaine Morgan Stanley, conseil de Seagram, aurait valorisé PFE à 4,8 milliards de francs, soit moins que Merril Lynch (6 milliards de francs). Un tel investissement serait très élevé pour Canal Plus, qui doit encore digérer la coûteuse reprise de NetHold. Sauf à trouver des partenaires ou à faire appel à son nouvel actionnaire de référence, Vivendi.

Producteur de *Quatre mariages et un enterrement* ou de *Fargo*, PFE est d'autant plus séduisante pour le groupe de Pierre Lescure – premier banquier français du cinéma – qu'elle détient un réseau de distribution cinématographique mondial, des labels européens très forts (comme Working Titles, 70 % de PanEuropéenne, Meteor Films...) et a acheté, en janvier, au Consortium de réalisation (CDR) un catalogue de 1 500 titres. Malgré un exercice 1997 encore déficitaire (de 325 millions de francs), PFE, qui représente 16 % du chiffre d'affaires de PolyGram, détient désormais le troisième catalogue de films contemporains d'Hollywood et vient de signer des contrats avec des réalisateurs de premier rang comme Ridley Scott ou Alan Parker.

Nicole Vulser

Philips pense « révolution numérique »

AMSTERDAM
de notre correspondant

« *Cette transaction constitue un progrès majeur dans la volonté de Philips de recentrer ses activités* (...) *En s'appuyant sur ses compétences-clés – technologie, marque, design – Philips est bien positionné pour devenir un leader mondial sur ce marché en rapide expansion que constitue la révolution numérique.* » Ce paragraphe en tête du communiqué annonçant la vente de PolyGram a tout de la profession de foi selon le gourou et patron de Philips, Cor Boonstra.

Ce dernier est convaincu que Philips souffre de plusieurs maux : une faible reconnaissance de sa marque, une incapacité à fabriquer des produits performants mais simples à l'usage, et une trop grande dispersion du management et des finances. A son arrivée à la présidence, en octobre 1996, Boonstra avait annoncé la vente des « *bleeders* », les sources de pertes. C'est dans ce cadre qu'il convient de placer la vente de PolyGram.

Le prédécesseur de Boonstra, Jan Timmer, croyait dur comme fer à l'alliance entre software (le support disque et film) et hardware (le lecteur, la TV). Pour vendre des appareils audio-vidéo, une entreprise comme Philips devait contrôler un fabricant de produits utilisables dans les machines. Mais l'évolution rapide du marché a mis à mal cette stratégie, dont Sony reste le seul partisan après le retrait de Matsushita de l'industrie des programmes. Philips considère aujourd'hui l'électronique de gros volume comme le marché d'avenir, avec ses trois sous-ensembles, audio-vidéo, communication et industries liées à l'informatique, affichant ensemble un taux de croissance annuel supérieur à 12 %. Or, les analystes prévoient un fort ralentissement des ventes de disques. « *Le marché mondial de la musique atteint les 40 milliards de dollars* [236 milliards de francs]. *Jusqu'à présent, le taux de croissance était de 8 %. Il baissera à 4 % les cinq prochaines années* », explique Reinier Westeneng, analyste chez le courtier Stroeve. Trop peu, juge-t-on au siège de Philips.

Enfin, les experts annoncent pour bientôt l'apparition en masse de « juke-boxes virtuels » sur Internet permettant au consommateur de se faire, pour pas cher, sa propre programmation musicale sans acheter de disques. Parallèlement, l'aventure cinématographique est extrêmement risquée. Il n'existe aucune recette infaillible pour faire un film rentable. PolyGram a bien enregistré des succès de taille, comme *Quatre mariages et un enterrement*, mais la branche est toujours en déficit, malgré un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de florins. Enfin, PolyGram n'apportait rien à la volonté de Boonstra d'accroître la reconnaissance mondiale de sa marque. Cet homme de marketing est convaincu que le « *lien émotionnel* » qui attache un consommateur à une marque jouera un rôle majeur dans la compétition mondiale.

Bientôt, Philips se retrouvera à la tête d'une somme rondelette : de plus de 7 milliards de florins de cash-flow, celle-ci passera à plus du double grâce à la vente de PolyGram. Boonstra en utilisera sans doute une partie pour le rachat des propres actions du groupe. Les analystes attendent aussi un investissement de poids dans l'un des cinq groupes de produits d'avenir : TV, audio, communication et, surtout, le numérique, notamment le Web-TV.

Alain Franco

Edgar Bronfman Jr, l'héritier qui rêvait de musique

NEW YORK
de notre correspondante

Il y a six semaines, à l'issue de l'exposé que venait de présenter Edgar Bronfman Jr sur l'avenir du groupe canadien Seagram devant un parterre d'analystes et d'experts à New York, un membre de l'assistance se leva et lui demanda sur un ton un rien provocateur : « *Disney a déjà tout fait. Qu'est-ce que vous pouvez apporter d'original ?* » La salle, pleine à craquer pour cette conférence sur l'industrie du spectacle et des médias organisée par *Variety* et la banque Schroders, ricana, goguenarde. « *Moi déjà j'apporte mon eau* », répondit en levant son verre l'héritier d'une fortune assise depuis 1928 sur la production et le commerce de boissons et spiritueux.

La boutade ne fit rien pour dissiper l'impression de flottement qui régnait depuis des mois autour de la manière dont Edgar Bronfman Jr menait la barque de Seagram, dont il a pris la tête en 1994. D'une certaine manière, l'achat de PolyGram, conclu jeudi 21 mai à New York pour 10,6 milliards de dollars et qui fait de Seagram le numéro un mondial de la musique, est la revanche de l'héritier sur tous ceux qui, ces dernières années, ont ouvertement douté de ses capacités à réussir la transformation d'un groupe traditionnel, celui que lui ont laissé son père, Edgar Sr., et son grand-père Sam, dont l'essentiel des revenus reposait sur les spiritueux et les boissons (Chivas Regal, Vodka Absolut, Tropicana) en l'un des piliers de l'industrie de l'*entertainment*.

Désormais, la division des spiritueux est minoritaire dans l'empire Seagram, achevant une métamorphose dont Edgar Bronfman Jr, quarante-deux ans, est le principal artisan, et qui a commencé en 1994 avec l'achat d'une participation de 15 % de Time Warner Inc. C'est le début de la diversification des activités de Seagram. L'année suivante, le jeune Edgar convainc son père de l'opportunité d'une initiative beaucoup plus audacieuse : vendre, pour 8,8 milliards de dollars, les 25,5 % du groupe chimique DuPont que possède Seagram, pour financer l'acquisition de 80 % d'Universal Studios, que le groupe japonais Matsushita lui cède, sous le nom de MCA, pour 5,7 milliards de dollars.

Mais c'est là que les choses se corsent. M. Bronfman, scénariste et auteur de chansons à ses heures perdues (il est le coauteur de l'un des succès de Céline Dion), élégant barbu, père de quatre enfants, a du mal à rentabiliser l'achat des studios Universal. La culture de l'industrie du cinéma lui est étrangère ; ni les 100 millions de dollars qu'il investit pour remodeler l'entreprise ni l'armée de consultants en management dont il s'entoure ne parviennent à faire véritablement décoller les studios.

Les critiques se font de plus en plus ouvertes, on lui reproche son manque de vision, de n'être ni un Michael Eisner ni un Rupert Murdoch, de ne pas parvenir à dépasser la stratégie de Wall Street. L'automne dernier, il surprend tout le monde en cédant à son ami Barry Diller les opérations télévisées d'Universal, pourtant considérées comme les plus rentables, contre des parts dans sa compagnie USA Networks. Controversée, l'opération a laissé quelques cicatrices au sein de l'équipe dirigeante d'Universal, en particulier sur son directeur général, Frank Biondi, que le patron de Seagram avait fait venir à prix d'or de chez Viacom, et qu'il console en lui expliquant que le partenariat avec Barry Diller vaut bien quelques blessures d'amour-propre.

UNIVERSAL EN PANNE DE SUCCÈS

La crise, en réalité, couve aux studios Universal : les dernières productions, *Primary Colors*, avec John Travolta, et *Mercury Rising*, avec Bruce Willis, se révèlent très décevantes au box-office ; depuis *Le Monde perdu, Jurassic Park II*, l'an dernier, Universal n'a pas produit de vrai succès. Le mois dernier, M. Bronfman se sépare de quatre dirigeants d'Universal ; la rumeur lui prête alors l'intention d'appeler à la rescousse Barry Diller, le PDG d'USA Networks, ou des gens des studios DreamWorks, ce qu'il ne fera pas. La pression des investisseurs s'intensifie : les actions de Seagram n'ont augmenté que de 8 % au cours des douze derniers mois, alors que celles des 500 sociétés qui composent l'index Standard & Poor's progressaient de 49 % dans le même temps ; certains lui reprochent encore d'avoir vendu la participation de DuPont : ce paquet d'actions vaudrait aujourd'hui 12 milliards de dollars.

La division disques d'Universal, MCA Musical Entertainment Group, marche en revanche plutôt bien et, grâce à l'acquisition en 1996 d'Interscope Records, label de rock et de rap abandonné par Time Warner, réussit à prospérer dans une industrie du disque qui stagne sérieusement. Le secteur de la musique est celui, semble-t-il, dans lequel Edgar Bronfman Jr se sent le plus à l'aise. Il avait d'ailleurs convoité une autre grande compagnie mondiale de disques, le britannique EMI, avant de se tourner vers PolyGram. En intégrant ce label dans Universal, M. Bronfman pense économiser jusqu'à 300 millions de dollars par an sur les coûts de production.

Il compte aussi remettre la division cinéma sur les rails d'ici à la fin de l'année, faire fructifier ses projets de chaînes télévisées à l'étranger, et renforcer la division des parcs d'amusement, avec l'ouverture d'Islands of Adventure à Orlando, l'an prochain, et celle d'Universal Studios Japan à Osaka en 2001. « *Où que l'on aille, les jeunes sont des consommateurs voraces de la culture populaire américaine* », soutient-il. De quoi compenser la baisse de forme de la division des spiritueux, affectée par la crise asiatique.

Remis en selle, Edgar Bronfman Jr va pouvoir revenir à l'un de ses chevaux de bataille préférés, celui qui a fait sourire tout Hollywood : le changement du système de tarification du billet de cinéma. « *On demande le même prix au consommateur pour un film qui a coûté 350 millions de dollars que pour un film qui en a coûté 2 millions. Cela n'a pas de sens,* plaide-t-il, *ce système demande à être réformé.* »

Sylvie Kauffmann

Motorola se rallie à Bill Gates dans les constellations de satellites

L'INDUSTRIEL américain Motorola revoit à la baisse ses ambitions dans le domaine des constellations de satellites qui visent à offrir, sur l'ensemble de la planète, des services de communication multimédia. Jeudi 21 mai, son PDG, Christopher Galvin, a annoncé l'abandon du projet Celestri et l'entrée du groupe dans le projet concurrent Teledesic, lancé par Bill Gates, le PDG de Microsoft, et par Craig McCaw, l'ancien PDG de l'opérateur téléphonique américain McCaw Cellular. Le constructeur européen de satellites Matra Marconi Space va lui aussi s'associer à Teledesic.

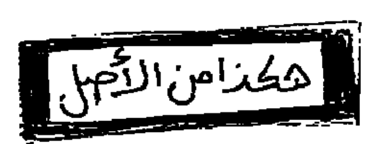
Motorola tire ainsi un trait sur un projet maison mis sur les rails en juin 1997, six mois après l'arrivée de M. Galvin aux commandes de l'entreprise. Moyennant un investissement de 12,9 milliards de dollars (78 milliards de francs), ce projet était supposé conduire à la mise en orbite, en 2001, de 72 satellites couvrant le globe afin de faire circuler, à partir de 2002, de la voix, des données et des images.

Motorola va investir 750 millions de dollars dans Teledesic, en échange d'une participation de 26 % dans ce projet auquel est également associé, depuis avril 1997, le constructeur aéronautique américain Boeing. Teledesic compte exploiter 288 satellites à partir de 2003. Son coût est évalué à 9 milliards de dollars. Face à ce regroupement autour de Teledesic, le seul projet directement concurrent encore en lice reste Skybridge, élaboré par le groupe français Alcatel et l'américain Loral Space & Communications.

La décision de Motorola intervient alors que le groupe vient de mener à bien l'un de ses autres projets de communication par satellite, Iridium, dont la vocation est de fournir uniquement du téléphone mobile, mais à l'échelle mondiale. Les 67 satellites prévus sont en orbite et leur entrée en service devrait intervenir à l'automne. En France, Bouygues Télécom et Cégétel-SFR ont conclu avec Iridium des accords de « routage » des communications de leurs abonnés, afin que ceux-ci puissent continuer à communiquer lorsqu'ils se trouvent dans des zones non couvertes par leurs réseaux.

L'arrêt de Celestri intervient alors que Motorola cherche à redresser sa situation financière. Les bénéfices du groupe, qui produit des semiconducteurs et des équipements de téléphonie mobile, sont en baisse depuis plusieurs mois et la croissance de ses ventes s'est ralentie. Le groupe a perdu des parts de marché dans le téléphone mobile. Un domaine où il a connu aussi, ces derniers mois, des problèmes de qualité de fonctionnement de ses équipements.

Philippe Le Cœur



Hyundai Motor est le premier groupe industriel sud-coréen à engager sa restructuration

Le constructeur automobile va licencier 8 000 salariés, soit 18 % de ses effectifs

Le gouvernement coréen a incité les « chaebols », ces conglomérats surendettés, à se restructurer. Au mois de février, il les a autorisés à procéder à des licenciements. Numéro un de l'automobile dans ce pays, Hyundai est le premier à mettre ces consignes en application. Chung Mong-gyu, président du groupe, a commenté, dans un entretien au *Monde*, les conséquences que pourrait avoir la crise sur le secteur.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Hyundai Motor, le premier constructeur automobile coréen, prévoit de licencier quelque 8 000 employés, soit 18 % de ses effectifs actuels qui s'élèvent à 45 000 personnes. *« De 35 % à 40 % de notre main-d'œuvre est désœuvrée à cause de la crise du marché domestique. Pour survivre à la concurrence, nous allons devoir nous rationaliser »*, a expliqué, dans un entretien au *Monde*, le président *(chairman)* de Hyundai, Chung Mong-gyu. Hyundai précise qu'il n'a pas encore annoncé officiellement de plan de licenciement : *« Nous sommes en négociation avec les syndicats. Nous leur avons proposé de garder environ 7 000 personnes sur les 15 000 qui sont en trop, et qui représentent environ 30 % de nos effectifs, moins ceux qui ont déjà accepté de partir »*, indique Shin Hyun-kyu, directeur des relations publiques de Hyundai.

Les licenciements devraient avoir lieu d'ici au début juillet. Les propositions de Hyundai ne font pas l'unanimité chez les syndicats, qui organisent, depuis mercredi 20 mai, des sit-in devant l'usine principale de Hyundai, à Ulsan, dans le sud-est du pays, et ont promis de répondre à la direction par une grève générale, le 27 mai. La balle n'est pourtant plus dans le camp des travailleurs : le gouvernement a autorisé les licenciements en février, en accord avec les syndicats (*Le Monde* du 8 février), et a explicitement fait savoir il y a quelques jours que les restructurations industrielles passeront avant la sécurité de l'emploi.

Les observateurs s'attendent à ce que les autres conglomérats sud-coréens, les chaebols, emboîtent le pas à Hyundai : de 500 000 à 600 000 personnes, soit un tiers des effectifs, pourraient être concernées, s'ajoutant au 1,5 million de chômeurs actuels, pour la plupart sans allocations.

PRIMES RÉDUITES

Pour Hyundai, comme pour ses concurrents coréens, le coût de la récession augmente de jour en jour, malgré les mesures déjà prises : ses usines tournent à 50 % de leur capacité, une partie des employés chôment déjà une semaine sur trois, recevant 70 % de leur salaire, tandis que les équipes de nuit ont été supprimées sur certaines lignes de montage. Les primes ont été largement réduites. *« L'an dernier, nous avons produit 1,6 million de voitures pour le marché coréen. Pour cette année, nous avions prévu 1 million d'unités, mais nous savons maintenant que nous ne dépasserons pas 800 000. Il va falloir trois à cinq ans avant que le marché reprenne »*, explique Chung Mong-gyu. Le président d'honneur de Hyundai assure que le chiffre d'affaires n'aurait pour l'instant baissé que de 10 % en valeur, grâce aux exportations.

Agé de trente-six ans, diplômé d'Oxford et issu de la famille du fondateur de Hyundai, Chung Mong-gyu, qui a succédé il y a deux ans à son père, fait partie de la nouvelle génération de dirigeants de chaebols. *« La culture d'entreprise coréenne doit changer, car l'environnement économique a complètement été modifié. Les taux d'intérêt sont élevés, l'argent est devenu cher. Il sera très difficile de soutenir des sociétés sœurs. Les étrangers veulent plus de transparence, et c'est ce à quoi nous devons nous appliquer »*, déclare Chung Myon-gyu, qui estime que les compagnies du groupe Hyundai tendront désormais à une plus grande indépendance.

Numéro un de l'automobile en Corée, Hyundai Motor a des ambitions mondiales. La récession est pourtant en passe de bouleverser l'industrie automobile coréenne. Ssangyong a été racheté par Daewoo, tandis que Kia est en redressement judiciaire. Quant aux constructeurs étrangers, ils sont aux aguets : General Motors est en discussion avec Daewoo pour acquérir de 30 % à 50 % de son capital. Ford, qui possède, au côté de Mazda, près de 17 % de Kia, est en contact avec Samsung Motors, le groupe d'électronique qui vient de se lancer à grands frais dans l'automobile. Sa première voiture est sortie en avril 1997, et Samsung, malgré la crise, ne semble avoir aucune intention d'abandonner la partie, comme l'a confirmé au *Monde* Park Young-sei, un des directeurs en charge de la restructuration du chaebol.

L'un des scénarios dont on parle porte sur une reprise de Kia par Ford, éventuellement au côté de Samsung. *« Ford a déjà des problèmes avec Mazda. Je ne pense pas qu'ils voudront s'encombrer de Kia*, estime toutefois Chung Mong-gyu. Hyundai a, pour sa part, annoncé son souhait de reprendre Kia. *Tout va dépendre de ce que décidera le gouvernement en matière d'éventuelles subventions, et des négociations avec les banques. La dette de Kia est pour l'instant trop lourde. »* Quant aux possibles alliances de Hyundai avec des constructeurs étrangers, Chung Mong-gyu se déclare ouvert à toutes les options : *« La crise va permettre à des fabricants étrangers de pièces de s'installer en Corée. Valeo, Porsche ont fait part de leurs intentions. C'est très positif pour nous. Mais je considère que nous sommes pour l'instant sous-évalués. Nous ne cherchons pas à vendre ni à brader notre capital. A court terme, il n'y a qu'une priorité, c'est la restructuration. »*

Brice Pedroletti

Des indicateurs alarmants

La Bourse de Séoul a perdu 8,74 points (– 2,41 %), jeudi 21 mars, atteignant son niveau le plus bas depuis onze ans, après la publication d'indicateurs particulièrement mauvais. L'économie du pays a reculé de 3,8 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de 1997, le produit national brut a baissé de 23 % par rapport au trimestre précédent, le chômage a atteint 6,7 %, et la consommation a enregistré une chute de 10,5 %, du jamais vu depuis 1953. Le titre Samsung (électronique de loisir et électroménager) est celui qui a le plus fortement réagi à cette annonce, perdant 3,3 % au cours d'une séance où les valeurs bancaires étaient également très malmenées.

La hausse du déficit commercial américain affecte le dollar

La devise américaine est revenue à 5,90 francs

LE DOLLAR est tombé, jeudi soir 21 mai, à son plus bas niveau depuis quatre mois face aux devises européennes, cotant 1,7540 mark et 5,8850 francs. Vendredi matin, le billet vert restait faible, à 1,76 mark et 5,90 francs. Le dollar a été pénalisé, au cours des derniers jours, par la décision de la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) de ne pas relever ses taux directeurs et par l'annonce d'une importante détérioration de la balance commerciale américaine.

Le suspense monétaire outre-Atlantique avait été relancé, il y a deux semaines, avec la parution d'un article du *Wall Street Journal* indiquant que la Fed s'apprêtait à donner un tour de vis et avec l'annonce d'une chute spectaculaire du taux de chômage, tombé à 4,3 % en avril, son plus bas niveau depuis 1970.

Mais les arguments développés par les « faucons », partisans d'une hausse des taux, n'ont pas été entendus : dynamisme intact de la production industrielle et de la consommation des ménages, ralentissement des gains de productivité, accélération des hausses de salaires dans le secteur des services, pénurie de main-d'œuvre qualifiée, croissance soutenue des agrégats monétaires, signes de formation de bulles spéculatives sur les marchés de l'immobilier et des actions.

Sans doute la situation en Asie a-t-elle joué un rôle décisif dans la décision finale de la Fed d'opter pour le *statu quo*. Il s'est trouvé une majorité de conseillers pour juger que la crise politique et sociale en Indonésie se prêtait mal à une action monétaire : un assèchement de liquidités de la part de la première puissance monétaire du monde aurait accru la tension actuelle sur les places financières asiatiques.

De surcroît, les membres de la Fed semblent juger que l'impact de la crise asiatique sur l'économie américaine sera plus grand qu'on ne le prétend généralement. A cet égard, la publication, mercredi, des statistiques de la balance commerciale en mars leur a donné raison. Le déficit s'est établi à 13 milliards de dollars, son plus haut niveau depuis le mois de janvier 1992.

PIB AMPUTÉ

Si elle reflète la vigueur de la consommation outre-Atlantique, l'aggravation du déficit traduit aussi les conséquences de la tempête financière en Asie : le déficit des Etats-Unis avec cette région s'est élevé à 12,1 milliards de dollars, contre 6,8 milliards de dollars un an plus tôt. Avec le Japon, les Etats-Unis ont enregistré un solde négatif de 5,76 milliards de dollars et, avec la Chine, de 3,76 milliards de dollars. Avec Hongkong, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan, le déficit a atteint 1,64 milliard de dollars contre un excédent de 692 millions un an plus tôt. Vers l'Indonésie, enfin, le montant des exportations américaines s'est réduit à 168 millions de dollars, contre 365 millions de dollars en mars 1997. En amputant la hausse du produit intérieur brut américain et en augmentant l'offre de dollars sur le marché, une poursuite de la détérioration des comptes extérieurs des Etats-Unis pourrait, selon les experts, accélérer la chute du billet vert.

Pierre-Antoine Delhommais

Le groupe Amaury se retire de la chaîne info de Canal Plus

Un budget prévisionnel « trop optimiste », eu égard au peu d'empressement des câblo-opérateurs à accueillir cette concurrente de LCI, aurait convaincu le groupe de presse parisien de se désengager. Le groupe de Pierre Lescure est à la recherche d'un nouveau partenaire

L'ASSOCIATION de Canal Plus et du groupe Amaury, éditeur des quotidiens *Le Parisien* et *L'Equipe*, pour développer une chaîne d'information en continu ne devrait pas aboutir.

Lundi 18 mai, Philippe Amaury, PDG du groupe, aurait signifié son retrait du projet à Pierre Lescure, PDG de la chaîne cryptée. *« Trop cher »*, a expliqué le président du groupe Amaury. Outre un dépassement budgétaire de 20 millions de francs, le patron de presse n'aurait guère été convaincu par le plan prévisionnel de la future chaîne, qu'il juge *« trop optimiste »*. Selon lui, la part des reversements espérée auprès des câblo-opérateurs tels que Lyonnaise Câble et France Télécom Câble auraient été largement surestimée.

Du côté de Canal Plus, l'équipe réunie autour de Christian Dutoit, maître d'œuvre du projet de chaîne info, reste mobilisée. Un proche de Pierre Lescure rappelle que ce projet *« est un projet de Canal Plus, qui souhaite lancer une chaîne d'information courant 1999 »*. Selon lui, *« Canal Plus avait répété son souhait de pousser au plus loin un partenariat possible avec* Le Parisien *»*.

Un autre partenaire pourrait reprendre les 49 % du capital de la chaîne info détenus par le groupe Amaury au côté de Canal Plus (51 %). Une nécessité pour Canal Plus : après une perte de 611 millions de francs en 1997, la chaîne cryptée n'a plus les moyens de se lancer seule dans ce genre d'aventure. Trois groupes de presse auraient manifesté leur intérêt ces derniers mois.

RISQUE DE DOUBLON

A l'origine, le concept développé par Christian Dutoit avait été établi sur la base d'un budget annuel de 150 millions de francs. En comparaison, LCI, chaîne d'information en continu lancée par TF 1 en juin 1994, dispose d'une enveloppe annuelle de près de 230 millions. Pourtant, le groupe Amaury aurait *« souhaité que la chaîne coûte encore moins cher »*, signale un proche du dossier. Toutefois, l'estimation du budget de fonctionnement ne doit rien au hasard. Avec l'augmentation du nombre d'abonnés des bouquets numériques CanalSatellite et Télévision par satellite (TPS), mais aussi sur le câble, Canal Plus a calculé qu'il reverserait près de 100 millions de francs à LCI à la fin de 1998. LCI est tarifée 6 francs par mois et par abonné aux satello-opérateurs et aux câblo-opérateurs. C'est une des chaînes les plus chères du câble et du satellite.

Engagée dans une concurrence frontale avec TPS, Canal Plus aurait développé son projet de chaîne info avec deux objectifs : faire de ce projet *« une arme nucléaire de dissuasion »* contre TPS et TF 1 ; et respecter le concept d'exclusivité des chaînes diffusées sur CanalSatellite. Lors de la tentative avortée de fusion des bouquets numériques CanalSatellite et TPS, fin 1997 - début 1998, la menace de la création d'une chaîne concurrente de LCI avait été brandie.

Non sans effet sur TF 1, propriétaire à 100 % de la chaîne d'information en continu. Sans les revenus fournis par CanalSatellite, l'équilibre de LCI, prévu *« pour la fin de 1999 ou le début de 2000 »*, selon Jean-Claude Dassier, PDG de la chaîne info, serait repoussé de plusieurs années.

Toutefois, une éviction de LCI pourrait coûter cher à CanalSatellite, lié à la chaîne info par un contrat de diffusion qui court jusqu'en janvier 2001.

REVENUS INSUFFISANTS

D'abord centré sur l'information de proximité, le projet de chaîne info de Canal Plus et du groupe Amaury avait évolué pour devenir un programme plus comparable à LCI. Ce choix ne semble pas faire l'unanimité chez les câblo-opérateurs, qui s'interrogent sur l'opportunité d'un tel doublon. Pour l'un d'eux, l'affaire est entendue : *« Les câblo-opérateurs ne sont pas demandeurs d'une seconde chaîne d'information française. »* LCI remplirait déjà les attentes des abonnés.

En pratique, les câblo-opérateurs ne souhaitent pas – ou ne peuvent pas – rémunérer deux programmes concurrents. Outre qu'elle n'est pas sûre d'obtenir une place sur le service de base de tous les câblo-opérateurs, déjà bien encombré, une deuxième chaîne d'information ne pourrait, semble-t-il, pas recevoir plus de 2 ou 3 francs par mois et par abonné, contre 6 francs à LCI.

Guy Dutheil

LCI, troisième chaîne du câble et du satellite

LCI, lancée le 24 juin 1994, a su conquérir son public. Selon le sondage *Audicabsat de l'Institut Médiamétrie réalisé en janvier*, La Chaîne info s'est imposée comme la troisième chaîne du câble et du satellite. Tant en fréquentation qu'en audience. Au quart d'heure moyen, LCI arrive juste après RTL 9 et Eurosport avec 1,6 % d'audience. Dirigée depuis juillet 1996 par Jean-Claude Dassier, patron des sports de TF 1, la chaîne a sensiblement infléchi son antenne : *« La LCI d'aujourd'hui comparée à celle d'il y a trois ans est méconnaissable. »* Selon lui, le principal changement est le *« développement des grands directs »*, comme la couverture de la visite de Jean Paul II en France. A l'avenir, après avoir donné une place supérieure à l'information de proximité, Jean-Claude Dassier fait de l'actualité économique sa priorité. Chaque année, pas moins de 4 000 à 4 500 invités défilent sur le plateau de LCI.

Les agences médias savourent la croissance retrouvée

APRÈS LE PURGATOIRE imposé par l'entrée en application de la loi Sapin du 29 janvier 1993 censée garantir une plus grande transparence lors de l'achat d'espaces publicitaires, la vingtaine de centrales médias françaises ont renoué avec la croissance. En se positionnant comme des conseillers plutôt que comme de simples intermédiaires entre les concepteurs de campagnes et les médias qui les diffusent, elles ont retrouvé la confiance des annonceurs et servent même de modèle aux opérateurs américains.

Les agences médias ont confirmé en 1997 la tendance amorcée en 1996, année au cours de laquelle elles ont acheté plus de 48 milliards de francs d'espace publicitaire dans les journaux, radios, télévisions, en affichage et au cinéma (soit 13 % de plus que l'année précédente). En 1997, elles ont acheté pour 54,52 milliards de francs d'espaces publicitaires, selon l'étude annuelle de l'institut Recma, qui estime leurs revenus sur la base de déclarations. Sur un marché qui croît de 10 %, les prestations de conseil, sans achat d'espaces, ont rapporté 4,75 milliards de francs.

GROSSES STRUCTURES FAVORISÉES

Si le regroupement récent des agences rend difficile l'analyse des performances d'une année sur l'autre, leur classement varie peu. Carat France, filiale de la holding britannique Aegis, reste le principal opérateur avec 28,6 % des achats réalisés, même si sa progression est inférieure à celle de 1996, et le premier acheteur d'espaces à la télévision (7,54 milliards de francs en 1997). La croissance du leader est presque mécanique : les remises accordées par les chaînes de télévision aux plus grosses structures les poussent à devenir encore plus puissantes puisque les annonceurs choisissent l'agence médias susceptible de leur obtenir les meilleurs tarifs.

Le groupe Médiapolis, filiale du premier groupe publicitaire français Havas Advertising et de l'américain Young & Rubicam, confirme également sa bonne santé avec 9,15 milliards de francs d'espaces achetés en 1997, soit une progression supérieure à celle du marché. L'addition des achats réalisés par ses filiales Médiapolis France, Concerto Media et MCBB, qui opèrent désormais sous une même marque-ombrelle, laisse toutefois le groupe Médiapolis loin derrière Carat. Viennent ensuite Optimum Média Direction (groupe Omnicom), qui centralise les achats pour les agences de publicité DDB et BBDO (4,95 milliards de francs), puis Publicis, le deuxième groupe de publicité français, avec Optimédia et Idémédia (4,7 milliards de francs d'achats en 1997).

Florence Amalou

Hubert Henrotte a été démis de ses fonctions à la tête de l'agence Sygma

UNE PAGE importante du photojournalisme se tourne avec le départ d'Hubert Henrotte de la présidence de Sygma, une agence photographique qu'il a créée il y a vingt-cinq ans. Un départ dans la douleur, sur fond de crise et d'incertitudes. Dans un communiqué, mercredi 20 mai, les actionnaires principaux de l'agence expliquent que, *« en désaccord profond* [avec Hubert Henrotte] *tant sur les investissements à prévoir que sur la gestion future de la société Sygma,* [ils] *ont décidé de mettre un terme à ses fonctions au 30 juin prochain »*. A cette démission forcée et brutale s'ajoute celle de Monique Kouznetzoff, directrice du département « people » (photos de personnalités) et femme du fondateur de Sygma.

La tension était devenue extrême entre Jean-Marc Smadja, qui contrôle le pool d'actionnaires majoritaires de Sygma (autour de 60 %), et Hubert Henrotte. Financier sans expérience dans la photographie de presse, M. Smadja prend les rênes de l'agence et a convoqué l'ensemble des photographes pour les informer de ses intentions, vendredi 22 mai au matin.

La crise du marché de la photo de presse, depuis la guerre du Golfe, a fragilisé les agences photo généralistes comme Sygma, numéro un mondial avec un chiffre d'affaires de 130 millions de francs, mais qui affiche un déficit d'exploitation autour d'environ 11 millions de francs. Hubert Henrotte a pourtant réussi à équilibrer l'exercice 1997 tout en engageant l'agence, sans obtenir des actionnaires le soutien financier escompté, dans une coûteuse mais nécessaire informatisation de ses images.

Reste à savoir comment Jean-Marc Smadja fera vivre une agence photo *« sous le choc »*, dont la pérennité est étroitement liée à ses animateurs. Or, rappelle un photographe de Sygma, *« Henrotte était l'âme de la maison, et Kouznetzoff la prêtresse du people »*. Cette dernière dominait largement le très lucratif marché de l'image de stars qui représente 50 %, voire plus, du chiffre d'affaires de l'agence. Les photographes célèbres comme Helmut Newton, Bettina Rheims, Dominique Issermann ou André Rau, et les non moins célèbres vedettes, que Monique Kouznetzoff a su convaincre, vont-ils continuer à travailler avec Sygma ?

ACTUALITÉ OU ARCHIVES

L'agence va-t-elle également continuer à produire des images d'actualité ou se cantonner à diffuser des archives ou images d'illustrations, comme c'est la tendance générale ? Une chose est sûre, les journalistes laissent un peu plus la place aux financiers. Mais certains ajoutent qu'Hubert Henrotte est « tombé » à cause d'une course à la rentabilité qu'il a lui-même engagée.

Ce limogeage inquiète la profession. Hubert Henrotte est, avec quelques journalistes comme Goksin Sipahioglu (agence Sipa), une des figures centrales qui ont fait de Paris la capitale mondiale du photojournalisme. Sygma était son bébé, tout comme Gamma, que cet ancien photographe au *Figaro* a créée en 1967, avec Raymond Depardon notamment. L'intéressé se cantonne dans le silence. En annonçant son départ, avec *« des mots émouvants »*, dit un photographe, il a souhaité que *« l'agence lui survive »*.

Michel Guerrin

Vivendi va céder les Jeux Nathan à Ravensburger

DANS LE DROIT-FIL des cessions d'actifs annoncées dans le cadre de l'absorption d'Havas par Vivendi (ex-Compagnie générale des eaux), la vente des Jeux Nathan devrait être officialisée rapidement. La direction du groupe a annoncé au comité d'entreprise sa volonté de céder les trois sociétés des Jeux Nathan au groupe allemand Ravensburger et a lancé le processus d'information et consultation auprès des personnels.

Selon Bertrand Eveno, PDG de Nathan, Larousse et Le Robert, *« Ravensburger, qui a l'avantage d'être très bien implanté au niveau européen, s'est engagé à reprendre les trois branches de l'entreprise, les jeux électroniques, les jeux éducatifs et les puzzles. Le repreneur est déjà bien implanté en France. »* Il a précisé : *« En ce qui concerne la marque Jeux Nathan, nous pensons créer un accord à 50-50 avec Ravensburger pour que certains produits puissent conserver cette marque. »*

Déjà envisagée voici quatre ans par Christian Brégou, ex-président de CEP, la vente des Jeux Nathan, confiée par Havas à la banque d'affaires Rothschild et Compagnie, n'avait pas abouti. Cette fois-ci, le groupe français Meccano était également sur les rangs, mais proposait une offre moins élevée que celle de Ravensburger. Les géants américains du secteur, qu'il s'agisse de Mattel ou d'Hasbro qui recherchent avant tout des marques internationales, n'ont pas fait d'offres.

Le secteur des jeux a représenté, dans les comptes 1997 d'Havas, 337 millions de francs de chiffre d'affaires.

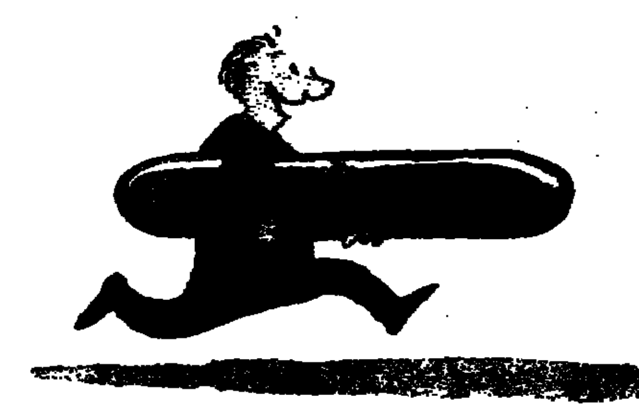
Selon M. Eveno, les Jeux Nathan ont été déficitaires de 40 millions en 1997, en raison essentiellement de pertes exceptionnelles dans les jeux électroniques (*Le Monde* du 14 mai 1998). Le prix de la cession n'a pas été divulgué. Au total, sur les 6 milliards de francs de cessions annoncées en février 1997 par la direction d'Havas, 1,7 milliard de francs a été effectivement réalisées.

Nicole Vulser

DÉPÊCHES

■ **PUBLICITÉ : le groupe français Decaux a été bloqué, jeudi 21 mai,** dans sa tentative de rachat de la société britannique More, par la décision du gouvernement britannique de saisir les autorités de la concurrence, car le groupe formé par l'alliance de More Group à Decaux contrôlerait près de 90 % du marché britannique du mobilier urbain et de l'affichage publicitaire sur ce mobilier. La procédure suspend l'offre de Decaux pendant plusieurs mois, tandis que l'américain Clear Channel a relevé son offre pour l'aligner sur celle du Français. – (AFP.)

■ **NUMÉRIQUE : British Digital Broadcasting (BDB), détenu par** Carlton et Granada, a choisi la technologie de Mediahighway de Canal Plus pour la partie interactive de son bouquet de chaînes numériques par voie hertzienne, prévu à la fin de l'année au Royaume-Uni. BDB avait déjà choisi le système de décodage Mediaguard mis au point par SECA (Canal Plus et Bertelsmann) au détriment de la technologie de BSkyB. Le groupe contrôlé par Rupert Murdoch doit lancer en juin un autre bouquet numérique par satellite, et les deux rivaux tentent d'assurer une compatibilité entre les deux systèmes de décodeurs, comme l'a exigé l'autorité britannique de contrôle de la télévision privée (ITC). – (AFP.)



AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SEAGRAM : le groupe canadien a annoncé jeudi 21 mai** le rachat de PolyGram, filiale du néerlandais Philips, pour 10,6 milliards de dollars *(lire p. 14)*.

● **MOTOROLA-TELEDESIC :** Motorola va prendre une participation de 26 % dans le projet de communications par satellite Teledesic *(lire p. 14)*.

● **AIRBUS : la nouvelle société** Airbus, dont la création était prévue au début de 1999, sera en retard de plusieurs mois, estime Manfred Bischoff, PDG de Daimler-Benz Aerospace et partenaire à parts égales avec Aerospatiale dans Airbus, dans un entretien vendredi accordé à *La Tribune*.

SERVICES

● **MICROSOFT : le fabricant de logiciels** a demandé à la cour fédérale du district de Columbia de lui accorder sept mois de délai pour préparer sa défense avant une décision du juge sur une injonction préliminaire demandée par le gouvernement et différents Etats américains. Il demande également la réunion en une seule des deux plaintes séparées des Etats et du département de la justice afin d'organiser une défense *« plus facile »*.

● **BRITISH AIRWAYS-AMR : le département américain de la justice** a estimé avoir *« des objections majeures »* au projet d'alliance stratégique entre les compagnies aériennes, l'américaine American Airlines et la britannique British Airways.

● **ROUTIERS : la fédération FO des transports a appelé vendredi 22 mai les routiers à faire grève** le mardi 26 mai sans exclure que le mouvement se prolonge pendant la Coupe du monde de football, prévue du 10 juin au 12 juillet, a indiqué Roger Poletti, *secrétaire général* de FO-Transports.

FINANCE

● **CRÉDIT FONCIER : l'intersyndicale** du groupe, qui a été reçue mardi 19 mai au ministère de l'économie, a défendu un projet de reprise franco-français dans le cadre de la privatisation, a indiqué l'AFP. Une réunion doit se tenir lundi 25 mai entre la direction du CFF, sa banque conseil Deutsche Morgan Grenfell, et les organisations syndicales.

RESULTATS

■ **BANK OF TOKYO-MITSUBISHI : la première banque mondiale par les actifs** a annoncé vendredi 22 mai une perte consolidée avant impôts et éléments extraordinaires de 834,9 milliards de yens (37,1 milliards de francs) au cours de l'exercice achevé fin mars, contre un bénéfice de 181,9 milliards de yens l'année précédente.

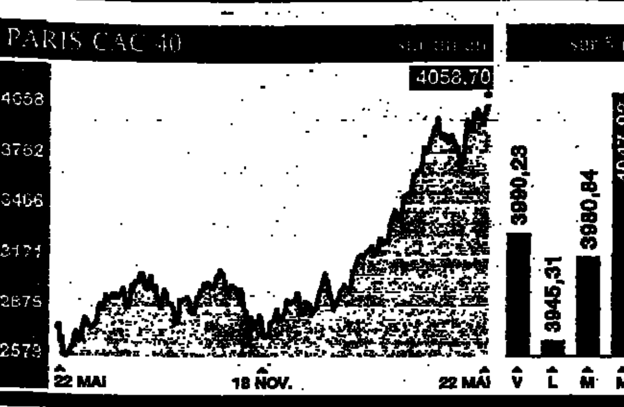
■ **SUMITOMO BANK : la banque nippone** a annoncé jeudi 21 mai une perte consolidée avant impôts et éléments extraordinaires de 502,7 milliards de yens (22,4 milliards de francs) pour l'exercice clos fin mars, après un bénéfice l'an dernier.

■ **FUJI BANK : la banque nippone, alourdie par le poids d'importantes provisions,** a annoncé vendredi une perte consolidée avant impôts et éléments extraordinaires de 517,3 milliards de yens (23 milliards de francs) au titre de l'exercice achevé fin mars.

■ **SEGA : le fabricant japonais de jeux vidéo** est tombé *« dans le rouge »* au cours de l'exercice achevé fin mars, avec une perte consolidée avant impôts et éléments extraordinaires de 7 milliards de yens (environ 312 millions de francs), après un bénéfice de 12,9 milliards de yens un an plus tôt.

■ **FUJITSU : le groupe informatique japonais** a annoncé vendredi 22 mai un bénéfice consolidé avant impôts et éléments extraordinaires de 115,1 milliards de yens (5,1 milliards de francs) lors de l'exercice achevé fin mars, en retrait de 19 % sur celui réalisé un an plus tôt.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses ▶	Cours 20/05	Var.% 19/05	Var.% 31/12
GUYENNE GASCO.	[illegible]	+10,38	+14,24
EUROTUNNEL	[illegible]	+8,77	+19,92
INTERBAIL	[illegible]	+7,51	+1,38
EUROPE 1	[illegible]	+6,28	+18,67
BERTRAND FAUR.	[illegible]	+5,87	+16,58
PINAULT-PRINT.	[illegible]	+5,63	+40,48
WORMS & CIE	[illegible]	+5,48	−0,74
EURAFRANCE	[illegible]	+5,26	+38,77
SPIR COMMUNIC.	[illegible]	+5,18	+45,50
SAT	[illegible]	+4,82	+50,60

Baisses ▶	Cours 20/05	Var.% 19/05	Var.% 31/12
HAVAS	[illegible]	−4,90	+25,40
LEGRIS INDUST.	[illegible]	−4,83	+50,71
VALLOUREC	[illegible]	−4,01	+37,96
SIDEL	[illegible]	−3,19	+14,05
GR.ZANNIER (L.	[illegible]	−3,12	+15,49
COLAS	[illegible]	−2,82	+32,71
BIS	[illegible]	−2,47	+28,44
LEGRAND ADP	[illegible]	−2,46	+35,57
REXEL	[illegible]	−2,44	+34,02
ESSILOR INTL.	[illegible]	−2,09	+30

Indices boursiers

Europe 12h30 ▶	Cours 22/05	Var.% 20/05	Var.% 31/12
PARIS CAC 40	4058,70	0,27	35,34
- SBF 120	[illegible]	0,25	34,43
- SBF 250	[illegible]	−0,34	33,82
- SECOND MAR.	[illegible]	0,21	32,76
- MIDCAC	[illegible]	−0,13	34,70
LONDRES FT100	[illegible]	0,00	15,66
AMSTERDAM AEI	1204,79	0,89	31,86
BRUXELLES BEL	3191,02	0,39	31,95
FRANCFORT D30	[illegible]	0,71	30,60
MADRID IBEX35	10157,65	0,88	40
MILAN MIB30	[illegible]	0,76	41,68
SUISSE SMI	[illegible]	0,80	20,80
STOXX 666	[illegible]	0,61	—
EURO STOXX 326	[illegible]	0,88	—
STOXX 50	[illegible]	0,84	—
EURO STOXX 50	[illegible]	1,04	—

Monde ▶	Cours 20/05	Var.% veille	Var.% 31/12
NEW YORK DJ	[illegible]	−0,43	15,40
- SP 500	1114,64	−0,39	14,66
- NASDAQ	[illegible]	−0,59	15,98
BUENOS-AIRES M.	[illegible]	0,09	−6,46
JOHANNESBURG	[illegible]	−0,13	32,93
MEXICO BOLSA	[illegible]	1,11	−11,95
SANTIAGO IPSA	91,74	1,09	−18,81
SAO PAULO BOU.	[illegible]	−1,34	0,71
TORONTO FSE I.	[illegible]	0,30	15,21
ASIE 10h15	22/05	20/05	31/12
BANGKOK SET	[illegible]	−1,19	−3,77
HONGKONG H.	9555,98	−1,18	−10,88
SÉOUL	[illegible]	−2,70	−2,29
SINGAPOUR ST.	1312,51	−0,58	−14,20
SYDNEY ALL O.	[illegible]	−0,28	4,18
TOKYO NIKKEI	[illegible]	−0,28	3,56

PARIS SBF 250 (3 mois) : 2602,71 — 2611, 2513, 2415, 2316, 2218, 2120 — 23 FÉV., 3 AVRIL, 22 MAI

NEW YORK Dow Jones (3 mois) : 9132,37 — 9702, 9154, 8696, 8178, 7669, 7161, 6653, 6145 — 23 FÉV., 3 AVRIL, 20 MAI

LONDRES FT100 (3 mois) : 5940,70 — 6199, 5901, 5603, 5305, 5008, 4711, 4413, 4115 — 23 FÉV., 3 AVRIL, 22 MAI

FRANCFORT DAX 30 (3 mois) : 5550,04 — 5279, 4955, 4631, 4307, 3983, 3659, 3335 — 23 FÉV., 3 AVRIL, 22 MAI

TOKYO Nikkei (3 mois) : 15801,65 — 18468, 16946, 15425, 13142, 11620 — 23 FÉV., 3 AVRIL, 22 MAI

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

LA BOURSE DE PARIS, qui avait ouvert dans le rouge, gagnait un peu de terrain, vendredi 22 mai, peu après la mi-journée pour le dernier jour du terme de mai. En baisse de 0,39 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 gagnait 0,25 % à 4 058,08 points vers 12 h 15 dans un volume de transactions modeste portant sur 4,8 milliards de francs.

« Le marché est très calme au lendemain de l'Ascension et à la veille du week-end. En outre, la fermeture des marchés américain et britannique lundi en raison d'un jour férié incite d'autant moins les opérateurs à prendre des positions », résumait un boursier. Parmi les valeurs en baisse, les pétrolières faisaient les frais du recul du prix du baril après la publication mercredi de stocks plus importants que prévu à la fin de la semaine dernière aux Etats-Unis, même si ce prix s'est légèrement redressé jeudi soir. Elf-Aquitaine cédait 3,14 % et Total 2,93 %.

TOKYO

APRÈS quatre séances consécutives de hausse, la Bourse de Tokyo a cédé du terrain, vendredi 22 mai, sous l'effet de ventes bénéficiaires. L'indice Nikkei a perdu 0,28 %, à 15 801,65 points.

NEW YORK

LE REGAIN de tension sur les marchés obligataires après les déclarations sur l'Asie de Robert Rubin, secrétaire américain au Trésor, et les prises de bénéfice ont pesé sur Wall Street, jeudi 21 mai. L'indice Dow Jones a cédé 0,43 %, à 9 132,37 points. M. Rubin a observé que l'économie américaine *« avait commencé à être directement touchée par les événements en Asie »*. Alan Greenspan, président de la Fed, a estimé pour sa part que la récente stabilisation de certaines économies asiatiques était *« encourageante »* mais que ces pays n'étaient pas encore *« sortis du tunnel »*.

FRANCFORT

LES VALEURS allemandes ont abordé la dernière séance de la semaine sous le signe de la baisse. Dès l'ouverture, l'indice DAX perdait 0,1 %, à 5 509,32 points.

LONDRES

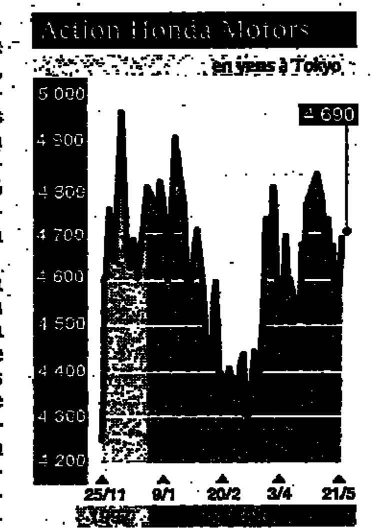
APRÈS avoir fortement progressé grâce à Wall Street et à l'apaisement de la situation en Indonésie, la Bourse de Londres a cédé une partie de ses gains, jeudi 21 mai, tout en restant largement positive. L'indice Footsie a gagné 28,2 points, à 5 935,60 points, soit une progression de 0,47 % par rapport à la veille.

MILAN

LES VALEURS italiennes ont terminé en nette hausse, jeudi 21 mai, à la Bourse de Milan. L'indice Mibtel a gagné 378 points, à 24 158 points, soit une progression de 1,59 %.

Valeur du jour : Honda porté par le marché américain

L'ANNONCE, jeudi 21 mai, de profits records pour les deux principaux constructeurs automobiles japonais, Toyota et Honda, ont redonné le sourire à un marché nippon déprimé. Les bénéfices nets de Toyota et de Honda ont progressé chacun de 18 %, à respectivement, 454 milliards et 260,6 milliards de yens. Pour saluer l'événement, le cours de l'action Honda a progressé de 2,13 %, à 4 690 yens.



Sur l'exercice fiscal terminé au 31 mars 1998, le chiffre d'affaires du deuxième constructeur japonais a progressé de 13 % pour atteindre 5 999 milliards de yens (260 milliards de francs). L'année a été sauvée par le dynamisme des exportations, encouragées par la baisse du yen face au dollar (– 17 % en un an). Aux Etats-Unis, les ventes de Honda ont progressé de 14 %, à 1,09 million de véhicules. Ce marché représente désormais plus de la moitié (52 %) du chiffre d'affaires global de Honda et 70 % de son résultat d'exploitation (qui a progressé de 15,2 %, à 401 milliards de yens). Les modèles spécialement conçus pour cette zone (le modèle de sport CR-V, la nouvelle Civic 4 portes et l'Accord Sedan) y ont rencontré un grand succès. Le constructeur a également séduit l'Europe, où ses ventes ont augmenté de 24 %, à 517 milliards de yens. Pour cette année, il compte sur le succès de sa nouvelle Accord pour doper ses ventes. Cette région du monde représente désormais 8,6 % des ventes.

Ces succès à l'exportation ont permis de compenser la déprime des marchés nippon et sud-asiatique. Confronté à la chute rapide du marché automobile japonais (– 20 % au troisième trimestre), Honda a réussi à limiter le recul de ses ventes annuelles (– 3 %, à 757 000 véhicules) en grignotant des parts de marché sur son rival Toyota grâce à des modèles plus économiques. Honda contrôle désormais 11 % du marché domestique contre 39 % pour Toyota.

Les tendances observées en 1997 sont confortées par la publication des chiffres des ventes pour le mois d'avril 1998 (premier du nouvel exercice fiscal). Pour Honda, le nombre de véhicules écoulés sur le marché domestique a reculé de 11,3 %. C'est, de nouveau, à l'étranger que Honda est allé chercher sa croissance (+ 8,2 %). Sur la base de ces premiers résultats, le groupe automobile nippon espère encore faire progresser son chiffre d'affaires de 3,5 %, à 6 200 milliards de yens en 1998-1999 et son résultat net de 3,8 %, à 270 milliards de yens. Cet optimisme n'est pas complètement partagé par la communauté financière (le broker Daiwa reste neutre), qui redoute un ralentissement de l'économie américaine, zone dont le construteur est de plus en plus dépendant.

Enguérand Renault

Matières premières

En dollars ▶	Cours 20/05	Var.% veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	0,47
ALUMINIUM 3 MOIS	1411,5	0,32
PLOMB 3 MOIS	570	1,24
ETAIN 3 MOIS	5650	0,17
ZINC 3 MOIS	[illegible]	0,19
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	0,82
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,27	−0,38
PLATINE A TERME	[illegible]	−18,32
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	290,25	−0,08
MAÏS (CHICAGO)	247	0,20
SOJA GRAINE (CHG.)	631	0,12
SOJA TOURTEAU (CHG.)	156,9	0,19
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	[illegible]	−0,78
CAFÉ (LONDRES)	[illegible]	0,12
SUCRE BLANC (PARIS)	[illegible]	0,19

Pétrole

En dollars ▶	Cours 20/05	Var.% veille
BRENT (LONDRES)	13,96	—
WTI (NEW YORK)	14,72	0,82
LIGHT SWEET CRUDE	14,21	3,01

Or

En francs ▶	Cours 20/05	Var% 19/05
OR FIN KILO BARRE	[illegible]	−1,03
OR FIN LINGOT	[illegible]	−0,34
ONCE D'OR LONDRES	[illegible]	−0,03
PIÈCE FRANCE 20 F	[illegible]	+0,30
PIÈCE SUISSE 20 F	335	−0,30
PIÈCE UNION LAT. 20 F	[illegible]	−1,20
PIÈCE 20 DOLLARS US	2750	−1,43
PIÈCE 10 DOLLARS US	[illegible]	—
PIÈCE 50 PESOS MEX	2135	—

MONNAIES

● **Dollar :** le billet vert s'inscrivait en net recul, vendredi matin 22 mai, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,76 mark et 5,90 francs. La veille, il était tombé jusqu'à 1,7540 mark et 5,8850 francs, ses plus bas niveaux depuis quatre mois. Le dollar reste pénalisé par la décision de la Réserve fédérale des Etats-Unis de ne pas relever ses taux directeurs et par l'annonce d'une importante détérioration de la balance commerciale américaine en mars.

● **Yen :** la monnaie japonaise, qui avait regagné du terrain, jeudi, après l'annonce de la démission du président indonésien Suharto, se repliait à à nouveau vendredi matin, à 136 yens pour un dollar. Elle était affectée par la publication du compte rendu du dernier comité monétaire de la Banque du Japon au cours duquel plusieurs de ses membres ont estimé qu'une réduction supplémentaire du taux d'escompte est envisageable.

Cours de change

22/05 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.S.	Cours FLORIN	Cours YEN	Cours LIRE	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	5,96	6,61	9,70	4,03	2,98	4,38	0,34	3,35	—
DM	1,76	1,97	2,87	1,20	0,89	0,13	0,99	—	0,30
LIRE	1737,57	1939,75	2832,56	1183,71	874,99	1278,83	—	985,99	294,04
YEN	135,78	151,56	221,82	92,45	68,37	—	7,81	77,05	22,98
FLORIN	1,99	2,22	3,24	1,35	—	1,46	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,47	1,64	2,39	—	0,74	1,06	0,08	0,83	0,25
LIVRE	0,61	0,68	—	0,42	0,31	0,45	0,04	0,35	0,10
ECU	0,90	—	1,46	0,61	0,45	0,66	0,52	0,51	0,15
DOLLAR	—	1,12	1,63	0,68	0,50	0,74	0,08	0,57	0,17

Taux d'intérêt (%)

Taux 20/05 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,31	3,46	5	5,54
ALLEMAGNE	[illegible]	3,53	4,84	5,52
GDE-BRETAG.	7,50	7,38	5,90	5,72
ITALIE	[illegible]	4,99	5,20	5,72
JAPON	0,45	0,40	1,57	—
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,20	5,61	5,89
SUISSE	[illegible]	1,47	3,08	4,11
PAYS-BAS	[illegible]	3,64	4,99	5,53

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 22/05	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 JUIN 98	[illegible]	103,69	103,66
Pibor 3 mois JUIN 98	[illegible]	96,39	96,38

Marché des changes

Devises 17h35 ▶	Cours BDF 20/05	Achat 20/05	Vente 20/05
ALLEMAGNE (100)	335,35	322	346
AUTRICHE (100)	[illegible]	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	[illegible]	15,65	16,75
CANADA	[illegible]	3,92	4,42
DANEMARK (100)	[illegible]	82	92
ESPAGNE (100)	[illegible]	3,84	4,24
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,67	6,27
FINLANDE (100)	[illegible]	104	115
GDE-BRETAGNE	[illegible]	9,24	10,09
GRÈCE (100)	[illegible]	1,75	2,25
IRLANDE	[illegible]	8,03	8,87
ITALIE (1000)	[illegible]	3,12	3,62
JAPON (100)	[illegible]	4,19	4,54
NORVÈGE (100)	[illegible]	75,50	84,50
PAYS-BAS (100)	[illegible]	—	—
PORTUGAL (100)	[illegible]	2,80	3,60
SUÈDE (100)	[illegible]	72	82
SUISSE (100)	[illegible]	388	412

TAUX

● **France :** le marché obligataire a ouvert en baisse, vendredi 22 mai. Après quelques minutes de transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 6 centièmes, à 103,60 points. Le taux de l'obligation assimilable (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,99 %, soit 0,05 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

Les marchés obligataires européens restent soutenus par l'annonce d'un ralentissement de la croissance de la masse monétaire en Allemagne en avril, qui a diminué la probabilité d'une hausse prochaine des taux de la Bundesbank.

● **Etats-Unis :** les obligations américaines avaient terminé la séance du jeudi 21 mai en baisse, affectées par les rumeurs de vente de bons du Trésor par le Japon. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit à 5,92 % en clôture.

ÉCONOMIE

Pour la Banque mondiale, l'économie indonésienne est en ruine

IL FAUDRA des années à l'Indonésie pour reconstruire une économie aujourd'hui en ruine, a estimé, jeudi 21 mai, un responsable de la Banque mondiale après la démission du président Suharto. *« En raison des chocs économiques et politiques, l'économie est au point mort »*, a déclaré à l'AFP le représentant de la Banque mondiale en Indonésie, Dennis de Tray. *« Les problèmes affectant l'économie sont extrêmement profonds et étendus et il faudra des années pour remettre les choses en ordre »*, a-t-il ajouté *(lire page 2)*.

■ **Le nouveau président, Jusuf Habibie,** a promis jeudi, lors d'une allocution télévisée, de poursuivre les réformes économiques en cours et a demandé le soutien du peuple. Le gouvernement, a-t-il affirmé, respectera tous les accords conclus avec des tiers étrangers *« et plus particulièrement la mise en place du programme de réformes économiques »* élaboré avec le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI avait accepté de verser une aide globale de 40 milliards de dollars.

■ **THAÏLANDE : selon les dernières statistiques, publiées jeudi, 8,8 % de la main-d'œuvre** – soit 2,8 millions de personnes – était au chômage en février, et la tendance est à la hausse. Ce chiffre record depuis cinquante ans dépasse les prévisions officielles.

■ **Le gouvernement réformateur du premier ministre Chuan Leekpai** a essuyé un sérieux revers devant le Parlement dans la nuit de jeudi à vendredi, l'opposition parvenant à retarder la ratification de décrets financiers jugés indispensables pour remettre l'économie à flot. L'opposition a accusé le gouvernement de privilégier les riches au détriment des classes défavorisées et de *« s'agenouiller »* devant le Fonds monétaire international *(lire page 5.)*

■ **RUSSIE : le premier ministre Sergueï Kirienko,** confronté au double défi de la grève des mineurs de Sibérie impayés et de la crise des marchés, a réagi en annonçant un plan d'urgence destiné à rééquilibrer le budget. Le gouvernement prévoit notamment d'augmenter les taxes à l'importation sur tous les biens dont les équivalents sont produits en Russie, en premier lieu les produits alimentaires.

■ **UKRAINE : Kiev va réduire en trois ans de 1,2 million** le nombre des employés de l'Etat (sur 5,5 millions) afin d'assainir le budget et d'éviter une *« catastrophe financière »*, a indiqué jeudi le vice-premier ministre ukrainien Sergueï Tiguipko.

■ **GRANDE-BRETAGNE : le gouvernement travailliste a dévoilé** jeudi une ambitieuse réforme du droit des salariés qui revient partiellement sur les lois *« antisyndicales »* de Margaret Thatcher, mais laisse sur leur faim les syndicats et mécontente les patrons. La mesure la plus sensible était l'obligation faite à une direction de reconnaître un syndicat comme interlocuteur si 40 % des salariés le demandent lors d'un vote.

■ **La consommation des ménages** donne des signes de ralentissement. Selon les chiffres publiés jeudi par l'Office national des statistiques (ONS), les ventes de détail ont progressé de 0,1 % par rapport à mars et de 4,2 % en rythme annuel.

■ **LE VATICAN et SAINT-MARIN : les deux Etats** se préparent à troquer la lire italienne pour l'euro, même s'ils ne sont ni l'un ni l'autre membres de l'Union européenne.

NOMINATIONS

■ **FESCO : Georg Wittich** a été nommé à la présidence du Forum européen des commissions de valeurs.

■ **CDC ASSET MANAGEMENT : Gilles Guérin et Antoinette Willard** rejoignent la société.

■ **BRISTOL-MYERS FRANCE : Pierre Le Sourd** prend la responsabilité des activités pharmaceutiques.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 22 MAI

Liquidation : 22 mai
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS ↗ +0,43 %
CAC 40 : 4065,28

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	1060	1050	- 0,94	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	958	952	- 0,62	1000
Renault (T.P.)	2890	2880	- 0,34	1000
Rhone Poulenc(T.P)	3050	3050	—	1000
Saint Gobain(T.P.)	1396	1380	- 1,14	1000
Thomson S.A (T.P)	1000	1005	+ 0,50	1000
Accor	1660	1653	- 0,42	100
AGF	369,80	369,50	- 0,08	30
Air Liquide	1169	1166	- 0,25	70
Alcatel Alsthom	1280	1310	+ 2,34	40
Altran Techno. #	1158	1161	+ 0,25	10
Atos CA	1075	1088	+ 1,20	10
Axa	708	702	- 0,84	60
Bail Investis.	920	929	+ 0,97	100
Bazar Hot. Ville	755	753	- 0,26	50
Bertrand Faure	498,80	495	- 0,76	5
BIC	453,70	450	- 0,81	25
BIS	630	645	+ 2,38	20
B.N.P.	518	521	+ 0,57	25
Bollore Techno.	1199	1202	+ 0,25	50
Bongrain	2990	2980	- 0,33	50
Bouygues	957	970	+ 1,35	50
Bouygues Offs.	287	280	- 2,43	10
Bull#	93,50	91,60	- 2,03	10
Canal +	1170	1157	- 1,11	20
Cap Gemini	793	796	+ 0,37	40
Carbone Lorraine	2601	2560	- 1,57	50
Carrefour	3530	3512	- 0,50	100
Casino Guichard	410	408	- 0,48	10
Casino Guich.ADP	293	294	+ 0,34	10
Castorama Dub.(Li)	986	1001	+ 1,52	25
C.C.F.	478,90	477	- 0,39	25
Cegid (Ly)	1320	1320	—	25
Cerus Europ.Reun	42,40	42,20	- 0,47	10
CGIP	3010	2998	- 0,39	100
Chargeurs	449	470	+ 4,67	100
Christian Dalloz	754	743	- 1,45	10
Christian Dior	825	825	—	52
Ciments Francais	372,50	365	- 2,01	25
Cipe France (Ly) #	226,90	[illegible]	—	10
Clarins	567	563	- 0,70	50
Club Mediterranee	589	600	+ 1,86	25
Coflexip	886	909	+ 2,59	30
Colas	1148	1145	- 0,26	40
Comptoir Entrep.	16,95	16,80	- 0,88	10
Comptoirs Mod.	3220	3209	- 0,34	100
CPR	491	489,50	- 0,30	50
Cred.Fon.France	111	112	+ 0,90	100
Credit Lyonnais CI	610	606	- 0,65	100
CS Signaux(CSEE)	465,90	457	- 1,91	100
Damart	4725	4710	- 0,31	20
Danone	1578	1583	+ 0,31	10
Dassault-Aviation	1900	1909	+ 0,47	50
Dassault Electro	704	703	- 0,14	80
Dassault Systemes	262	264,30	+ 0,87	5
De Dietrich	428	425	- 0,70	25
Deveaux(Ly)#	866	840	- 3	20
Dev.R.N-P.Cal Li #	72,40	72,60	+ 0,27	100
Dexia France	777	778	+ 0,12	100
DMC (Dollfus Mi)	172,80	165	- 4,51	25
Dynaction	212,80	213	+ 0,09	25
Ecia	1808	1820	+ 0,66	25
Eiffage	504	507	+ 0,59	50
Elf Aquitaine	860	843	- 1,97	50
Eramet	297,40	287	- 3,49	20
Eridania Beghin	1291	1300	+ 0,69	65
Essilor Intl	2480	2451	- 1,16	20
Essilor Intl.ADP	2201	2249	+ 2,18	20
Esso	588	592	+ 0,68	50
Eurafrance	3400	3395	- 0,14	200
Euro Disney	9,60	9,50	- 1,04	5
Europe 1	1539	1456	- 5,39	100
Eurotunnel	6,20	6,40	+ 3,22	—
Fimalac SA	710	702	- 1,12	140
Finextel	126,50	126,40	- 0,07	100
Fives-Lille	486	484	- 0,41	50
France Telecom	345	351	+ 1,73	25
Fromageries Bel	5030	5030	—	50
Galeries Lafayette	5640	5710	+ 1,24	100
GAN	171,50	172	+ 0,29	10
GASCOGNE	566	570	+ 0,70	80
Gaumont #	480,40	471	- 1,95	50
Gaz et Eaux	3400	3400	—	50
Geophysique	1060	1020	- 3,77	10
G.F.C. ●	655	671	+ 2,44	100
GrandVision	250	245,50	- 1,80	10
Groupe Andre S.A.	710	718	+ 1,12	50
Groupe GTM	537	532	- 0,93	50
Gr.Zannier (Ly) #	155	155,80	+ 0,51	10
Guilbert	1124	1101	- 2,04	10
Guyenne Gascogne	2125	2187	+ 2,91	100
Hachette Fill.Med.	1600	1590	- 0,62	20
Havas	543	563	+ 3,68	15
Havas Advertising	1209	1198	- 0,90	50
Imetal	818	814	- 0,48	50
Immeubl.France	494	491,50	- 0,50	50
Infogrames Enter.	369	367,30	- 0,46	20
Ingenico	186	181,90	- 2,20	10
Interbail	143	147,90	+ 3,42	100
Intertechnique	1695	1679	- 0,94	100
ISIS	892	881	- 1,23	50
Jean Lefebvre	465	465	—	50
Klepierre	1135	1135	—	100
Labinal	2130	2180	+ 2,34	100
Lafarge	590	585	- 0,84	25
Lagardere	252	250	- 0,79	40

…

Valeurs étrangères (suite)	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
Toshiba #	26,35	[illegible]	- 3,22	[illegible]
Unilever #	461,30	[illegible]	+ 1,56	[illegible]
United Technol. #	555	[illegible]	+ 1,80	[illegible]
Volkswagen A.G #	4979	[illegible]	- 0,80	[illegible]
Western Deep #	165	[illegible]	+ 1,27	[illegible]
Yamanouchi #	139	[illegible]	- 0,35	[illegible]
Zambia Copper	12,85	[illegible]	- 0,77	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 22 MAI

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	—	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	105,85	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	123,50	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	120,30	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	121,05	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	102,05	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	113,70	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	108,47	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	—	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	116,50	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	—	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	—	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	119,25	[illegible]
Finansder 9%91-06#	126,46	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	112,75	[illegible]
Floral9,75% 90-99#	—	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	100,30	[illegible]
OAT 9,50%88-98 CA#	100,46	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	99,99	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	104,13	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	107,35	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	107,50	[illegible]
OAT 10%5/85-00 CA#	110,67	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	100,55	[illegible]
OAT 10% 90-01 ecu	—	[illegible]
OAT 7,5%7/86-01 CA#	—	[illegible]
OAT 8,5% 91-02 ecu	113,12	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	115,87	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	139,50	[illegible]
OAT 8,50%92-23 CA#	141,40	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	105,50	[illegible]
Suez Lyon.Eaux 90	1065	[illegible]

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 22 MAI

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 20 mai

DISPARITIONS

Santiago Alvarez

Un documentariste engagé aux côtés de Fidel Castro

LE CINÉASTE cubain Santiago Alvarez est mort d'une infection pulmonaire, mercredi 20 mai, dans un hôpital de La Havane. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Né dans la capitale cubaine en 1919, il avait étudié la philosophie et l'histoire dans son pays et aux Etats-Unis. Adhérent du Parti communiste cubain à partir de 1942, il participe à la lutte contre le dictateur Batista et, après la révolution castriste, il entre à l'Icaic (Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographique), le centre névralgique de la politique du nouveau régime dans le domaine du cinéma, dès sa création en 1959. Il y occupera de nombreux postes de responsabilité, avant de devenir haut fonctionnaire au ministère de la culture, puis député. Mais son travail est loin de se limiter à des fonctions d'organisation et d'apparatchik de la culture.

Dans un contexte d'intense mobilisation politique et de grande pénurie matérielle, Santiago Alvarez développe une pratique créative du documentaire engagé qui fait de lui un des maîtres du genre. Il met naturellement d'abord cette démarche au service de la révolution cubaine, à propos et au service de laquelle il tourne une centaine de documentaires. De *Muerte al invasor* (1961) à *Mi hermano Fidel* (1977), ceux-ci épousent la ligne officielle. Mais, loin du didactisme habituel des films militants commandités par les Etats, Alvarez invente un style utilisant des éléments d'images composites (photos, archives télévisuelles, collages, dessins et caricatures, textes écrits), assemblés grâce à un montage très original et dynamique, en relation avec des bandes-son où les bruitages et la musique tiennent davantage de place que le classique commentaire idéologique.

Santiago Alvarez, qui, en faisant de nécessité vertu, parvient à donner au documentaire un statut de forme esthétique à part entière, d'un lyrisme incontestable, ne met pas son art au seul service de la révolution cubaine. Les très nombreux films qu'il tourne au Vietnam à partir de *Hanoi, martes 13* (1967) constitue la principale source d'images non américaines sur le conflit vietnamien – c'est-à-dire, en simplifiant à peine, la plupart des images de la guerre du Vietnam où on voit des Vietnamiens. Là aussi, loin de se contenter du simple témoignage, ses films constituent d'authentiques essais, à la fois sur ce conflit particulier et sur la manière de montrer un combat selon d'autres règles que celles de la télévision ou du cinéma de fiction de type hollywoodien.

Parmi les autres thèmes abordés, toujours dans le même esprit, par le cinéaste cubain, il faut rappeler les films de dénonciation du racisme aux Etats-Unis, à partir de *Now* (1965), et les plaidoyers en faveur de l'engagement des troupes cubaines en Afrique (*La Guerra necesaria*, 1980). Alvarez n'aura effectué qu'une seule tentative de cinéma de fiction, avec *El Sueno del Pongo* (1970), adapté du livre de l'écrivain péruvien José Maria Arguedas.

Jean-Michel Frodon

■ **RICARDO FRANCO**, cinéaste espagnol, est mort dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 mai à Madrid des suites d'un infarctus du myocarde, à l'âge de quarante-huit ans. Il avait reçu, en janvier, le prix Goya du meilleur metteur en scène pour son film *La Buena Estrella (La Bonne Etoile)*. Ricardo Franco s'était fait remarquer à Cannes en 1976 avec *Pascual Duarte*, drame rural d'une grande sauvagerie.

■ **DOROTHY DONEGAN**, pianiste américaine, est morte mardi 19 mai, à Los Angeles. Elle était âgée de soixante-seize ans. Dorothy Donegan avait appris le piano classique au Conservatoire de Chicago avant de se tourner vers le jazz. Elle apparaît, juste après la guerre, à l'affiche d'un film musical, *Sensations of 1945*, où figuraient aussi les orchestres de Cab Calloway ou Woody Herman. Dès lors, c'est essentiellement en club, parfois en tournées en Europe, qu'on pourra l'entendre. Elle savait mêler aux codes du jazz bop un phrasé venu du ragtime ou du boogie-woogie tandis que l'apport du gospel ou du blues lui permettait aussi d'être une interprète sensible de ballades.

■ **JESSY EUCLIDE**, judoka français, est mort, jeudi 21 mai, dans un accident de la circulation à Paris. Le champion de France de judo dans la catégorie des moins de 73 kg, âgé de vingt-trois ans, aura à peine eu le temps d'étrenner son titre conquis en décembre 1997. Le sociétaire du PSG s'est tué au volant de sa voiture en revenant d'une soirée en l'honneur de Larbi Benboudaoud, récemment sacré champion d'Europe.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 18-mardi 19 mai sont publiés :

● **Orphelins** : une loi permettant à l'enfant orphelin de participer au conseil de famille.

● **Scoutisme** : un arrêté fixant la réglementation des camps, cantonnements et activités organisés par les associations de scoutisme agréées au plan national.

● **Déportation** : un arrêté portant apposition de la mention « mort en déportation » sur les actes et jugements déclaratifs de décès.

● **AOC** : un décret relatif à l'appellation d'origine contrôlée coteaux-du-languedoc.

● **Routiers** : un arrêté relatif aux modèles d'attestations concernant la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs salariés du transport routier public de marchandises.

Au *Journal officiel* du mercredi 20 mai sont publiés :

● **Culture** : un décret portant création de l'Etablissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

Au *Journal officiel* du jeudi 21 mai sont publiés :

● **Formation professionnelle** : une loi portant diverses dispositions relatives à la formation professionnelle.

● **Produits défectueux** : une loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux.

● **Denrées alimentaires** : un décret relatif aux additifs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine.

● **Equipement** : un décret déclarant d'utilité publique et urgents les travaux relatifs à la construction de la rocade sud de Metz, conférant le caractère de route express à cette voie et portant mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Augny, Coin-lès-Cuvry, Fey, Marly, Metz, Peltre et Pouilly.

NOMINATION

Cour des comptes

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, **Antoine Brunet**, conseiller-maître à la Cour des comptes, a été nommé président de chambre à la Cour des comptes, par le conseil des ministres du mercredi 20 mai. Il va remplacer Jacques Magnet, président de la quatrième chambre (activités régaliennes de l'Etat), qui a été atteint par la limite d'âge en avril.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– De Tours, Paris, Sceaux, Châteauroux, Luxembourg...

Nous fêtons les 23 mai 1948 et 1998.

Bon anniversaire,

Edith !

Geneviève, Eliane, Claire, François, Elodie, Guillaume, Anne-Marie, Jacques, Martine, Jean-François et Paul.

Décès

– M. Bernard Bonnet,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Catherine Guilbeaud,
sa fidèle et dévouée gouvernante,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Josette BONNET,
née MICHELLON,

leur épouse, mère et grand-mère,

survenu le 9 mai 1998, à Paris-16e, dans sa soixante-treizième année.

Suivant les volontés de Mme Bonnet, la cérémonie de crémation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

93, rue Michel-Ange,
75016 Paris.

– Les familles Claraz et Kergomard font part du décès de

Raymond CLARAZ,

survenu dans sa cinquante-deuxième année, le 20 mai 1998, à Lyon.

– Cahors (Lot). Cazals (Lot). Gourdon (Lot).

Mme Yvonne Rouquet,
sa mère,
Mme Françoise Chapou,
sa sœur,
Mme Charlotte Marty,
sa sœur,
M. Pierre-André Marty,
son neveu et filleul,
Mme Ann Palmer-Hirst,
sa marraine,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre-Franz CHAPOU,

survenu à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mardi 19 mai 1998, à Cahors (Lot).

52, rue du Roc,
81000 Albi.

– M. Serge Gauthier,
M. et Mme François Gauthier,
Alice et Edmond Gauthier,
ses petits-enfants,
Pierre et Geneviève Coste,
ses frère et sœur,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Madeleine GAUTHIER,
née COSTE,

survenu le 20 mai 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée samedi 23 mai 1998, à 11 heures, en l'église Saint-Gervais de Langon (Gironde).

31, cours des Fossés,
33210 Langon.

– Mme Eddy Kenig,
née Brigitte Thomas,
son épouse,
Adeline et Charles Barucq,
Lise, Hélène, Laurent,
Michel-David et Cécile Kenig,
Sylvie et Louis Dessau,
Fabien et Ariane Kenig, Adrien,
ses enfants et petits-enfants,
Michel et Anne Thomas,
Antoine et Corinne Thomas, Virgile,
Edouard Thomas,
David Thomas,
ses beau-frère, belle-sœur et neveux,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Eddy KENIG,
avocat à la cour d'appel de Paris,

survenu subitement le 15 mai 1998, à Columbia, Etats-Unis.

Les obsèques auront lieu le lundi 25 mai, à 15 h 30, au cimetière parisien de Bagneux, 45, rue Marx-Dormoy, 92220 Bagneux, où l'on se réunira.

19, avenue Léopold-II,
75016 Paris.

– Le délégué régional du CNRS,
Le président de l'université Pierre-Mendès-France,
Le directeur de l'UFR-DGES,
Le directeur et les membres de l'Institut de recherche économique sur la production et le développement (IREPD),
ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de soixante et un ans, de

Raphaël TIBERGHIEN,
ingénieur de recherche au CNRS,
directeur adjoint de l'IREPD.

Les obsèques auront lieu samedi 23 mai 1998, à 10 h 30, au Centre œcuménique de Saint-Marc, à Grenoble.

Anniversaires de décès

Maurice SIMON,
magistrat,

23 mai 1994.

Son âme repose en nous.

Conférences

– Lundi 25 mai, à 20 h 30, conférence « Les pharisiens et la loi juive... » avec Georges Hansel, écrivain, professeur, à l'occasion de la parution de son dernier ouvrage, *Exploration talmudique* (éditions Odile Jacob), au Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris. Métro Cadet. Renseignements au 01-49-95-95-92 (PAF).

Commémorations

– La cérémonie célébrant le 2 622e anniversaire de la naissance du Bouddha aura lieu à l'Unesco, 7, place de Fontenoy, à Paris-7e, salle I, le mardi 26 mai, de 20 heures à 22 heures, en présence de M. Federico Mayor, directeur général de l'Unesco, avec la collaboration des ambassades et délégations permanentes de Birmanie, du Cambodge, de l'Inde, du Laos, du Népal, du Saint-Siège, du Sri Lanka et de la Thaïlande. Entrée libre.

Communications diverses

Les Mardis
de la Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes, 75009 Paris
(Métro Pigalle).
Le mardi 26 mai 1998, à 18 h 30
(Accueil à partir de 18 heures)

La situation en Allemagne
à la veille des élections
avec
Veronica ISENBERG,
ancienne collaboratrice
de Willy BRANDT
et responsable
du secteur international du SPD.

Renseignement et réservations :
(Nous ne pourrons garantir des places qu'aux personnes ayant effectué une réservation)

Fondation Jean-Jaurès,
73, avenue Paul-Doumer, 75116 Paris.
Tél. : 01-40-72-21-21.
Fax : 01-40-72-21-39.
e-mail : fjj75@calva.net/
site web : http://www.chez.com/fjj

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

SCIENCES Un moment limités face aux étonnantes performances du télescope spatial Hubble qui s'affranchit du filtre et des turbulences de l'atmosphère, les observatoires terrestres relèvent la tête. ● LES PROGRÈS accomplis dans les techniques de fabrication de miroirs géants *ultra-minces et ceux issus des* recherches menées par les militaires sur des dispositifs optiques intelligents permettent désormais de réaliser des télescopes de 8 mètres de *diamètre et plus.* ● AU CHILI, *dans le* désert andin d'Atacama, les Européens vont inaugurer, dans la nuit *du 25 au 26 mai, le premier de ces* instruments, dont les performances *éclipsent* celles des fameux observatoires du mont Palomar (Californie) et de Zelentchuk (Caucase). ● D'ICI A 2001, trois autres télescopes géants compléteront ce dispositif, faisant ainsi du Very Large Telescope (VLT) le plus grand observatoire du monde.

Au Chili, le VLT ouvre une nouvelle fenêtre sur le ciel

Au sommet du Cerro Paranal, les Européens construisent un ensemble de quatre télescopes de grande taille. Connectés entre eux et associés à trois instruments plus petits, ils permettront aux astronomes de remonter aux premiers âges de l'Univers

Les étoiles de l'hémisphère Sud sous haute surveillance

OBSERVATOIRE DU CERRO PARANAL

Bâtiment = 29 m de diamètre, 28,5 m de haut

Télescope de 8,2 m de diamètre

SANTIAGO

OCÉAN PACIFIQUE

OCÉAN ATLANTIQUE

500 km

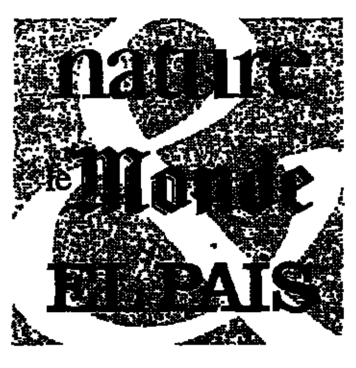
PART DES PAYS PARTICIPANT A L'ESO

Pays	Part
SUISSE	6,64%
SUÈDE	3,92%
PAYS-BAS	7,59%
ITALIE	19,98%
FRANCE	26,75%
ALLEMAGNE	26,75%
BELGIQUE	5,40%
DANEMARK	2,97%

D'un coût global de 1,65 milliard de francs, le Very Large Telescope (VLT) de l'Observatoire européen de l'hémisphère Sud (ESO) se compose de 4 télescopes de 8,2 mètres de diamètre. Ces instruments installés au sommet du Cerro Paranal sont capables de distinguer des objets 4 milliards de fois moins lumineux que ceux que l'on peut voir à l'œil nu. Ils seront tous opérationnels en 2001 et seront progressivement couplés à 3 petits télescopes de 1,8 mètre. En 2004, le VLT sera le plus puissant observatoire astronomique au monde.

IL Y A PEU encore, le *Cerro Paranal* (2 635 m d'altitude) dominait un monde du silence fait de pierres sèches et d'herbes rares. A perte de vue, les douces ondulations du désert chilien d'Atacama. A l'ouest, à une douzaine de kilomètres, perdu derrière les montagnes, l'océan Pacifique. A une centaine de kilomètres au nord-ouest, la ville d'Antofagasta. Loin, très loin au sud, perchées sur un autre sommet, une quinzaine de coupoles blanches et argentées de l'Observatoire *européen de l'hémisphère* Sud (ESO) et leurs gardiens.

Et puis l'homme est arrivé. En



solitaire, d'abord, pour se rendre compte, vérifier que, là-haut, le temps est toujours beau, l'air sec, les vents mesurés et – surtout – les *nuits claires et transparentes.* Plus tard, ce chercheur de « paradis » est revenu, accompagné de camions, de scrapers, de bulldozers et d'une bonne poignée de ses congénères pour investir son nouveau territoire.

Une route fut rapidement tracée, la colline du Cerro Paranal conquise et son sommet rasé de 28 mètres pour faire place à une large *plate-forme destinée* à accueillir le nouveau complexe : quatre imposantes structures métalliques à l'architecture peu gracieuse qui, faute d'abriter les ap*partements d'un tour-opérateur* en mal d'exotisme, protègent les miroirs de 8,2 mètres de diamètre de chacun des quatre télescopes qui composent le VLT (Very Large Telescope).

Le premier d'entre eux, qui porte le *surnom de Joe – le chef du gang* des Dalton –, devrait pointer sa lourde monture vers le ciel dans la nuit de lundi 25 au mardi 26 mai et recevoir sa *« première lumière »*. Un événement pour les astronomes européens et chiliens qui *ont placé leurs espoirs dans* ces géants et pour les industriels qui ont participé à ce projet de 492,6 millions de deutschemarks (1,65 milliard de francs) dont l'idée remonte à 1977. Cette nuit-là, si la photo est bonne, l'astronomie au *sol tiendra sa revanche* face à un télescope spatial Hubble auteur de quelques beaux succès et admirablement médiatisé par la NASA depuis plusieurs années.

Certes, le VLT, dont les quatre unités seront toutes opérationnelles en 2001, n'est pas le premier titan d'essence terrestre à entrer *sur scène.* Les deux télescopes de l'observatoire du Keck, avec leurs miroirs mosaïques de 10 mètres, imaginés par le créatif et peu conventionnel Jerry Nelson, triomphent actuellement à *Hawaï.* Depuis 1993 pour le premier et *1996 pour le second, ils maîtrisent* le ciel de l'hémisphère Nord depuis le sommet d'un volcan, le Mauna Kea. Les quatre géants du VLT seront, eux, braqués *sur* l'hémisphère Sud. En 2004 leur couplage avec trois autres télescopes plus modestes de 1,8 mètre donnera, pour quelques millions de francs de plus, le VLTI (Very Large Telescope Interferometer). Un ensemble *unique* au monde.

A ces niveaux, les chiffres n'ont guère de signification pour le profane. A ceci près, calcule Daniel Kunth, directeur de recherche à l'Institut d'astrophysique de Paris (IAP-CNRS), que les capacités de vision d'un tel observatoire seront telles qu'il serait capable de distinguer depuis Paris un petit pois si*tué à Nice. A chacun ses repères.* Pour les astronomes, le défi est ailleurs. Dans l'hémisphère Sud, où le VLT va ouvrir une large et profonde fenêtre sur le ciel et ses mystères.

Certes, il est des domaines où le *VLT,* comme *le Keck américain* d'Hawaï, ne peuvent rivaliser avec *le télescope spatial Hubble dont* ils sont plus les compléments que les concurrents. Mais, dans le visible et dans quelques minces lucarnes de l'infrarouge que la vapeur d'eau de l'atmosphère consent à entrebâiller, le VLT, dont les yeux seront *quatre milliards de fois plus per*çants que les nôtres, va fermement tenir son rang et nous faire remonter le temps jusqu'à une époque où l'Univers n'était âgé que de un à deux milliards d'années (contre quinze aujourd'hui).

Dans l'immédiat, cependant, les astronomes européens et chiliens associés au projet devront patienter. Si le premier des télescopes du VLT doit effectuer sa première séance de pose dans les tout prochains jours, ce n'est pas avant le *mois d'avril 1999 qu'il sera totale*ment opérationnel. Un mois auparavant, son frère, Jack, aura connu lui aussi sa première lumière. Puis William et Averell suivront à un an d'intervalle. Le couplage des deux premiers petits télescopes (sur trois *prévus*) de 1,8 mètre de diamètre se fera en 2001. S'ouvrira alors au VLT un mode de fonctionnement nouveau, l'interférométrie.

Cette technique bien connue des radioastronomes consiste – transposée au domaine optique – à superposer dans un même plan focal les images formées au foyer de plusieurs télescopes distants de plusieurs dizaines ou centaines de mètres. Simple sur le papier, l'interférométrie, née de l'intuition du physicien français Hippolyte Fi*zeau en 1868, n'a véritablement* pris son départ dans les domaines d'observation retenus pour le VLT qu'en 1976, avec les remarquables travaux de l'astronome français Antoine Labeyrie. Résultat : une capacité sans égal à distinguer les structures fines des astres que l'on *observe.*

De quoi satisfaire pleinement l'un des pères du VLT, Pierre Léna, qui, après s'être battu pour ce projet – tantôt sur la technique, tantôt contre les héritiers d'un amiral chilien qui *revendiquaient le site* du Cerro Paranal –, voit enfin sortir *du désert* andin un observatoire sans lequel, reconnaît-il, *« il n'y aurait pas d'avenir à long terme pour l'observation astronomique terrestre »*. Cette opinion est partagée par de nombreux astronomes, si l'on en juge par la multiplicité des *télescopes géants* décidés ou en projet dans le monde : deux 8 mètres pour le progamme Gemini (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Canada, Chili, Brésil) ; un 8 mètre pour le japonais Subaru ; deux 8,4 mètres pour le Large Binocular Telescope (*Etats-Unis, Allemagne*, Italie) ; un 6,5 mètre pour le MMT américain ; et un 11 mètres pour le Hobby Eberly Telescope, poussé par des intérêts germano-américains.

Jean-François Augereau

★ **Pour plus d'informations, on peut consulter le site Internet : http://www.iap.fr.vlt**

Un ensemble de 1,65 milliard de francs

Pour réaliser les grands télescopes du VLT et les deux petits qui leur seront associés pour faire ce que l'on appelle le VLTI, les Européens auront déboursé quelque 1,65 milliard de francs, aléas compris. Une somme qui peut paraître importante, mais qui se justifie eu égard aux techniques nouvelles qu'il a fallu développer et aux *contraintes imposées par ce site désertique chilien où tout était* à faire, en particulier assurer l'alimentation en énergie qui correspond grosso modo à celle d'une ville de 10 0000 habitants.

L'essentiel du financement de cet observatoire de l'ESO est assuré par l'Allemagne (26,75 %), l'Italie (19,98 %) et la France (26,75 %), qui, au final, aura payé 426 millions de francs. L'ensemble des instruments de la première génération utilisés par le VLT coûtera quelque 100 millions de francs, et celle de la deuxième autant. Une manne pour les laboratoires français, qui ont remporté plus de la moitié des contrats. A ces sommes s'ajoutent les coûts d'exploitation de l'observatoire d'environ 170 millions de francs par an.

Des géants minces et souples

POUR OFFRIR aux astronomes des perfor*mances* inégalées et leur donner la possibilité de scruter les marges de l'Univers en attendant l'installation sur la Lune de grands observatoires libérés des contraintes de l'atmosphère terrestre, les pères du VLT n'ont pas hésité à multiplier les défis techniques. A commencer par les miroirs, *dont la* taille – plus de 8 mètres – n'était guère en harmo*nie avec les techniques de l'époque. Chacun* se souvient avec un peu d'émotion des difficultés qui ont présidé à la fabrication des miroirs pourtant plus petits du Mont-Palomar (5 mètres) aux Etats-Unis et de l'observatoire de Zelentchtuk (6 mètres) dans le Caucase.

Couler des miroirs plus grands encore avec ces *techniques revenait à fabriquer des monstres d'un* mètre d'épaisseur impossibles à manipuler en raison de leur poids prohibitif : 150 à 200 tonnes. Les astronomes et les industriels européens ont donc fait le choix de la minceur et de la légèreté en faisant réaliser par l'allemand Schott et polir par le français Reosc des miroirs dont le diamètre dé*passe les 8 mètres, l'épaisseur se limite à 17,5 centi*mètres et le poids à 23,5 tonnes. Une telle sveltesse se paie bien sûr d'une fragilité accrue, *« au point,* comme le rappelait Philippe Diericks, de l'ESO, *que le poids d'un simple oiseau suffirait à le déformer »*.

Cette flexibilité n'a pas que des inconvénients. Bien au contraire. Les pères du VLT l'ont voulue. Elle leur *offre en effet* la *possibilité de monter sur* la face arrière de chacun de ces énormes miroirs 150 petits vérins réalisés par le groupe SFIM dont le pilotage très fin modèle à façon leur courbure. Dans un domaine comme l'astronomie, où la pré*cision et le pointage se jouent sur les décimales*, on peut s'étonner d'un tel choix. La courbure du miroir ayant été travaillée au 5/10 000 de millimètre près, pourquoi la modifier ?

Tout simplement parce que le miroir, aussi parfait soit-il, se déforme sous son propre poids en fonction de l'orientation qui lui est donnée. Avec cette technique, dite d'optique active, on optimise ainsi les capacités du télescope au point qu'il devient capable d'observer dans le ciel *« des objets dont l'intensité lumineuse est équivalente à celle d'une bougie sur la Lune »*. Toutes les trente secondes, on vérifie la forme de ce colosse aux pieds d'argile enchâssé dans une dentelle de métal de seulement 10 tonnes conçue par GIAT Industries qui marie légèreté, fermeté et souplesse comme tout le reste de l'installation. A preuve : *« Cet ensemble contrôlé par ordinateur est si sensible,* s'émerveille Daniel Kunth, *que le poids d'une mouche posée sur le miroir serait détectée. »*

OPÉRATIONNEL DANS UN AN

Mais les astronomes veulent plus encore. *« La lumière de la belle, sûrement très faible »*, qui fera l'objet d'une séance de prises de vue dans la nuit du 26 au 27 mai n'est pas encore en boîte qu'ils rêvent de repousser plus loin encore les limites de *leur machine. C'est la raison pour laquelle un* consortium français, sous la conduite de l'Onera et des Observatoires de Paris-Meudon et de Grenoble, concocte pour 7,5 millions de deutschemarks (25 millions de francs) un autre dispositif. Baptisé « NAOS », ce système, issu lui aussi de technologies développées par les militaires (*optique adaptative*), *permet de s'affranchir en temps* réel de ces turbulences de l'atmosphère qui brouillent les images.

Mais, pour disposer de ces capacités sans égal, les astronomes devront patienter encore un peu. Le premier télescope du VLT ne sera véritablement opérationnel qu'au printemps prochain et son op*tique adaptative pas disponible avant 2001.*

J.-F. A.

La complémentarité imposée du spatial et du terrestre

LES TÉLESCOPES spatiaux comme Hubble seront-ils un jour *détrônés par leurs concurrents* « terrestes » géants comme le Keck américain ou le VLT européen ? *« Non »*, estime Roger Angel, du Steward Observatory (université d'Arizona) ; un spécialiste des nouvelles technologies appliquées aux instruments d'observation céleste.

Certes, Hubble a fait la preuve de ses étonnantes capacités. Il s'est montré capable d'explorations inaccessibles aux autres instruments. Roger Angel est particulièrement impressionné par ses performances dans l'observation de l'espace lointain. Mais, en corri*geant en continu le scintillement et* les distorsions de l'image causés par l'atmosphère, l'optique adaptative donne aujourd'hui aux télescopes terrestres un pouvoir de résolution presque aussi élevé que celui des instruments en orbite. Au sol, les observatoires peuvent, de surcroît, avoir une taille bien plus importante pour un coût nettement inférieur. Ils sont aussi beaucoup *plus accessibles* ; *avantage* non négligable quand on se souvient de la coûteuse et périlleuse mission de la navette spatiale qui *fut nécessaire pour corriger* la « myopie » et les tremblements de Hubble.

Avant même l'ouverture du VLT, le télescope Hubble et les Keck, ses concurrents terrestres d'Hawaï, ri*valisaient déjà sur le même terrain* d'observation. *« En réalité, ils sont complémentaires »*, estime Roger Angel. Hubble peut voir très loin mais, en raison de la taille plus modeste de son miroir, les temps de pose pour obtenir une image sont importants. C'est là que les télescopes terrestres dotés de miroirs géants reprennent l'avantage. Autrement dit, la position et la manière dont Hubble focntionne lui confèrent une grande sensibilité *permettant d'observer des objets* très loin dans l'Univers. Mais les nouveaux télescopes terrestres, ayant une meilleure résolution, peuvent les étudier plus en détail.

Roger Angel estime néanmoins que le très grand pouvoir de résolution angulaire qui sera obtenu sur le VLT quand les quatre télé*scopes fonctionneront en mode* interférométrique entraîne une baisse importante de sensibilité. Pour la conserver, les miroirs, dit-il, doivent être très proches les uns des autres. Ce sera le cas, souligne-t-il, du LBT (Large Binocular Telescope) que les Américains et les Européens construisent au mont Graham, en Arizona, et dont les deux miroirs de 8,4 mètres se comporteront comme un ensemble unique de 11,8 mètres.

C'est pour une autre raison que l'avenir des télescopes spatiaux est assuré. Du fait de l'absence d'atmosphère, ils sont les mieux placés pour travailler dans le proche infrarouge, un domaine du spectre dont les astronomes attendent beaucoup. Les instruments capables d'observer les astres dans cette *gamme d'ondes à la limite de la lu*mière visible existent déjà. Mais, pour fonctionner, leur optique doit être refroidie à des températures très basses, afin de s'affranchir des nombreuses sources de chaleur que les activités terrestres et l'atmosphère génèrent.

AU-DELÀ DE LA TERRE

Les satellites infrarouges IRAS (Etats-Unis, Grande-Bretagne et Pays-Bas) et ISO (Europe) ont révolutionné la conception que les astronomes avaient du cosmos. L'un de ses successeurs, le SIRTF (Space InfraRed Telescope Facility), qui devrait être lancé en décembre 2001 – et sera en concurrence avec l'européen FIRST –, est qualifié par la NASA comme étant *« le quatrième et dernier élément »* de ses *« grands observatoires »*, avec Hubble et deux autres télescopes spatiaux travaillant dans d'autres longueurs d'onde. Il sera placé non *plus en orbite terrestre, mais suivra* notre globe dans sa course autour du Soleil. Il sera suffisamment loin de la Terre pour ne pas être gêné par son rayonnement infrarouge ou son champ gravitationnel.

L'éventuel successeur de Hubble, le NGST (*Next Generation Space* Telescope), qui pourrait être doté d'un miroir de six à huit mètres, devrait être placé sur une orbite similaire, ce qui lui permettrait de travailler autant – et même plus – dans l'infrarouge que dans la lumière visible. On peut donc penser que les prochaines années verront dans ce domaine du spectre, *mais* aussi dans celui de l'ultraviolet inaccessible au sol, s'instaurer une étroite complémentarité entre les instruments terrestres et spatiaux.

Henry Gee

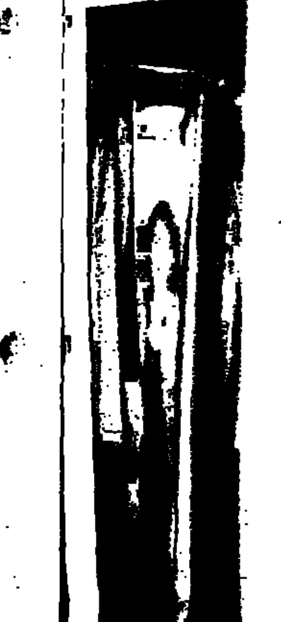
Les yeux du Keck

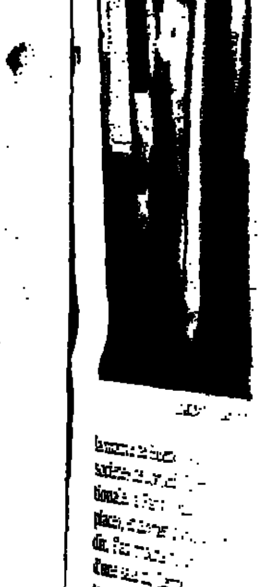
Plus un astre est lointain, plus sa lumière est faible. Surtout quand il est aux frontières de l'Univers. Dans ce domaine, les deux télescopes géants du Keck, que les Américains ont mis en service en 1993 et 1996 à Hawaï, ont fait progresser les astronomes d'un grand pas. Et ce en dépit des performances spectaculaires du très célèbre télescope spatial Hubble. En septembre, à l'occasion d'une campagne d'observation relative à l'étude de deux galaxies lointaines situées dans la constellation du Triangle, Frederic Chaffee, Arjun Dey et Hy*ron Spinrad se sont intéressés à la signature d'un astre très faible* qui semblait présent sur les spectres qu'ils avaient pris.

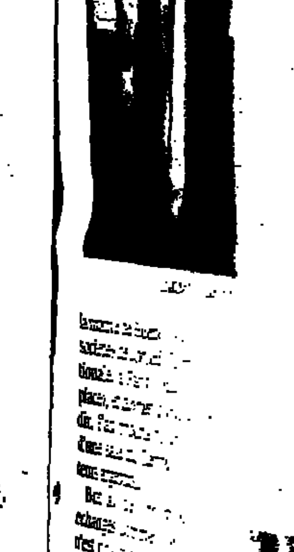
Un nouveau « round » d'observation mené en décembre a permis de découvrir que cet objet présentait un décalage record de sa lumière vers le rouge (redshift), le situant aux confins de l'Univers. L'image de cette galaxie, la plus lointaine jamais observée, est celle que présentait cet ensemble d'étoiles il y a environ treize milliards d'années. Ce formidable résultat obtenu par les télescopes du Keck n'est pas le premier puisque l'un des deux géants a pu, après l'alerte donnée récemment par les promoteurs du satellite italo-néerlandais BeppoSAX, découvrir une galaxie associée semble-t-il à une abon*dante et éphémère source de rayons gamma. Avec l'arrivée du VLT* et de quelques autres concurrents, la moisson devra être partagée.

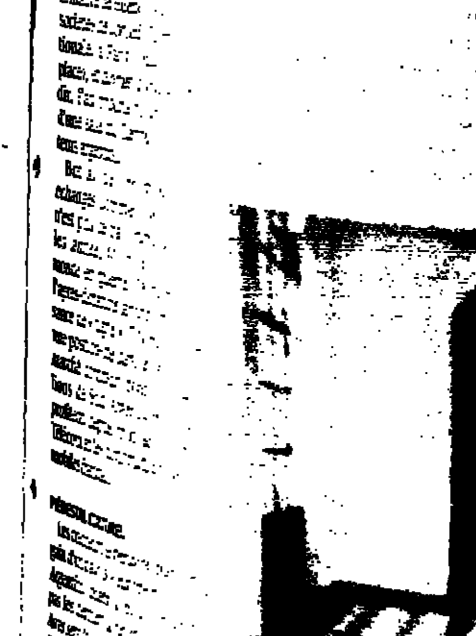
★ **Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*.**

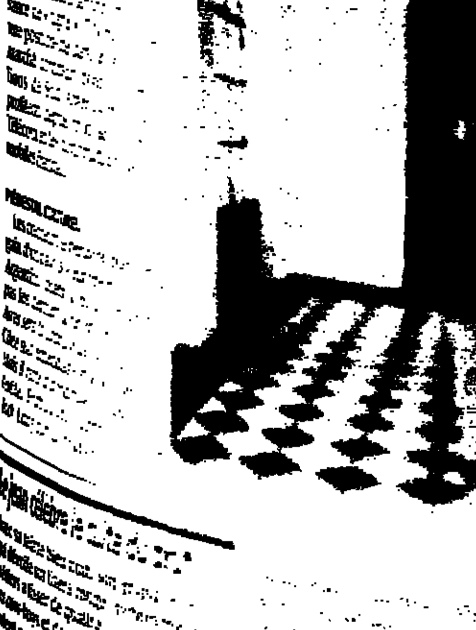
Mode de Paris et d'avant-garde en tournée à Buenos Aires











Mode de Paris et d'avant-garde en tournée à Buenos Aires

Quand l'automne argentin accueille neuf jeunes stylistes français et leurs collections de saison...

BUENOS AIRES
de notre envoyé spécial

Ils étaient neuf, choisis parmi les jeunes créateurs français (la plus âgée avait trente-huit ans), partis ensemble présenter à Buenos Aires, du 21 au 29 avril, leurs collections d'automne-hiver. Un voyage à Tokyo eût sans doute été plus utile, mais cette Semaine de la mode parisienne se trouvait financée pour l'essentiel par le DEFI et la mairie de Buenos Aires, via deux sociétés de conseil (Egérie internationale, à Paris ; Juan Rossi, sur place), et devrait d'ailleurs rebondir, l'an prochain, avec l'octroi d'une salle du Carrousel aux créateurs argentins.

Isabel Marant

But avoué : promouvoir les échanges commerciaux. Si elle n'est plus ce pays riche qui, dans les années 40, nourrissait un monde en guerre, l'Argentine de l'après-dictature affiche une croissance de « tigre » (7 % en 1997) et une position-clé dans le Mercosur, marché commun pour 220 millions de Sud-Américains, dont profitent, depuis trois ans, France Télécom et les constructeurs automobiles français.

PIÉDESTAL CULTUREL

Les créateurs espéraient quelque gain d'un pays si « européen ». Les Argentins, quant à eux, n'étaient pas les derniers à rêver : *« Buenos Aires sera la capitale de la mode du Cône sud*, entendait-on à la Mairie. *Mais il reste à dynamiser l'industrie textile. Pratiquons l'approche de Jack Lang sur la relation culture-commerce : la mode est à la mode. »*

Cloîtrés sur leur piédestal culturel, les stylistes français défilaient à la Recoleta, ancien couvent devenu premier centre culturel du pays, où les expositions (Barcelo, Garouste) devraient attirer cette année deux millions de visiteurs-promeneurs. Mais la salle Cronopios (nommée d'après le roman de Cortazar, *Cronopes et Fameux*, Gallimard, 1993) semblait loin d'être comble... On n'y voyait aucune de ces femmes post-MLF, épanouies dans leur intellect, pour qui Corinne Cobson, fille des stylistes de Dorothée Bis, explore une séduction quotidienne (cols asymétriques, broderies, dans des tons neutres colorés ou des pastels clairs dramatisés de noir).

KALÉIDOSCOPE

Archétype du « jeune créateur fou » des années 80, Olivier Guillemin – qui dirige aujourd'hui le Centre (subventionné) de la couleur – avait éludé la question commerciale en s'attachant d'abord à « faire plaisir ». *Marseillaise* et light-show tricolore à l'appui, son best-of fut un kaléidoscope fiévreux de toutes les tendances (de la mini-robe-chasuble au pourpoint cloqué), arrachant des grimaces aux duègnes venues exhiber leurs bijoux.

Cette image un peu dépassée de Paris résonnait étrangement dans Buenos Aires, îlot de civilisation arraché à l'immense pampa, et dont le quadrillage utopique de longues avenues à angles droits s'abîmait alors dans le début de l'hiver austral sous les cataractes d'El Niño... Il en fut de même pour les autres collections : privées de l'univers qui les avait portées – une ville ancienne et dense, saturée de signes – elles trouvaient leur raison d'être dans le spectacle.

Comment apprécier, dès lors, les fins décalages d'un José Lévy, boutons cachés, doublures gansées, poches inattendues, orchestrant un classicisme rajeuni, volontiers casual ? Les coupes subtilement seyantes d'un Eric Bergère, qui marient dans l'évidence un pantalon de smoking et un caraco andin, le fluide et la structure, l'inspiration contrôlée et les finitions parfaites ? Les imprimés délicats d'un Jérôme L'Huillier, qui déployait ses couleurs d'une féminité vibrante, collision de roses et de grenats... sur de naïves héroïnes de mangas ? Ou les stridences incendiaires noir-bleu pétrole, rouge-mauve, d'un Christophe Lemaire, DJ passé à la mode, et qui dynamisaient les mannequins vêtues de robes-pyjamas ou de fausses fourrures superbement doublées ?

Eric Bergère

La salle s'ébroua pour Isabel Marant, dont la collection en partie inspirée des ethnies montagnardes (Andes, Tibet...) dessinait la parade discrète d'une jeune citadine multiculturelle, qui aurait porté renard et pachmina avec le naturel des pauvres. Ses tenues faussement ternes, accessoirisées par des colliers à poils de chèvre, résonnaient comme une sublimation libératoire de la tenue des *Portenas* (habitantes de Buenos Aires), habituées à coder leurs envies de mode dans une gamme étroite de tons sombres et sourds, manufacturés à grand prix quoique sans finesse par l'industrie locale.

Les souvenirs des toilettes d'Eva Peron et l'élégance calamistrée des vieux messieurs – cheveux teints, costume bleu croisé à mouchoir plié – ne sont plus d'actualité dans cette ville où les classes moyennes, détentrices de culture, ont été sacrifiées par les économistes : comment un professeur, payé 1 800 F par mois, vit-il dans une ville aussi coûteuse que Paris ? Quant à la caste des nouveaux riches, corrompus ou proches du pouvoir, elle préfère s'habiller au cours de ses voyages.

Voilà pourquoi la mode française et italienne accablée de ruineux droits douaniers ne vend guère ici... Ce qui ne l'empêche pas de se voir généreusement copiée par les marques locales, dans des versions plus fades et mal finies, à peine moins coûteuses. L'Argentine a pourtant d'excellents produits : la laine shetland et le cuir de ses troupeaux immenses. Mais ce dernier, au vu des piètres performances locales, est ordinairement tanné à l'étranger. C'est dans ce paysage que prospère Vitamina, une marque nourrie de marketing à l'italienne, qui équipe de pied en cap les citadines actives avec des copies de standards internationaux.

« Il existe un modèle de femme universelle », dit son président, suggérant que la *Portena* ne se soucie guère de singulariser sa tenue. Premier confectionneur argentin avec un chiffre d'affaires de 180 millions de francs, Vitamina s'apprête à intégrer aux côtés de Chocolate, son éternel concurrent, un puissant groupe de mode qui compte, au fil de projets planétaires, dépasser les 2 milliards de francs d'ici cinq ans. Une saga capitalistique illustrant bien la période actuelle.

CONSERVATISME ET NOSTALGIE

A l'aube du XXI[e] siècle, la société argentine reste marquée par le conservatisme. Le créateur franco-malien Xuly Bët dont les créations, mêlant récupération et télescopages, rallient la jeunesse « fun » de Paris, ne pouvait que la heurter en défilant au son des Sex Pistols. Christophe Rouxel, quant à lui, voulut toucher l'« âme argentine » avec du tango, sans savoir combien cette musique est ici méprisée.

L'ovation qui salua pourtant son défilé consacrait des effets de couture plus ou moins bien maîtrisés, où les *Portenos* reconnaissaient un Paris aimé, bien que largement disparu. *« J'aime Paris comme la capitale de la nostalgie »*, dit la jeune styliste Valenzuela, précisant que ses concurrents regardent davantage vers Londres ou Milan. Si Paris est la capitale de la nostalgie argentine, c'est sans doute parce qu'elle est aussi sa capitale intellectuelle.



Christophe Lemaire

Les créateurs qui arrivaient nourris de Cortazar et de Borges, certains de croiser ici d'autres Alfredo Arias, Marcial Berro, Hector Bianciotti ou Antonio Segui, n'ont rencontré qu'un public ; étrangement, les industriels et les commerçants n'avaient pas été invités. Mais ce public est bien vivant : un jour, il applaudit une pièce de Copi montée par Lavelli, et le lendemain, bisse à s'en blesser les mains au prestigieux Théâtre Saint-Martin. Ses envies de mode sont aussi sûres que paisibles. Le débarquement des créateurs français aurait eu le seul tort d'être prématuré...

Jacques Brunel

Nostalgies croisées au Café Tortoni

A l'instar des hôtels particuliers et des grands théâtres, le Café Tortoni est l'un de ces lieux étranges qui font de Buenos Aires une duplication de capitale d'Europe. D'une patine de bon aloi, ses boiseries sombres agrandies de miroirs enserrent une atmosphère raréfiée, où les garçons en tablier blanc évoluent entre les bergères en moleskine rouge. Sous les bustes tutélaires de Borges et de Carlos Gardel, des intellectuels à boutons de manchette noircissent chaque jour leur copie sur les tables en marbre. Ouvert en 1858, l'endroit a vu passer Balzac, Musset, Manet et Gautier. Les déclamations de Pirandello y suscitaient l'admiration. Gombrowicz même le fréquenta, y entraînant la fine fleur de l'intelligentsia argentine. Le Tortoni, où résonne, certains soirs, un salon de tango, est l'un des cafés littéraires recensés par le Français Gérard-Georges Lemaire au cours d'une escale argentine. Spécialiste du genre, l'auteur d'une anthologie intitulée *Théories des cafés* (éditions IMEC, 1997, 85 F) a présenté début mai, à La Recoleta, une exposition sur ce thème, émaillée d'œuvres d'artistes, et qui pérégrine désormais sur le continent sud-américain.

Le jean célèbre le culte du brut

Avec sa teinte bleu nuit, son grand revers qui dévoile un liseré rouge (synonyme de métiers à tisser de qualité), le jean brut des cow-boys et des ouvriers américains revient à grandes enjambées dans la mode. Epaisse, rigide comme du carton au premier contact, la toile brute rétrécit, s'assouplit et s'adapte aux mouvements.

Refusant de le voir vieillir, certains fétichistes lavent leur jean trois fois par an, d'autres le nettoient à sec comme un vêtement délicat.

Une préoccupation à laquelle ont répondu Marithé et François Girbaud avec le *« silicone denim »*, au fin placage de résine qui retient la couleur. Ces techniciens du jean ont d'ailleurs déposé le brevet du *« jean éternel »*, dont la teinte ne se délave plus.

Si les marques légendaires l'ont toujours eu dans leurs gammes, des créateurs l'ont remis au goût du jour, comme Jean Touitou, depuis dix ans, pour sa marque A.P.C.

De Trussardi à Gucci, Armani ou Calvin Klein – qui réédite cette année l'« Original », son premier jean brut, lancé en 1978 –, les géants de la mode ont contribué à lui donner ses lettres de noblesse.

Jean-Paul Gaultier, star du jean « couture » avec Christian Lacroix, explore le brut, du soutien-gorge au corsaire. Cet été, son *baggy* s'affiche avec des revers qui remontent jusqu'aux genoux. Pour l'automne prochain, Kenzo a fait un costume pour homme avec une veste en imitation denim brut et un « worker » retroussé assorti. Un vêtement à plusieurs facettes dont Inès de La Fressange – lors de son premier défilé au Carrousel du Louvre, en mars dernier – a souligné l'élégance sobre, porté avec un duffle-coat ou un caban marine.

Sous l'influence de ces modèles de créateurs, les grands classiques retrouvent une nouvelle jeunesse. Le 501 brut « Shrink to feet » de Levi's se porte à nouveau avec des revers à la Marlon Brando dans *L'Equipée sauvage* (1953). Le pantalon de travail reprend du service, comme le « Loose and Low » de Levi's, avec des poches pour le mètre et le marteau ou le « Elwood » de G-Star, genre de pantalon de moto avec un pli au genou et les fesses renforcées.

Les rééditions se multiplient chez Lee, Wrangler ou la marque française Rica Lewis... Au Japon, le culte du brut bat son plein. Shinichiro Arakawa, créateur japonais installé à Paris, l'a travaillé sous des formes insolites. Cassés au genou, déjà plissés aux cuisses, ses modèles (entre 1 200 et 1 650 francs) se moulent à une morphologie. En 1996, il a même lancé le jean brut en kit (850 francs la toile et 1 650 francs monté). De Tokyo à Londres, les fous de mode s'arrachent des bruts neufs à près de 4 000 francs, comme ceux de la marque Denime dont la toile est tissée à la main à Kobe.

Autre marque phare, Evisu, identifiable à la mouette blanche sur la poche arrière (de 1 200 à 2 200 francs pour le blouson). On la trouve à Paris chez Raw Essentials, boutique consacrée à 80 % au jean brut (principalement à G-Star) ou chez Kulte et Kiliwatch. Empruntant au style brut authentique, certaines marques du Sentier vont jusqu'à apposer de faux liserés, sur des jupes ou des jeans de couleur...

Anne-Laure Quilleriet

★ Raw Essentials. Rue du Louvre, 75002.
Denime. Chez Browns Focus à Londres.
Tél. : 00 44 171 629 0666.
Shinichiro Arakawa. 1, rue du Plâtre, 75004.
Kulte, 24, rue Tiquetonne, 75002.
Kiliwatch, 64, rue Tiquetonne, 75002.

Jean Alesi, pilote de l'écurie de formule 1 Sauber-Petronas

« J'avais besoin d'aller dans une équipe où les gens m'aiment »

Sixième épreuve du championnat du monde de formule 1, le Grand Prix de Monaco se déroulera dimanche 24 mai dans les rues de la Principauté. Dominatrices depuis le début de la saison, les McLaren-Mercedes conduites par le Finlandais Mika Hakkinen et l'Ecossais David Coulthard ne devraient pas avoir la partie aussi facile en raison de la configuration du circuit, situé en plein centre-ville. Des pilotes comme le Français Jean Alesi, qui conduit pour une écurie de second plan, peuvent tirer leur épingle du jeu, comme l'avait fait Olivier Panis, vainqueur surprise en 1996.

« Alors que vous venez de passer sept ans au sein de deux écuries majeures – Ferrari puis Benetton –, vous avez rejoint Sauber-Petronas cette saison. *Quels facteurs ont motivé ce changement de direction ?*

– En formule 1, lorsqu'on passe d'une écurie à une autre, il faut être attentif à deux éléments : premièrement, la possibilité de progression de l'écurie sur plusieurs années ; deuxièmement, le statut que vous aurez en tant que pilote. Sauber est une écurie ambitieuse qui veut changer sa position dans la hiérarchie de la F1. C'est une écurie qui va surprendre, dès l'année *prochaine.*

– Comment vivez-vous le fait de ne plus être sous la lumière des projecteurs ?

– C'est un manque, mais aussi une source de motivation. Chez Sauber-Petronas, je suis véritablement écouté sur tous les points. Qu'il s'agisse de la stratégie de course, du chassis ou de toute autre question, mes messages passent. Ce qui n'était absolument pas le cas chez Benetton. J'ai eu également d'énormes problèmes avec le directeur général de l'écurie, Flavio Briatore, au point d'être totalement dégoûté de la F1. J'avais besoin d'aller dans une *équipe où les gens m'aiment.*

> « Qu'il s'agisse de la stratégie, du châssis ou de toute autre question, mes messages passent »

– On parle pourtant d'une carrière *qui n'en finit pas d'être gâchée…*

– Je ne suis pas d'accord. J'ai pu me battre avec des pilotes que j'admirais lorsque j'étais plus jeune, Nigel Mansell, Ayrton Senna, Alain Prost, Nelson Piquet… J'ai conduit pour Ferrari. J'ai pris énormément de plaisir durant toutes ces années. Je suis tout, sauf un pilote aigri, même s'il est vrai que j'aurais aimé gagner davantage de courses. Avoir une seule victoire en 140 Grands Prix, ce n'est pas assez.

– En dépit de la modestie de ce palmarès, vous continuez à avoir de nombreux supporters…

– J'aime mon métier. Et quand on est un passionné comme moi, on conduit avec son cœur et non pas avec une calculatrice. Conduire dans le seul but de mener une voiture à l'arrivée n'a jamais été ma priorité. Il se trouve néanmoins que je suis un pilote assez fiable. Ces deux dernières années, j'ai été le conducteur qui a parcouru le plus de kilomètres pendant la saison.

– Que représente le Grand Prix de Monaco pour vous ?

– Il s'agit bien sûr d'une course très spéciale. Sur un circuit traditionnel, la piste est entourée par deux rangées de rails superposés. Là, il y en a trois. Vous vous croyez sur une piste de bobsleigh ! Cela monte et cela descend énormément, vous êtes catapulté d'un virage à l'autre. Dans le tunnel, vous arrivez à 120 km/h et vous en sortez à 290 km/h. Vous avez l'impression que vous allez décoller, mais il y a une chicane juste derrière et il vous faut ralentir immédiatement. Cela dure comme cela pendant près de 80 tours. C'est épuisant. Mais on ne s'en lasse pas.

– Dépasser est-il impossible à Monaco ?

– Il y a une petite place dans l'un des virages, et c'est tout. La meilleure technique, en fait, est de suivre le pilote qui vous devance pendant assez longtemps, de l'endormir et de sauter sur l'occasion pour le doubler. En matière de dépassements, la stratégie de course est également prépondérante : tout peut se jouer sur le nombre *d'arrêts au stand que vous avez* décidé de faire.

– Quand vous reverra-t-on remporter un Grand Prix ?

– Pas cette année. Mais ce qui est sûr, c'est que je n'arrêterai pas la formule 1 sans en avoir gagné plusieurs.

Propos recueillis par
Frédéric Potet



Philippe Sella, gentleman du rugby, file à l'anglaise

Le joueur le plus « capé » prend sa retraite

LONDRES
de notre envoyé spécial

Philippe Sella a toujours été *« un joueur de printemps »*, l'époque où ses sensations se trouvent décuplées par *« les odeurs de la pelouse fraîchement coupée, des fleurs et du foin »*. Pourtant ce n'est pas l'assiduité du soleil londonien qui illumine son regard. Le joueur le plus « capé » de l'histoire (111 sélections), le trois-quarts centre qui a toujours tenu à être *« un partenaire idéal »*, quitte définitivement, à trente-six ans, le jeu de rugby, samedi 23 mai, sur la pelouse de Twickenham : *« C'est une belle sortie, non ? »*

Ce n'est pas la première. Philippe Sella avait déjà mis un terme à sa carrière internationale, le 23 juin 1995 à Pretoria, après la demi-finale de Coupe du monde perdue face à l'Afrique du Sud. En 1996, il avait tiré un trait sur le rugby français en fêtant par un jubilé son départ du Sporting-Union d'Agen, son club de toujours. Enfin, mai 1998 a vu la fin de son aventure anglaise, achevée sur un nouveau succès en Coupe d'Angleterre, avec les Saracens, son club londonien depuis deux ans. *« Il arrête encore »*, s'amuse Bob Dwyer, l'entraîneur australien qui, le dernier, va diriger Philippe Sella, capitaine du « XV mondial » réuni pour affronter Newcastle, le champion d'Angleterre, dans le cadre amical de la Sanyo Cup.

Capitaine d'une sélection mondiale pour disputer une rencontre de prestige à Twickenham : Philippe Sella ne pouvait sans doute imaginer plus belle occurrence pour tirer le rideau lorsqu'il a senti, *« de l'intérieur »*, que le moment était venu. Serge Blanco, son contemporain le plus respecté à l'étranger, avait été heureux de saluer une dernière fois ses admirateurs au Parc des Princes. Philippe Sella, lui, rêvait de Twickenham, *« la cathédrale du rugby »*, et de l'Angleterre, avec laquelle, lui l'Agenais resté fidèle à Albert Ferrasse, a toujours entretenu des rapports passionnels.

L'enfant de l'école de rugby de Clairac, dans le Lot-et-Garonne, avait envisagé un détour par le rugby à XIII, parce que les éducateurs envoyaient régulièrement leurs élèves se frotter aux jeunes Anglais. Opposition des parents, et orientation vers les classes d'espagnol à l'école : *« C'est plus utile dans le Sud-Ouest. »* L'affaire anglaise de Philippe Sella, mal engagée, s'est dénouée l'année de ses seize ans. Lauréat du concours du jeune joueur, il est invité à assister à un match du Tournoi des cinq nations, à Twickenham. C'est un baptême. Il comprend que sa vie ne saurait être confinée au petit périmètre des terrains du Lot-et-Garonne, ni même à ceux de l'Hexagone.

Il est revenu à Twickenham en 1983, pour disputer son premier match du Tournoi, inscrire un essai et gagner (19-15). Il ne devait plus manquer ce rendez-vous anglais jusqu'en 1995. En treize saisons internationales, il a été de tous les grands « coups » du XV de France : le grand chelem de 1987, la finale de la Coupe du monde 1987, la série victorieuse en Nouvelle-Zélande et quelques essais de légende. Philippe Sella a gagné sur tous les terrains ; mais, face à l'Angleterre, son bilan est plutôt décevant : huit défaites pour six victoires, un match nul… et pas mal de regrets.

Il a connu les années de plomb, cette période qui a coïncidé avec *« l'emprise anglaise »*, à partir de la fin des années 80. Il se souvient des *« avant-matches musclés »*, de *« l'envie de bouffer les Anglais »*. *« Ils savaient nous déstabiliser »*, soupire-t-il encore. De ces sept défaites consécutives, il a conservé *« le pire souvenir de sa carrière »* : le *« climat électrique »* de la défaite (10-19) en quarts de finale de la Coupe du monde de rugby 1991, à Paris.

UN FRANÇAIS MODÈLE

La tension franco-anglaise a duré, mais Philippe Sella a compris, avec d'autres, que *« le rugby est un sport universel »*. Après quelques mois de politique des petits pas, le réchauffement des relations est devenu palpable au banquet d'après-match, en 1995 : *« Tous les avants s'étaient levés pour boire un verre ensemble au bar. »* Pour son jubilé agenais, en 1996, il a invité de nombreux Britanniques : *« Après treize ans de combats contre eux, j'avais envie de casser tout ça. »*

Ils se sont vus, ils se sont plu. Les Anglais admiraient depuis longtemps le joueur, attaquant flamboyant et féroce défenseur. Ils n'ont pas été déçus par l'homme. Si les Français boudaient parfois son côté réservé – *« J'aime rester à ma place, j'aime rester discret »* –, les Anglais l'ont adoré. Il a réussi, avec quelques compatriotes exilés, à imposer une nouvelle image du rugby français. C'est là sa grande fierté : *« Je suis venu en Angleterre pour prouver qu'un joueur français pouvait être un équipier modèle. J'ai toujours eu envie d'être un Français plus gentleman qu'un Anglais. »*

Philippe Sella a appris l'anglais. *« C'est une corde de plus à mon arc »*, explique le PDG de Sella Communication. C'est aussi une nouvelle manière d'appréhender le rugby, avec des joueurs de tous pays : *« Quel plaisir de pouvoir communiquer avec tous les sélectionnés du XV mondial. »* Avant la finale de la Coupe d'Angleterre, il avait révisé les paroles de *God Save the Queen*. Mais, dans Twickenham, il n'a pas osé chanter. Le grand perfectionniste était déjà tendu à l'idée de partir.

Eric Collier

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME : l'Italien Michele Bartoli (Asics)** a endossé le maillot rose de leader du Tour d'Italie, jeudi 21 mai, à l'issue de la 5e étape (Orbetello-Frascati, 206 km) remportée par son compatriote Mario Cippolini (Saeco).

■ **FOOTBALL : la Confédération des neuf associations de football** d'Afrique centrale et orientale (Cecafa) a annoncé, jeudi 21 mai, son soutien à la candidature du Suisse Joseph Blatter à la présidence de la FIFA pour l'élection du 8 juin. L'autre candidat, le Suédois Lennart Johansson, président de l'Union européenne de football (UEFA) disposait jusqu'ici de l'appui des 51 fédérations de la Confédération africaine de football.

■ **RUGBY : Nelson Mandela s'est réconcilié** avec les dirigeants du rugby sud-africain (Sarfu), jeudi 21 mai. Ce raccommodage survient après la démission du président de la Sarfu, Louis Luyt, accusé de népotisme, de racisme et de mauvaise gestion financière.

■ **SKI ALPIN : l'ancien champion de ski Léo Lacroix**, coprésident du comité d'organisation de Val-Thorens, a appelé au boycottage de la Fédération internationale de Ski (FIS) qui a préféré, jeudi 21 mai, la ville suisse de Saint-Moritz à la station savoyarde pour accueillir les championnats du monde de ski alpin en 2003. La France n'a organisé l'événement que deux fois, la Suisse, l'Autriche et l'Italie l'ayant respectivement accueilli sept, six et quatre fois. De son côté, Yoshio Ito, vice-président de la FIS et président du comité de candidature de Sapporo, a déploré que l'Europe monopolise le ski nordique après la désignation de Val di Fiemme (Italie) pour les prochains Mondiaux.

■ **TENNIS : Julie Halard-Decugis et Alexandra Fusai** se sont qualifiées pour les demi-finales du Tournoi de Strasbourg (terre battue) en éliminant la Sud-Africaine Amanda Coetzer (7-6 [7-3], 6-2) et la Japonaise Ai Sugiyama (6-2, 6-2). Vendredi 22 mai, elles affrontent respectivement la Russe Elena Likhovtseva et la Roumaine Irina Spirlea.

Frais et ensoleillé

SAMEDI, l'anticyclone situé au large de l'Irlande dirigera un flux de nord sur le pays. Malgré quelques passages nuageux, en particulier sur les régions du Nord-Ouest, la journée sera assez bien ensoleillée, mais les températures resteront relativement basses et le petit vent de nord renforcera la sensation de fraîcheur.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera très chargé le matin, mais quelques éclaircies se développeront l'après-midi. Sur les pays de Loire, le soleil dominera. Il fera de 17 à 20 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Sur la Haute-Normandie et Nord-Picardie, les nuages seront nombreux le matin. Ils gagneront progressivement les Ardennes et l'Ile-de-France. Le soleil brillera sur le Centre. Il fera de 15 à 19 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le matin, le ciel sera bien dégagé. L'après-midi, quelques nuages cumuliformes se développeront, mais le soleil restera bien présent. Il fera de 16 à 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Au lever du jour, des bancs de brouillard seront présents sur le sud de l'Aquitaine. Ils se dissiperont rapidement, et le soleil brillera. En fin d'après-midi, des orages pourront éclater sur les Pyrénées. Il fera de 20 à 24 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Malgré quelques passages nuageux l'après-midi, le soleil brillera. A noter encore un peu d'instabilité sur les Alpes, où des foyers orageux isolés pourront se développer. Il fera de 22 à 26 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Sur les Alpes du Sud, le ciel sera parfois nuageux et quelques averses ou orages se déclencheront l'après-midi. Les autres régions bénéficieront d'un temps bien ensoleillé. Il fera de 24 à 27 degrés.

23 MAI 1998
Prévisions vers 12h00

Ensoleillé – Peu nuageux – Brèves éclaircies – Couvert – Brume brouillard – Averses – Pluie – Orages – Neige – Vent fort

METEO FRANCE

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **HÔTEL.** La chaîne Hilton International donne à ses clients la possibilité de prolonger leur séjour dans plus de quarante villes européennes sans supplément de prix, accordant une nuit supplémentaire gratuite pour tout séjour de trois nuits, deux nuits pour un séjour de cinq nuits et trois nuits gratuites pour tout séjour de sept nuits. Cette promotion est valable du 1er juin au 18 septembre . Renseignements : 0800-90-75-46.

■ **AVION.** Selon les statistiques de l'AEA (Association of European Airlines), la compagnie allemande Lufthansa a occupé, en 1997, la première place en matière de ponctualité sur les vols intérieurs et européens. Selon les règles internationales, un vol est considéré comme ponctuel s'il part au plus tard dans les quinze minutes suivant l'heure prévue.

PRÉVISIONS POUR LE 23 MAI 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

Ville	Min/max	Ciel
FRANCE métropole		
AJACCIO	14/25	S
BIARRITZ	11/15	S
BORDEAUX	11/22	S
BOURGES	8/17	S
BREST	8/18	N
CAEN	9/15	N
CHERBOURG	9/18	N
CLERMONT-F.	8/20	S
DIJON	9/20	S
GRENOBLE	11/25	S
LILLE	5/17	N
LIMOGES	8/18	S
LYON	11/23	S
MARSEILLE	15/26	S
NANCY	6/17	S
NANTES	9/20	S
NICE	16/21	S
PARIS	6/17	S
PAU	10/16	S
PERPIGNAN	16/25	S
RENNES	8/20	N
ST-ETIENNE	8/20	S
STRASBOURG	7/17	S
TOULOUSE	11/20	S
TOURS	7/17	S
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	25/30	N
FORT-DE-FR.	25/31	C
NOUMEA	21/25	S
PAPEETE	23/27	S
POINTE-A-PIT.	25/31	C
ST-DENIS-RÉ.	21/27	N
EUROPE		
AMSTERDAM	8/16	S
ATHÈNES	17/24	S
BARCELONE	18/24	S
BELFAST	7/15	S
BELGRADE	8/17	S
BERLIN	7/16	N
BERNE	7/20	S
BRUXELLES	6/16	N
BUCAREST	8/19	S
BUDAPEST	8/15	S
COPENHAGUE	5/13	N
DUBLIN	7/16	N
FRANCFORT	8/17	N
GENEVE	12/20	S
HELSINKI	3/14	C
ISTANBUL	14/16	S
KIEV	8/13	P
LISBONNE	13/21	S
LIVERPOOL	9/17	S
LONDRES	10/17	N
LUXEMBOURG	6/16	S
MADRID	13/21	S
MILAN	14/23	S
MOSCOU	12/17	P
MUNICH	5/16	N
NAPLES	13/22	S
OSLO	2/13	N
PALMA DE M.	14/26	S
PRAGUE	5/13	N
ROME	14/23	S
SEVILLE	15/26	S
SOFIA	8/15	S
ST-PETERSB.	7/16	C
STOCKHOLM	1/10	S
TENERIFE	12/16	N
VARSOVIE	3/12	P
VENISE	12/20	C
VIENNE	8/15	N
AMÉRIQUES		
BRASILIA	18/27	N
BUENOS AIR.	15/19	C
CARACAS	26/31	P
CHICAGO	16/18	C
LIMA	15/22	N
LOS ANGELES	14/22	S
MEXICO	13/31	S
MONTREAL	8/18	S
NEW YORK	13/22	S
SAN FRANCIS.	12/18	S
SANTIAGO/CHI	9/15	C
TORONTO	11/21	S
WASHINGTON	13/23	N
AFRIQUE		
ALGER	15/22	N
DAKAR	22/25	N
KINSHASA	22/31	P
LE CAIRE	20/31	S
MARRAKECH	13/27	S
NAIROBI	15/24	N
PRETORIA	8/24	S
RABAT	15/20	S
TUNIS	16/26	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	27/35	S
BOMBAY	28/32	N
DJAKARTA	28/32	C
DUBAI	29/40	S
HANOI	29/38	N
HONGKONG	27/30	C
JERUSALEM	15/25	S
NEW DEHLI	25/44	S
PEKIN	14/22	C
SEOUL	19/26	C
SINGAPOUR	28/32	C
SYDNEY	12/19	C
TOKYO	19/25	N

Situation le 22 mai à 0 heure TU

Prévisions pour le 24 mai à 0 heure TU

METEO FRANCE

ASTRONOMIE

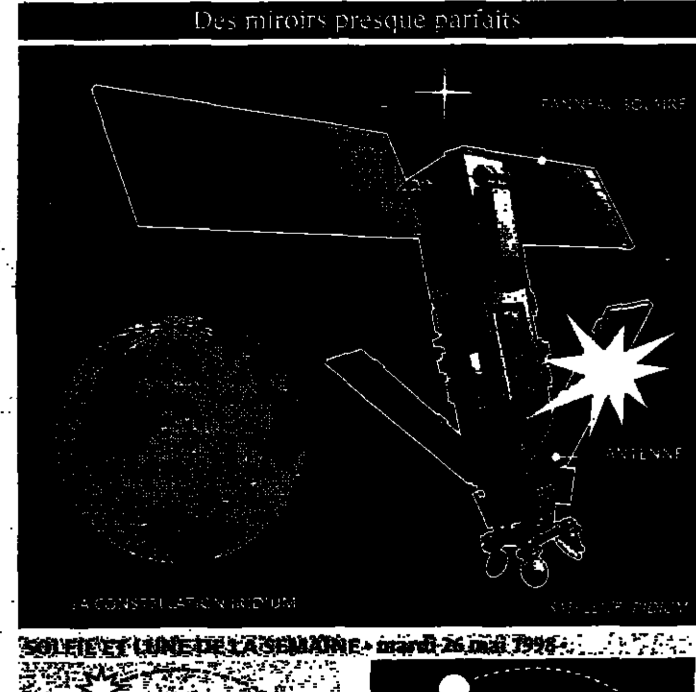
Quand passent les satellites Iridium

SI, PAR UNE NUIT d'été, vous observez dans le ciel l'apparition progressive d'un point plus brillant que Vénus, se déplaçant lentement avant de s'éteindre en douceur, ne vous ruez pas sur votre téléphone pour faire homologuer votre découverte auprès de l'observatoire le plus proche ou de l'Union astronomique internationale. Il ne s'agit probablement pas d'une supernova mobile ou d'un météorite au ralenti. Il y a même de fortes chances pour que votre OVNI soit parfaitement identifié et appartienne à la constellation des 66 satellites Iridium de télécommunications numériques.

Les cinq premiers éléments de ce projet principalement financé par Motorola ont été lancés le 5 mai 1997. Les derniers l'ont été dimanche 17 mai. Des fusées américaines, russes et chinoises se sont succédé pour mettre cette grappe de satellites en orbite à 777 kilomètres de la Terre. La disposition de ces engins a été conçue pour ne laisser aucun millimètre carré de notre planète hors de leur portée. En clair, cela signifie qu'à tout moment un satellite Iridium se situe quelque part au-dessus de l'horizon. Ces « Big Brothers » de l'espace suivent à la queue leu leu des orbites quasi polaires. Chacun accomplissant une révolution en cent minutes et les engins étant répartis en six groupes de onze, une simple division montre que, toutes les neuf minutes, un Iridium pointe ses antennes dans le ciel. Le système est désormais en place mais le service commercial – téléphonie et transmission de données numériques – ne sera ouvert que le 23 septembre.

Bien que muets à l'heure actuelle, ces satellites n'en brillent pas moins par leur présence. Certains flashes Iridium, ainsi que les appellent les astronomes qui les guettent dans le monde entier, émettent plusieurs dizaines de fois la lumière de Vénus et durent de cinq à vingt secondes. On peut même parfois les voir en plein jour, à condition de savoir où regarder. La nuit, ces « fusées » lumineuses réussissent à percer une mince couche nuageuse.

On a tout d'abord cru que la lumière de notre étoile se reflétait sur les panneaux solaires. Mais un astronome de la NASA a démontré que les coupables de ces flashes étaient les trois principales antennes des satellites. Bien que de taille modeste – 1,6 m² seulement –, ces rectangles plaqués d'argent se sont révélés des miroirs quasi parfaits.



Pour aider les chasseurs d'Iridium, plusieurs programmes de prédiction des flashes ont été écrits, grâce aux calculs officiels d'orbite. Sur son site Internet (http : //www. gsoc. dlr. de/satvis), le Centre aérospatial allemand met à la disposition des amateurs un logiciel permettant de déterminer le jour et l'heure des événements, ainsi que l'éclat – la magnitude en langue d'astronome – du point lumineux. Il suffit pour cela de donner les coordonnées géographiques précises de son lieu d'observation.

Pain bénit pour les curieux, la constellation Iridium inquiète en revanche la communauté des radioastronomes, en raison de la « pollution » que ne manquera pas d'engendrer, lorsqu'il entrera en service, ce nouveau réseau de téléphonie cellulaire. Une plage de fréquences bien précise a été attribuée à Motorola : entre 1 616 et 1 626,5 mégahertz. La Commission fédérale américaine des télécommunications a été encore plus stricte : entre 1 621,35 et 1 626,5 MHz pour le territoire des Etats-Unis.

Ces restrictions ont été notamment imposées pour épargner la fréquence des 1 612 MHz, onde émise par les radicaux hydroxyles (OH) que l'on retrouve notamment dans les nuages d'étoiles en formation. Si les satellites sont fiables, il ne devrait pas y avoir de problème, mais les radioastronomes craignent que leurs émissions ne débordent quelque peu des limites autorisées et ne viennent parasiter leurs recherches.

Pierre Barthélémy

■ **Les premières Rencontres du ciel et de l'espace,** organisées conjointement par l'Association française d'astronomie, la revue mensuelle *Ciel et Espace* et la Cité des sciences et de l'industrie, se tiendront du samedi 30 mai au lundi 1er juin, de 10 heures à 19 heures, au Centre des congrès de La Villette. Les passionnés d'astronomie pourront participer à des débats ainsi qu'à des ateliers et rencontrer une quarantaine de personnalités, dont l'astrophysicien Hubert Reeves et l'astronaute américain Jeffrey Hoffman, qui répara le télescope spatial Hubble. Renseignements : 01-45-89-81-44.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98122

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

I II III IV V VI VII VIII IX X

HORIZONTALEMENT

I. Sans rapport quand elle est artificielle. – II. Qui a donc de la valeur. Son passage est facile. – III. Tranche de vieille. C'est d'un commun ! – IV. Entre la Grèce et la Turquie. Quand les Nippons font ceinture. Fin à table. – V. Facteur de cohabitation difficile. – VI. Prêts à servir de modèles. Prise pour vivre heureux. Le meilleur à la sauce anglaise. – VII. A moitié prix. Expression du beau. Passa. – VIII. Trente-deux sur les roses. Premier ministre israélien. – IX. Pousse dans l'autre sens. Correspond à notre x. A la fin de la dictée. – X. Mettent des formes à leurs demandes.

VERTICALEMENT

1. Facilitent la sortie. – 2. Chargés. Le plus grand chez les Italiens. – 3. Problème intérieur. Relève le plat. – 4. Chef-lieu en Mayenne. Prend tout son temps dans ses déplacements. – 5. Douce compagne. Fis savoir. – 6. Au bout de l'itinéraire. Sale coup dans le vestibule. – 7. Eclairages divins. On s'y donne de plus en plus à fond. – 8. Sauvages, elles sont folles. Petit patron. – 9. Une fois de plus. Proche, quand elle est petite. – 10. Glossine qui se prend pour Morphée. – 11. Reste en bordure. Finit à la corbeille. – 12. N'ont toujours pas assuré leur succession.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98121

HORIZONTALEMENT

I. Ploutocratie. – II. Reprisée. Uns. – III. Epuisette. Pp. – IV. Dis. Si. Ocrer. – V. In. Cellulite. – VI. Cène. Loriots. – VII. Erse. Os. – VIII. Icône. Irse (sire). – IX. Ornemente. eV. – X. Ni. Rigoletto.

VERTICALEMENT

1. Prédiction. – 2. Lépine. Cri. – 3. Opus. Néon. – 4. Uri. Cerner. – 5. Tisse. Semi. – 6. Oseille. Eg. – 7. Cet. Lô. Inô. – 8. Retour. RTL. – 9. Eclipsée. – 10. Tu. Rio. – 11. In petto. Et. – 12. Espressivo.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PHILATÉLIE

Les philatélistes en congrès à Dunkerque

LA FÉDÉRATION française des associations philatéliques (FFAP) organise son 71e congrès du vendredi 29 mai au lundi 1er juin à Dunkerque et bénéficie de la vente anticipée « premier jour » d'un timbre à 3 F qui ne sera mis en vente générale que le mardi 2 juin.

Une exposition, véritable championnat de France de la philatélie, accompagne cette manifestation où l'on enregistre aussi la présence d'une cinquantaine de stands de négociants, des postes du Luxembourg, de Belgique et de France.

L'assemblée générale de la fédération – forte de 700 associations représentant plus de 60 000 collectionneurs – devra également se prononcer sur l'évolution de la revue (déficitaire) *La Philatélie française* que les dirigeants souhaiteraient imposer aux adhérents... une proposition sur laquelle certaines sociétés fédérées ont exprimé leurs plus vives réserves.



Le timbre, dessiné et gravé par André Lavergne, décline trois thèmes symbolisant Dunkerque : le géant « Reuze », personnage-mannequin symbole festif de la ville, l'église Saint-Eloi et un bateau-feu. Au format vertical 26 × 36,85 mm, il est imprimé en taille-douce en feuilles de quarante.

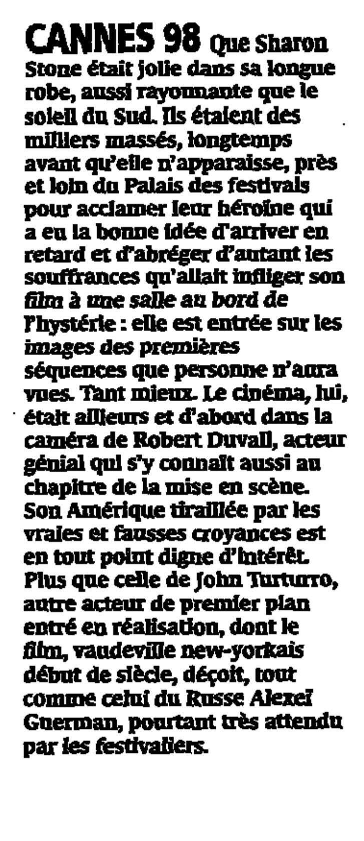
P. J.

★ **Les 29, 30, 31 mai et 1er juin, au Kursaal, place du Casino. André Lavergne dédicacera son timbre les 29, 30 et 31 mai. Souvenirs philatéliques (cartes, enveloppes, 15 F pièce) : Congrés FFAP, Dunkerque 98, BP 1044, 59375 Dunkerque Cedex 1.**

EN FILIGRANE

■ **Philfoot France 98.** *Le Monde des philatélistes* publie un numéro hors série de 100 pages consacré au football à travers les timbres, qui fera fonction de catalogue de l'*exposition philatélique sur le* football, « Philfoot France 98 », organisée du 25 mai au 18 juillet au Musée de La Poste de Paris à l'occasion de la Coupe du monde. Le sommaire de cette publication, préfacée, entre autres, par Michel Platini et Fernand Sastre, et dont Raymond Moretti a signé l'illustration de couverture, comprend un historique des timbres édités sur le thème du football, des interviews de collectionneurs (Guy Roux, Louis Nicollin, Sylvain Kastendeuch, etc.) et, enfin, un point sur tous les timbres émis à travers le monde pour annoncer la Coupe du monde 1998.

★ **39 francs, en vente en kiosques ou par correspondance. Commandes et règlements à adresser au journal** ***Le Monde,*** **vente au numéro, 21** ***bis,*** **rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05.**



CANNES 98 Que Sharon Stone était jolie dans sa longue robe, aussi rayonnante que le soleil du Sud. Ils étaient des milliers massés, longtemps avant qu'elle n'apparaisse, près et loin du Palais des festivals pour acclamer leur héroïne qui a eu la bonne idée d'arriver en retard et d'abréger d'autant les souffrances qu'allait infliger son film à une salle au bord de l'hystérie : elle est entrée sur les images des premières séquences que personne n'aura vues. Tant mieux. Le cinéma, lui, était ailleurs et d'abord dans la caméra de Robert Duvall, acteur génial qui s'y connaît aussi au chapitre de la mise en scène. Son Amérique tiraillée par les vraies et fausses croyances est en tout point digne d'intérêt. Plus que celle de John Turturro, autre acteur de premier plan entré en réalisation, dont le film, vaudeville new-yorkais début de siècle, déçoit, tout comme celui du Russe Alexeï Guerman, pourtant très attendu par les festivaliers.



LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON
Tony Leung rêve-t-il à sa Chine de Hongkong, qui l'adule, à celle de Shanghaï, la ville de son dernier rôle – dans « Flowers of Shanghai » –, ou bien encore à Taïwan, le pays de Hou Hsiao-hsien, le réalisateur du film ?

Dieu qu'il est tortueux, le chemin du paradis !

Le Prédicateur. Acteur et réalisateur, Robert Duvall séduit avec ce film dont l'ambiguïté est le thème central

UN CERTAIN REGARD
Film américain de Robert Duvall. Avec Robert Duvall, Farrah Fawcett, Miranda Richardson. (2 h 14.)

La première scène du *Prédicateur* prend à la gorge. Un malaise s'installe chez le spectateur, qui ne le quittera plus. Sonny Dewey, interprété par Robert Duvall, est un prédicateur pentecôtiste d'une petite communauté de l'est du Texas. Il aperçoit au bord de la route une ambulance, et un peu plus loin, en pleine campagne, une voiture accidentée. Il se met à courir à travers les champs afin de prendre de vitesse les secouristes, trouve le conducteur en sursis et son passager, et leur délivre l'extrême onction, en s'assurant que leurs dernières paroles, avant de rejoindre un au-delà qu'il leur décrit comme le paradis, seront bien pour Dieu. Content du devoir accompli, Sonny retourne dans sa voiture sans prêter plus d'assistance aux accidentés et raconte sa bonne action à sa mère.

Toute l'ambiguïté du *Prédicateur* est inscrite dans cette scène qui a la violence d'un bain d'acide. Sonny se garde bien de sauver la vie de ses deux proies. S'il a plus de soixante ans, il obéit comme un petit chien à sa mère. Sonny est un salaud, il ignore la non-assistance aux personnes en danger, mais se préoccupe de leur sauvegarde spirituelle. John Huston avait déjà réalisé en 1979 avec *Le Malin* un film superbe sur un sujet analogue, adaptation d'un roman de Flannery O'Connor. Il visait ces fous de Dieu qui arpentent les villes du Midwest en promettant éternité et grâce divine comme d'autres vendraient des casseroles. Huston n'aimait pas les bonimenteurs et voyait en eux le symptôme d'un abêtissement de son pays, le retour précipité au Moyen-Age et à la sauvagerie.

Robert Duvall s'est donné la peine de passer du temps avec ces prédicateurs, de les comprendre, et de les raconter. En s'éloignant autant que possible de l'image des télévangélistes riches à millions, rigoureux sur la morale publique et beaucoup moins sur la leur. *Le Prédicateur* aborde l'Amérique sous son angle le plus tordu, le plus complexe, et le plus inquiétant. David Lynch l'avait réussi avant Duvall, mais avec une roublardise et un cynisme qui retiraient beaucoup de force à son propos, sa critique s'effectuant sur le dos de ses personnages. Robert Duvall est l'un des acteurs les plus doués de sa génération. Mais son talent de réalisateur est à prendre avec encore plus de sérieux. Il faut voir dans *Le Prédicateur* le troisième volet d'une trilogie, après *We're not the Jet Set* sur une famille de ranchers, et *Angelo, my Love*, sur les gitans d'Amérique, concrétisation d'un projet anthropologique sur les différentes communautés américaines. Duvall s'en est expliqué à plusieurs reprises. Il n'y a, selon lui, que trois formes d'art typiquement américaines : le jazz, le western, et le sermon.

Le sermon, à en croire *Le Prédicateur*, est un moyen d'expression ambigu. Le film est un constant va-et-vient entre l'ombre et la lumière. Sonny Dewey répand la parole de Dieu, mais il tue également son prochain – un prêtre qui serrait d'un peu trop près sa femme (Farrah Fawcett, dans sa composition la plus étonnante) – d'un coup de batte de base-ball. Il adule sa mère mais préfère fuir son domicile et la laisser mourir sur un lit d'hôpital. Dans la petite communauté de Louisiane où il souhaite rebâtir une église pentecôtiste, Sonny s'entend dire par un autre prédicateur que « *la parole de Dieu peut sortir de la bouche du diable* ».

MANIPULATEUR DE CONSCIENCES

Sonny apparaît à la fois comme un guérisseur d'âmes et comme un manipulateur de consciences. On ne sait pas si Duvall défend une société en quête de spiritualité, ou s'il nous met en garde contre le danger des tendances fascisantes de la religion répandue par les prédicateurs.

Certaines scènes font forcément peur, comme la liesse qui entoure un homme armé de lunettes de soleil et portant le même costume que John Travolta dans *La Fièvre du samedi soir* : Sonny pénétrant dans son église, accueilli comme un dieu vivant par ses fidèles. Sonny raisonnant trois *rednecks* qui menacent de raser son église au bulldozer sous prétexte qu'elle abrite des Noirs. Ou encore la construction de cette église, très beau moment de fraternité, très « *fordien* » ; à son sommet s'inscrit ce slogan effrayant : « *One way road to heaven* » – « un seul chemin vers le Seigneur ». Robert Duvall envisage le cinéma comme le lieu du débat, et l'Amérique comme un endroit paradoxal, ce qui donne sa valeur à ce film précieux.

Samuel Blumenfeld

Petit traité de décomposition

Tueur à gages. Une descente aux enfers dans le nouveau Kazakhstan

UN CERTAIN REGARD
Film kazakh de Darejan Omirbaev. Avec Talgat Assetov, Roksana Abouova. (1 h 20.)

Foin de mensonges pieux, il faut bien avouer que le nouveau film de Darejan Omirbaev déçoit un peu eu égard à ce que le cinéaste avait laissé précédemment espérer. Aussi bien corrigera-t-on d'emblée le tir en rappelant d'un mot ensuite l'impressionnante trajectoire par laquelle ce jeune cinéaste reste créditeur de notre estime. Né en 1958 au Kazakhstan, diplômé en mathématiques appliquées et ancien élève du VGIK (l'institut de cinéma de Moscou), Darejan Omirbaev s'est fait connaître par deux premiers longs métrages remarquables – *Kairat* (1992) et *Kardiogramma* (1995) – qui portent ensemble, à travers des personnages d'enfant ou d'adolescent solitaire, un regard sur le monde accordé aux battements de cœur de ses héros laconiques. Auteur d'un travail sur la sémiotique au cinéma et grand admirateur de Robert Bresson, Omirbaev appartient à cette nouvelle vague kazakh apparue à la fin des années 80, qui réunissait notamment Rashid Nougmanov et Serik Aprymov.

La réalité s'est chargée de faire déchanter cet espoir, non pas tant parce que le nombre de films produits au Kazakhstan aurait chuté depuis l'indépendance (environ cent quarante films par an y étaient produits du temps de l'URSS), mais plus gravement parce que l'industrie du cinéma y a été réduite à néant et que les cinéastes, hormis quelques rares exceptions subventionnées par des fonds européens, ne peuvent plus travailler du tout. Cette dégradation n'est qu'un des effets de celle qui affecte à titre général la société kazakh, ce phénomène étant justement l'objet, et partant la limite, du nouveau film d'Omirbaev. *Tueur à gages* raconte l'histoire d'un jeune homme, Marat, qui lorsque ce film commence, gagne sa vie comme chauffeur d'un éminent professeur de mathématiques, directeur de l'Institut scientifique du Kazakhstan. Trois événements vont rapidement bouleverser sa vie. La naissance de sa fille, l'accident de voiture qu'il cause par distraction à son retour de la maternité, et le suicide de son patron. On ne tarde pas à comprendre que ces événements doivent se lire à l'échelle individuelle et nationale. La petite fille de Marat évoque l'avenir du pays ; l'accident et le suicide témoignent des changements qui sont en train de le pourrir.

CHUTE INFERNALE

Car l'occupant de la Mercedes emboutie par Marat est un nouveau riche qui, plutôt que de remplir un constat, oblige le jeune homme, y compris par la violence, à rembourser immédiatement les frais de réparation. Réduit au chômage, celui-ci doit recourir aux services d'un prêteur mafieux, dont il devient d'autant plus l'obligé que les mois passent et que les intérêts augmentent. Dans l'impasse, Marat finit par accepter le marché que lui propose son créancier : un contrat de meurtre sur la personne d'un journaliste devenu gênant.

Cette chute infernale, digne d'un scénario de polar, Omirbaev la déroule à sa manière, par une mise en scène d'une extrême sobriété dont les figures de prédilection sont la transparence et l'obstacle. Vitres de studio d'enregistrement, fenêtres, guichets administratifs, portières de voitures et portes d'immeubles vitrées dressent ainsi tout au long du film la succession de leurs fausses transparences, à travers lesquelles les hommes se voient sans plus pouvoir se toucher.

L'idéal d'une harmonie du monde a donc disparu avec le suicide du vieux mathématicien-poète pour laisser place à l'univers opaque des « nouveaux Kazakhs », celui-là même, comme le dit la blague, où les cerveaux et les bras sont partis, ne laissant sur place que les dents en or. Si la puissance de mise en scène d'Omirbaev reste intacte, c'est la dimension édifiante de cette parabole collective qui limite ici la portée de son film.

Jacques Mandelbaum

Et si l'on changeait de millénaire au Mali ?

La Vie sur Terre. Contrepoint africain au monde de la vitesse

QUINZAINE DES RÉALISATEURS
Film malien d'Abderhamane Sissoko. Avec Abderhamane Sissoko, Nana Babi. (1 h 01.)

Le premier plan du film d'Abderhamane Sissoko est un travelling le long du rayon fromagerie d'un supermarché, le second, celui d'un arbre gigantesque et majestueux, perdu au milieu de la brousse. Si ces deux plans confrontent l'Afrique et l'Occident industrialisé, c'est de façon plus précise des rapports entre le périssable et l'immortel, entre l'éphémère et le permanent dont il s'agira. *La Vie sur terre* fait partie de la série de films produits par Arte et la société Haut et Court consacrée à l'an 2000. Soit une proposition faite à des cinéastes du monde entier d'imaginer un scénario autour du changement de millénaire.

Un homme, réalisateur de films, revient à Sissoko, petit village malien, pour retrouver son père et y vivre la fin de l'année 1999. Dès l'arrivée au village, le film adoptera une attitude contemplative, saisira les activités de quelques personnages qui passeront très vite du statut d'individus quelconques à celui de figures symboliques. Car c'est autour de la notion de temps que sera construite l'œuvre de Sissoko, qui adoptera une forme de montage sériel, convoquant régulièrement à l'image un photographe qui tient boutique dans la rue, un receveur des postes chargé des liaisons téléphoniques avec le reste du monde, un groupe d'hommes nonchalants, déplaçant en fonction de l'évolution du soleil les fauteuils sur lesquels ils semblent vissés.

Ainsi, le passage à l'an 2000 se fera de façon très peu spectaculaire, les festivités de la France retransmises à la radio faisant écho à l'indifférence de l'univers villageois, contrepoint ironique d'un monde de la vitesse, de la communication à tout prix (le téléphone du bureau de poste semble marcher de façon très aléatoire) et de la tyrannie du changement. Sans scénario sophistiqué, avec une attention aux choses que vient parfois altérer une trop grande fascination pour les belles images, *La Vie sur terre* trouve une respiration propre, infime, un rythme obtenu par les seuls moyens du cinéma. C'est là tout son prix et ce n'est pas rien.

Jean-François Rauger

Les combats de Hsu Feng

Le Festival rend hommage à une femme qui, actrice de films de kung-fu puis productrice, a prouvé son goût pour la castagne

ELLE FUT STAR À QUINZE ANS. Interprète fétiche du génial King Hu, chinois de Hongkong qui éleva le kung-fu au rang d'art subtil. A une époque où la carrière de Cheng Pei Pei, reine du genre, était terrassée par les assauts conjugués de Bruce Lee et du porno, Hsu Feng imposa son jeu prude et sa démarche magnétique, en incarnant une princesse mongole à toque de loup (*The Fate of Lee Khan*), un hors-la-loi patriote (*The Valiant Ones*), une concubine maléfique (*Legend of the Mountains*). Et une Musidora du film de cape et d'épée chinois nommée Renard blanc (*Raining in the Mountain*) : robe blanche-cape noire-écharpe rouge, perchée sur une branche telle un aigle royal. Flash-back : à peine l'odieux Chang s'est-il pointé au coin du bois avec sa mine de faux derche égaré, qu'elle s'envole, jupons de satin en parachute, retombe pile au sol sur ses talons feutrés, rebondit illico pour se propulser à l'horizontale et lui jeter ses (jolies) jambes en travers du sternum. Le mandarin estoqué bave du sang et chancelle. La fille, impassible, vise le rictus du pantin désvertébré et détale.

King Hu : tout un programme. L'art d'orchestrer ses chorégraphies d'arts martiaux comme des éblouissements picturaux, de doser des cocktails d'humour, de philosophie zen et de duels collectifs, où la stratégie, digne d'un jeu de go, est aussi spectaculaire que la science du cache-cache et de la voltige aérienne. Cet orfèvre de la symphonie dodécaphonique pour bramements de combattants picaresques, sifflements de manchettes, bruissements d'étoffes et os broyés, cet ancien correcteur de livres saints bouddhiques qui fut le premier à utiliser le trampoline pour donner l'illusion de sauts aériens vertigineux, mena Hsu Feng sur les marches du palais du Festival de Cannes. C'était pour *A Touch of Zen* (1975). Hsu Feng, à propos de laquelle un critique avait écrit après son premier film qu'elle était la seule à pouvoir tenir le rôle d'une princesse dans un univers où n'importe qui pouvait jouer le rôle d'une prostituée, se jura de les gravir à nouveau. Elle le fit : comme productrice d'*Adieu ma concubine* de Chen Kaige. Palme d'or.

> « Ce qui m'intéressait, c'était de relever des défis. Les films qui sont projetés ici symbolisent ces batailles que j'ai dû mener. Je n'ai pas peur de prendre à bras-le-corps les sujets qui effraient les autres »
>
> Hsu Feng

C'est en 1984, après avoir tourné une cinquantaine de films comme actrice, et reçu en 1980 le Cheval d'or de la meilleure actrice à Taïwan, que Hsu Feng créa sa compagnie, la Tomson Film Company Limited : pour son mari, puissant homme d'affaires de l'immobilier, il était devenu *« hors de question »* qu'elle continue sa carrière de reine de la castagne à main nue. A ce jour, elle a produit vingt-cinq films, non sans écueils : *« Tout le monde s'imaginait que j'allais produire deux films et fermer boutique ! King Hu, dont j'aurais tant aimé produire un film, fut le premier à me traiter de haut : il me traitait comme une petite fille et s'imaginait que je lui devais tout. En outre, il m'a fallu apprendre l'attitude inverse des actrices : cesser de se faire cajoler, et gérer les détails matériels, pour les autres. Enfin, j'étais la première Chinoise non citoyenne de la République chinoise à aller tourner en Chine, et on ne m'a pas facilité la vie ! »*



L'histoire de la Tomson est un catalogue de censures insidieuses. Ainsi, *Temptress Moon* n'a jamais été montré en Chine parce que l'un des personnages du film ressemblait au président Jiang Zemin. *Cinq filles et une corde*, qui est l'un des trois films choisi pour l'hommage qui est rendu à Hsu Feng à Cannes, eut des ennuis car les censeurs crurent reconnaître, dans ces cinq héroïnes vêtues de rouge qui se suicidaient, une allusion aux cinq étoiles du drapeau national. On connaît les tracas que dut subir *Adieu ma concubine* de Chen Kaige, où le réalisateur aborde deux thèmes tabous : l'homosexualité et la révolution culturelle.

Mais Hsu Feng est, comme le dirent les Américains après le triomphe d'*Adieu ma concubine* aux Etats-Unis (Golden Globe Awards du meilleur film étranger) *« une femme au cerveau d'acier »*. Lorsqu'elle fonda sa compagnie, elle afficha dans son bureau une carte du monde : *« Je voulais montrer au monde de quoi mon pays est capable ! »* Son ambition culturelle était plus déterminée encore que ses coups de poker financiers : *« Ce qui m'intéressait, c'était de relever des défis. Les films qui sont projetés ici symbolisent ces batailles que j'ai dû mener. Je n'ai pas peur de prendre à bras-le-corps les sujets qui effraient les autres producteurs.* Red Dust (1990) *se situe pendant la guerre civile entre communistes et Kouomintang dans les années 40.* Cinq filles et une corde (1991), *adapté d'un roman qui m'avait fait prendre conscience du triste destin des femmes dans la Chine ancienne, ose aborder le problème des femmes opprimées. Pour* Adieu ma concubine (1993), *film nécessitant de gros investissements, c'était un risque d'engager Chen Kaige, qui n'était pas du tout considéré à l'époque comme un cinéaste populaire. »*

Hsu Feng ne s'endort pas sur ses lauriers. Deux de ses projets se heurtent encore au gouvernement chinois. Il s'agit de *Vie et Mort à Shanghaï*, qui retrace la vie de madame Nien Sheng, une Chinoise réfugiée aux Etats-Unis après la révolution culturelle. Et de *Le Dernier Rouge à lèvres de Mme Mao*, évocation du passé de la femme du grand timonier comme star de cinéma (sous le nom de Jiang Qing), que Hsu Feng envisage d'interpréter elle-même. L'un de ces deux films pourrait bien être tourné par Chen Kaige, qu'elle admire par-dessus tout mais qui a un défaut : *« Il est exténuant. Il ne fait confiance à personne. Il répète sans cesse qu'il ne changera jamais sa façon de réaliser un film, pour qui que ce soit ! »*

A l'approche de la cinquantaine, comblée par l'hommage qui vient de lui être rendu, Hsu Feng a les yeux qui brillent lorsqu'on lui parle de ses prochaines conquêtes. *« Mais les Chinois ne disent jamais quels sont leurs souhaits, car ils risqueraient ainsi de les faire échouer. Je sais qu'être productrice, c'est apprendre à consommer des somnifères et consulter des psychiatres ! »*

Jean-Luc Douin

SUR LA CROISETTE

■ ***« La vie humaine n'a pas de prix. »*** Retenu en Indonésie, Garin Nugroho, réalisateur de *Daun Di Atas Bantal* (*Feuille sur un oreiller*), présenté dans la section Un Certain Regard le samedi 23 mai, exprime dans un message adressé au Festival l'espoir que son *« film témoigne en faveur des droits de l'homme sous le régime de Suharto »*. Le cinéaste précise que son film *« inspiré de la réalité parle des enfants des rues morts brutalement et dont personne ne se soucie. Il est dédié aux personnes qui sont mortes à cause des pressions politiques, sociales et économiques dans l'Indonésie d'aujourd'hui. »*

■ **Les amis de l'AMI sont mes ennemis.** Hubert Védrine, ministre français des affaires étrangères, recevra, mardi 26 mai à Paris, une délégation de l'Association des auteurs-réalisateurs producteurs (ARP) menée par Pascal Rogard, son délégué général, pour évoquer les discussions lors de la conférence ministérielle de l'OMC. Cette rencontre fera suite à la table ronde qui a rassemblé à Cannes le 20 mai les représentants de l'ARP, de la SACD et ceux de la Motion Picture Association américaine, avec à leur tête l'indéracinable Jack Valenti, où l'on a vivement discuté de l'AMI (Accord multilatéral international) et du NTM (Nouveau Marché transatlantique).

■ **Ça marche pour *La Vie rêvée des anges*.** Le premier film du Français Erick Zonca, distribué par Mercure, a déjà trouvé des acheteurs dans dix-huit pays, dont les Etats-Unis et le Canada, pour lesquels les droits ont été cédés à Sony Pictures Classics. Au total à ce jour, le distributeur Jacques Le Glou a engrangé 5 millions de francs.

La montagne a accouché d'une souris

Khroustaliov, ma voiture ! Le film présenté par Alexeï Guerman après dix ans d'efforts est décevant

SÉLECTION OFFICIELLE
en compétition
Film russe d'Alexeï Guerman. Avec Youri Tsourilo, N. Rouslanova, Y. Yarvet, M. Dementiev. (2 h 17.)

C'était l'une des meilleures nouvelles de cette Sélection officielle : après près de dix ans d'efforts (*Le Monde* du 21 mai), Alexeï Guerman avait enfin achevé ce film en passe de devenir mythique. C'est l'une des plus mauvaises nouvelles de ce Festival : Guerman n'a pas terminé son film, il n'est pas sûr qu'il l'ait même commencé ou, plus grave, qu'il ait jamais su quel film il fallait faire. La consternation à l'issue de la projection est à la mesure de l'espoir suscité.

En trois films, *La Vérification* (1967), *Vingt jours sans guerre* (1976) et *Mon ami Ivan Lapchine* (1982), Guerman s'était imposé comme un cinéaste considérable, promu dans l'imaginaire cinéphilique – volontiers classificateur – au rang de meilleur réalisateur russe depuis la mort d'Andreï Tarkovski. Mais, loin de l'individualisme qui sied souvent aux artistes les plus ambitieux, Guerman aura mené de front sa carrière d'auteur et de nombreuses responsabilités dans le maintien de possibilités créatives. Au profit de ses confrères à l'époque soviétique, et pour le simple maintien d'un cinéma russe depuis. C'était l'une des explications aux (trop) longues périodes séparant chacun de ses films, il est possible que ce soit devenu l'une des causes de l'échec de ce qui devait être son *opus magnus*.

Celui-ci représentait en effet un enjeu énorme – et qui se sera révélé trop lourd ou hors d'atteinte pour le cinéaste Guerman, mais aussi pour l'homme Guerman, sinon pour le cinéma russe en général, voire pour la Russie elle-même : l'enjeu de *Khroustaliov ma voiture !* est en effet à la fois intime et collectif, esthétique et politique. Intime, puisque le personnage principal du film, l'imposant, paillard, autoritaire et chaleureux médecin général Youri, s'inspire du propre père de Guerman – le réalisateur figure, enfant, dans le film, c'est même par ses yeux que sont vues certaines des situations qui se déroulent à la maison. Ces situations se résument à une succession de conflits familiaux, fêtes et disputes, problèmes matériels et absorbtion intensive de vodka, selon la figure de style unique à laquelle sacrifie tout le film : l'accumulation d'objets, de personnes, de mots, de gestes, de grimaces, en une surenchère trop vite lassante.

La même rhétorique s'applique aux séquences consacrées aux activités professionnelles (obscures) du général, aux nombreux personnages secondaires, aux suggestions historiques dont est truffé le film. Cet inépuisable bric-à-brac dont le cinéaste ne cesse de surcharger ses plans, se retrouve dans l'enchaînement de ceux-ci, où sont cultivés la confusion et le dérangeant, comme des fleurs vénéneuses qu'il faudrait porter à la taille de baobabs. Guerman n'y parvient que trop bien. L'histoire se déroule durant les derniers moments du règne de Staline, le titre étant la première phrase prononcée en public par Béria après l'extinction du Petit Père des peuples.

CATARACTE DE LAIDEUR

Sans doute les partis pris de mise en scène symbolisent le fait qu'il s'agissait d'une époque violemment absurde, soumise à un arbitraire délirant, entraînant chez tous une perception du monde faussée comme par un psychotrope. On le savait, monsieur Guerman ! On est d'accord ! Il n'était pas nécessaire de nous déverser sur la tête une cataracte de brutalités, d'excès, de laideur appuyée par l'utilisation sans ménagement du noir et blanc pour nous convaincre que le régime stalinien se déroula et s'acheva sous le signe de la terreur et de la folie. Heureusement, d'ailleurs, qu'on le savait : le film, entièrement placé sous le signe du grotesque le plus sombre, ne prouve jamais ce qu'il assène, tant son parti pris formel précède son déroulement.

Bien sûr, Alexeï Guerman n'a pas perdu son talent, il sait toujours composer un plan, et telle image d'une flotille de limousines officielles sortant de la nuit, telle séquence de cauchemar lorsque le général se trouve livré à la torture, le sens du rythme retrouvé pour quelques pas dans la neige ou le regard d'une femme inconnue par la fenêtre signent l'incontestable présence d'un immense cinéaste. Mais ce cinéaste, tout aussi incontestablement, ne sait pas comment raconter cette histoire-là. Que le meilleur réalisateur russe, quarante-cinq ans après la mort de Staline, ne soit toujours pas fichu de filmer ce qu'il advint alors à son pays ne signifie sans doute pas seulement que le cinéma russe est bien malade.

Cela signale probablement aussi que le travail de deuil et d'élaboration symbolique de la période stalinienne est loin d'être achevé en Russie. Dans le capharnaüm « slave » où se débat et se noie Guerman, on voit se profiler la victoire d'un général Lebed. Les films ratés sont toujours d'inquiétantes nouvelles, pas seulement cinématographiques.

Jean-Michel Frodon

La Palme d'or du film le plus mou

Illuminata. John Turturro se fourvoie dans un vaudeville pseudo-philosophique

SÉLECTION OFFICIELLE
en compétition
Film américain de John Turturro. Avec Katherine Borowitz, Beverly D'Angelo, Ben Gazzara, Donal McCann, Susan Sarandon, Rufus Sewell, John Turturro, Christopher Walken (1 h 59).

Le second film de John Turturro – après *Mac* qui avait obtenu la Caméra d'or à Cannes – fonce droit dans le mur. Il heurte le pire écueil que pouvait heurter un film sur le théâtre : n'être que du théâtre filmé. *Illuminata*, c'est « Au théâtre ce soir ». Un film si mou qu'on saisit mal les raisons qui ont poussé John Turturro à se lancer dans une pareille aventure.

Celui-ci s'est attribué le rôle le plus avantageux, celui de Tuccio, metteur en scène et écrivain de théâtre à la tête d'une troupe dans le New York du début du siècle. Autour de lui gravitent plusieurs comédiens, dont sa femme, l'actrice vedette de la troupe, un jeune acteur qui confond souvent sa vie avec le rôle qu'il interprète au théâtre, et un autre comédien prêt à tout pour arriver (Rufus Sewell). Tuccio doit aussi composer avec les propriétaires de la salle où sa troupe évolue, qui ne sont pas sûrs qu'*Illuminata*, sa dernière pièce, soit le chef-d'œuvre qu'il envisageait.

Il faut ajouter à cette distribution une diva à moitié folle et un critique de théâtre très influent – Christopher Walken, dans un rôle de folle insupportable, affublé de la perruque d'Oscar Wilde et de la redingote de Picsou, est navrant – à qui il expédie l'un de ses acteurs pour essayer de l'amadouer.

Ce scénario, très proche du vaudeville, pourrait passer pour une aimable comédie si John Turturro ne s'était pas fourvoyé dans une parabole philosophique sur le théâtre et la vie, la confusion de la scène et du réel, l'existence étant conçue comme une longue représentation. Le moment où l'un des comédiens meurt en scène, et aussi pour de vrai, est par exemple d'une lourdeur terrible. Turturro enfonce gaillardement des portes ouvertes derrière lesquelles il nous explique à quel point les individus sont manipulateurs, comme au théâtre, et qu'ils sont en constante représentation, comme au théâtre. Pour faire passer le message, il glisse subrepticement des citations de Shakespeare dans les dialogues de son film, histoire d'effacer un peu plus la frontière entre la scène et la vie.

Le questionnement de Turturro est vieillot ; il a aussi le défaut d'avoir été déjà brillamment traité auparavant (par exemple, par John Cassavetes dans *Opening Night*). Mais le cinéaste semble s'être aperçu des potentialités de son sujet en le tournant et n'en revient manifestement pas de découvrir que les frontières entre la fiction et le documentaire sont aussi peu étanches.

Sa démonstration passe également par une série de clichés parfois insupportables : Turturro en dramaturge torturé ; le critique de théâtre homosexuel et nécessairement malhonnête ; une ancienne diva bien évidemment dingue (Susan Sarandon est ridicule en Castafiore). Turturro est constamment assis entre deux chaises, entre le théâtre filmé et un cinéma figé, entre le drame et la blague. Il est clair que son sujet lui tenait à coeur. Mais il est tombé dans tous les pièges qui lui étaient tendus. Acteur indiscutable, ses lacunes de réalisateur sont ici flagrantes.

S. Bd

LES AUTRES FILMS

THE MIGHTY (LES PUISSANTS)

SÉLECTION OFFICIELLE
hors compétition
Film américain de Peter Chelsom. Avec Sharon Stone, Gena Rowlands, Harry Dean Stanton, Elden Henson, Kieran Culkin. (1 h 48.)

■ Rarement un film hors compétition aura mieux mérité ce titre. *The Mighty* est une oeuvre sans équivalent à Cannes, pour deux raisons. La première tient à la présence, dans un rôle mineur, de Sharon Stone, qui a eu la bienheureuse idée de venir elle-même défendre ses couleurs. Charivari sur le front de mer et dans la salle, envahie par des centaines d'adolescents venus découvrir un film qui leur est totalement destiné. Bousculades, cris, évanouissements, les marches du palais avaient un air de Madison Square Garden avant la venue des Beatles. La seconde raison est que ce long, très long métrage est d'une crétinerie à pleurer. Il met en scène la triste histoire de deux adolescents cruellement frappés par le destin : l'un est handicapé mais terriblement intelligent ; l'autre est idiot, trop gros et trop grand pour son âge.

Le premier n'a pas de papa, mais a une mère (Sharon, Sharon, Sharon ! – on reprend, sur l'air des lampions –, juste à l'écran, sublime dans la salle dans une longue robe or...) ; le second en a un, mais du genre inacceptable – son monstre de géniteur a tué sa femme et vient de sortir de prison –, et sa seule chance est d'être élevé par ses grands-parents, en l'occurrence Gena Rowlands et Harry Dean Stanton, dignes survivants de cette déferlante sentimentale et démago. Cette grosse tête et ces fortes jambes, soumises à la moquerie aussi constante que méchante des camarades de classe, décident de contredire les fées en incarnant les chevaliers de la Table ronde (lecture favorite de « Freak the Mighty », le génial handicapé). Sous la protection de leurs héros (Arthur et les autres), qui s'ingénient à apparaître à tout moment critique, ils mèneront leur quête initiatique dans les rues de Cincinnati. Au passage, on aura emprunté plusieurs fois un pont métallique d'une grande beauté, seule bonne nouvelle de cette production inepte. *Olivier Schmitt*

CHACUN POUR SOI

CINÉMAS EN FRANCE
Film français de Bruno Bontzolakis. Avec Alexandre Carrière, Nicolas Ducron, Florence Masure, Dominique Baeyens. (1 h 45.)

■ Ce deuxième long métrage de Bruno Bontzolakis semble commencer là où s'achève *Vacances à Blériot*, court-métrage présenté et remarqué à Cinémas en France voici deux ans. Deux jeunes gens du Nord, issus d'un milieu modeste, en mal d'amour et de travail, y terminaient leur éducation à la porte de la caserne, sur un fort sentiment de tristesse et d'incertitude. C'est à l'intérieur de la caserne que *Chacun pour soi* les retrouve aujourd'hui, à cette différence notable que l'incertitude a désormais disparu de l'univers du réalisateur, qui s'est entre-temps converti au naturalisme pur et dur. En conséquence de quoi ses personnages, au service comme dans le civil, sont programmés dans leur rôle de victimes médiocres et débiles d'une société réduite à la caserne, au camping et au supermarché. Victimes, ils le seraient bien plutôt d'une mise en scène s'attachant trop exclusivement à racler avec ennui les pots de yaourt pour saisir la complexité d'un monde qui, tout corrompu et imparfait qu'il soit, n'en méritait pas tant. *J. M.*

SLUMS OF BEVERLY HILLS

QUINZAINE DES RÉALISATEURS
Film américain de Tamara Jenkins. Avec Natasha Lyonne, Alan Arkin, Marisa Tomei, Kevin Corrigan. (1 h 32.)

■ Le personnage central de *Slums of Beverly Hills* (littéralement « Les Taudis de Beverly Hills ») est Vivian, adolescente américaine qui vit, avec son père et ses deux frères, dans de miteux appartements californiens. Le père, minable vendeur de voitures, vivote grâce à l'argent de son propre frère et ne peut qu'offrir une vie nomade et bon marché à ses enfants. Le scénario s'organise autour de la sexualité de la jeune fille, préoccupée par la grosseur, qu'elle juge excessive, de ses seins et par la perte de son pucelage. Le premier film de Tamara Jenkins fait partie de ces productions indépendantes américaines qui essaient de se donner l'illusion d'une transgression par rapport aux sitcoms hollywoodiens classiques en faisant mine d'aborder de façon franche et directe quelques micro-tabous. Si l'audace et l'insolence surgissent parfois dans les dialogues et les situations, l'image, quant à elle, reste totalement aseptisée. Les fameux seins encombrants de l'héroïne n'apparaîtront jamais à l'écran, sinon dans un plan subliminal qui montrera ceux d'une doublure et non ceux de l'actrice principale. Il y a des détails qui ne pardonnent pas. *J.-F. R.*

Le dub, invité d'honneur d'une nuit reggae à La Villette

Le Jamaïquain Mutabaruka est l'attraction du Festival « Rythmes Caraïbes »

AMBIENT-DUB, jungle-dub, techno-dub... Depuis quelque temps, des étiquettes cousines fleurissent dans le paysage des musiques actuelles. Art consommé du mixage, où l'ingénieur du son joue avec l'écho, accentue les basses, étire les phrases musicales, découpe les vocaux, bref, multiplie les effets spéciaux, le dub est aujourd'hui adapté à toutes les formules. Inventé en Jamaïque, il inspire beaucoup de monde, dont le producteur anglais Adrian Sherwood, créateur du label culte On-U Sound, qui est un des invités de la Nuit jamaïquaine, le 23 mai à La Villette.

Triturage astucieux des sons, le dub est devenu très vite un style à part entière, une des variantes aisément identifiables du reggae. Sur les origines mêmes de la chose, ses premières manifestations, les hypothèses divergent. L'une d'elles parle de disques *« inachevés »* – certains musiciens avaient oublié de venir enregistrer leur partie – diffusés à Kingston au milieu des années 60.

POÉSIE REBELLE

Ces morceaux réduits à leur plus simple expression, où la batterie et surtout la basse tiennent le haut du propos, sont alors plébiscités dans les *sound systems*, les discothèques mobiles, et donnent des idées aux *DJ*. Ceux-ci se mettent à improviser dessus, injectant dans la musique exclamations, commentaires et divers effets sonores. On voit bientôt apparaître des 45 tours avec une face B strictement musicale sur laquelle les tchatcheurs (ou *toasters*), précurseurs du rap, s'en donnent à cœur joie.

Celui qui va conférer au dub ses lettres de noblesse, son précurseur au début des années 70, sera assassiné en 1989. Il s'appelle Osbourne Ruddock, mais toute la galaxie reggae le connaît sous le nom de King Tubby. Ingénieur électronicien, il a monté lui-même son propre *sound system*, à l'époque le plus en vue de Kingston, rappellent Steve Barrow et Peter Dalton dans leur excellent ouvrage (en anglais) paru récemment, *Reggae : The Definitive Guide To Jamaican Music, From Ska Through Roots To Ragga* (Collection Rough Guides, distribuée par Penguin).

Dans son studio, King Tubby sait manipuler les sons comme personne et fait immédiatement autorité. En 1973, les premiers albums dub apparaissent sur le marché jamaïquain, pressés d'abord en très petite quantité, dont le fameux *Blackboard Jungle Dub*, concocté par King Tubby et Lee Scratch Perry, « allumé » notoire, lui aussi l'un des pionniers du genre. L'Angleterre, où vit une importante communauté jamaïquaine, est touchée par le phénomène l'année suivante, avec la sortie de *Pick A Dub*, enregistré par Keith Hudson.

A Londres, une nouvelle figure stylistique du dub apparaît à la fin des années 70 : la *dub poetry*. Né en 1952 dans un village de Jamaïque, Linton Kwesi Johnson (LKJ) a grandi à Brixton, dans le sud londonien. Il est l'un des créateurs de cette poésie rebelle, en patois jamaïquain, scandée sur une musique reggae. Son premier album, *Dread Beat an'Blood*, marque l'acte de naissance de ce style. En 1981, LKJ monte son propre label pour faire découvrir les *dub poets*, tels que Jean Binta Breeze et Michael Smith (mis à mort par des hommes de main de la droite jamaïquaine en 1983).

Courant à part dans le reggae et dans le dub en particulier, la *dub poetry* a révélé d'autres talents, dont Oku Onuora, qui écrivit ses premiers poèmes en prison, et Mutabaruka, né à Kingston dans les années 50, tête d'affiche de La Villette.

DIMENSION DRAMATIQUE

Employé de la compagnie nationale des téléphones en Jamaïque, Mutabaruka occupait ses loisirs en dévorant les écrits des figures symboliques du militantisme noir (Eldridge Cleaver, Malcolm X, Marcus Garvey). Mutabaruka est un révolté. Contre l'injustice, le racisme, l'apartheid, la corruption politique. Une révolte exprimée à travers ses poèmes, rassemblés dans des ouvrages, interprétés sur disques (label Greensleeves) et à la scène avec une conviction tétanisante (*« This poem shall continue even when poets have stopped writing / This poem shall survive / This poem is to continue in your mind »* – « Ce poème continuera même quand les poètes auront cessé de l'écrire / Ce poème survivra / Ce poème doit continuer dans votre tête »).



Prêcheur charismatique, Mutabaruka sort le reggae de ses codes habituels. D.R.

Prêcheur charismatique, auteur et compositeur incisif, Mutabaruka sait donner une dimension dramatique au reggae, le sort de ses codes habituels. De quoi oublier aisément le tout-venant d'une musique parfois navrante de banalité.

Patrick Labesse

★ Festival « Rythmes Caraïbes » : nuit jamaïquaine avec Pierpoljak, Adrian Sherwood, Mutabaruka, Pete Holsworth, Aba Shanti I. Le 23 mai, à partir de 20 heures, Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Mº Porte-de-Pantin. Prix : de 60 F à 120 F. Tél. : 08-03-07-50-75.

★ Linton Kwesi Johnson & Dennis Bovell Dub Band. Elysée. Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Mº Pigalle. Tél. : 01-44-92-45-45. Les 28 et 30 mai, à 19 heures.

DÉPÊCHES

■ **THÉÂTRE : le Théâtre de Cornouaille** a été inauguré, mercredi 20 mai à Quimper (Finistère), par Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication. La salle de 700 places est dirigée par Michel Rostain.

■ **CINÉMA : l'acteur Gérard Depardieu a été admis**, mardi 19 mai, à l'hôpital parisien de La Pitié-Salpêtrière à la suite de son accident de moto de la veille, qui serait dû à une vitesse excessive et à une alcoolémie de 2,50 g par litre de sang. L'acteur, qui souffre de plusieurs petites fractures, se rendait sur le tournage d'*Astérix*, mis en scène par Claude Zidi, dans lequel il joue le rôle d'Obélix. Le tournage n'est pas interrompu.

■ **Le directeur et l'Association de spectateurs cinéphiles** du Cinéma national populaire (CNP) de Lyon, un complexe mis en vente par Roger Planchon, directeur du TNP de Villeurbanne, ont annoncé, dimanche 17 mai, leur volonté de formuler une offre conjointe de rachat des huit salles de ce cinéma d'art et d'essai *« pour que la continuité d'une programmation exigeante soit garantie »*.

■ **ART : une pendulette volée au château de Compiègne**, dans la nuit du 11 au 12 mai, avec une vingtaine d'autres pièces des XVIIIe et XIXe siècles, a été retrouvée en forêt de Compiègne deux jours plus tard.

■ **MARCHÉ DE L'ART : le commissaire-priseur parisien Guy Loudmer**, mis en examen et écroué pour *« abus de confiance aggravé, recel et complicité »*, a été remis en liberté à la demande de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, le 13 mai, contre paiement d'une caution de 5 millions de francs.

■ **Les grand prix nationaux de la culture**, qui n'avaient pas été décernés fin 1997, seront proclamés pour 1998 le 4 juin. Il n'y aura plus que 14 grands prix au lieu de 22, dotés chacun de 50 000 F.

Magritte affiche complet

L'EXPOSITION MAGRITTE, qui célèbre au Musée d'art ancien de Bruxelles, depuis le 6 mars, le centenaire de la naissance du peintre surréaliste belge, est victime de son succès et plus aucune place n'est disponible jusqu'à sa fermeture le 28 juin (*Le Monde* daté 19-20 avril). Une prolongation n'est pas prévue pour cette rétrospective (500 peintures et gouaches) qui aura accueilli, à sa fermeture, 270 000 visiteurs environ. Il s'agit de la plus grande affluence pour une exposition organisée par les Musées royaux de Belgique.

Catherine Trautmann soutient le Métafort d'Aubervilliers

LES NOUVEAUX LOCAUX du Métafort d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), centre dédié aux nouvelles technologies, ont été inaugurés, mardi 19 mai, par Catherine Trautmann. Le ministre de la culture et de la communication a annoncé la signature dans les prochains jours d'une convention de coopération qui apportera une contribution de 500 000 F au financement des projets de Métafort dès 1998, avec une perspective d'augmentation de ce budget à 2 millions de francs en 1999. Le projet Métafort, lancé il y a sept ans par Jack Ralite et soutenu pendant des années *« à bout de porte-monnaie »*, selon l'expression du maire d'Aubervilliers, espère connaître un nouveau souffle.

Le bain de jouvence radical d'Alpha Blondy

ABIDJAN
de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Alpha Blondy est imprévisible. Rastafarien ivoirien, chantre de Félix Houphouët-Boigny et créateur de *Fanta Diallo*, son plus grand succès international, il s'était, ces derniers temps, essentiellement manifesté à la rubrique des faits divers. Victime de l'amour impétueux d'une représentante des forces de l'ordre ivoiriennes (*la gô policière d'Alpha*, en *nouchi*, le langage des faubourgs d'Abidjan), qui a, entre autres, incendié la voiture du chanteur, Alpha Blondy serait devenu un objet de ridicule sans le souvenir de ses triomphes passés.

Et voilà que la Côte d'Ivoire prend à nouveau Alpha Blondy au sérieux. Une semaine après la sortie de sa nouvelle cassette, il se retrouve au sommet du hit-parade et au centre d'une polémique politico-médiatique sans précédent pour lui. Enregistré à Abidjan et en Jamaïque avec quelques piliers de l'histoire du reggae – dont les I Three, qui furent les choristes de Bob Marley –, *Ytzah Rabin* a surpris, et pas seulement parce que le titre de cette cassette (le CD doit sortir début juin en France) écorche résolument le prénom du premier ministre israélien assassiné.

Le 28 avril, jour de sa sortie, de petits attroupements se sont formés sur les trottoirs d'Abidjan, devant les kiosques où l'on vend les cassettes. Séduits par un son propre et professionnel, qui tranche avec le tout-venant de la production ivoirienne, surpris par la virulence des propos, les curieux se sont mués en acheteurs. Selon Koné Dodo, le manager d'Alpha Blondy, il s'est vendu en une semaine 75 000 exemplaires d'*Ytzah Rabin*, alors qu'il y a deux ans, son prédécesseur *Grand Bassam Zion Rock* avait péniblement plafonné à 65 000 ventes, loin derrière des artistes plus jeunes et plus radicaux comme les Salopards ou le groupe de rap RAS.

« ARMÉE FRANÇAISE » ET « GUERRE CIVILE »

Cette fois Alpha Blondy est allé chercher ses concurrents sur le même terrain, jetant aux orties ses oripeaux de chantre du régime. *Armée française* (*« Les enfants des tirailleurs vous demandent d'aller voir ailleurs »*), *Guerre civile* (*« Quand une seule ethnie monopolise le pouvoir, pendant plusieurs décennies, ce sera la guerre civile »*) ont trouvé un écho immédiat dans un pays qui plonge peu à peu dans la fièvre électorale. En remettant en cause quelques traits fondamentaux du paysage politique ivoirien, comme la présence d'un bataillon français à Abidjan ou la prépondérance des Baoulés à la tête de l'Etat ivoirien, Alpha Blondy a aussitôt déclenché les foudres de l'establishment.

Le directeur des programmes de la télévision d'Etat a tancé ses collaborateurs qui avaient consacré une émission de quatre-vingt-dix minutes à *Ytzah Rabin*. La raison officielle de cette colère est la publicité gratuite offerte à l'artiste, qui s'est produit devant une reproduction de la jaquette de son album. Mais M. Koffi Youbouët estime aussi que *« ce n'est pas le rôle du service public »* que de diffuser des *« propos que l'on entend dans les cours d'habitation »*. Le 1er juin, Alpha Blondy doit se produire à l'Hôtel Ivoire, la salle chic d'Abidjan, et l'on verra à ce moment si la bonne société ivoirienne, qui d'habitude se presse à ses concerts, lui tient rigueur de son virage contestataire.

Thomas Sotinel

La collection Kirchbach au cœur d'une bataille juridique

LA PLUS BELLE collection privée de photographies des années 20, vendue aux enchères par Sotheby's, à Londres, en mai 1997, est toujours l'enjeu de batailles juridiques. Cette vente historique de 234 images, dont des chefs-d'œuvre de Moholy-Nagy, Man Ray, Rodtchenko, Weston, avait rapporté plus de 17 millions de francs. Mais elle avait été dispersée sous un faux nom de collectionneur – Helene Anderson – par les vendeurs, le couple allemand Angelica et Hans-Joachim Burdack. Deux journaux révélèrent qu'à l'origine le propriétaire des œuvres était un homme d'affaires allemand, Kurt Kirchbach (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 29 janvier, *Le Monde* du 3 février) et qu'Angelica Burdack n'était autre que la directrice de la maison de retraite « Sanapark » à Bâle, où est morte Hildegard Kirchbach, en juillet 1995, la veuve et héritière du collectionneur.

Après ces révélations, les vendeurs ont fait savoir par leur avocat que Hildegard Kirchbach leur avait donné les photos par *« amitié et gratitude »* et qu'elle leur avait demandé que son nom *« ne soit pas mentionné »*. C'est pour cette raison qu'ils auraient donné une fausse provenance à Sotheby's. Hildegard Kirchbach n'avait passé que les derniers dix-huit mois de sa vie dans la maison de retraite de Bâle. Les photographies ainsi que son importante collection de peintures et de sculptures se trouvaient dans son appartement à Bâle. Cette dernière ayant rédigé plusieurs testaments, l'héritage fait l'objet d'un conflit juridique.

Se fondant sur un testament de 1993, un premier héritier s'est fait connaître : le Dr Werner Stauffacher, avocat à Zurich. Selon ce dernier, il incombe aux vendeurs de la collection de présenter des actes de propriété ou de nommer des témoins qui prouveraient qu'il s'agit bien d'un don. Comme ce n'est pas le cas, il en conteste la validité. Werner Stauffacher ajoute que le contrat d'embauche d'Angelica Burdack à la maison de retraite lui interdisait d'accepter des dons d'une valeur importante.

RESTITUER LES ŒUVRES ?

Mais le titre d'héritage de M. Stauffacher est lui-même contesté devant le tribunal civil de Bâle par l'industriel allemand Eckbert von Bohlen und Halbach. Ce dernier s'appuie sur deux actes de Mme Kirchbach : un testament de 1975, mentionnant clairement la collection photographique, prévoit la création d'une « Fondation Kurt Kirchbach » dans le but de transmettre l'ensemble des œuvres d'art de son mari au Kunstmuseum de Bâle.

Un deuxième testament de 1991 charge expressément Eckbert von Bohlen und Halbach de transmettre les *« œuvres d'art »* au Kunstmuseum de Bâle. La collection Kirchbach contient en effet, outre les photographies, des peintures importantes de Franz Marc, Hans Thoma et Ferdinand Hodler, des aquarelles d'Emil Nolde, un grand nombre de dessins et gravures de Lovis Corinth, ainsi que des sculptures de Renée Sintenis et d'Ernst Barlach.

Le gagnant de cette querelle de succession contestera certainement la validité du prétendu don à la directrice de la maison de retraite. Si la justice lui donne raison, Sotheby's et les différents acquéreurs des photos seront confrontés à des questions juridiques complexes. Le droit de propriété britannique devrait s'appliquer, déterminé par le lieu de la vente. D'après les spécialistes, un transfert de propriété d'objets volés, même fondé sur un acte de bonne foi, n'est pas valide.

Si la directrice de la maison de retaite n'est pas en mesure de prouver que la collection de photos lui a été donnée, l'héritier de Mme Kirchbach peut faire valoir en justice son droit de propriété contre les vendeurs et les acquéreurs : il pourra récupérer les œuvres – ce qui serait le souhait du Musée de Bâle –, ou le produit de la vente. Des actions en dommages et intérêts des différents acquéreurs contre Sotheby's dépendent de l'implication ou non de la maison de vente dans la falsification de la provenance.

Herbert Molderings

Philippe Vincent détourne « La Mission » de Heiner Müller dans une friche industrielle

Le metteur en scène stéphanois revendique un théâtre instinctif, personnel, irrespectueux de la lettre

Metteur en scène stéphanois, adepte d'un travail instinctif, irrespectueux, personnel, Philippe Vincent incarne le renouveau du théâtre dans la région Rhône-Alpes. Avec *La Mission*, il revient pour la huitième fois à Heiner Müller, qu'il aborde avec une forme de dandysme, sans renier pour autant la charge politique d'une œuvre inspirée par un soulèvement d'esclaves à la Jamaïque, en 1799.

LA MISSION de Heiner Müller. Mise en scène : Philippe Vincent. Avec : Stéphane Bernard, Yves Bressiant, Claire Cathy, Gilles Chabrier, Yves Charreton, Anne Ferret, Anne Raymond. Musique : Daniel Brothier. FRICHE INDUSTRIELLE, 24, rue Lissagaray, Saint-Etienne. Tél. : 04-77-41-41-01. A 22 heures. 60 F. Jusqu'au 25 mai. Le spectacle sera joué les 5 et 6 juin, à Chambéry, dans le cadre du festival Banana blü.

Le metteur en scène stéphanois Philippe Vincent ne se pose pas en spécialiste de l'explication littéraire. Le théâtre, pour lui, est plutôt affaire d'*« agencement de conflits »*, et il affronte les auteurs dramatiques comme autant d'*« ennemis à abattre »*. On aurait tort pourtant de le croire insensible aux grands textes. La preuve : il a su choisir, en onze ans, des ennemis aussi respectables qu'Eschyle, Sophocle, Shakespeare, Strindberg ou Genet, et s'est montré plus qu'empressé auprès de Heiner Müller. Du *Quartett* de 1987 à *La Mission*, il a monté huit œuvres du dramaturge allemand, utilisant même un de ses textes pour rehausser le goût d'un Labiche. Il y a du dandysme, en fait, dans sa revendication d'un théâtre instinctif, personnel, irrespectueux de la lettre. Même si *La Mission* est pour lui un prétexte à jeu, comme il le proclame, il n'escamote en fin de compte ni la violence politique de la pièce ni l'étrange poésie d'une écriture qui atteint, selon le vœu de Müller lui-même, *« la qualité de ses rêves »*.

Née d'une réflexion sur les déviances des révolutions, *La Mission* relate l'échec d'un projet de soulèvement d'esclaves à la Jamaïque en 1799. Trois envoyés de la Convention – un paysan breton, un *« fils de l'esclavage »* et un héritier de planteurs esclavagistes – sont partis pour répandre les idées libertaires de la France, mais l'avènement de Bonaparte a changé la donne. En réchappe seul le propriétaire de chair noire, nourri au lait de la trahison. Tout en entrecoupant ces faits d'interventions fantasmatiques des parents du traître et de chefs révolutionnaires, Müller a voulu évoquer, par goût des inserts autobiographiques, deux moments d'angoisse de sa propre vie : sur une route du Mexique, pendant une promenade nocturne, et dans l'ascenseur qui le conduisait au bureau de Honecker, lors d'une *« visite de supplique »* au maître de la RDA.

Philippe Vincent opère un raccourci entre les pôles opposés de la pièce, l'histoire des peuples et l'histoire intime, en enfermant l'homme de l'ascenseur (dont il s'est attribué le long monologue) dans la cage d'un esclave torturé. Le crime politique du passé engendre ainsi le malaise d'un homme de la fin du XXe siècle, égaré entre totalitarisme et tiers-monde, *programmé pour une mission* dont il a oublié le sens.

MÉDITATION HALLUCINÉE

Tout le spectacle effectue semblable va-et-vient entre le discours sur une Révolution *« masque de la Mort »* et la méditation hallucinée sur l'errement des hommes séduits par ce masque. Hommes que le metteur en scène destitue de leur fonction héroïque en redistribuant les mots de leur rôle : les trois émissaires de la Convention ne font que répéter les formules énoncées par trois femmes, mi-gorgones, mi-sorcières, de *Macbeth*, à l'image des *« putains »* que sont, sous la plume de Müller, la liberté, l'égalité et la fraternité.

Ces redoublements s'inscrivent dans un système d'échos structurant la mise en scène, avec répétitions de fragments interprétés chaque fois différemment, et insertion d'un leitmotiv (tiré du recueil *Erreurs choisies*) sur l'effroi engendré par *« la première apparition du nouveau »*. Si de tels effets ne rendent pas la fable plus limpide, ils accentuent le caractère rituel de paroles qui résonnent – c'est souvent le cas chez Müller – comme autant de proclamations d'outre-tombe. Vincent met en évidence ce théâtre d'apparitions qu'est la scène müllerienne, et quand les moyens proprement théâtraux n'y suffisent pas, des images filmées viennent hanter la représentation.

Le metteur en scène, en effet, use aussi librement des langages visuels que du texte. A cet égard, sa traduction du duel entre Danton et Robespierre est remarquable. Au lieu de l'affrontement attendu de figures de carnaval, déguisements du paysan breton et du fils d'esclaves, on voit dialoguer des têtes coupées dans des assiettes d'apparat, sur la table de quelque banquet républicain. Le guignol politique devient Grand-Guignol : la charge n'y perd rien de sa puissance.

Créée récemment au Théâtre de la Croix-Rousse, à Lyon, *La Mission* est donnée à Saint-Etienne dans le cadre d'un festival improvisé pour la circonstance. Vincent et ses amis se sont emparés pour trois semaines d'une friche industrielle, où ils ont organisé une rencontre conviviale dans une cité qui s'impose comme le vivier de création de la région Rhône-Alpes.

Bernadette Bost

Une exposition retrace la saga martiale des royaumes africains

CHASSEURS ET GUERRIERS, au Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tous les jours de 11 heures à 19 heures, jusqu'au 30 septembre, 20 francs. Tél. : 01-45-00-01-50. Catalogue, sous la direction de Christiane Falgayrettes-Leveau, 280 p., 280 F.

Longtemps, l'art africain s'est borné à quelques panoplies accrochées dans la demeure de coloniaux rentrés au bercail. Des sagaies, agrémentées de coutelas et de flèches, présentées en éventails. Le vieux Musée d'ethnographie du Trocadéro ne manquait pas de sacrifier, lui aussi, à la mode. C'est dire que les armes n'ont pas, aujourd'hui, très bonne presse chez les collectionneurs ou dans les musées d'art africain. Pourtant, le Musée Dapper, qui propose une exposition consacrée aux chasseurs et aux guerriers de l'Afrique subsaharienne, n'entend nullement pérenniser une tradition coloniale.

Alors pourquoi avoir choisi ce thème ? La chasse et la guerre, activités millénaires sur tous les continents, ont laissé des traces d'autant plus profondes dans les sociétés agropastorales africaines que la modernité y est apparue tard et imposée de l'extérieur. L'âge d'or de cette partie du continent est lié à ses royaumes, grands et petits, générateurs d'épopées. Et parmi ses héros mythiques, elle compte nombre de chasseurs, comme Tshibinda Ilunga, célébré chez les Tschokwés (Angola), que l'on retrouve chez Dapper sous plusieurs formes, mais toujours avec ses narines dilatées, ses doigts épais, son couvre-chef à large bord – insigne royal – et son équipement de chasseur. Le sceptre et le porte-lance qui sont exposés témoignent d'un art de *cour raffiné*.

D'ailleurs, les « outils » pour pratiquer ces deux activités sont presque les mêmes. Comme ces couteaux à lancer, armes de jet aux multiples lames dont on ne sait si elles ont été inventées pour leur effet destructeur ou pour l'étrangeté de leurs formes bizarres. Certaines s'apparentent à d'inquiétantes araignées métalliques ; d'autres possèdent un « charme », comme cette arme blanche songye (République démocratique du Congo, ex-Zaïre) au manche représentant un homme étouffé par un serpent et dont le crâne est surmonté d'un « reliquaire ». Les plus élaborées sont des armes de prestige ou de parade, comme ce poignard du Grassland (Cameroun) avec sa lourde gaine perlée de motifs géométriques.

SOCIÉTÉS EN ARMES

Ce panorama martial va du fusil de traite aux sifflets de chasse bwa du Burkina Faso, semblables à de petits fantômes, en passant par ces boucliers de peaux, bosselés comme des carapaces de tortues, venus d'Ethiopie. A noter aussi ces minuscules figurines *bitéké* des Bembés (Congo), dotées de fusils et d'armes blanches, patinées de rouge, le ventre scarifié, à l'inquiétant regard blanc branché sur l'au-delà.

Si le cheval est quasiment inconnu dans les zones de la forêt et au sud du continent, il est omniprésent dans les régions du Sahel et tout le long du Niger, où il est l'instrument du pouvoir par excellence et le fer de lance des conquérants. Dans le volume qui accompagne l'exposition, l'ethnologue Youssouf Tata Cissé développe la saga de ces royaumes tous fondés par des cavaliers. Les plus anciens de ces conquérants sont représentés chevauchant leurs montures, hiératiques et barbus. Deux de ces cavaliers exhumés du côté de Djenné (Mali), issus de l'ancienne collection De Grunne, ainsi que le buste d'un prince au menton orgueilleusement projeté en avant, prêté par la Fondation Eleanor Clay Ford, pourraient figurer, à leur avantage, au Louvre, à côté de n'importe quel chef-d'œuvre de l'art occidental. La cavalerie dogon, en bois celle-là, aligne ses chefs, le bras levé pour brandir la lance. On retrouve la même figure équestre sur un beau pilier de case yoruba, raviné par les intempéries.

Mais l'Afrique a connu d'autres sociétés en armes. Ainsi les Zoulous d'Afrique australe, pétris par la guerre, entraînés par leur chef charismatique Chaka qui avait mis sur pied tout un peuple en armes. Les Européens l'ont affronté avec difficulté. Des voyageurs de la première moitié du XIXe siècle ont été sensibles à la beauté des parures et à la magnificence de ces guerriers. Le naturaliste Delegorgue décrit, vers 1838, avec enthousiasme ces jeunes hommes, *« la tête ceinte d'un bourrelet de loutre, en manière de turban, destiné à parer les coups ; une longue et unique plume de demoiselle de Numidie s'en échappait perpendiculairement, s'inclinant au vent »*. D'autres témoins ont rapporté de ces grands rassemblements armés des gravures, des gouaches et des aquarelles que le Musée Dapper présente à côté d'une de ces tenues martiales. La guerre sévit toujours sur le continent africain. Le panache et la chevalerie en moins.

Emmanuel de Roux

Sharon Lockhart saisit l'ambigu ballet des basketteuses nippones

SHARON LOCKHART, galerie Yvon Lambert, côté rue, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3e. Du mardi au samedi, de 14 h 30 à 19 heures. Tél. : 01-42-71-09-33. Jusqu'au 31 mai. Film « Goshogaoka » (63 minutes), Cinémathèque Grands Boulevards, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris-10e. Tél. : 01-56-26-01-01. Jeudi 28 mai, à midi.

Comment une jeune artiste américaine, Sharon Lockhart, a-t-elle pu avoir l'idée de photographier et de filmer des adolescentes japonaises en train de s'entraîner au basket-ball, sport qui échappe plutôt à la tradition nippone ? Parce que ce n'est pas l'identité, l'adresse ou la combativité des jeunes filles qui l'intéressent, ni la compétition ou l'aspect culturel du jeu.

Ce n'est plus du basket, mais un ballet, une danse étrange, avec des codes indéchiffrables à partir de gestes précis, naïfs et sensuels. Ce sont des corps à moitié dénudés et mal dégrossis, figés et en mouvement, isolés ou en contact (les bleus contre les rouges), mis en valeur par des éclairages qui plongent le fond de l'image dans la pénombre. Ce sont enfin des visages inexpressifs ou ingrats, doux ou effrayants, qui fixent intensément un ballon – ou un ailleurs –, toujours absent des quelques photographies accrochées à la galerie Yvon Lambert.

Les images sont en couleurs, précises, chatoyantes, cinématographiques. Les lumières sont très étudiées, les gestes aussi. Est-ce de la mise en scène ou pas ? La force de Sharon Lockhart est d'adopter le style documentaire et une esthétique cinématographique pour faire naître des personnages qui n'ont pas grand-chose à voir avec des basketteuses, de faire surgir à partir de situations banales et strictement fonctionnelles (répétitives scènes d'entraînement dans une salle de gymnastique en banlieue) des sentiments intenses et universels, poétiques, sur la période ambiguë entre enfance et adolescence.

Des personnalités surgissent, s'affirment. Qui est cette jeune fille, en équilibre sur la pointe d'un pied, la bouche ouverte et les bras tendus vers le ciel ? Et cette autre en gros plan, seule et perdue, le visage trop rond, la bouche molle, la peau brillante et les yeux dessinés comme des plaies ? On ne sait pas grand-chose, en France, sur Sharon Lockhart, mis à part une apparition à l'exposition « La Belle et la bête » au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, en 1995, où elle maniait le chaud et le froid, la beauté et la maladie, l'innocence et l'effroi, le premier baiser de l'enfance, la découverte de l'autre, une gamine enchanteresse tenant un rat blanc dans les mains.

Sharon Lockhart cite des cinéastes, Truffaut et Cassavetes, on ne sait pas encore très bien où elle va, mais sa chorégraphie des corps et des gestes séduit. Et sans doute cette promesse est-elle confirmée par son film *Goshogaoka*, réalisé dans les mêmes lieux et avec les mêmes personnages, qui sera projeté sur le grand écran de la Cinémathèque de Paris, le 28 mai à l'heure du déjeuner.

Michel Guerrin

SORTIR

PARIS

Richard Galliano
Michel Portal
A l'accordéon Richard Galliano, à la clarinette basse, au saxophone soprano et au bandonéon, Michel Portal. Deux musiciens au cœur du jazz.
Un disque, *Blow Up* (Dreyfus Jazz), en forme de chant de ralliement, comme un slogan (« Allez, de l'air ! souffle ! joue ! fais venir la musique ! ») nous a habitués au son de cette alliance. Ces deux « monstres » ont pris le goût de la scène ensemble, où leur swing fait rage.
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. M^o Alma-Marceau. Le 25 mai, 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. 190 F.

Eliades Ochoa y Cuarteto Patria, Manu Dibango
Manu Dibango, saxophoniste pionnier de la world music, Africain ayant beaucoup aimé le gospel, le jazz, les musiques électriques, la chanson, et la rumba, rencontre l'une des meilleures formations de son cubain, originaire de Santiago de Cuba.
Ensemble, ils ont enregistré un disque, *CubAfrica* (chez Mélodie). Ils joueront le 22 mai dans le cadre des Rythmes caraïbes à la Grande Halle de La Villette, lors d'une soirée également animée par le groupe antillais Kassav'.
Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. M^o Porte-de-Pantin. Le 22 mai, à 21 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. De 100 F à 120 F.

Agatha
de Marguerite Duras, mise en scène d'Alison Hornus, avec Claude Mathieu et Eric Génovèse.
Ils n'ont pas de nom, pas de prénom, sont âgés de trente ans, s'aiment comme des enfants depuis l'enfance. Ils sont frère et sœur, et pour la première fois doivent se quitter. Ces deux-là, Marguerite Duras les a inventés, et sûrement beaucoup aimés. Elle les a réunis dans une de ses plus belles pièces, *Agatha*. Une pièce qui fait rêver, comme font rêver le frère et la sœur de *L'Homme sans qualités*, de Musil. Claude Mathieu et Eric Génovèse, de la Comédie-Française, ont la chance de jouer ces beaux personnages, dirigés par une comédienne, Alison Hornus, qui fait ses débuts dans la mise en scène.
Comédie-Française, Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris-1er. M^o Palais-Royal-Louvre. Les mercredi, vendredi, samedi, lundi, mardi, à 18 h 30. Tél. : 01-44-58-98-58. De 45 F à 80 F. Jusqu'au 27 juin.

India
La prétendante au trône de « reine de la salsa », occupé jusqu'à aujourd'hui par Celia Cruz, est portoricaine. Elle fut la complice d'Eddy Palmieri et Tito Puente et est un des fers de lance de RMM, le label latino de New York (*Sobre el Fuego*, son dernier album distribué par DAM). Sa salsa est moins puriste que celle de Celia, elle se colore de funk. C'est du gros son, bien latino-new-yorkais.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11e. M^o Voltaire. Le 22 mai, à 21 heures. Tél. : 01-47-00-55-22. Location Fnac, Virgin. De 150 F à 170 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Aprile
de Nanni Moretti (italien, 1 h 18).
Blues Brothers 2000
de John Landis (américain, 2 h 03).
Dark City
d'Alex Proyas (américain, 1 h 35).
Les Idiots
de Lars von Trier (Danemark, 1 h 47).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

Les Affranchis (**)
de Martin Scorsese.
Américain, 1990 (2 h 21).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Le Cinéma de papa
de Claude Berri.
Français, 1970 (1 h 35).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Pathé Wepler, dolby, 18e.
Le Temps de l'innocence
de Martin Scorsese.
Américain, 1993 (2 h 15).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Tous en scène
de Vincente Minnelli.
Américain, 1953 (1 h 52).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
Un jour à New York
de Stanley Donen.
Américain, 1943, copie neuve.
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60) ; Mac-Mahon, 17e (01-43-80-24-81).
** *Film interdit aux moins de 16 ans.*

VERNISSAGES

Robin Collyer
Galerie Gilles Peyroulet & Cie, 80, rue Quincampoix, Paris 3e. M^o Rambuteau. Tél. : 01-42-78-85-11. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 23 mai au 11 juillet.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Les Généreux
d'Abdelkader Aloula, mise en scène de Saïd Areski, avec Ziani Chérif Ayad et M'Hamed Benguettaf.
Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris 15e. M^o Boucicaut. Le 22, à 20 h 30. Tél. : 01-45-54-95-31. 80 F.
Le Voyageur d'Angkor
d'après Tchéou-ta-kouan, mise en scène de Danièle Caviglioli, avec Jean de Coninck et Léah Rosenblum (danseuse).
Théâtre international de langue française (parc de La Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. M^o Porte-de-Pantin. Le 22, à 20 h 30. Tél. : 01-40-03-93-95. De 35 F à 110 F.
Ensemble Ultréïa
Carmina burana. Chansons du codex buranus.
Musée national du Moyen Age-Thermes de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, Paris 5e. RER Cluny-la Sorbonne. Le 23, à 14 h 30. Tél. : 01-53-73-78-16.
Paul O'Dette (luth).
Œuvres de Canova da Milano. Borrono. Dowland.
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. M^o Porte-de-Pantin. Le 23, à 16 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.
Laurent De Wilde Trio
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. M^o Châtelet. Le 22, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Christian Escoudé Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. M^o Châtelet. Le 22, à 22 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Rackim, Psykopat
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. M^o Anvers. Le 22, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 139 F.
Jean-Christophe Maillard
Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. M^o Porte-de-Pantin. Le 22, à 20 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. De 100 F à 120 F.
Sangre latina
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. M^o République. Le 22, à 23 heures. Tél. : 01-42-02-20-52. 100 F.

RÉSERVATIONS

Viva Vox
de Cesare Pavese, Anna Seghers et Lokenath Bhattacharya, mise en scène de Jean-Christophe Bailly.
Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. M^o Odéon, RER Luxembourg. Du 26 mai au 19 juin. Tél. : 01-44-41-36-36. Entrée libre sur réservation.

DERNIERS JOURS

28 mai :
Istvan Nadler, Noël Dolla
Institut hongrois, 92, rue Bonaparte, Paris 6e. M^o Saint-Sulpice, Mabillon. Tél. : 01-43-26-06-44. De 9 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures. Entrée libre.

VENDREDI 22 MAI

FILMS DE LA SOIRÉE

19.30 Viridiana ■ ■ ■
Luis Bunuel (Espagne, 1961, N., v.o., 90 min). Cinétoile

21.55 Casanova le petit ■ ■
Sam Wood (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

22.00 Café Society ■ ■
Raymond DeFelitta (Etats-Unis, 1993, v.o., 110 min). Cinéstar 1

22.45 Les Chaînes du destin ■ ■
Mitchell Leisen (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 100 min). Cinétoile

22.55 The Hit ■ ■
Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1984, v.o., 100 min). Ciné Cinémas

23.45 ▶ Histoire d'Adrien ■ ■
J.-P. Denis (Fr., 1980, 95 min). Arte

23.50 L'Alibi ■ ■
P. Chenal (Fr, 1937, N., 80 min). RTL 9

0.15 Coups de feu sur Broadway ■ ■
Woody Allen (Etats-Unis, 1994, v.o., 95 min). Cinéstar 2

0.35 Quelque part dans le temps ■ ■
Jeannot Szwarc (Etats-Unis, 1980, 100 min). Ciné Cinémas

0.40 Le Garçon aux cheveux verts ■ ■
Joseph Losey (Grande-Bretagne, 1948, v.o., 75 min). France 2

2.15 La Horde sauvage ■ ■
Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1969, v.o., 140 min). Ciné Cinémas

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. *Invités :* Andie Mc Dowell, David Ginola. Le groupe NTM (live), Jean Reno, Jean Todt, Michael Schumacher, Gong Li. Canal +

19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Berkeley-Saigon-Nanterre. La Commune étudiante. Histoire

19.00 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première

20.00 20h Paris Première. Paris Première

20.50 Thalassa. Boulogne business. France 3

21.00 De l'actualité à l'Histoire. Le Sénat. Avec Jean-Marcel Jeanneney et Alain Joyandet. Alexandrie aujourd'hui. Avec Robert Solé et Ahmed Youssef. Histoire

21.00 Courts particuliers. Spécial Scorsese. Paris Première

22.00 Faut pas rêver. Inde : Le gardien du Gange. France : La pension de famille. Vietnam : Les charbonniers du fleuve Rouge. Invitée : Nicole Avril. France 3

22.50 Bouillon de culture. Secrets de femmes. Avec Françoise Chandernagor, Paule Constant, Sylvie Germain, Chantal Delsol, Kenizé Mourad. France 2

23.10 Sans aucun doute. Ma vie est devenue insupportable. Invitée : Cécilia Noah. TF 1

23.25 ▶ Les Dossiers de l'Histoire. Onze footballeurs en or. France 3

0.05 Noms de dieux. Journalisme et œcuménisme. Invité : Jean-Paul Guetny. RTBF 1

0.50 Notes de voyage. Vers les îles. France 3

DOCUMENTAIRES

18.15 Djabote. Doudou N'Diaye Rose. Planète

18.30 Le Léopard de Chine. La Cinquième

19.00 Enquêtes médico-légales. [12/13]. *A la recherche du meurtrier.* Planète

19.00 Accordéon toujours. [2/2]. Odyssée

19.35 La Maladie de la vache folle. [2/2]. Etat de la recherche. Planète

20.15 Des religions et des hommes. [8/46]. Mahomet, le prophète. Histoire

20.35 Le Droit à la parole. Planète

20.45 Angano... Angano... Nouvelles de Madagascar. Odyssée

21.15 Les Ours polaires. Disney Channel

21.30 Les Eléphants de Tsavo. Planète

21.50 Le Royaume de l'Atlantique. [3/3]. Au cœur des abysses. Odyssée

22.15 ▶ Grand format. Le Septième Jour d'Israël, un kibboutz en Galilée. Arte

22.15 Mai 68. [3/3]. Planète

22.45 Les Grands Compositeurs. [5/12]. Mendelssohn. Odyssée

23.00 Les Maîtres du regard. Ernest B. Schoedsack. Paris Première

23.15 La Conquête spatiale en Union soviétique. [2/3]. Odyssée

23.25 Underground USA. [5/14]. Rock à New York - Rave party. Planète

0.35 Dakar, les hommes préfèrent les rondes. Téva

MUSIQUE

21.00 Guitar Legends. Muzzik

23.00 Johnny Lang. Muzzik

23.25 Virtuoses : Evelyn Glennie. Mezzo

23.30 Pavarotti à Llangollen 1995. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.40 Le Faux pas. Chuck Bowman. RTL 9

20.45 Denis. Catherine Corsini. Arte

20.55 Phase terminale. O Larry Elikann. M 6

21.45 Pas une seconde à perdre. Jean-Claude Sussfeld. Festival

23.10 Le Censeur du lycée d'Epinal. Marc Rivière. Festival

0.40 L'Inconnu. Youri. Festival

SÉRIES

20.13 Earth II. L'homme de ses rêves. 13e Rue

20.35 Chérie, j'ai rétréci les gosses. Disney Channel

20.55 Enquêtes en série. Frères et flics. France 2

20.55 Cybill. Un détective spécial. Téva

21.00 Galactica. Baseball. 13e Rue

21.15 Stargate SG-1. Le feu et l'eau. Série Club

21.20 Dharma & Greg. The Second Coming of Leonard (v.o.). Téva

21.50 Galactica. Le retour de Starbuck. 13e Rue

22.05 Au cœur du temps. La revanche de Robin des Bois. Disney Channel

22.20 Dream On. Charrette bien ordonnée (v.o.). Canal Jimmy

22.45 Buffy contre les vampires. Les hyènes. Série Club

22.45 Seinfeld. La secrétaire (v.o.). Canal Jimmy

23.30 Le Prisonnier. Danse avec la mort (v.o.). Série Club

0.00 Friends. Celui qui était dans la caisse (v.o.). Canal Jimmy

0.00 New York Undercover. L'addition. Les fils à papa. 13e Rue

0.15 Brooklyn South. Doggonit (v.o.). Série Club

0.20 Star Trek, la nouvelle génération. Indices (v.o.). Canal Jimmy

1.10 New York Police Blues. Meurtre en sous-sol (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 20.55 France 2
Frères et flics
A Nice, les inspecteurs Benoît Leduc et Lorenzo Roccanera forment un tandem inséparable. Benoît, qui a épousé la sœur de son équipier, vit dans la maison familiale des Roccanera. Mais tout – le caractère, l'origine (l'un est italien, l'autre vient du nord de la France), la façon de mener les enquêtes – oppose les deux hommes. Diffusée dans la case « Enquêtes en série » trois vendredis de suite, à raison de deux épisodes de cinquante-deux minutes par soirée, cette série réalisée par Bruno Gantillon tranche avec les poncifs sur la Mafia et les casinos. Portée par d'excellents interprètes – Bruno Ricci (Lorenzo) et Thierry Fortineau (Benoît) –, elle réussit à ne pas sonner faux. – *K. N.*

● 22.15 Arte
« Grand Format »
Retour à Dagania, le premier kibboutz d'Israël. Serge Moati, qui y a passé les étés de sa jeunesse, a voulu revenir sur l'une des plus belles utopies du siècle, à travers l'histoire d'une famille. Dans *Le Septième Jour d'Israël, un kibboutz en Galilée*, le réalisateur a laissé parler les fondateurs, leurs enfants et les enfants de leurs enfants. Désillusions et amertume, tous racontent le rêve d'un sionisme égalitaire et la fin de l'utopie quand le rêve s'est heurté à la réalité économique, au début des années 80. – *G. P.*

● 22.45 Ciné Cinéma III
Denise au téléphone
Satire très aiguë d'une génération accrochée au téléphone (sans fil, portable ou en cabine) et à l'ordinateur, et qui supprime tous les rapports humains. Hal Salwen a appliqué à un univers de mutants le style de la comédie américaine de l'âge d'or. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Le Bigdil.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, L'Image du jour.
20.40 Coupe du monde 1998, Météo.
20.52 Trafic infos.
20.55 Les Années Tubes.
23.10 Sans aucun doute. Ma vie est devenue insupportable.
1.05 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

19.20 1000 enfants vers l'an 2000.
19.25 et 1.55 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, A cheval.
20.55 Enquêtes en série : Frères et flics. Maldonne. Recherche Rosetta désespérément.
22.45 Un livre, des livres.
22.50 Bouillon de culture. Secrets de femmes.
0.10 Journal, Météo, Signé Croisette.
0.35 Présentation du Ciné-club.
0.40 Le Garçon aux cheveux verts ■ ■ Film. Joseph Losey (v.o.).

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport, Consomag.
20.50 Thalassa. Boulogne business.
22.00 Faut pas rêver.
23.00 Météo, Soir 3.
23.25 ▶ *Les Dossiers de l'Histoire.* Onze footballeurs en or.
0.30 Libre court. Le Roman de Léo.
0.50 Notes de voyage. Vers les îles.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 21.05
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
19.00 et 23.10 Flash infos.
20.35 Allons au cinéma ce week-end.
21.05 Assassin(s) ■ *Film. Mathieu Kassovitz.*
23.20 Strip-tease. Film. Andrew Bargman.
1.45 Compañeros ■ Film. Sergio Corbucci (v.o.).

ARTE

19.00 Tracks.
19.30 7 1/2. Irlande - Ulster : aux urnes.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Denis. *Téléfilm.* Catherine Corsini.
22.15 ▶ Grand format. Le Septième Jour *d'Israël, un kibboutz en Galilée.*
23.45 ▶ Histoire d'Adrien ■ ■ Film. Jean-Pierre Denis.
1.20 Underground. Feuilleton [5/6] (v.o.).

M 6

19.00 Loïs et Clark.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.00 Ciné 6 spécial Cannes.
20.10 Mister Bizz.
20.40 Décrochages info, Hot forme.
20.55 Phase terminale. *Téléfilm. O Larry Elikann.*
22.35 Au-delà du réel. l'aventure continue.
23.30 Le Séducteur. Téléfilm. O Gabrielle Beaumont.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Nelly Feuerhahn (*Maurice Henry, la révolte, le rêve et le rire*).
21.00 Black and blue. René Utreger par lui-même.
22.10 Fiction. *Les Enfants de Lir,* de Morley Troman.
23.00 Nuits magnétiques. La Victorine en Nuit américaine.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck, dir. Michael Stern : Œuvres de Gershwin, Berio, Chostakovitch.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Jazz-club. Concert donné en direct de la Villa, à Paris. Le trompettiste Terell Stafford avec Micu Narunski, piano, Gilles Naturel, contrebasse et Tony Rabeson, batterie.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Les écrits de Tchaïkovski. Œuvres de Beethoven, Mozart, Glinka, Berlioz, Wagner, Balakirev, Rimski-Korsakov, Arensky.
22.35 Les Soirées... (suite).

SAMEDI 23 MAI

FILMS DU JOUR

16.00 Les Créatures ■ ■
Agnès Varda (France, 1966, N., 95 min). Ciné Cinéfil

16.20 Viridiana ■ ■ ■
Luis Buñuel (Espagne, 1961, N., v.o., 90 min). Cinétoile

17.50 Comment l'esprit vient aux femmes ■ ■
George Cukor (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 100 min). Cinétoile

23.00 Dernières heures à Denver ■ ■
Gary Fleder (Etats-Unis, 1995, 109 min). Canal +

23.00 L'Impasse tragique ■ ■
Henry Hathaway (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil

23.20 Blow Out ■ ■
Brian De Palma (Etats-Unis, 1981, 100 min). Cinétoile

1.00 Café Society ■ ■
Raymond DeFelitta (Etats-Unis, 1993, v.o., 105 min). Cinéstar 1

1.35 L'Invasion des profanateurs de sépultures ■ ■
Don Siegel (Etats-Unis, 1955, N., v.o., 75 min). Arte

2.15 Au loin s'en vont les nuages ■ ■
Aki Kaurismäki (Finlande, 1995, v.o., 95 min). Canal +

2.25 Papa est en voyage d'affaires ■ ■
Emir Kusturica (Yougoslavie, 1984, 130 min). Cinétoile

3.05 Chronique d'une mort annoncée ■ ■
Francesco Rosi (France - Italie, 1986, 105 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 16.10 Le Monde des idées. Thème : Israël - Palestine. Avec Alain Finkielkraut, philosophe ; Danièle Sallenave, écrivain. LCI

MAGAZINES

13.30 Mai 68. L'autorité dans la famille. Histoire

13.40 Les Grandes Enigmes de la science. La France mystérieuse. France 2

14.00 Courts particuliers. Spécial Scorsese. Paris Première

14.30 Le Magazine de l'Histoire. Spécial Festival de Cannes : un siècle de cinéma français. Histoire

16.30 Les Dossiers de l'Histoire. Berkeley-Saigon-Nanterre. La Commune étudiante. Histoire

19.00 T.V. +. Canal +

19.10 Le Club de l'éco. Invité : René Monory. LCI

19.30 Histoire parallèle. Semaine du 23 mai 1948. La laïcité et l'école. *Invité : Jean-Marie Mayeur.* Arte

19.55 Le Club. Invitée : Anne Vernon. Ciné Cinéfil

20.00 Thalassa. Marins givrés. TV 5

20.00 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première

20.30 Les Couche-tôt. Invitées : Zazie, Native. TSR

20.45 Le Magazine de l'Histoire. Spécial mai 68. Invités : Michel Winock, Henri Weber, Danièle Tartakowsky. Histoire

21.00 Faut pas rêver. TV 5

21.45 Metropolis. Cannes 98. Paroles de critiques. Arte

22.20 T'as pas une idée. Invitée : Danielle Mitterrand. Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

17.20 Les Requins. *Mangeurs d'homme ?* Planète

17.30 Lieux mythiques. Le Stonehenge américain. La Cinquième

18.00 Nomades. [1/4]. Les cavaliers de Mongolie. La Cinquième

18.05 Scènes de chasse dans le Ngorongoro. Odyssée

19.00 Les Maîtres du regard. *Ernest B. Schoedsack.* Paris Première

19.30 L'Homme aux ornithorynques. Odyssée

19.35 Moscou, trois jours en août. Planète

20.35 Djabote. Doudou N'Diaye Rose. Planète

20.35 Le Monde inconnu des serpents. TMC

20.45 L'Aventure humaine. Madagascar. Arte

20.55 Accordéon toujours. [2/2]. Odyssée

21.00 Paris Black. Muzzik

21.20 Enquêtes médico-légales. [12/13]. A la recherche du meurtrier. Planète

21.30 Au-delà du visible. TMC

21.50 Boat People : les Oubliés de l'espoir. Odyssée

21.55 La Maladie de la vache folle. [2/2]. Etat de la recherche. Planète

22.40 ▶ *Aux p'tits bonheurs la France.* Et vive l'école ! France 3

22.55 Le Droit à la parole. Planète

23.00 La Grand-mère d'Israël. Histoire

23.40 Music Planet. Guildo Horn. Arte

23.40 Les Maîtres du regard. Max et Dave Fleischer. Paris Première

SPORTS EN DIRECT

13.00 Formule 1. Championnat du monde. Grand Prix de Monaco. Essais. TMC

14.40 Basket-ball. Championnat de France. Finale aller : Pau-Orthez - Limoges. Canal +

15.10 Cyclisme. Tour d'Italie. 7e étape : Lago Laceno - Matera (230 km). TSR

15.30 Rugby. Coupe de France. Trophée Yves du Manoir. Quart de finale : Toulouse - Brive. France 2

16.25 Handball. Tournoi de Bercy. France - Allemagne. Canal +

17.25 Cyclisme. Midi Libre. 5e étape : Nîmes - Mende (180 km). France 2

18.30 Cyclisme. *Tour d'Italie. 7e étape :* Lago Laceno - Matera. Eurosport

20.00 Football. Festival espoirs de Toulon. Finale. Au stade Mayol. Eurosport

MUSIQUE

18.00 Diana Krall. Montréal 1996. Muzzik

19.55 Beethoven par Otto Klemperer n° 2. Muzzik

20.30 Opéra : Offenbach tragicomique. Les Contes d'Hoffmann. Mise en scène. John Schlesinger. *Dir. Georges Prêtre.* Mezzo

22.05 La Clémence de Titus. Mise en scène. Nicholas Hytner. Dir. Andrew Davis. Muzzik

0.30 Sonny Rollins. Montréal 82. Muzzik

TÉLÉFILMS

18.15 Le Piège. Serge Moati. Festival

20.13 Les Vacances de l'inspecteur Lester. Alain Wermus. 13e Rue

20.30 Des grives aux loups. Philippe Monnier [1/2]. Festival

20.35 La Vérité inavouable. Peter Werner. Canal +

20.35 Charlemagne, le prince à cheval. Clive Donner [2/3]. Ciné Cinémas

20.55 Quand un ange passe... Bertrand Van Effenterre. France 3

23.15 Photo souvenir. Edmond Sechan. Festival

SÉRIES

17.30 Ally McBeal. The Blame Game (v.o.). Téva

17.45 L'Enfer du devoir. Meurtres en série. RTL 9

18.25 Les Sentinelles de l'air. Les vacances de Parker. Série Club

18.55 Dharma & Greg. The Second Coming of Leonard (v.o.). Téva

19.00 Absolutely Fabulous. Joyeux anniversaire (v.o.). Arte

19.15 Highlander. Combat sans merci. Série Club

20.40 Derrick. Alina Malikowa. Docteur Schöne. RTL 9

20.55 FX, effets spéciaux. Hold-up. M 6

21.00 The Lazarus Man. Le général qui voulait être roi. Canal Jimmy

21.30 Buffy contre les vampires. Les hyènes. Série Club

21.50 The Sentinel. Les funambules. M 6

22.15 Brooklyn South. Doggonit (v.o.). Série Club

22.30 La Rivière Espérance. [3/9]. TV 5

22.45 L'Hôpital et ses Fantômes. [6/11]. Réminiscence. Arte

22.45 Players : les maîtres du jeu. Sur scène. M 6

22.50 Chicago Hospital, la vie à tout prix. Chagrin de femmes. RTL 9

23.00 Kindred, le clan des maudits. Les vampires ont aussi leurs lois (v.o.). 13e Rue

23.15 Star Trek, la nouvelle génération. Indices. Canal Jimmy

23.45 Homicide. Canicule. Série Club

23.45 Earth II. L'homme de ses rêves. 13e Rue

0.35 Galactica. Le retour de Starbuck. 13e Rue

0.40 Underground. [6/6] (v.o.). Arte

1.00 Seinfeld. La secrétaire (v.o.). Canal Jimmy

1.25 Friends. Celui qui était dans la caisse (v.o.). Canal Jimmy

3.30 Star Trek, la nouvelle génération. Indices (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ *Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.*

NOTRE CHOIX

● Arte 22.40
L'Hôpital et ses Fantômes

Réhabilitation du cloaque

IL Y A des inconditionnels de « L'Hôpital et ses fantômes ». Ceux-là se racontent pendant des heures les gags de la série-culte de Lars von Trier. Apprécier à sa mesure cette fantaisie labyrinthique où s'ébattent à l'aveugle des personnages livrés à leurs fantasmes crée une complicité immédiate. Que les accros se réjouissent : après avoir rediffusé la première saison, Arte montre, à partir de ce samedi, six numéros inédits. La nouvelle cuvée est plus drôle encore. Plus gaie et plus « gore » (s'il est possible).

Intrigue proliférante, mêmes personnages. Ça débloque à plein tube dans le grand hôpital de Copenhague. Le professeur Helmer, grand spécialiste suédois, mufle avec les femmes, s'embarque pour Haïti à la recherche d'un poison destiné à faire disparaître pour un temps le jeune neurologue témoin de son opération ratée. Judith, qui a accouché d'un monstre dont le père est un fantôme, s'attendrit devant l'horrible bébé qui grandit et vieillit à toute allure. La vieille dame spirite s'est fait hospitaliser à nouveau et le professeur Bondo réussit enfin à se faire greffer un foie malade qui doit faire de lui une gloire du monde médical. Les assemblées infantiles de la loge maçonnique se poursuivent ainsi que les irrésistibles réunions de bureau. Tout ce petit monde s'adonne le soir à des jeux dangereux. Tandis qu'un ambulancier, cagoule sur les yeux, fonce à contresens sur l'autoroute, le personnel prend les paris.

Le cinéaste de *Breaking the Waves* dit avoir écrit le scénario très vite, presque en écriture automatique. Il mêle plaisanterie fine et horreur (le sang qui gicle dans l'œil du chirurgien, le plasma qui traîne dans les couloirs). Technique au millimètre, effets de faux noir et blanc, verts glauques, qu'éclairent brusquement des *couleurs hyperréalistes* (le foie, la robe rouge). Ce qui est incroyable, c'est l'effet vérité dans cette folie. Mais pourquoi avoir doublé, et non sous-titré, cette série ludique et bouillonnante, qui raconte de façon mal-polie la vieille lutte entre le Bien et le Mal ?

Catherine Humblot

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.15 Reportages. Chasseurs de fantômes.
13.55 MacGyver.
14.50 Scandales à l'amirauté.
15.45 Moloney.
16.40 California College : Les Jumelles de Sweet Valley.
17.10 Hercule.
18.00 Sous le soleil.
19.00 Beverly Hills.
20.00 Journal, Allez les bleus.
20.35 Spécial F1.
20.45 Le Résultat des courses, Météo.
20.52 Trafic infos.
20.55 La télé s'amuse.
23.10 Hollywood Night. Apparences trompeuses. Téléfilm. O Rodney Gibbons.
0.50 Formule F1.
1.25 TF1 nuit, Météo.
1.40 Les Rendez-vous de l'entreprise. Spécial Cannes.

FRANCE 2

13.30 L'Esprit d'un jardin.
13.35 Consomag.
13.40 Les Grandes Enigmes de la science. La France mystérieuse.
14.40 et 15.05, 17.15 Samedi sport.
14.45 Tiercé.
15.30 Rugby. En direct. Toulouse - Brive.
17.25 Cyclisme. En direct. Le Midi Libre.
18.45 1000 enfants vers l'an 2000.
18.50 Farce attaque... à la Guadeloupe.
19.45 et 20.55 Tirage du Loto.
19.50 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.45 A cheval, Météo.
21.00 Fiesta.
23.15 Du fer dans les épinards. Nous sommes tous dépendants.
0.50 Journal, Météo.
1.05 Signé Croisette.
1.15 Les 30 Dernières Minutes.
1.40 Bouillon de culture. Secrets de femmes.

FRANCE 3

14.05 Evasion. Ermenonville, rêveries d'un promeneur solitaire.
14.35 Les Pieds sur l'herbe.
15.10 Destination pêche.
15.40 Couleur pays.
18.13 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 et 0.55 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Petites bêtises.
20.10 Les Indiffusables.
20.40 Tout le sport.
20.55 Quand un ange passe... Téléfilm. Bertrand Van Effenterre.
22.40 ▶ Aux p'tits bonheurs la France. Et vive l'école !
23.35 Météo, Soir 3.
0.00 Musique et Cie. Portrait de Jean Guillou.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 14.00
13.50 Le Journal de l'emploi.
13.55 Rugby. Super Twelves.
14.40 Basket-ball. En direct. Pau-Orthez - Limoges.
16.25 Handball. En direct. France - Allemagne.
▶ En clair jusqu'à 20.05
17.55 Décode pas Bunny.
18.50 et 22.50 Flash infos.
19.00 T.V. +.
20.05 Les Simpson.
▶ En clair jusqu'à 20.35
20.30 Le Journal du Festival.
20.35 La Vérité inavouable. Téléfilm. Peter Werner.
22.00 Billard.
23.00 Dernières heures à Denver ■ ■ Film. Gary Fleder.
0.50 Pluies de roses sur Manhattan. Film. Michael Goldenberg (v.o.).

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Passe partout.
14.00 Fête des bébés.
14.30 Le Journal de la santé.
15.00 Fenêtre sur court.
15.30 Antoine de Saint-Exupéry.
16.25 Sur les chemins du monde. 16.30 Les Dernières Frontières de l'Himalaya. 17.00 Expédition glaciologique en Ouzbékistan. 17.30 Lieux mythiques. 18.00 Nomades : les cavaliers de Mongolie.
19.00 Absolutely Fabulous. [6/18] (v.o.).
19.30 Histoire parallèle.
20.15 Le Dessous des cartes. Kosovo.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. Madagascar.
21.45 Metropolis.
22.45 L'Hôpital et ses Fantômes. [6/11].
23.40 Music Planet. Guildo Horn.
0.40 Underground. Feuilleton [6/6] (v.o.).
1.35 L'Invasion des profanateurs de sépultures ■ ■ Film. Don Siegel (v.o.).

M 6

13.15 V. Le retour.
14.10 University Hospital.
15.00 Les Aventures de Brisco County.
16.05 Les Têtes Brûlées.
17.05 Chapeau melon et bottes de cuir.
18.10 Amicalement vôtre.
19.10 Turbo, Warning.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.00 et 20.40 Ciné 6.
20.10 Les Piégeurs.
20.54 La Trilogie du samedi. 20.55 FX, effets spéciaux. Hold-up. 21.50 The Sentinel. Les funambules. *22.45 Players : les maîtres du jeu.* Sur scène.
23.35 SOS mutants. Téléfilm. Δ Tommy Lee Wallace.
1.20 DJ d'une nuit. Jean-Michel Jarre.

RADIO

FRANCE-CULTURE

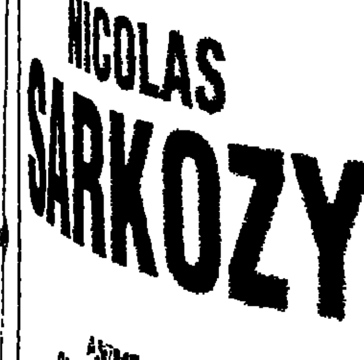
20.00 Fiction. Bertold Brecht aurait cent ans. La Décision et autres textes.
22.35 Opus. *Philippe Fénelon crée* une nouvelle œuvre à l'opéra Bastille.
0.05 Le Gai Savoir. Etienne Guyon, ancien directeur du Palais de la Découverte.

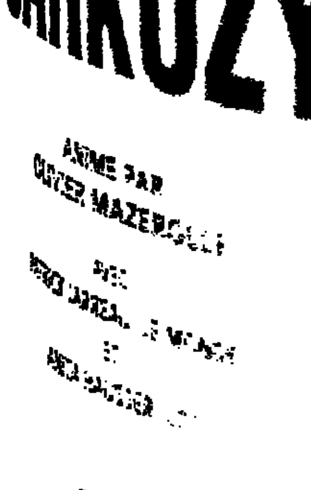
FRANCE-MUSIQUE

19.31 Opéra. *Norma,* de Bellini. Enregistrée le 21 mai, à l'Opéra de Paris-Bastille, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Fabio Luisi : Sergei Larin (Pollione), Carlo Colombara (Oroveso), Jane Eaglen (Norma).
23.07 Présentez la facture. Les sons du Philharmonique de Vienne.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. Œuvres de Gade, Dvorak, Grieg.
20.40 Le Violoniste Frank Peter Zimmermann. Œuvres de Ysaÿe, Saint-Saëns, Debussy, Stravinsky, Mozart, Brahms.
22.40 Da Capo. Archives Fritz Reiner.







Le Monde
SAMEDI 23 MAI 1998

Des chirurgiens français ont opéré à cœur ouvert avec l'assistance d'un robot informatisé

Le professeur Carpentier, qui dirigeait l'équipe, juge « révolutionnaire » cette première mondiale

UNE ÉQUIPE CHIRURGICALE française de renommée internationale dirigée par le professeur Alain Carpentier et le docteur Didier Loulmet (service de chirurgie cardiaque de l'hôpital Broussais, Paris) a, ces derniers jours, pratiqué avec succès et pour la première fois au monde six interventions à cœur ouvert avec l'assistance d'un robot manipulé par un ordinateur. Les premiers patients opérés à l'hôpital Broussais souffraient d'affections touchant les artères coronaires, les valves cardiaques ou encore de malformations congénitales. Dans tous les cas les interventions ont pu être conduites avec succès et deux des six opérés ont regagné leur domicile.

Lors de ces interventions chirurgicales, l'opérateur travaille à distance de son patient, sur une console d'ordinateur, ses gestes étant transmis aux outils miniaturisés qui travaillent au sein du muscle cardiaque. L'équipe chirurgicale dispose ici d'une vision agrandie, stable et tridimensionnelle de la région cardiaque sur laquelle elle intervient, l'ordinateur assurant d'autre part une reproduction fidèle des gestes de l'opérateur.

Le professeur Carpentier et son équipe conduisaient depuis un an des expérimentations animales en collaboration avec le docteur Frederic Moll et l'ingénieur Robert Younge de la firme américaine Intuitive Surgical, spécialisée dans l'application à la chirurgie de la technologie robotique.

MOINDRE INCISION

Cette technique offre l'avantage de limiter à quelques centimètres l'ouverture thoracique par laquelle on introduit des pinces téléguidées et une caméra microscopique. Elle pourrait également aider au développement de la télé-chirurgie, l'opérateur étant géographiquement très éloigné de son patient.

« Cette nouvelle étape illustre le développement des techniques de chirurgie cardiaque moins invasives grace aux mini-incisions. Elles ont l'avantage d'être moins traumatisantes et moins douloureuses que les techniques classiques mais sont plus difficiles à réaliser en raison de l'exiguïté des incisions », souligne-t-on auprès de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

« C'est une véritable révolution, dans la mesure où, pour la première fois, au lieu de se reposer seulement sur lui-même, le chirurgien va se faire aider par des outils gérés par ordinateur, a expliqué au *Monde* le professeur Carpentier. *Mais c'est aussi une révolution dans la mesure où le chirurgien est, d'une certaine manière, visuellement et manuellement à l'intérieur du corps du patient qu'il opère. Si l'on compare l'organe opéré à une caverne, au lieu d'explorer la caverne par un orifice supérieur, on peut dorénavant l'explorer de l'intérieur. »*

« L'un des avantages majeurs de cette technique est, en outre, la démultiplication des gestes qu'elle autorise. En d'autres termes, lorsque je fais un geste de trois millimètres, le porte-aiguille qui est à l'intérieur du malade ne se déplace que d'un millimètre. Il faut donc bien comprendre que ce n'est pas un robot qui opère le malade mais une technologie robotique appliquée à la chirurgie. Ce n'est qu'un nouvel outil, mais un outil merveilleux », a encore tenu à préciser le professeur Carpentier.

Pour le professeur Carpentier, cette nouvelle technique – dont il pensait, au début des années 80, qu'elle ne verrait le jour que vers 2 050 – permettra de répondre à l'ensemble des indications actuelles de la chirurgie cardiaque. Elle pourrait aussi permettre d'opérer, notamment chez l'enfant, des lésions ou des malformations cardiaques difficiles d'accès. Cette technique devrait aussi très rapidement trouver des applications dans d'autres champs de l'activité chirurgicale.

L'équipe française va, dans un premier temps, s'attacher à simplifier le système actuel, encore très volumineux, pour permettre à d'autres équipes chirurgicales de l'utiliser.

Jean-Yves Nau

L'association des parents d'élèves du privé va changer de président

AU COURS de la délégation annuelle de l'Unapel (Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre), samedi 23 et dimanche 24 mai à Tours, son président, Philippe Toussaint, doit, statutairement, passer la main après six années accomplies à la tête de cette organisation qui représente près de 800 000 familles et 10 000 établissements scolaires.

Très engagé dans la tentative, avortée, de révision de la loi Falloux en 1992, Philippe Toussaint tire néanmoins un bilan qu'il juge honorable de ses mandats, à commencer par la qualité des relations instaurées avec les responsables actuels du ministère de l'éducation nationale. M. Toussaint se félicite de voir l'enseignement catholique entendu et pris en compte sur le dossier des emplois-jeunes, du fonds social pour les cantines ou des zones d'éducation prioritaires.

« C'est même frappant en ce qui concerne la réforme des lycées. Nous avons été en relation constante avec Philippe Meirieu [qui dirigeait la consultation sur la réforme des lycées] *et nous avons été entendus, par exemple, sur l'enseignement professionnel, au même titre que les autres organisations de parents. C'était impensable il y a quelques années »*, tient à souligner M. Toussaint. Alors qu'il vient de faire état publiquement d'une rencontre entre l'Unapel et le président de la République le 13 mai, qui a permis à ce puissant groupe de pression de faire entendre ses revendications, Philippe Toussaint n'a pas de mots assez durs pour l'ancien ministre de l'éducation François Bayrou.

« La maladresse du gouvernement a été telle que nous avons raté une occasion qui n'a jamais pu être rattrapée. Par la suite, François Bayrou a même commis envers nous un déni de justice caractérisé, en n'appliquant pas au privé les mesures financières décidées pour la sécurité des établissements », commente aujourd'hui le président de l'Unapel.

Aussi satisfait qu'il soit de l'équipe actuelle, M. Toussaint estime pourtant que nombre de demandes de l'enseignement catholique *« n'avancent pas »*, notamment celles qui concernent les problèmes statutaires des maîtres du privé. *« Ce n'est pas parce que le climat est bon qu'il ne faut pas mettre la pression »*, juge cet énarque de quarante-neuf ans, égratignant au passage Pierre Daniel, le secrétaire général de l'enseignement catholique, qu'il trouve trop discret dans ses revendications.

Alors que deux listes concurrentes se présentent pour sa succession, Philippe Toussaint laisse à son successeur quelques gros dossiers. *« Il faut absolument que nous progressions sur l'avancement de la scolarité obligatoire à trois ans* [actuellement six] *»*, insiste-t-il, pour sortir de *« discussions oiseuses »* avec les villes sur les forfaits communaux concernant le financement des écoles maternelles privées. Pour l'instant, les villes ne sont obligées à rien, *« alors que dans la politique éducative nationale, le premier cycle commence en grande section »*, dernière année de l'école maternelle.

Rappelant enfin que les notions de *« communauté éducative »* et de *« projet d'établissement »* sont des idées avancées depuis longtemps par l'enseignement catholique, jusqu'à entrer en 1989 dans la loi d'orientation sur l'éducation votée à l'initiative de Lionel Jospin, Philippe Toussaint ne désespère pas de voir son successeur réussir à promouvoir le *« projet personnel de l'élève »*, thème de travail de l'Unapel depuis deux ans.

Béatrice Gurrey

Les parents du public également en congrès

Le 79e congrès annuel de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), qui se tient à Sochaux du 21 au 23 mai, avec 500 délégués représentant 400 000 adhérents, devra trouver un successeur à Jean-Pierre Bocquet, arrivé à la fin de son mandat après cinq années de présidence. Rappelant que la PEEP s'était dotée en 1996 d'un Observatoire des parents d'élèves, M. Bocquet, en ouvrant ce congrès, a souhaité qu'il serve à *« avoir une vision à plus long terme des finalités du système éducatif »*. Selon le dernier sondage publié par l'Observatoire, 71 % des parents estiment que l'école doit transmettre d'abord des connaissances avant des valeurs sociales (19,5 %). L'école prépare bien à la vie active pour 52 % des parents.

Ouverture de l'Exposition mondiale de Lisbonne

LE PRÉSIDENT PORTUGAIS, Jorge Sampaio, a inauguré, jeudi soir 21 mai, l'Exposition mondiale de Lisbonne, la dernière du XXe siècle et du millénaire, dédiée à *« la conservation des océans, patrimoine du futur »* (*Le Monde* du 22 mai). Devant quelque 5 000 invités dont 1 200 enfants, M. Sampaio a lancé un appel pour *« préserver la planète et défendre l'environnement »*, en cette année anniversaire de l'expédition de Vasco de Gama vers l'Inde.

Selon le chef de l'Etat, cette exposition, pour le Portugal, *« pays européen, atlantique et universel dont la langue est parlée par quelque 200 millions de personnes »*, qui a renoué avec *« la démocratie depuis la "révolution aux œillets" »*, est un *« événement culturel scientifique et humain de dimension planétaire »*. Evénement qui *« doit fournir un lieu de rencontres pour tous les peuples »* et *« symboliser ce que nous souhaitons pour le siècle prochain : une époque de dialogues entre les civilisations, les continents, les cultures, les religions, un temps de coopération internationale et de solidarité entre le nord et le sud, l'est et l'ouest »*.

Sept mille personnes ont travaillé dans l'enthousiasme jusqu'au dernier moment, a précisé le commissaire de l'exposition, Antonio Torres Campo, qui leur a rendu hommage. Le maire de Lisbonne, Joao Soares, a souligné que sa ville éprouvait un sentiment de fierté et d'euphorie pour avoir relevé ce défi, qui prouve combien Lisbonne et le pays tout entier sont *« en chemin vers la modernisation »*. Le ténor José Carreras et le groupe Madredeus ont participé ensuite au spectacle présenté pour cette soirée d'inauguration.

Marche ou grimpe !

par Pierre Georges

QUE FAUT-IL ENVIER le plus ? Ceux qui montent les marches ou ceux qui grimpent aux arbres ? Bribes d'actualités, images furtives. A Cannes, chef-lieu de cinéma où il convient d'abord de voir et d'être vu, ce fut un jeudi d'Ascension des marches du Palais prodigieux. Presque un titre de film. Sharon et Robert !

Sharon Stone d'abord, habillée comme au premier jour, c'est à dire savamment nue, tellement nue même qu'un commentateur crut nécessaire de souligner l'image pour les mal-voyants d'un propos d'esthète : *« Une chute de reins vertigineuse ! »*

Plus dure sera la chute en effet. Et vertigineuse aussi fut la bousculade des photographes, mus par un basique instinct, pour immortaliser l'instant. Sharon Stone mit ensuite le cap vers le passage obligé, la conférence de presse. C'est qu'elle avait des choses à dire. Sur l'état de l'union notamment avec Phil Bronstein, son mari. *« Nous faisons l'amour constamment. »* Sur une éventuelle maternité : *« C'est un secret entre mon mari et moi. »* Et surtout sur la vie, *« car la vie commence à quarante ans »*. C'est généralement ce que disent les femmes de quarante ans. Cela tombe bien, Sharon Stone les a et les porte vertigineusement bien.

Robert lui n'était pas nu. Pas même dans le plus simple appareil façon Colonel-Fabien. Robert Hue était là, en voyage privé, aux marches du Palais. Beau comme un Robert et visiblement content d'être là. Même s'il semblait privé, cette fois-ci, de son compagnon de route culturel, le célèbre Roger, son Hanin, notre Navarro avec lequel il ne dédaigne jamais de faire un bout d'escalier. En tout cas, Robert le facétieux avait bien choisi son jour puisqu'on projetait, jeudi, *Khroustaliov, ma voiture !*, film-charge d'Alexis Guerman sur l'URSS au temps de Staline. C'est dire si les temps modernes ont changé et si la repentance marxiste est assumée !

Loin de Cannes, aux antipodes pour ainsi dire puisque cela se situe à Libercourt, Pas-de-Calais, deux jeunes gens tout saisis d'un zèle ascensionniste, ont entrepris, jeudi, l'escalade d'un chêne centenaire par la face moussue. Simple première marche d'ailleurs, car les deux camarades ont longuement mijoté le projet de passer dix jours dans les arbres de Libercourt sans remettre pied à terre. Soit à peu près le temps de leur festival à eux, un festival de défense de la forêt.

L'exploit crée l'appellation. Les deux complices, fondateurs de l'association Les Cousins des bois, ont été immédiatement qualifiés « d'arbronautes ». L'arbronaute se reconnaît notamment à sa faculté à grimper aux arbres, dès son plus jeune âge, et à entretenir avec les rois de nos forêts le plus agréable commerce. La tête dans les cimes, le corps dans les feuilles, les pieds sur les branches, pour vivre heureux, vivons perchés !

Donc les deux arbronautes, harnachés, équipés, vont traverser Libercourt d'arbre en arbre, y vivre, y manger, y dormir, l'intendance étant assurée depuis le plancher des Terriens par quelques sherpas amicaux. Il est même prévu, ce qui nous ramène au point de départ, une séance cinéma. Ce sera Tarzan, évidemment. Moi Solé, toi Gontier, du nom de ces deux braves héros verts.

Un déséquilibré tue un policier au CHU du Kremlin-Bicêtre

JOSSELIN GRANDU, un sous-brigadier de police âgé de quarante-trois ans, a été tué par balles, jeudi 21 mai dans l'après-midi, par un homme qu'il venait de conduire aux urgences psychiatriques de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne). L'auteur des coups de feu, un exhibitionniste, avait été interpellé entre Cachan et Arcueil par le sous-brigadier, qui patrouillait avec deux collègues. D'abord placé en garde à vue au commissariat du Kremlin-Bicêtre, il avait ensuite été transporté à l'hôpital, parce qu'il ne semblait pas jouir de toutes ses facultés mentales. *« Démenotté pour son examen par un psychiatre*, a indiqué Francis Idrac, le préfet du Val-de-Marne, *il s'est saisi de l'arme d'un des trois policiers et a tiré plusieurs coups de feu en direction de M. Grandu. Il a été maîtrisé aussitôt. »* La police judiciaire du Val-de-Marne a été chargée de l'enquête. Le décès de Josselin Grandu porte à cinq le nombre des membres des forces de l'ordre morts en service depuis le début de l'année.

Le gouvernement suspend les activités de la Safer de Corse

LES ACTIVITÉS de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) de Corse seront suspendues à partir du samedi 23 mai par décision du ministère de l'agriculture et de la pêche, qui a mis en cause sa gestion, a indiqué jeudi la préfecture à Ajaccio. Le ministère demande à la Safer de ne *« plus exercer son droit de préemption pour procéder à des acquisitions foncières »*. Les Safer acquièrent des terres agricoles puis les redistribuent – après restructuration des parcelles – à des exploitants afin d'éviter la spéculation foncière. Le ministère pose deux conditions à une reprise des activités de la Safer : le départ de son directeur, Philippe de Casalta (par ailleurs directeur de la chambre d'agriculture de Haute-Corse), et la mise en place rapide d'un plan de redressement financier.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : trois mineurs ont été écroués**, jeudi 21 mai, dans le cadre d'enquêtes sur des violences exercées à l'intérieur et aux abords de deux collèges de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) contre des enseignants et des représentants des forces de l'ordre. – *(AFP.)*

■ **VIOLENCES URBAINES : quatre personnes, dont trois mineurs, ont été placées en garde à vue**, jeudi 21 mai à Colmar pour des violences urbaines commises dans la nuit précédente. Selon la police, cinq véhicules et trois bennes à papier ont été incendiés à un quart d'heure d'intervalle dans un quartier voisin de la ZUP où des incidents ont été enregistrés toutes les nuits depuis dimanche. Ces nouveaux incidents sont survenus quelques heures après la comparution, mercredi, devant le tribunal de Colmar, d'un homme de vingt-sept ans soupçonné d'être l'un des meneurs de ces violences. – *(AFP.)*

■ **TURQUIE : Ankara ne participera pas au conseil d'association entre l'Union européenne (UE) et la Turquie** qui se tiendra lundi 25 mai à Bruxelles, a-t-on appris, jeudi, d'une source proche du gouvernement. Cette décision intervient après la visite en Turquie du secrétaire britannique au Foreign Office, Robin Cook, qui avait tenté de dégeler les relations entre l'Union et la Turquie, au point mort depuis le refus des Quinze, en décembre 1997, d'inclure Ankara dans leurs plans d'élargissement. – *(AFP.)*

Tirage du *Monde* daté vendredi 22 mai : 453 703 exemplaires. 1 -